



Secrétariat du Conseil du Trésor

COMPTES PUBLICS --- DE L'ONTARIO

**États des ministères
et annexes**

**VOLUME 1
2016–2017**



TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vii
Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses	
Détails des recettes	1-1
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement.....	1-22
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations.....	1-24
Fonds ontarien d'initiative	1-27
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être.....	1-29
Section 2 – États financiers des ministères	
Affaires autochtones	2-1
Affaires civiles, de l'Immigration et du Commerce international.....	2-7
Affaires municipales et Logement.....	2-21
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales.....	2-33
Bureau de l'Assemblée législative	2-47
Bureau du Conseil des ministres	2-55
Bureau du directeur général des élections	2-61
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-67
Bureau du vérificateur général.....	2-71
Cabinet du Premier ministre	2-75
Développement du Nord et Mines	2-79
Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure / Recherche et de l'Innovation	2-91
Éducation.....	2-105
Énergie	2-119
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique.....	2-131
Finances	2-143
Formation, Collèges et Universités	2-171
Office des affaires francophones	2-185
Ombudsman Ontario	2-191
Procureur général.....	2-197
Richesses naturelles et des Forêts	2-223
Santé et Soins de longue durée.....	2-239
Secrétariat du Conseil du Trésor	2-271
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2-301
Services à l'enfance et à la jeunesse.....	2-331
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs.....	2-343
Services sociaux et communautaires	2-365
Tourisme, Culture et Sport.....	2-375
Transports.....	2-393
Travail.....	2-411
Fonds Trillium	2-427

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

	Page
Section 3 – Annexes – Dette	
Dette à long-terme	3-1
Remboursement de la dette à long terme.....	3-5
Variation nette de la dette à court terme.....	3-9
Sommaire de l'encours de la dette	3-11
Encours de la dette	3-12
Opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)	3-41
 Section 4 – Autres annexes supplémentaires	
Prêts et investissements	4-1
Fonds et autre passif	4-10
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario	4-15
Créances exigibles de la Couronne	4-17

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2016-2017 comprennent le **Rapport annuel** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Le **volume 2** contient les états financiers des organismes de services du gouvernement et des entreprises publiques qui font partie du périmètre comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient les détails de paiements effectués par les ministères aux fournisseurs (y compris la taxe de vente) et aux bénéficiaires de paiements de transfert, si cette divulgation n'est pas réputée être interdite en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

La présente section renferme des états financiers pour chaque ministère. Les cinq états financiers suivants sont présentés, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les créances exigibles de la Couronne.

3 TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

Mandats spéciaux

Si l'Assemblée législative n'est pas en session et des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par une *loi portant affectation anticipée de crédits* ou par une *loi de crédits*, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses. Les montants accordés par mandats spéciaux au cours de l'exercice 2016-2017 sont déduits du total correspondant à chaque programme pour déterminer les montants à voter.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2016-2017 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paiements de transfert

Cette catégorie comprend les subventions, subsides et aides versées à des particuliers, des entreprises, des organismes à but non lucratif et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables et une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations.

ACTIFS

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Inventaire détenu à des fins de revente

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art

Comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie; par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement

Comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web Secrétariat du Conseil du Trésor à www.ontario.ca/comptespublics.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le Présidente du Conseil du Trésor le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1^{er} avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.ontario.ca/budgetdesdepenses.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice.

Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ecaccts.

NOTA

Le présent document est publié en français et en anglais.

Site Web: www.ontario.ca/comptespublics

This publication is available in English and French.

Website: www.ontario.ca/publicaccounts

section 1
annexes –
recettes et dépenses
(non vérifié)

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.¹

	2017 \$	2016 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	30 670 658 803	31 140 531 121
Taxe de vente	24 750 027 309	23 455 554 526
Impôts sur les sociétés	14 871 809 565	11 427 707 512
Impôt-santé des employeurs.....	5 908 191 460	5 648 931 985
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 868 148 185	5 839 244 688
Contribution-santé de l'Ontario	3 575 016 709	3 452 922 027
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité)	333 694 315	3 247 000 000
Taxe sur l'essence	2 625 622 226	2 458 654 606
Droits de cession immobilière	2 727 892 187	2 118 025 670
Taxe sur le tabac	1 230 443 838	1 225 620 601
Taxe sur les carburants	742 234 805	751 441 968
Taxe sur la bière et le vin	588 519 952	582 392 616
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	205 785 929	226 699 786
Impôt sur l'administration des successions	181 473 765	169 470 033
Impôt sur les bénéfices miniers	37 263 192	42 176 204
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier .	4 886 165	14 717 204
Impôt foncier provincial	17 460 705	11 846 092
Taxe sur le pari mutuel	4 459 444	4 320 377
Impôt calculé sur la superficie en acres – <i>Loi sur les mines</i> .	2 165 526	930 951
TOTAL DES RECETTES FISCALES	94 345 754 080	91 818 189 685

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Les montants déclarés par la province en 2015-2016 ont été réduits de 6 951 411 \$ en crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôt passés en charges.

¹ Crédits d'impôt sur le revenu remboursables:

Les charges de fonctionnement publiées dans les Comptes publics au titre d'un crédit d'impôt remboursable représentent la valeur estimée des crédits d'impôt pour l'exercice en cours, en sus de tout rajustement lié aux montants des années antérieures publiés.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

Pour 2017, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 42 201 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 42 201 \$ jusqu'à 84 404 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 84 404 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2016, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 41 536 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 41 536 \$ jusqu'à 83 075 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 83 075 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables supérieurs 220 000 \$. Pour 2015, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 40 922 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 40 922 \$ jusqu'à 81 847 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 81 847 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 220 000 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 \$), avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés tous les ans. Les crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario qui sont calculés après la surtaxe provinciale mais avant la réduction de l'impôt de l'Ontario. Pour 2016 et 2017, ces crédits ont été versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 4,5 % dans le cas des dividendes non déterminés. Pour 2016, ils sont versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 4,2863 % dans le cas des dividendes non déterminés.

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2017, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 556 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 831 \$. En 2016, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 484 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 738 \$. En 2015, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 418 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 654 \$.

L'impôt sur le revenu de l'Ontario est éliminé par la réduction de l'impôt de l'Ontario lorsque l'impôt est inférieur au montant déterminant du déclarant. Si l'impôt de l'Ontario exigible est plus élevé que le montant déterminant du déclarant, le Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu peut diminuer la portion de l'impôt ontarien qu'aura à payer le contribuable. Pour 2017, le montant déterminant de base est de 235 \$, auquel on ajoute 434 \$ par enfant à charge de moins de 18 ans et par personne handicapée à charge. Pour 2016, le montant déterminant de base est de 231 \$, auquel on ajoute 427 \$ par personne handicapée à charge ou enfant de 18 ans ou moins, à charge. Pour 2015, le montant déterminant de base est de 228 \$, auquel on ajoute 421 \$ par personne handicapée à charge ou enfant de 18 ans ou moins, à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente unique sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province à l'aide d'une formule de répartition des revenus. L'Ontario conserve également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers, ces deux taxes étant perçues et administrées par la province. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 1 775 409 956 \$ en 2016-2017 et de 1 718 816 342 \$ en 2015-2016.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les primes d'assurance et l'impôt supplémentaire spécial des compagnies d'assurance-vie. Les détails suivent.

Impôt sur le revenu: Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 11,5 % (il est passé de 14 % à 12 % le 1^{er} juillet 2010 et de 12 % à 11,5 % le 1^{er} juillet 2011). Les revenus des entreprises actives dans les domaines minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre, qui est passé de 12 % à 10 % le 1^{er} juillet 2010. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, qui est passé de 5,5 % à 4,5 % le 1^{er} juillet 2010, pour la première tranche de 500 000 \$ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement. Depuis le 2 mai 2014, le taux de l'IRS applicable aux petites entreprises est progressivement éliminé, et calculé au prorata pour les années d'imposition qui chevauchent cette date, dans le cas des grandes SPCC, et des groupes de SPCC associées, ayant eu un capital imposable utilisé au Canada de plus de 10 millions de dollars l'année précédente (et il est complètement éliminé pour les grandes SPCC, et les groupes de SPCC associées, ayant eu un capital imposable utilisé au Canada de plus de 15 millions de dollars). La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 2,7 % (4 % avant le 1^{er} juillet 2010) du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité.

Taxe sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-vie, d'assurance-accident et d'assurance-maladie, de 3,5 % sur les primes d'assurance de biens et de 3 % sur les primes d'autres types d'assurance (p. ex., assurance risques divers).

Impôt supplémentaire spécial : Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario dépassant une exemption de capital minimum de 10 millions de dollars, l'impôt sur le revenu des sociétés et l'IMS donnant droit à un crédit sur cet impôt.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministère des Finances pour chaque catégorie de biens immobiliers. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,241 % pour les biens résidentiels. Les taux pour les biens commerciaux, industriels et les pipelines varient à l'échelle de la province. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires indiqués ont été déduits de crédits d'impôts fonciers et de subventions représentant 1 054 196 837 \$ en 2016-2017 et 1 060 400 794 \$ en 2015-2016. Les montants résultent aussi d'un certain nombre de remises, de réductions et d'exemptions disponibles à l'échelle de la province.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 \$ ou moins versent un impôt correspondant à 0,98 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario. La première tranche de 400 000 \$ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé, y compris leurs entités associées, est exonérée de l'impôt-santé. À compter du 1^{er} janvier 2014, le plafond de la masse salariale pour l'exonération de l'impôt est passé de 400 000 \$ à 450 000 \$ et cette exonération a été éliminée pour les employeurs du secteur privé ayant une masse salariale ontarienne annuelle, y compris celles des entités apparentées, de plus de 5 000 000 \$. Les organismes de bienfaisance enregistrés continuent à bénéficier de l'exemption quelle que soit leur masse salariale.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane utilisé dans les véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est passé de 4,7 cents le litre à 5,7 cents le litre le 1^{er} avril 2016. La majeure partie de la taxe est perçue pour le compte de la province par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

Les droits de cession immobilière (DCI) sont perçus à la cession de biens immobiliers et sont payables sur la valeur de la contrepartie, qui est généralement le prix d'achat. Jusqu'au 31 décembre 2016, le taux des DCI sur la valeur de contrepartie était de 0,5 % pour une contrepartie valant jusqu'à 55 000 \$ inclusivement; 1 % pour une contrepartie valant de 55 000 \$ à 250 000 \$ inclusivement; 1,5 % pour une contrepartie valant plus de 250 000 \$; 2 % pour une contrepartie supérieure à 400 000 \$ lorsque le bien-fonds comporte une ou deux habitations unifamiliales. À compter du 1^{er} janvier 2017, le taux des DCI applicable aux biens-fonds qui comportent une ou deux habitations unifamiliales pour des valeurs de contrepartie supérieures à 2 000 000 \$ est passé de 2 % à 2,5 %. Pour tous les autres types de bien-fonds, le taux sur les valeurs de contrepartie supérieures à 400 000 \$ est passé de 1,5 % à 2 %. En outre, les acheteurs d'un premier logement peuvent être admissibles à un remboursement des DCI. Le montant maximum de ce remboursement est passé de 2 000 \$ à 4 000 \$ le 1^{er} janvier 2017.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares a augmenté, passant de 15,475 cents à 16,475 cents le 28 avril 2017. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable du cigare. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes désignés par le ministère.

Les taxes sur la bière et le vin sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2010. Ces taxes ont remplacé certains droits perçus sur l'alcool et n'ont pas eu d'incidence sur les revenus du gouvernement de l'Ontario. Les taxes s'appliquent à chaque achat de bière fait dans un magasin sur les lieux de fabrication, à The Beer Store ou dans un établissement pourvu d'un permis. Les taxes sont aussi imposées sur les achats de bière pression fabriquée par un bistrot-brasserie et sur les achats de vin et de vin panaché faits dans un magasin d'un établissement vinicole.

Les paiements tenant lieu d'impôt (électricité) sur le revenu des sociétés sont faits par Ontario Power Generation Inc. (OPG) et les services d'électricité municipaux à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). La SFIEO, société ayant succédé à Ontario Hydro, est chargée du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres éléments de passif d'Ontario Hydro. Tous les paiements tenant lieu d'impôt que reçoit la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de sa dette. Le montant des paiements correspond au montant de l'impôt qui serait perçu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'imposition des sociétés* et de la *Loi de 2007 sur les impôts* si ces sociétés ouvertes n'étaient pas exonérées des impôts fédéral et provincial sur les sociétés. En raison de l'élargissement de l'actionnariat dans Hydro One par l'entremise d'un premier appel public à l'épargne le 5 novembre 2015, Hydro One n'est plus exonérée des impôts fédéral et provincial sur les sociétés et n'a donc plus à assumer les paiements tenant lieu d'impôt. Le ministre des Finances est tenu par la loi de verser à la SFIEO des paiements équivalents à l'impôt ontarien payable par Hydro One Inc. en vertu de la *Loi de 2007 sur les impôts*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

OPG, Hydro One et les services municipaux d'électricité versent également à la SFIEO des paiements tenant lieu d'impôt foncier supplémentaire. La portion des redevances sur les revenus bruts payable à la SFIEO est aussi constatée sous Paiements tenant lieu d'impôt (électricité).

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 15 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, ou tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 \$. Les successions d'une valeur de 1 000 \$ ou moins sont exonérées de cette taxe.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément impôt foncier est payable à la SFIEO et est inclus en tant que paiement tenant lieu d'impôt en regard de la consolidation avec la province. L'élément utilisation d'énergie hydraulique des RRB est payable au ministre des Finances et est inclus à la rubrique Autres recettes – Redevances.

L'impôt foncier provincial est perçu sur les biens-fonds situés en territoire non municipalisé selon les taux prescrits par règlement. Le taux s'appliquant dépend de la catégorie de biens dans laquelle est classé le bien-fonds et du fait que le bien-fonds soit situé ou non dans une localité définie par la *Loi sur l'évaluation foncière*.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 \$ provenant des substances minérales tirées et vendues par les exploitants des mines en Ontario. La déduction annuelle de 500 000 \$ doit être partagée par les sociétés associées. Le taux d'imposition sur les bénéfices assujettis à l'impôt sur l'exploitation minière est de 10 % pour les mines non éloignées et de 5 % pour les mines éloignées. Chaque nouvelle mine a le droit, durant une période prescrite, d'exclure de l'impôt sur l'exploitation minière des bénéfices allant jusqu'à 10 millions de dollars. Cette période d'exemption est de trois ans pour une nouvelle mine qui n'est pas éloignée et de dix ans pour une nouvelle mine éloignée. Cette exonération est aussi applicable à l'agrandissement important d'une mine existante si elle n'est pas éloignée. L'impôt sur l'exploitation minière n'est pas applicable à l'extraction des diamants. L'extraction des diamants est assujettie à des redevances sur la valeur de la production de la mine. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

Les exploitants des pistes de courses perçoivent la taxe sur le pari mutuel, qui est de 5 % pour tous les paris, et la remettent à la province.

Un impôt sur la superficie calculée en acres de 0,50 \$ par acre par année est perçu sur les droits miniers concédés par lettres patentes. Le paiement minimal est de 1 \$ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 \$ pour les territoires non érigés en municipalités.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

L'introduction de la contribution-santé de l'Ontario a permis au gouvernement d'effectuer dans le système de soins de santé en point de la province des investissements dont il avait grandement besoin. Chaque sou provenant de la contribution-santé de l'Ontario va à l'amélioration des services de santé de la province. En 2016-2017, les revenus provenant de la contribution-santé de l'Ontario ont augmenté par 122 millions de dollars pour passer à 3 575 millions de dollars, comparativement à 3 453 millions de dollars en 2015-2016. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé ont augmenté de 1 025 millions de dollars pour passer à 56 026 millions de dollars, par rapport à 55 001 millions de dollars en 2015-2016.

Les recettes provenant de la Contribution-santé de l'Ontario sont consacrées aux dépenses dans tous les secteurs qui relèvent du secteur de la santé; elles ne visent pas de secteurs de programme en particulier. En 2016-2017, les recettes tirées de la contribution ont été de 3 575 millions de dollars, ce qui représente 6,4 % des dépenses totales du secteur de la santé, qui se chiffrent à 56 026 millions de dollars. À titre de comparaison, les données en 2015-2016 étaient 3 453 millions de dollars, soit 6,3 % des 55 001 millions de dollars. Le tableau ci-dessous donne un exemple de la façon dont les revenus provenant de la Contribution-santé de l'Ontario appuient les investissements considérables dans le secteur de la santé. Il indique aussi le niveau de soutien que chaque secteur recevrait si le pourcentage des charges en 2015-2016 et en 2016-2017 était réparti proportionnellement entre chaque secteur.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur de la santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé réparties proportionnellement entre les secteurs (En millions de dollars)		
	2016-2017 6,4%	2015-2016 6,3%
Hôpitaux	1 071	1 108
Assurance-santé de l'Ontario	903	940
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	338	342
Foyers de soins de longue durée	257	267
Programmes de médicaments de l'Ontario	245	266
Santé publique, promotion de la santé et autres	761	530
Total	3 575	3 453

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$; 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; et 900 \$ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 \$.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	13 910 300 000	13 088 767 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	5 145 950 000	4 984 014 000
Péréquation	2 304 190 000	2 363 014 000
Programmes d'infrastructure.....	731 643 077	145 524 377
Entente sur le développement du marché du travail	677 836 833	631 902 211
Entente sur le logement social.....	440 855 680	454 541 337
Services de bien-être aux Autochtones	277 349 806	259 026 026
Entente sur le Fonds pour l'emploi	211 364 628	205 116 954
Expansion du bilinguisme	87 737 829	84 647 772
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées	76 411 477	76 411 477
Aide juridique – Droit criminel	59 212 989	50 980 005
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.....</i>	51 923 050	51 837 596
Cultivons l'avenir 2	48 737 499	46 813 596
Aide financière aux étudiants.....	25 314 242	35 852 802
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration	13 722 551	21 527 391
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	7 810 043	8 285 894
Programme de formation relais.....	3 000 000	5 119 938
Projet des dossiers de santé électroniques interopérables	0	4 573 665
Projet des dossiers de santé électroniques	0	1 873 500
Autres	470 595 735	620 603 913
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	24 543 955 439	23 140 433 099

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Depuis 2014-2015, le TCS est alloué aux provinces et aux territoires selon un montant égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux, dont le développement de la petite enfance, l'apprentissage des jeunes enfants et les services de garde d'enfants. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas, lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale, imposer d'exigences en matière de résidence aux citoyens canadiens, aux résidents permanents, aux personnes ayant un permis de séjour temporaire, aux demandeurs d'asile qui attendent de recevoir leur statut de résident permanent.

La péréquation est la pratique selon laquelle le gouvernement fédéral transfère des paiements pour rectifier les disparités fiscales parmi les provinces. Le programme de péréquation vise à faire en sorte que les gouvernements provinciaux aient des revenus suffisants pour être en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparable. Les paiements de péréquation sont inconditionnels. Les provinces sont libres d'utiliser ces fonds en fonction de leurs propres priorités.

Le financement de l'infrastructure versé à l'Ontario est fourni par l'entremise du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires, du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées, de l'entente sur l'Investissement dans le logement abordable, du Fonds Chantiers Canada et de différentes autres ententes qui soutiennent la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion du capital physique de la province, dont les routes, les ponts, les transports en commun et les réseaux hydrographiques.

L'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes et des services de développement du marché du travail dispensés antérieurement par le gouvernement fédéral. Les fonds provenant de l'EDMT appuient les programmes de formation professionnelle de l'Ontario, en particulier pour les personnes admissibles à des prestations d'assurance-emploi (a.-e.). L'EDMT est financé en vertu de l'autorisation conférée par la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral aide la province à fournir des services et des programmes de bien-être aux habitants des réserves indiennes qui sont de même niveau que ceux qui sont offerts aux résidents d'autres collectivités.

L'Entente Canada-Ontario sur le Fonds pour l'emploi (EFE) prévoit le financement de programmes et de services liés au marché du travail qui mettent l'accent sur l'acquisition de compétences chez les personnes en chômage qui ne sont pas prestataires de l'assurance-emploi et les personnes qui ont un emploi et ont besoin d'une formation supplémentaire, comme celles qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires ou d'accréditation reconnue ou encore celles dont la capacité de lecture et d'écriture ainsi que les compétences de base sont limitées. L'EFE prévoit également du soutien au titre de la formation parrainée par les employeurs pour certains coûts de formation fournie par un établissement admissible. Le 1^{er} avril 2014, l'EFE remplaçait l'Entente relative au marché du travail.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

En vertu de l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées (EMTPH), le gouvernement fédéral verse des fonds à l'Ontario pour soutenir les mesures visant à accroître l'employabilité des personnes ayant un handicap et à augmenter les occasions d'emploi qui leur sont offertes en répondant aux besoins des employeurs et en encourageant ceux-ci à éliminer les obstacles auxquels font face les personnes ayant un handicap. En outre, l'EMTPH vise à démontrer aux Canadiennes et aux Canadiens les résultats des investissements faits en vertu de l'Entente, à savoir l'employabilité accrue des personnes handicapées et leur plus grande participation au marché du travail.

Les paiements au titre de l'aide juridique représentent la contribution que fait le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes économiquement défavorisées d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont impliquées dans des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de veiller à ce que des normes minimales d'aide juridique soient maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale, la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ainsi que les questions touchant les immigrants et les réfugiés.

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui sont mis en œuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents.

Cultivons l'avenir 2 est une initiative fédérale-provinciale qui stimule l'innovation, la compétitivité et le développement des marchés pour le secteur canadien de l'agroalimentaire et des produits agricoles. En Ontario, Cultivons l'avenir 2 offre des ressources, des outils et une aide financière à frais partagés aux producteurs, aux entreprises de transformation et aux organisations et partenariats admissibles pour accroître leurs profits, élargir leurs marchés et gérer des risques communs.

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessaires, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

L'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA) est un programme fédéral-provincial à frais partagés qui aide les travailleurs en chômage âgés de 55 à 64 ans. L'ICTA est offerte dans les collectivités de moins de 250 000 personnes où le taux de chômage est élevé ou dont l'économie dépend dans une grande mesure d'une seule industrie. L'initiative aide les travailleurs plus âgés à trouver des programmes et des services qui peuvent les aider à améliorer leur employabilité, à réintégrer le marché du travail et à demeurer des travailleurs actifs et productifs pendant que leur collectivité prend des mesures pour s'adapter à la nouvelle réalité.

Le financement du gouvernement fédéral pour les programmes de formation relais de l'Ontario soutient les programmes visant à aider les immigrants qualifiés qui font face à des obstacles qui les empêchent d'intégrer le marché du travail et d'y demeurer.

Le programme d'investissement d'Inforoute Santé du Canada relatif aux dossiers de santé électroniques interopérables (DSEi) aidait les provinces et les territoires à établir des systèmes de DSEi. Le financement fédéral a été versé à l'Ontario en vertu de l'entente sur les dossiers de santé électroniques interopérables et les couches d'accès à l'information sur la santé (DSEi/CAIS). Ces solutions permettaient aux fournisseurs de soins de santé autorisés de voir et, dans certains cas, de mettre à jour les renseignements sur la santé des patients. L'Ontario s'attend à recevoir des fonds en vertu de ce transfert pour la dernière fois en 2015-2016.

Du financement a été reçu d'Inforoute Santé du Canada pour soutenir les efforts déployés pour accroître le nombre de cliniciens qui adoptent et utilisent un système de dossier médical électronique. L'Ontario s'attend à recevoir des fonds en vertu de ce transfert pour la dernière fois en 2015-2016.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) financement à l'appui de services sectoriels en vertu de différents accords comme les ententes relatives aux services de police des Premières nations, au Programme de contribution aux analyses biologiques et au Fonds du soutien de la famille pour les initiatives de droit de la famille;
- b) subsides annuels en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*;
- c) des intérêts sur le fonds des écoles publiques.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT DES HÔPITAUX, DES CONSEILS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES (SECTEUR PARAPUBLIC)	2017 \$	2016 \$
Hôpitaux	4 070 845 194	3 913 579 171
Conseils scolaires	1 389 254 467	1 341 474 269
Collèges	2 497 409 330	2 238 385 192
TOTAL DES DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT DES HÔPITAUX, DES CONSEILS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES (SECTEUR PARAPUBLIC).....	7 957 508 991	7 493 438 632

Les droits, dons et autres revenus provenant des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges (organismes du secteur parapublic) désignent les revenus tiers que ces organismes reçoivent du public comme les droits payés par les patients, les frais de scolarité, les frais pour services auxiliaires, les dons et les autres revenus provenant de sources non provinciales.

	2017 \$	2016 \$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario.....	2 358 450 000	2 233 101 000
Régie des alcools de l'Ontario	2 349 118 000	1 957 168 000
Ontario Power Generation Incorporated	342 000 000	463 000 000
Hydro One Incorporated	499 674 000	236 000 000
Brampton Distribution Holdco. Incorporated	18 000 000	20 000 000
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	5 567 242 000	4 909 269 000

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) gère des loteries, des casinos et des salles de machines à sous, des salles de bingo et des jeux en ligne. Elle administre également le financement versé à l'industrie des courses de chevaux. L'industrie du jeu en Ontario emploie des milliers d'Ontariennes et d'Ontariens et contribue au développement économique local à l'échelle de la province.

OLG modernise les loteries et le jeu en Ontario de manière à optimiser les revenus qu'elle tire de ses activités d'une manière qui est socialement responsable. La modernisation d'OLG permettra d'accroître le financement disponible pour payer des services publics importants comme la santé et l'éducation en élargissant le rôle du secteur privé dans le fonctionnement quotidien des loteries et des sites de jeu et en favorisant l'investissement et la création d'emplois.

OLG continue également d'intégrer les courses de chevaux dans sa stratégie de jeux et elle s'emploie à établir de futures ententes de financement à long terme avec l'industrie. Ces ententes devraient être approuvées par le gouvernement.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (maintenant une filiale d'Hydro One Limited) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créées dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. La part du revenu net d'Hydro One Limited (et anciennement d'Hydro One Inc.) qui revient à la province et le revenu net tiré de OPG sont consolidés dans les finances de la province. Le revenu de OPG provient principalement de la vente d'électricité produite par ses centrales. Le revenu d'Hydro One est tiré principalement du transport et de la distribution de l'électricité.

Avant le 28 février 2017, les revenus de Brampton Distribution Holdco Incorporated provenaient principalement de sa participation à 100 % dans la société de distribution d'électricité Hydro One Brampton Networks Inc. Le 28 février 2017, la province a conclu la vente de Hydro One Brampton Networks Inc. à Alectra Utilities. À la suite de la vente, Brampton Distribution Holdco Incorporated ne sera plus traitée comme une entreprise publique.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

AUTRES RECETTES	2017 \$	2016 \$
Ventes et locations.....	1 999 499 365	2 101 578 040
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules.....	1 726 641 586	1 564 758 627
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux	56 912 039	50 771 718
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	50 667 456	47 622 071
Air pur Ontario	14 632 857	14 652 155
Constitutions en société	25 917 039	23 060 376
Revenus tirés des jeux	15 624 513	15 840 618
Autres	598 848 019	590 998 588
Total des droits, permis et autorisations	2 489 243 509	2 307 704 153
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique	118 167 941	124 359 634
Teranet – Redevances, FIEF	33 004 877	33 000 000
Droits sur le bois de la Couronne.....	42 271 613	34 986 310
Autres	78 350 889	82 086 397
Total, redevances	271 795 320	274 432 341
Recouvrement de dépenses des années précédentes	523 651 657	661 853 741
Remboursement des dépenses	987 914 385	991 158 707
Amendes et pénalités	66 755 851	46 611 634
Divers :		
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	621 000 000	859 000 000
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité.....	838 000 000	875 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité.....	129 000 000	172 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité	210 999 354	220 928 591
Autres	182 154 373	276 001 422
Total, divers.....	1 981 153 727	2 402 930 013
TOTAL DES AUTRES RECETTES	8 319 713 814	8 786 268 629

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules servent à autoriser la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires, les droits actuels varient entre 188,75 \$ et 4 693 \$. Les droits actuels touchant les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires légers pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 120 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 60 \$ par année dans le Nord. Les droits applicables aux motocyclettes et aux cyclomoteurs sont respectivement de 42 \$ et 12 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 21 \$ et 12 \$ par année dans le Nord. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Le programme Air pur Ontario modernisé a été mis en oeuvre le 1^{er} janvier 2013. Des frais étaient exigés du public pour l'analyse des gaz d'échappement. Conformément à ce qui a été annoncé dans le budget de l'Ontario de 2016, les frais de 30 \$ imputés pour la première analyse dans le cas des véhicules légers, aux fins du renouvellement de l'immatriculation, sont éliminés depuis le 1^{er} avril 2017 afin de faciliter la vie quotidienne des Ontariennes et des Ontariens.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-5.

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Un prix de base par mètre cube, révisé tous les ans, constitue un minimum. Les prix de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en 2016-2017 étaient de 0,00 \$ (sous-produits seulement), 4,48 \$, ou 0,59 \$ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Les droits de 0,59 \$ le mètre cube représentent les droits pour plusieurs essences sous-utilisées et tiennent compte de l'instabilité économique de l'industrie forestière. Des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers, sont également exigés. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 \$ et 13,77 \$ le mètre cube, selon les prix du marché.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2016-2017, les droits à l'IRF étaient de 2,50 \$ ou de 0,59 \$, compte tenu des groupes d'essence et de l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des charges de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 \$²; cela s'est produit en septembre 2016 pour le présent exercice. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Teranet – Redevances, FIEF - La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. Ce montant représente des redevances reportées que la province gagnera au cours des exercices ultérieurs et il est comptabilisé dans les comptes de la province à titre de revenu reporté, amorti sur la période au cours de laquelle les redevances sont suspendues. L'amortissement annuel se chiffre à 15 millions de dollars jusqu'en 2016-2017.

En 2010-2011, la province a négocié la prolongation de l'entente initiale avec Teranet, ce qui a donné lieu à une prolongation de 50 ans du calendrier d'amortissement initial. La somme de 1 milliard de dollars a été reçue en 2010-2011, et ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de 2011-2012 à 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars, pour un montant total combiné de 33 millions de dollars par année, à partir de 2011-2012 jusqu'à 2016-2017.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

La redevance de liquidation de la dette (RLD) est perçue auprès des particuliers sur leur consommation d'électricité. La *Loi de 1998 sur l'électricité* prévoyait le maintien de la RLD jusqu'à ce que le reliquat de la dette insurmontable soit éliminé. Ce reliquat est issu de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro et du secteur de l'électricité. La *Loi de 1998 sur l'électricité* a été modifiée par la *Loi de 2015 sur les mesures budgétaires* pour fixer la date de cessation de la RLD au 31 mars 2018 et pour supprimer tout lien avec le reliquat de la dette insurmontable. Par conséquent, à la suite de ces modifications législatives, à compter du 10 décembre 2015, le concept de « reliquat de la dette insurmontable » et les exigences afférentes, notamment celle prévoyant la détermination périodique du reliquat, ont été supprimés de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. L'Ontario a retiré la RLD de la facture d'électricité des consommateurs résidentiels le 1^{er} janvier 2016. La consommation résidentielle représente environ le tiers de la consommation d'électricité assujettie à la RLD, le reste de l'électricité étant utilisé par les consommateurs commerciaux, institutionnels, industriels et autres. Afin de réduire davantage les contraintes des coûts d'électricité pour les consommateurs commerciaux, industriels et autres, la *Loi de 2015 sur les mesures budgétaires* a modifié la *Loi de 1998 sur l'électricité* afin de supprimer la RLD le 1^{er} avril 2018, soit neuf mois plus tôt que prévu.

DÉTAILS DES RECETTES – Fin

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs d'électricité du coût de l'électricité en vertu d'accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1er avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé. Le 1er janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels réels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, le ministère des Finances prévoyait que la plus grande partie du passif serait éliminée sur une période de 12 ans, au fur et à mesure de l'expiration des contrats d'achat d'électricité existants. Par conséquent, la SFIEO amortit la majorité du passif au titre des revenus au cours de cette période.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. La variation représente la déduction des pertes estimées durant l'exercice utilisée dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer le passif lié aux contrats d'achat d'électricité au fil du temps.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la Loi de 1998 sur l'électricité. Il s'agit d'une société sans capital-actions et sans but lucratif qui fonctionne sans liens de dépendance. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. Elle dirige le fonctionnement et maintient la fiabilité du réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

À la suite de modifications apportées à la *Loi de 1998 sur l'électricité* et conformément à la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir*, l'Office de l'électricité de l'Ontario, constitué pour assurer l'approvisionnement suffisant en électricité à long terme, et la SIERE ont fusionné pour former une nouvelle entité, également appelée SIERE, le 1^{er} janvier 2015. La nouvelle entité ainsi créée continue de s'acquitter du mandat des deux organismes prédécesseurs.

	2017	2016
TOTAL DES RECETTES	140 734 174 324 \$	136 147 599 045 \$

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-18.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE
pour l'exercice se terminant

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	120	-
Affaires civiles, de l'Immigration et du Commerce	-	3 000 000	-	-	8 652 098	-
Affaires municipales et Logement	-	842 800 805	-	89 643 266	1 436 499	-
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	-	92 871 281	-	51 331	638 425	-
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	298	-
Bureau du cabinet	-	-	-	-	4 492	-
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Bureau du vérificateur général	-	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	-	-
Développement du Nord et des Mines	2 165 526	-	-	-	1 462 562	1 370
Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation	-	-	-	469 793	21 248	2 000
Éducation	-	79 722 198	-	-	1 513 805	78 000
Énergie	-	-	-	-	1 735	-
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	-	-	-	120 458	33 216 267	-
Finances	93 675 383 408	21 369 347 866	5 105 959 826	144 745 936	131 777 164	1 277 225
Formation, Collèges et Universités	-	1 247 775 046	-	841 142	1 631 774	332 848
Office des affaires francophones	-	1 665 000	-	-	17	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-	-
Procureur général	-	68 464 105	-	53 614 395	123 705 367	51 956 220
Richesses naturelles et des Forêts	-	5 300 072	-	13 277 717	7 075 895	487 827
Santé et Soins de longue durée	-	27 060 045	-	28 458 472	9 070 491	60 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	1 280	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	34 947 460	-	416 331 644	17 467 887	309
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	184 292 370	-	-	30 043	-
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	-	32 986	-	2 433 901	121 837 754	3 035
Services sociaux et communautaires	-	216 202 666	-	6 477 360	1 663 981	-
Tourisme, Culture et Sport	-	912 228	-	10 919	769 614	-
Transports	-	66 953 005	-	3 600	1 741 823 221	3 110 387
Travail	-	10 258	-	229 749 647	662 986	473 379
Total avant la consolidation	93 677 548 934	24 241 357 391	5 105 959 826	986 229 581	2 204 465 023	57 782 600
Redressements de consolidation et autres	668 205 146	302 598 048	461 282 174	1 684 804	284 778 486	8 973 251
Selon les états financiers consolidés	94 345 754 080	24 543 955 439	5 567 242 000	987 914 385	2 489 243 509	66 755 851

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2017

Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
3 728 300	-	(958 626)	270	2 770 064	Affaires autochtones
-	-	1 223 163	100 026 968	112 902 229	Affaires civiles, de l'Immigration et du Commerce international
193 583	-	76 898 896	1 928 201	1 012 901 250	Affaires municipales et Logement
23 929 060	-	23 944 841	2 117 666	143 552 604	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
69 799	-	443 152	144 997	658 246	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	9 426	1 277	15 195	Bureau du cabinet
-	-	-	-	-	- Bureau du directeur général des élections
-	-	-	-	-	- Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	- Bureau du vérificateur général
-	-	-	-	-	- Cabinet du Premier ministre
163 574	19 477 450	15 865 217	28 628	39 164 327	Développement du Nord et des Mines
81 487 367	1 490 225	33 387 005	10 721 209	127 578 847	Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation
-	-	34 082 482	5 722	115 402 207	Éducation
580 300 465	-	4 586 780	8 218	584 897 198	Énergie
11 701	-	577 372	6 657	33 932 455	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
-	33 004 877	50 785 488	21 703 895	120 533 985 685	Finances
-	-	63 658 977	4 165 211	1 318 404 998	Formation, Collèges et Universités
-	-	-	-	1 665 017	Office des affaires francophones
-	-	68 811	34 624	103 435	Ombudsman Ontario
358 289	-	4 778 879	72 698 380	375 575 635	Procureur général
11 392 544	164 180 077	23 578 553	734 709	226 027 394	Richesses naturelles et des Forêts
-	-	230 192 477	8 981 970	303 823 455	Santé et Soins de longue durée
3 106 350	-	5 808 040	7 441	8 923 111	Secrétariat du Conseil du Trésor
809 055	193 973	3 224 062	949 968	473 924 358	Sécurité communautaire et Services correctionnels
401	-	16 668 071	366 323	201 357 208	Services à l'enfance et à la jeunesse
1 905 598	-	1 060 487	2 167 734	129 441 495	Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs
-	-	26 245 351	5 645 219	256 234 577	Services sociaux et communautaires
72 379 788	-	704 892	6 580 219	81 357 660	Tourisme, Culture et Sport
50 173 276	13 642	20 578 405	285 766	1 882 941 302	Transports
53 899	-	118 220	730 950	231 799 339	Travail
830 063 049	218 360 244	637 530 421	240 042 222	128 199 339 291	Total avant la consolidation
1 169 436 316	53 435 076	(114 178 764)	9 698 620 496	12 534 835 033	Redressements de consolidation et autres
1 999 499 365	271 795 320	523 351 657	9 938 662 718	140 734 174 324	Selon les états financiers consolidés

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	13 497 673	1 916 309	1 130 585	13 161 938	234 728
Affaires civiles, de l'Immigration et du Commerce international	42 582 379	6 040 741	3 950 184	31 047 410	1 038 236
Affaires municipales et Logement	41 289 243	5 936 573	1 105 393	19 914 626	620 938
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	79 934 230	11 949 358	4 214 669	39 549 960	1 557 463
Bureau de l'Assemblée législative	88 258 995	21 215 748	7 092 467	33 902 510	7 888 502
Bureau du cabinet	24 862 323	3 351 699	1 084 012	9 601 024	615 629
Bureau du directeur général des élections	6 466 857	1 418 727	15 482	264 649	33 908
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 123 136	130 349	34 658	233 163	61 089
Bureau du vérificateur général	10 466 788	2 973 172	312 168	3 966 214	837 005
Cabinet du Premier ministre	2 279 793	230 282	68 538	21 276	20 772
Développement du Nord et des Mines	35 724 404	5 373 441	2 429 820	154 732 784	2 213 911
Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation	59 415 132	8 590 997	2 327 354	190 768 189	1 340 813
Éducation	159 095 932	24 146 313	8 780 364	124 267 633	5 700 345
Énergie	17 142 069	2 330 847	586 738	83 260 405	217 987
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	173 931 676	27 460 729	4 885 988	102 071 034	11 625 239
Finances	110 447 899	17 483 321	3 926 510	178 469 424	2 586 801
Formation, Collèges et Universités	92 042 315	14 824 900	4 422 384	68 210 449	895 412
Office des affaires francophones	1 785 778	212 739	123 741	2 032 826	26 166
Ombudsman Ontario	8 572 827	1 921 915	313 209	2 056 491	757 649
Procureur général	727 700 653	92 323 920	25 666 577	325 817 086	14 627 870
Richesses naturelles et des Forêts	232 958 304	39 382 844	17 365 711	231 151 455	33 249 651
Santé et Soins de longue durée	293 709 995	51 312 032	16 259 760	257 185 529	10 769 455
Secrétariat du Conseil du Trésor	122 507 664	1 065 702 842	2 823 605	83 810 215	4 195 523
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 503 494 756	230 423 651	90 406 599	383 666 679	147 214 309
Services à l'enfance et à la jeunesse	189 183 829	31 473 910	6 749 027	86 198 887	5 401 747
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	292 035 090	47 107 428	26 828 199	174 077 330	14 047 579
Services sociaux et communautaires	242 628 992	44 082 187	13 613 950	125 022 628	2 804 857
Tourisme, Culture et Sport	31 195 434	4 731 643	937 435	22 398 509	2 347 515
Transports	193 959 756	32 455 096	9 850 303	415 249 537	40 795 112
Travail	124 577 566	20 039 886	6 312 210	51 393 310	1 596 958
	4 922 871 488	1 816 543 599	263 617 640	3 213 503 170	315 323 169
Reclassification des dépenses**	244 278 711	28 884 002	(5 954 862)	(273 239 235)	6 031 384
Total avant la consolidation	5 167 150 199	1 845 427 601	257 662 778	2 940 263 935	321 354 553
Redressements de consolidation et autres	34 977 442 394	1 207 146 469	312 381 417	6 750 550 080	7 458 262 224
Selon les états financiers consolidés	40 144 592 593	3 052 574 070	570 044 195	9 690 814 015	7 779 616 777

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Secrétiariat du Conseil Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

non vérifié

COMPTES PUBLICS, 2016-2017

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2017

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Reclassification des ministères	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés
\$	\$	\$	\$	\$	
96 170 489	1 599 941	127 711 663	-	127 711 663	Affaires autochtones
139 260 529	-	223 919 479	(47 878 582)	176 040 897	Affaires civiles, de l'Immigration et du Commerce international
1 556 868 643	1 923 423	1 627 658 839	(84 109 535)	1 543 549 304	Affaires municipales et Logement
633 792 092	916 036	771 913 808	259 030 494	1 030 944 302	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
262 000	-	158 620 222	(4 873 311)	153 746 911	Bureau de l'Assemblée législative
3 204 000	-	42 718 687	-	42 718 687	Bureau du cabinet
-	27 069 857	35 269 480	(573 301)	34 696 179	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 738 195	-	1 738 195	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	18 555 347	(642 887)	17 912 460	Bureau du vérificateur général
-	-	2 620 661	-	2 620 661	Cabinet du Premier ministre
329 118 173	263 758 948	793 351 481	21 088 946	814 440 427	Développement du Nord et des Mines
1 055 342 942	4 606 772	1 322 392 199	(87 992 359)	1 234 399 840	Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation
26 077 974 610	6 381 030	26 406 346 227	(202 648 493)	26 203 697 734	Éducation
557 502 688	-	661 040 734	259 175 919	920 216 653	Énergie
28 363 665	7 996 654	356 334 985	166 675 898	523 010 883	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
781 382 565	11 684 990 531	12 779 287 051	1 134 053 225	13 913 340 276	Finances
7 903 645 295	55 135 710	8 139 176 465	1 991 369 092	10 130 545 557	Formation, Collèges et Universités
800 394	-	5 024 144	-	5 024 144	Office des affaires francophones
-	-	13 622 091	(649 382)	12 972 709	Ombudsman Ontario
536 281 198	142 931 483	1 865 348 787	73 344 088	1 938 692 875	Procureur général
52 526 509	22 275 796	628 910 270	229 948 722	858 858 992	Richesses naturelles et des Forêts
52 194 972 586	24 983 209	52 849 192 566	3 176 087 810	56 025 280 376	Santé et Soins de longue durée
8 762 000	296 000	1 288 097 849	(46 102 390)	1 241 995 459	Secrétariat du Conseil du Trésor
243 578 969	104 083 499	2 702 868 462	(21 386 788)	2 681 481 674	Sécurité communautaire et Services correctionnels
4 164 917 365	14 329 338	4 498 254 103	(119 208 313)	4 379 045 790	Services à l'enfance et à la jeunesse
18 367 453	30 309 516	602 772 595	(3 222 651)	599 549 944	Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs
11 156 032 918	63 927 369	11 648 112 901	(20 832 349)	11 627 280 552	Services sociaux et communautaires
1 235 450 159	183 491	1 297 244 186	243 079 798	1 540 323 984	Tourisme, Culture et Sport
3 358 894 056	740 450 220	4 791 654 080	(1 154 518 365)	3 637 135 715	Transports
103 721 791	652 075	308 293 796	-	308 293 796	Travail
112 237 193 089	13 198 956 698	135 968 051 353	5 759 215 286	141 727 266 639	
-	-	-	-	-	Reclassification des dépenses**
112 237 193 089	13 198 956 698	135 968 051 353	5 759 215 286	141 727 266 639	Total avant la consolidation
(56 409 376 772)	11 462 851 974				Redressements de consolidation et autres
55 827 816 317	24 661 808 672			141 727 266 639	Selon les états financiers consolidés

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2016-2017 a été publié.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	13 497 673	1 916 309	1 130 585	13 161 938	234 728
Affaires civiles, de l'Immigration et du Commerce international	42 582 379	6 040 741	3 950 184	31 047 410	1 038 236
Affaires municipales et Logement	41 289 243	5 936 573	1 105 393	19 914 626	620 938
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	79 934 230	11 949 358	4 214 669	39 549 960	1 557 463
Bureau de l'Assemblée législative	88 258 995	21 215 748	7 092 467	33 902 510	7 888 502
Bureau du cabinet	24 862 323	3 351 699	1 084 012	9 601 024	615 629
Bureau du directeur général des élections	6 466 857	1 418 727	15 482	264 649	33 908
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 123 136	130 349	34 658	233 163	61 089
Bureau du vérificateur général	10 466 788	2 973 172	312 168	3 966 214	837 005
Cabinet du Premier ministre	2 279 793	230 282	68 538	21 276	20 772
Développement du Nord et des Mines	35 724 404	5 373 441	2 417 501	19 903 594	1 344 365
Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation	59 415 132	8 590 997	2 327 354	101 786 177	1 340 813
Éducation	159 095 932	24 146 313	8 780 364	124 267 633	5 700 345
Énergie	17 142 069	2 330 847	586 738	83 260 405	217 987
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	173 931 676	27 460 729	4 885 988	102 071 034	11 625 239
Finances	110 447 899	17 483 321	3 926 510	178 469 424	2 586 801
Formation, Collèges et Universités	92 042 315	14 824 900	4 422 384	68 210 449	895 412
Office des affaires francophones	1 785 778	212 739	123 741	2 032 826	26 166
Ombudsman Ontario	8 572 827	1 921 915	313 209	2 056 491	757 649
Procureur général	727 700 653	92 323 920	25 666 577	325 817 086	14 627 870
Richesses naturelles et des Forêts	232 958 304	39 382 844	15 908 630	200 444 399	22 835 828
Santé et Soins de longue durée	293 709 995	51 312 032	16 259 760	257 185 529	10 769 455
Secrétariat du Conseil du Trésor	122 507 664	1 065 702 842	2 823 605	73 058 578	4 195 523
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 503 494 756	230 423 651	90 406 599	362 807 183	147 214 309
Services à l'enfance et à la jeunesse	189 183 829	31 473 910	6 749 027	86 198 887	5 401 747
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	292 035 090	47 107 428	26 828 199	168 681 351	14 047 579
Services sociaux et communautaires	242 628 992	44 082 187	13 613 950	125 022 628	2 804 857
Tourisme, Culture et Sport	31 195 434	4 731 643	937 435	18 147 877	1 758 879
Transports	193 578 950	32 351 510	9 824 828	413 689 125	40 773 201
Travail	124 577 566	20 039 886	6 312 210	51 393 310	1 596 958
	4 922 490 682	1 816 440 013	262 122 765	2 916 166 756	303 429 253
Reclassification des dépenses**	244 278 711	28 884 002	(5 954 862)	(273 239 235)	6 031 384
Total avant la consolidation	5 166 769 393	1 845 324 015	256 167 903	2 642 927 521	309 460 637

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Secrétiariat du Conseil Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2017

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
89 029 444	1 599 941	120 570 618	-	120 570 618	Affaires autochtones
139 260 529	-	223 919 479	(47 878 582)	176 040 897	Affaires civiles, de l'Immigration et du Commerce international
964 951 292	1 923 423	1 035 741 488	(74 238 105)	961 503 383	Affaires municipales et Logement
459 015 276	916 036	597 136 992	165 722 753	762 859 745	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
262 000	-	158 620 222	(4 873 311)	153 746 911	Bureau de l'Assemblée législative
3 204 000	-	42 718 687	-	42 718 687	Bureau du cabinet
-	27 069 857	35 269 480	(573 301)	34 696 179	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 738 195	-	1 738 195	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	18 555 347	(642 887)	17 912 460	Bureau du vérificateur général
-	-	2 620 661	-	2 620 661	Cabinet du Premier ministre
233 323 996	41 266	298 128 567	55 846 606	353 975 173	Développement du Nord et des Mines
951 115 742	4 606 772	1 129 182 987	(34 323 434)	1 094 859 553	Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation
24 990 876 178	65 927	25 312 932 692	11 523 801	25 324 456 493	Éducation
557 502 688	-	661 040 734	234 897 196	895 937 930	Énergie
28 363 665	-	348 338 331	164 060 817	512 399 148	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
781 382 565	11 432 125 910	12 526 422 430	1 379 673 198	13 906 095 628	Finances
7 253 095 096	49 881 270	7 483 371 826	1 938 562 954	9 421 934 780	Formation, Collèges et Universités
800 394	-	4 981 644	-	4 981 644	Office des affaires francophones
-	-	13 622 091	(649 382)	12 972 709	Ombudsman Ontario
536 281 198	57 053 149	1 779 470 453	70 095 172	1 849 565 625	Procureur général
47 526 509	5 059 337	564 115 851	229 772 270	793 888 121	Richesses naturelles et des Forêts
50 879 591 776	6 663 888	51 515 492 435	2 563 968 141	54 079 460 576	Santé et Soins de longue durée
8 762 000	-	1 277 050 212	(46 102 390)	1 230 947 822	Secrétariat du Conseil du Trésor
243 578 969	18 626 960	2 596 552 427	(21 386 788)	2 575 165 639	Sécurité communautaire et Services correctionnels
4 077 403 219	258 699	4 396 669 318	(119 208 313)	4 277 461 005	Services à l'enfance et à la jeunesse
18 367 453	17 148 666	584 215 766	(3 222 651)	580 993 115	Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs
11 107 423 599	25 000 171	11 560 576 384	(20 832 349)	11 539 744 035	Services sociaux et communautaires
1 089 080 197	183 491	1 146 034 956	247 671 056	1 393 706 012	Tourisme, Culture et Sport
310 794 751	-	1 001 012 365	918 381 095	1 919 393 460	Transports
103 231 791	2 112	307 153 833	-	307 153 833	Travail
104 874 224 327	11 648 382 675	126 743 256 471	7 606 243 566	134 349 500 037	
-	-	-	-	-	Expense Reclassification**
104 874 224 327	11 648 382 675	126 743 256 471	7 606 243 566	134 349 500 037	Ministry Total Before Consolidation

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2016-2017 a été publié.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	-
Affaires civiques, de l'Immigration et du Commerce international	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	-	-	-	-	-
Développement du Nord et des Mines	-	-	12 319	134 829 190	869 546
Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation	-	-	-	88 982 012	-
Éducation	-	-	-	-	-
Énergie	-	-	-	-	-
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	-	-	-	-	-
Finances	-	-	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	-	-	-	-	-
Office des affaires francophones	-	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Richesses naturelles et des Forêts	-	-	1 457 081	30 707 056	10 413 823
Santé et Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	10 751 637	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	-	-	20 859 496	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	-	-	-	5 395 979	-
Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Sport	-	-	-	4 250 632	588 636
Transports	380 806	103 586	25 475	1 560 412	21 911
Travail	-	-	-	-	-
Total avant la consolidation	380 806	103 586	1 494 875	297 336 414	11 893 916

*On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2017

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
7 141 045	-	7 141 045	-	7 141 045	Affaires autochtones
-	-	-	-	-	Affaires civiles, de l'Immigration et du Commerce international
591 917 351	-	591 917 351	(9 871 430)	582 045 921	Affaires municipales et Logement
174 776 816	-	174 776 816	93 307 741	268 084 557	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
95 794 177	263 717 682	495 222 914	(34 757 660)	460 465 254	Développement du Nord et des Mines
104 227 200	-	193 209 212	(53 668 925)	139 540 287	Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation
1 087 098 432	6 315 103	1 093 413 535	(214 172 294)	879 241 241	Éducation
-	-	-	24 278 723	24 278 723	Énergie
-	7 996 654	7 996 654	2 615 081	10 611 735	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
-	252 864 621	252 864 621	(245 619 973)	7 244 648	Finances
650 550 199	5 254 440	655 804 639	52 806 138	708 610 777	Formation, Collèges et Universités
-	42 500	42 500	-	42 500	Office des affaires francophones
-	85 878 334	85 878 334	3 248 916	89 127 250	Procureur général
5 000 000	17 216 459	64 794 419	176 452	64 970 871	Richesses naturelles et des Forêts
1 315 380 810	18 319 321	1 333 700 131	612 119 669	1 945 819 800	Santé et Soins de longue durée
-	296 000	11 047 637	-	11 047 637	Secrétariat du Conseil du Trésor
-	85 456 539	106 316 035	-	106 316 035	Sécurité communautaire et Services correctionnels
87 514 146	14 070 639	101 584 785	-	101 584 785	Services à l'enfance et à la jeunesse
-	13 160 850	18 556 829	-	18 556 829	Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs
48 609 319	38 927 198	87 536 517	-	87 536 517	Services sociaux et communautaires
146 369 962	-	151 209 230	(4 591 258)	146 617 972	Tourisme, Culture et Sport
3 048 099 305	740 450 220	3 790 641 715	(2 072 899 460)	1 717 742 255	Transports
490 000	649 963	1 139 963	-	1 139 963	Travail
7 362 968 762	1 550 616 523	9 224 794 882	(1 847 028 280)	7 377 766 602	Total avant la consolidation

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2016-2017 a été publié.

FONDS ONTARIEN D'INITIATIVE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2017	2016
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'ontariens ¹	122 928 \$	103 536 \$
	122 928 \$	103 536 \$

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

CRÉDIT D'IMPÔT POUR L'AMÉNAGEMENT DU LOGEMENT AXÉ SUR LE BIEN-ÊTRE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

Crédit d'impôt pour l'exercice terminé le 31 mars 2016:

Estimation des dépenses 17 232 100 \$

Estimation du coût réel* 13 900 000 \$

La *Loi de 2007* sur les impôts exige que le ministre des Finances compare le coût prévu du crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être au coût réel.

Le coût de ce crédit est inférieur à ce qui avait été estimé initialement parce qu'il y a moins de demandes d'obtention du crédit que ce à quoi on s'attendait.

*Le coût de ce crédit en 2015-2016 englobe une portion des crédits pour l'année d'imposition 2016. Le coût réel définitif ne sera pas disponible avant que l'Agence du revenu du Canada n'ait reçu et traité toutes les déclarations de revenus pour les années d'imposition 2015 et 2016.

section 2

États financiers des

ministères

(non vérifié)

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-2
AFFAIRES AUTOCHTONES.....	2-3
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-4
ÉTAT DES RECETTES.....	2-5

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

76 141 836	Ministère des Affaires Autochtones	120 766 814	120 570 618
<u>76 141 836</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>120 766 814</u>	<u>120 570 618</u>
=====		=====	=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

2 999 978	Ministère des Affaires Autochtones	7 246 000	7 141 045
<u>2 999 978</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>7 246 000</u>	<u>7 141 045</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES	
4	11 455 800	1 225 500	12 681 300	Administration du ministère 12 551 892
1	67 462 600	11 173 300	78 635 900	Affaires autochtones 76 983 145
2	2 000	29 382 600	29 384 600	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale 29 382 588
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 3 750
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 599 942
	<u>78 985 414</u>	<u>41 781 400</u>	<u>120 766 814</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES..... 120 570 618
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	3 001 000	4 245 000	7 246 000	Ministère des Affaires autochtones..... 7 141 045
	<u>3 001 000</u>	<u>4 245 000</u>	<u>7 246 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES 7 141 045
				=====

Description du programme :

Le mandat du ministère des Affaires Autochtones consiste à établir des partenariats plus vastes et plus solides avec les Autochtones, à diriger la planification des priorités et des politiques stratégiques, à régler les revendications territoriales et s'occuper des questions liées aux droits, à aider les Autochtones à accéder aux programmes et services gouvernementaux et à l'information connexe et à sensibiliser davantage le gouvernement aux questions liées aux Autochtones et aux pratiques exemplaires permettant de consulter et de mobiliser les Autochtones.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

non vérifié

**MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits liés à l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et la <i>protection de la vie privée</i>	0	45
Droits de demande – Accès à l'information	120	0
	-----	-----
 VENTES ET LOCATIONS	 3 728 300	 0
	-----	-----
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	 (958 626)*	 1 010 704
	-----	-----
 DIVERS	 270	 295
	-----	-----
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE.....	2 770 064	1 011 044
	=====	=====

*Redressement en 2016-2017 pour le recouvrement des dépenses des exercices précédents.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET DU COMMERCE INTERNATIONAL

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-8
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-9
AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION	2-11
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO	2-13
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	2-15
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-10
ÉTAT DES RECETTES	2-19

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
25 961 948	Administration du ministère	27 858 228	26 473 558
124 663 818	Affaires civiles et de l'immigration	130 718 200	126 249 948
26 482 394	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	23 073 400	22 564 863
19 604 213	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	20 149 400	19 403 002
20 509 292	Commerce international	31 697 400	29 228 108
217 221 665	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	233 496 628	223 919 479
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 000	0
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	1 000	0
=====		=====	=====

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	24 650 000	3 080 200	27 730 200	Administration du ministère 26 282 594
L	95 682		95 682	Traitement versé aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 140 963
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 50 001
	24 778 028	3 080 200	27 858 228	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 26 473 558
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	1 000		1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
				=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, ressources humaines, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques, soutien aux programmes régionaux et planification et affectation des ressources, etc.). Certains secteurs offrent du soutien aux ministères clients (Affaires civiles, Immigration et Commerce international, Tourisme, Culture et Sport) et à leurs organismes

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET DU COMMERCE INTERNATIONAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Analyse et planification</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	784 797	
Traitements et salaires	15 117 280		Avantages sociaux	91 575	
Avantages sociaux	2 162 495		Transports et communications	8 583	
Transports et communications	592 874		Services	23 119	
Services	8 064 031		Fournitures et matériel	5 319	
Fournitures et matériel	345 914				913 393
			<i>Services juridiques</i>		
			Transports et communications	4 466	
			Services	929 825	
			Fournitures et matériel	11 041	
					945 332
<i>Bureau principal</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires	3 744 497		Transports et communications	385	
Avantages sociaux	537 920		Services	2 116 561	
Transports et communications	222 395				2 116 946
Services	280 443				
Fournitures et matériel	83 710				
		4 868 965			
			<i>Services régionaux</i>		
			Traitements et salaires	3 844 231	
			Avantages sociaux	620 615	
			Transports et communications	233 540	
			Services	531 032	
			Fournitures et matériel	78 604	
					5 308 022
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	2 426 034		Traitement versé aux ministres en vertu		
Avantages sociaux	317 557		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		140 963
Transports et communications	53 076		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Services	3 518 538		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		50 001
Fournitures et matériel	90 107				
		6 405 312			190 964
<i>Ressources humaines</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	1 318 961		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		26 473 558
Avantages sociaux	206 088				
Transports et communications	17 623				
Services	50 243				
Fournitures et matériel	8 385				
		1 601 300			
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires	2 998 760				
Avantages sociaux	388 740				
Transports et communications	52 806				
Services	614 270				
Fournitures et matériel	68 748				
		4 123 324			

non vérifié

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
602				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
1	171 513 400	(40 795 200)	130 718 200	Affaires civiles et immigration 126 249 948
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES AFFAIRES
				CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION 126 249 948
	171 513 400	(40 795 200)	130 718 200	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Division des affaires civiles et de l'immigration a la responsabilité principale de l'immigration, du secteur bénévole et sans but lucratif et des prix et distinctions. La Division œuvre pour que les immigrants puissent participer pleinement à la vie socio-économique de la province; elle permet à l'Ontario de sélectionner ou de « désigner » au gouvernement fédéral des candidats à l'obtention du statut de résident permanent; elle fournit des services d'immigration des gens d'affaires afin de soutenir l'investissement, la création d'emploi et la satisfaction des besoins en compétences des employeurs; elle fait en sorte que les bénévoles et leurs organismes puissent contribuer pleinement au tissu socio-économique des collectivités de l'Ontario; elle reconnaît les particuliers qui ont fait des contributions extraordinaires au sein de leurs communautés.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
 Affaires civiles et immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires	14 986 266	
Avantages sociaux	2 174 543	
Transports et communications.....	625 854	
Services	5 357 767	
Fournitures et matériel.....	137 093	
Paiements de transfert		
Cours de langues.....	57 173 987	
Formation en milieu de travail	24 324 745	
Subventions pour l'établissement et l'intégration.....	18 127 405	
Initiatives de bénévolat	3 342 288	
	-----	102 968 425

		126 249 948

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION.....	126 249 948	=====

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
603				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO
1	23 226 400	(153 000)	23 073 400	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario 22 564 863
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE LA DIRECTION
				GÉNÉRALE DE LA CONDITION
				FÉMININE DE L'ONTARIO..... 22 564 863
	23 226 400	(153 000)	23 073 400	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario travaille à promouvoir l'égalité des femmes, à faire avancer la sécurité économique des femmes et à prévenir la violence à l'égard des femmes. Pour réaliser ces priorités, la Direction travaille avec des intervenants extérieurs et des ministères afin de cerner et d'analyser les questions émergentes, élabore et met en œuvre des stratégies coordonnées à l'échelon interministériel pour régler ces questions, accorde des subventions pour des programmes et services novateurs favorisant les pratiques exemplaires à l'appui de la sécurité personnelle et économique des femmes et mène ou soutient des initiatives qui reconnaissent et renforcent le leadership parmi les femmes.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 603**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 756 028
Avantages sociaux		402 889
Transports et communications.....		108 862
Services		747 814
Fournitures et matériel		27 906
Paiements de transfert		
Initiatives de prévention de la violence	11 559 942	
Initiatives de promotion de l'autonomie financière.....	6 961 422	
	-----	18 521 364

		22 564 863

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO		22 564 863
		=====

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO
1	19 949 400	200 000	20 149 400	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario.....
				19 403 002
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES
				PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO...
	19 949 400	200 000	20 149 400	19 403 002
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario défend, entreprend et appuie les initiatives liées aux politiques et aux programmes qui améliorent la qualité de vie des personnes âgées de l'Ontario, et il mène des campagnes d'éducation du public se rapportant ou s'adressant à ce groupe.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 604

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires	2 151 809	
Avantages sociaux	347 714	
Transports et communications.....	35 137	
Services	817 042	
Fournitures et matériel.....	15 360	
Paievements de transfert		
Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées.....	16 035 940	
	<u>19 403 002</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO.....	19 403 002	=====

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
608				COMMERCE INTERNATIONAL
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	32 687 300	(989 900)	31 697 400	Commerce International..... 29 228 108
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
				SERVICES RÉGIONAUX..... 29 228 108
	32 687 300	(989 900)	31 697 400	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. À cet effet, il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié pour l'investissement et comme fournisseur de biens et services de calibre mondial, il accroît les échanges commerciaux de l'Ontario en aidant les entreprises ontariennes désireuses de commencer à exporter ou d'élargir leurs activités dans de nouveaux marchés, il met à profit les onze centres ontariens de marketing à l'étranger et il développe les possibilités d'investissement par des efforts de génération de pistes d'investissement.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

COMMERCE INTERNATIONAL – CRÉDIT 608

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Commerce International (Poste 1)		
Traitements et salaires	7 380 032	
Avantages sociaux	953 100	
Transports et communications.....	2 587 457	
Services	16 060 755	
Fournitures et matériel.....	511 964	
Paiements de transfert		
Stratégie Visées mondiales.....	1 734 800	

	29 228 108	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES		
SERVICES RÉGIONAUX	29 228 108	
	=====	

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET DU COMMERCE
INTERNATIONAL**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme de formation relais	3 000 000	5 119 938
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	8 652 098	6 478 541
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 223 163	563 793
	-----	-----
DIVERS	100 026 968	221 313
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	112 902 229	12 383 585
	=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE.....	2-22
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-23
SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT	2-25
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT	2-27
LOGEMENT ABORDABLE	2-29
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-24, 2-28
ÉTAT DES RECETTES	2-31
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-32

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
21 596 788	Administration du ministère	22 678 687	21 929 724
23 318 018	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	26 571 300	26 166 893
119 912 882	Administrations locales et politiques d'aménagement	111 271 900	110 165 878
861 921 919	Logement abordable	879 790 100	877 478 993
1 026 749 607	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 040 311 987	1 035 741 488
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
280 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	2 028 100	1 556 309
150 314 466	Logement abordable	592 646 200	590 361 042
150 594 466	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	594 674 300	591 917 351
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	1 000	0
0	Logement abordable	341 000	336 649
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	342 000	336 649
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	22 632 200	(33 700)	22 598 500	Administration du ministère 21 818 713
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 88 742
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 269
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 21 929 724
	22 712 387	(33 700)	22 678 687	=====
	=====	=====	=====	

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements) et des programmes organisationnels et activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services juridiques</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Transports et communications	28 363	
Traitements et salaires	9 474 235		Services	5 102 304	
Avantages sociaux	1 391 258		Fournitures et matériel	73 263	5 203 930
Transports et communications	268 342				
Services	10 365 235				
Fournitures et matériel	319 643		<i>Services de vérification</i>		
			Services	975 200	975 200
	21 818 713				
<i>Bureau principal</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires	2 121 490		Avantages sociaux	5 006	
Avantages sociaux	320 630		Transports et communications	1 085	
Transports et communications	83 417		Services	1 834 768	1 840 859
Services	92 817				
Fournitures et matériel	28 993				
		2 647 347			
<i>Services de communication</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	2 342 849		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux	365 411		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		88 742
Transports et communications	43 632		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Services	346 522		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 269
Fournitures et matériel	18 556				111 011
		3 116 970			
<i>Services financiers et administratifs</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	3 805 076		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		21 929 724
Avantages sociaux	497 773				
Transports et communications	96 407				
Services	1 951 918				
Fournitures et matériel	186 546				
		6 537 720			
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires	1 204 820				
Avantages sociaux	202 438				
Transports et communications	15 438				
Services	61 706				
Fournitures et matériel	12 285				
		1 496 687			

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT
4	21 106 200	5 465 100	26 571 300	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 26 166 893
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 26 166 893
	21 106 200	5 465 100	26 571 300	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	3 000	2 023 100	2 026 100	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 1 556 309
8	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 1 556 309
	5 000	2 023 100	2 028 100	
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
7	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme est l'interface du ministère avec les clients municipaux responsables de la prestation des services et de la mise en œuvre des programmes se rattachant aux activités essentielles liées aux services aux municipalités et à la réglementation du bâtiment. Il est aussi le principal point de contact de la province avec le secteur de la construction relativement aux questions liées au Code du bâtiment de l'Ontario. Ses grandes priorités sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la Loi sur les municipalités, de la Loi sur l'aménagement du territoire, de la Loi sur les services de logement, de la Loi sur le code du bâtiment ainsi que de la législation, de la réglementation, des politiques et des programmes connexes; renforcer les capacités municipales afin d'atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; diriger l'aménagement du territoire à guichet unique de la province et aider les municipalités à exercer tous leurs pouvoirs en matière d'aménagement; soutenir ou coordonner la prestation de services de renforcement des capacités aux clients municipaux; protéger la sécurité du public dans les bâtiments. Ce programme soutient également les principales initiatives gouvernementales comme l'énergie renouvelable, la conservation de l'eau, la protection des sources d'eau et l'accès facile dans le milieu bâti. Il administre de nombreux programmes de paiements de transfert, en particulier les programmes provinciaux d'aide en cas de catastrophe, et gère le Programme de gestion des situations d'urgence mis sur pied en vertu d'un décret.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET
RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 4)			Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 3)	
Traitements et salaires	13 234 221		Paiements de transfert	
Avantages sociaux	1 816 340		Aide aux municipalités	
Transports et communications.....	478 297		en cas de catastrophes	110 000
Services	4 041 175		Programme d'aide aux municipalités	
Fournitures et matériel	167 785		pour la reprise après	
Paiements de transfert			une catastrophe	600 885
Programme d'aide aux sinistrés pour la reprise			Programme national d'atténuation	
après une catastrophe	3 725 600		des catastrophes	845 424
Programme d'aide aux municipalités				
pour la reprise après				
une catastrophe.....	440 400			
Aide aux municipalités				
en cas de catastrophes	2 000			
Paiements en vertu de la <i>Loi</i>				
<i>sur les subventions tenant lieu</i>				
<i>d'impôt aux municipalités</i>	69 931 895			
Impôts sur les propriétés				
provinciales louées en vertu de la				
<i>Loi sur les subventions tenant lieu</i>				
<i>d'impôt aux municipalités..</i>	8 861 033			
Aide au Conseil de la zone				
de développement de				
Moosonee	1 296 000			
Aide aux conseils				
d'aménagement	350 000			
Programme national d'atténuation				
des catastrophes.....	615 075			
		85 222 003		
		104 959 821		
Moins : Recouvrements.....		78 792 928		
		26 166 893		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES SERVICES			PROGRAMME DES SERVICES	
AUX MUNICIPALITÉS ET			AUX MUNICIPALITÉS ET	
RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....	26 166 893		RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT	1 556 309
	=====			=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1903				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT
7	31 386 700	1 900 000	33 286 700	Administrations locales et politiques d'aménagement 32 607 388
10	6 466 500	(1 400 000)	5 066 500	Secrétariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario..... 4 639 765
L	1 923 400		1 923 400	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 1 923 423
L	70 995 300		70 995 300	Remise du prêt de Toronto, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 70 995 302
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT
	110 771 900	500 000	111 271 900	110 165 878
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'avoir des communautés bien planifiées, sécuritaires, dynamiques, durables et saines qui offrent une meilleure qualité de vie et alimentent la prospérité économique. Le programme des administrations locales et des politiques d'aménagement contribue à un cadre stratégique, administratif et législatif à long terme qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des administrations locales et des processus démocratiques, renforce la protection de l'environnement, la gestion de la croissance, la conservation des espaces verts et une croissance et résilience économiques saines, fournit des outils permettant d'améliorer la prestation de services à l'échelon local, de réduire les coûts, d'atteindre la viabilité financière et d'améliorer la reddition des comptes aux contribuables, bâtit et entretient des partenariats efficaces avec les principales associations municipales et professionnelles, les municipalités, les Autochtones et les autres ministères et administrations, gère la croissance démographique de l'Ontario et préserve les terres agricoles vulnérables en dirigeant l'initiative Place à la croissance, et soutient l'élaboration et la mise en œuvre de plans de croissance régionaux. Tout ce travail est guidé par une approche fondée sur les partenariats et par une consultation et une participation réelles des intervenants et des municipalités.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT – CRÉDIT 1903
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administrations locales et politiques d'aménagement (Poste 7)	
Traitements et salaires	8 215 019
Avantages sociaux	1 245 358
Transports et communications.....	127 722
Services	2 971 724
Fournitures et matériel.....	52 305
Paiements de transfert	
Fonds atmosphérique pour la région du	
grand Toronto et de Hamilton	17 000 000
Subvention pour la recherche et l'analyse –	
données sur les municipalités.....	2 995 260

	19 995 260

	32 607 388

Secrétariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario (Poste 10)	
Traitements et salaires	3 022 372
Avantages sociaux	428 212
Transports et communications.....	43 136
Services	897 650
Fournitures et matériel.....	48 395
Paiements de transfert	
Fonds de croissance.....	200 000

	4 639 765

Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>	
<i>l'administration financière</i>	1 923 423
Paiements de transfert	
Remise de dette pour Toronto,	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	70 995 302

	72 918 725

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
ADMINISTRATIONS LOCALES	
ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....	110 165 878
	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1904				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE	
2	836 668 500	41 297 900	877 966 400	Logement social et logement à but lucratif 875 727 063
3	1 422 700	400 000	1 822 700	Location à usage d'habitation 1 751 930
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
			– PROGRAMME DE	
			LOGEMENT ABORDABLE	877 478 993
	838 092 200	41 697 900	879 790 100	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	392 290 100	200 356 100	592 646 200	Logement abordable – immobilisations 590 361 042
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
			– PROGRAMME DE	
			LOGEMENT ABORDABLE	590 361 042
	392 290 100	200 356 100	592 646 200	
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
6	1 000	340 000	341 000	Logement abordable – immobilisations 336 649
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
			– PROGRAMME DE	
			LOGEMENT ABORDABLE	336 649
	1 000	340 000	341 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme a les objectifs suivants : honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable et de prévention de l'itinérance; créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif; soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception de programmes, conformité de la prestation, règlement des plaintes et financement lié aux logements sociaux et abordables et à l'itinérance.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Logement social et logement à but lucratif (Poste 2)			Logement abordable – immobilisations (Poste 4)		
Traitements et salaires	10 207 384		Paiements de transfert		
Avantages sociaux	1 637 086		Investissement dans le		
Transports et communications.....	206 802		logement abordable –		
Services	3 320 361		contribution fédérale.....	196 804 179	
Fournitures et matériel	94 449		Programme d'aide à l'efficacité		
Paiements de transfert			électrique des logements		
Paiements aux gestionnaires des			sociaux.....	10 000 000	
services, y compris pour les			Dépenses en immobilisations –		
activités sans but lucratif offertes			Société ontarienne		
dans les territoires non			d'hypothèques		
érigés en municipalité	412 551 224		et de logement.....	9 871 430	
Paiements à la Société			Programme de logement		
ontarienne d'hypothèques			abordable – contribution du		
et de logement	81 631 590		gouvernement provincial	15 208 947	
Programme de logement en milieu			Programme d'investissement vert		
rural et autochtone	7 670 000		dans les tours d'habitation	82 000 000	
Élimination de l'itinérance	1 373 514		Programme d'amélioration des		
Programme de prévention			logements sociaux	200 230 100	
de l'itinérance.....	293 820 350		Investissement dans le		
Investissement dans le logement			logement abordable –		
abordable – Supplément au loyer			contribution provinciale.....	76 246 386	
– contribution provinciale.....	66 196 931				590 361 042
Investissement dans le logement					590 361 042
abordable – Supplément au loyer					
– contribution fédérale	4 088 047				
		867 331 656	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
		882 797 738	PROGRAMME DE		
Moins : Recouvrements.....		7 070 675	LOGEMENT ABORDABLE		590 361 042
		875 727 063			=====
			BIENS IMMOBILISÉS		
Location à usage d'habitation (Poste 3)			Logement abordable – immobilisations (Poste 6)		
Traitements et salaires	1 226 221		Logiciels d'application de gestion – coûts		
Avantages sociaux	238 303		relatifs aux immobilisations	336 649	
Transports et communications.....	49 868				336 649
Services	231 290				
Fournitures et matériel	6 248				
		1 751 930	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)		
			PROGRAMME DE		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			LOGEMENT ABORDABLE		336 649
PROGRAMME DE					=====
LOGEMENT ABORDABLE		877 478 993			
		=====			

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (S.C.H.L.)	424 950 620	439 175 435
Accord de logement à prix abordable (S.C.H.L.)	401 122 294	80 130 000
Tempête de verglas	15 000 000	80 000 000
Programme national d'atténuation des catastrophes	1 460 499	0
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs	267 392	0
	<u>842 800 805</u>	<u>599 305 435</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO	80 572 727	86 904 825
Intérêt sur la dette publique	8 835 968	9 572 608
Remboursement – SDLO – prêts pour le logement étudiant et intérêts	123 053	318 741
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Municipalités	59 290	485 911
Rénovation urbaine	46 558	46 558
Syndicat/Association	5 670	6 187
	<u>89 643 266</u>	<u>97 334 830</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements	1 194 676	977 244
Formation adm. code du bâtiment	116 795	142 110
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	61 190	56 560
Évaluation de matériaux de construction	51 987	60 481
Droits d'entretien et liés aux normes	11 851	16 736
	<u>1 436 499</u>	<u>1 253 131</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Conversion de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	156 849	81 263
Recettes de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	36 734	39 353
	<u>193 583</u>	<u>120 616</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>76 898 896</u>	<u>123 348 720</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
DIVERS		
Intérêts gagnés sur prêts.....	1 923 423	4 496 143
Pénalités – intérêts.....	1 141	1 133
Autres.....	3 637	33 402
	<u>1 928 201</u>	<u>4 530 678</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	1 012 901 250 =====	825 893 410 =====

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
Cité de Toronto	69 071 879	91 904 885
Crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	8 802	9 032
<i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>	3 806	5 856
	<u>69 084 487</u>	<u>91 919 773</u>
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	69 084 487 =====	91 919 773 =====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-34
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-35
AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	2-37
SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES	2-39
ÉLABORATION DES POLITIQUES	2-43
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-36, 2-38, 2-41
ÉTAT DES RECETTES	2-45
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-45

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
23 595 412	Administration du ministère	24 166 314	23 797 539
77 527 636	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	88 180 000	87 545 036
486 314 106	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	475 405 300	468 675 791
16 083 993	Élaboration des politiques	17 344 200	17 118 626
603 521 147 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	605 095 814 =====	597 136 992 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	300 000	0
3 453 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	12 300 000	2 228 700
0	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	305 000	0
3 453 500 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	12 905 000 =====	2 228 700 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
196 799 118	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	191 702 600	174 776 816
196 799 118 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	191 702 600 =====	174 776 816 =====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	22 902 300	1 200 000	24 102 300	Administration du ministère 23 731 571
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>22 966 314</u>	<u>1 200 000</u>	<u>24 166 314</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 23 797 539
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	300 000		300 000	Administration du ministère 0
	<u>300 000</u>		<u>300 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====

Description du programme :

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		Services de communication	
Traitements et salaires	13 238 448	Traitements et salaires	3 534 516
Avantages sociaux	2 424 055	Avantages sociaux	544 300
Transports et communications	573 102	Transports et communications	84 469
Services	7 151 697	Services	969 672
Fournitures et matériel	344 269	Fournitures et matériel	58 927
	-----		-----
	23 731 571		5 191 884
	-----		-----
Bureau principal		Services juridiques	
Traitements et salaires	2 451 932	Transports et communications	20 465
Avantages sociaux	387 340	Services	2 647 966
Transports et communications	179 013	Fournitures et matériel	9 654
Services	249 631		-----
Fournitures et matériel	41 140		2 678 085
	-----		-----
	3 309 056		

Services Opérationnels		Services de vérification	
Traitements et salaires	2 233 576	Transports et communications	3 412
Avantages sociaux	761 863	Services	466 746
Transports et communications	230 908		-----
Services	2 430 792		470 158
Fournitures et matériel	206 190		-----

	5 863 329		

Planification des activités et services financiers		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	3 054 669	Traitement versé au ministre en vertu	
Avantages sociaux	458 212	de la Loi sur le Conseil exécutif	49 301
Transports et communications	29 205	Traitement versé à l'adjoint parlementaire	
Services	186 393	en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 667
Fournitures et matériel	12 165		-----
	-----		65 968
	3 740 644		-----

Ressources Humaines		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Traitements et salaires	1 963 755	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
Services	272 340		23 797 539
Fournitures et matériel	25 630		=====
Avantages sociaux	200 497		
Transports et communications	16 193		

	2 478 415		

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
107				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
1	90 770 000	(2 600 000)	88 170 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement 87 542 475
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 2 561
	<u>90 780 000</u>	<u>(2 600 000)</u>	<u>88 180 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 87 545 036
	=====	=====	=====	=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	12 300 000		12 300 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement 2 228 700
	<u>12 300 000</u>		<u>12 300 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 2 228 700
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a recours à une panoplie complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie des meilleures pratiques de gestion. Parmi ces outils, mentionnons les fonctions législatives et de réglementation du ministère liées à la salubrité des aliments, à la santé des animaux, à la gestion des éléments nutritifs ainsi qu'à l'action en matière de changement climatique et à l'environnement, ainsi que les programmes non régis par la réglementation qui visent la salubrité des aliments, la traçabilité, la santé et le bien-être des animaux, la gestion des éléments nutritifs et l'environnement.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

\$		\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)			Amelioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)	
Traitements et salaires		31 803 604		
Avantages sociaux		4 586 268		
Transports et communications.....		1 819 382		
Services		14 414 211		
Fournitures et matériel.....		552 505		
Paiements de transfert			Prêts et investissements	
Programme d'infrastructure			Débentures pour le drainage au	
de drainage agricole.....	16 322 092		moyen de tuyaux, Lois ur le	
Recherche sur les normes			drainage au moyen de tuyaux.....	
agro-environnementales.....	675 059		2 173 400	
Partenariats			Prêts pour le drainage de tuyaux	
environnementaux.....	1 383 481		Dans les territoires non érigés en	
Cultivons l'avenir – contribution			municipalités	
fédérale – Amélioration			55 300	
de la santé publique et			-----	
de l'environnement.....	15 659 356		2 228 700	
Partenariats agro-environnementaux			-----	
pour le lac Simcoe.....	869 266			
Autre aide à la santé publique...	397 251		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
	-----	35 306 505	PROGRAMME D'AMÉLIORATION	
		-----	DE LA SANTÉ PUBLIQUE	
		88 482 475	ET DE L'ENVIRONNEMENT	
Moins : Recouvrements.....		940 000	2 228 700	
		-----	=====	
		87 542 475		

Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables, Loi				
sur l'administration financière		2 561		

		2 561		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME D'AMÉLIORATION				
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET				
DE L'ENVIRONNEMENT.....				
		87 545 036		
		=====		

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES
1	168 164 100	(1 670 000)	166 494 100	Développement économique..... 161 260 459
3	81 875 300		81 875 300	Recherche 81 625 591
4	231 213 900	(6 200 000)	225 013 900	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises 224 876 266
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	2 015 000		2 015 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 913 475
	483 275 300	(7 870 000)	475 405 300	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS
				ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES ..
				468 675 791
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	300 000		300 000	Développement économique..... 0
5	5 000		5 000	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises 0
	305 000		305 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS
				ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES ..
				0
				=====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES				
7	158 782 600	32 920 000	191 702 600	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales 174 776 816
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS
				ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES .. 174 776 816
	158 782 600	32 920 000	191 702 600	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales soutient les collectivités rurales et les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires, des bioproduits et des courses hippiques de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en encourageant l'adoption de pratiques de gestion exemplaires et de nouvelles technologies; en exécutant des programmes d'aide, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en soutenant l'attraction et le maintien des investissements pour le secteur de la transformation des aliments; en encourageant les ventes de produits agricoles et agroalimentaires de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation. Le ministère est déterminé à bâtir des collectivités rurales solides et dynamiques dotées d'économies diversifiées.

Nota : Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales comprennent des recouvrements de 110 840 285 \$ du Fonds Trillium.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

non vérifié

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire.....	100 000	
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités.....	79 200	
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités – contribution fédérale.....	79 200	
Fonds pour l'infrastructure verte ..	3 929 820	
Infrastructure municipale.....	167 000 000	
Investissements dans l'entretien des installations de recherche et d'éducation.....	3 000 000	
Renouvellement de l'infrastructure de recherche et d'éducation	12 010 000	
Nouveau Fonds Chantiers Canada – provincial	56 545 129	
Nouveau Fonds Chantiers Canada – fédéral	42 873 752	
	<u>285 617 101</u>	
	285 617 101	
Moins : Recouvrements.....	110 840 285	
	<u>174 776 816</u>	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES	174 776 816	=====

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
109 PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	15 944 200	1 400 000	17 344 200	Élaboration des politiques 17 118 626
	<u>15 944 200</u>	<u>1 400 000</u>	<u>17 344 200</u>	<u>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</u>
				<u>– PROGRAMME D'ÉLABORATION</u>
				<u>DES POLITIQUES 17 118 626</u>

La Division des politiques est responsable de diriger et coordonner l'élaboration de conseils, d'analyses et de recommandations novateurs, complets et fondés sur des faits à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales, y compris les politiques fédérales-provinciales-territoriales..

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	11 891 083
Avantages sociaux	1 608 247
Transports et communications.....	434 416
Services	3 047 330
Fournitures et matériel.....	137 550

	17 118 626

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'ÉLABORATION	
DES POLITIQUES	17 118 626
	=====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Cultivons l'avenir	48 737 499	46 813 596
Nouveau Fonds Chantiers Canada	42 873 752	13 370 106
Indemnisation des dommages causés par la faune	769 184	1 067 267
Agri-Stabilité – Administration	411 646	369 379
Fonds Chantiers Canada– Volet Collectivités	79 200	15 470 737
	<u>92 871 281</u>	<u>77 091 085</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	<u>51 331</u>	<u>44 094</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	<u>638 425</u>	<u>698 610</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>23 929 060</u>	<u>21 350 194</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>23 944 841</u>	<u>29 137 383</u>
DIVERS.....	<u>2 117 666</u>	<u>1 810 223</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>143 552 604</u>	<u>130 131 589</u>

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux.....	4 554 520	5 496 299
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario.....	27 595	7 132
	<u>4 582 115</u>	<u>5 503 431</u>
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	<u>4 582 115</u>	<u>5 503 431</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE.....	2-48
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	2-49
COMMISSAIRES	2-52
ÉTAT DES RECETTES.....	2-54

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
117 472 177	Bureau de l'Assemblée législative	131 706 200	120 821 948
34 783 236	Commissaires	41 003 000	37 798 274
152 255 413	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE	172 709 200	158 620 222
=====	BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	=====	=====

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1	400 200		400 200	Présidence..... 321 206
2	799 300	95 000	894 300	Bureau du greffier..... 867 365
3	12 190 800		12 190 800	Services parlementaires 11 028 443
4	11 364 500		11 364 500	Services d'information et de technologie 10 664 988
5	8 186 500		8 186 500	Services administratifs..... 7 189 033
6	25 420 900	(95 000)	25 325 900	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire..... 21 863 948
8	11 596 700		11 596 700	Services de soutien aux groupes parlementaires 11 547 446
9	20 539 700		20 539 700	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés 19 625 756
10	40 945 600		40 945 600	Services de soutien aux bureaux des députés 37 451 763
11	262 000		262 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario..... 262 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– BUREAU DE L'ASSEMBLÉE
				LÉGISLATIVE.....
	131 706 200	0	131 706 200	120 821 948

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Services d'information et de technologie (Poste 4)	
Présidence (Poste 1)		Traitments et salaires	7 015 323
Traitments et salaires	1 884	Avantages sociaux	1 433 561
Avantages sociaux	133	Transports et communications	117 204
Transports et communications	107 531	Services	795 785
Services	184 588	Fournitures et matériel	1 303 425
Fournitures et matériel	27 070		-----
	-----		10 665 298
	321 206	Moins : Recouvrements	310
	-----		-----
			10 664 988

Bureau du greffier (Poste 2)		Services administratifs (Poste 5)	
Traitments et salaires	495 478	Traitments et salaires	3 959 600
Avantages sociaux	94 504	Avantages sociaux	2 018 959
Transports et communications	14 095	Transports et communications	547 923
Services	240 673	Services	593 934
Fournitures et matériel	22 615	Fournitures et matériel	153 039
	-----		-----
	867 365		7 273 455
	-----	Moins : Recouvrements	84 422

			7 189 033

Services parlementaires (Poste 3)		Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
Traitments et salaires	7 384 062	Traitments et salaires	7 071 989
Avantages sociaux	1 581 935	Avantages sociaux	1 535 745
Transports et communications	431 034	Transports et communications	48 254
Services	1 398 661	Services	11 104 244
Fournitures et matériel	370 595	Fournitures et matériel	2 271 236
	-----		-----
	11 166 287		20 031 468
Moins : Recouvrements	137 844	Moins : Recouvrements	167 520
	-----		-----
	11 028 443		21 863 948
	-----		-----
		Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)	
		Traitments et salaires	7 469 870
		Avantages sociaux	1 548 052
		Transports et communications	374 896
		Services	1 680 295
		Fournitures et matériel	474 333

			11 547 446

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires	12 966 930
Avantages sociaux	4 015 690
Transports et communications.....	1 217 666
Services	1 413 607
Fournitures et matériel.....	11 863
	<u>19 625 756</u>
Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires	20 102 445
Avantages sociaux	4 503 070
Transports et communications.....	2 530 380
Services	8 000 605
Fournitures et matériel.....	2 315 263
	<u>37 451 763</u>
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	<u>262 000</u>
	<u>262 000</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	<u>120 821 948</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES COMMISSAIRES
1	3 860 700		3 860 700	Commissaire à l'environnement 3 730 802
2	15 479 800		15 479 800	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée 15 291 755
3	2 877 400		2 877 400	Bureau du commissaire à l'intégrité 2 364 633
4	11 935 800		11 935 800	Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes 10 598 264
5	3 594 300		3 594 300	Commissariat aux services en français 3 197 632
6	3 255 000		3 255 000	Directeur de la responsabilité financière..... 2 615 188
	41 003 000		41 003 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSAIRES 37 798 274

Description du programme :

Ce programme comprend les bureaux suivants : le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la Charte des droits environnementaux de 1993; le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la Loi de 1994 sur l'intégrité des députés, de la Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes, de la Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario; le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes; le Commissariat aux services en français, qui a pour mandat d'assurer la conformité à la Loi sur les services en français dans la prestation des services gouvernementaux; le Bureau du directeur de la responsabilité financière, qui a pour mandat de faire appliquer la Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Commissaire à l'environnement (Poste 1)		Commissariat aux services en français (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 047 262	Traitements et salaires	1 169 578
Avantages sociaux	544 139	Avantages sociaux	231 908
Transports et communications.....	74 054	Transports et communications	97 819
Services	954 782	Services	1 388 820
Fournitures et matériel.....	110 565	Fournitures et matériel	309 507
	<u>3 730 802</u>		<u>3 197 632</u>
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)			
Traitements et salaires	10 447 365		
Avantages sociaux	2 078 290		
Transports et communications.....	165 348		
Services	2 353 714		
Fournitures et matériel.....	247 038		
	<u>15 291 755</u>		
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)		Directeur de la responsabilité financière (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 420 055	Traitements et salaires	1 749 177
Avantages sociaux	350 914	Avantages sociaux	278 298
Transports et communications.....	53 628	Transports et communications	21 441
Services	503 820	Services	510 091
Fournitures et matériel.....	36 216	Fournitures et matériel	56 181
	<u>2 364 633</u>		<u>2 615 188</u>
Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4)		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSAIRES	
Traitements et salaires	4 957 977		37 798 274
Avantages sociaux	1 000 551		<u>=====</u>
Transports et communications.....	1 291 193		
Services	3 168 986		
Fournitures et matériel.....	179 557		
	<u>10 598 264</u>		

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	298	0
VENTES ET LOCATIONS.....	69 799	78 150
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	443 152	98 590
DIVERS.....	144 997	144 999
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	658 246 =====	321 739 =====

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-56

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES..... 2-57

ÉTAT DES RECETTES..... 2-59

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
 CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
32 420 673	Bureau du conseil des ministres	44 083 014	42 718 687
32 420 673	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	44 083 014	42 718 687
=====	LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	=====	=====
 CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
-	Immobilisations – Bureau du Conseil des ministres	1 000	0
-	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR	1 000	0
=====	LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	=====	=====

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES				
1	39 179 400	4 510 600	43 690 000	Bureau principal 42 396 906
2	328 000		328 000	Leader parlementaire du gouvernement 321 781
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
	39 571 414	4 510 600	44 083 014	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU BUREAU
				DU CONSEIL DES MINISTRES 42 718 687
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Immobilisations – Bureau du Conseil des ministres 0
	1 000		1 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU BUREAU
				DU CONSEIL DES MINISTRES 0
				=====

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres soutient toutes les priorités gouvernementales, y compris l'investissement dans les gens, l'investissement dans une infrastructure moderne et le soutien d'un climat d'affaire dynamique. Le Bureau travaille avec les ministères pour élaborer et coordonner les politiques, les communications et les stratégies intergouvernementales, et il soutient et surveille la mise en œuvre et la réalisation du mandat et des résultats du gouvernement. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du Premier ministre, au Bureau du leader parlementaire, au Bureau du président du Conseil des ministres et à tous les Bureaux des ministres.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Affaires intergouvernementales</i>		
Bureau principal (Poste 1)			Traitements et salaires	4 820 438	
Traitements et salaires	24 637 091		Avantages sociaux	734 291	
Avantages sociaux	3 272 125		Transports et communications	391 147	
Transports et communications	1 081 387		Services	970 317	
Services	9 589 020		Fournitures et matériel	188 186	
Fournitures et matériel	613 283		Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Institut des relations		
Institut des relations			intergouvernementales	24 000	
intergouvernementales	24 000		Programme international		
Programme international			de secours en cas		
de secours en cas			de catastrophe	1 300 000	
de catastrophe	1 300 000				8 428 379
Gouvernement numérique	1 880 000				
		3 204 000			
		42 396 906	Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)		
			Traitements et salaires	225 232	
<i>Bureau du Conseil des ministres</i>			Avantages sociaux	79 574	
Traitements et salaires	19 816 653		Transports et communications	2 625	
Avantages sociaux	2 537 834		Services	12 003	
Transports et communications	690 240		Fournitures et matériel	2 347	
Services	8 618 703				321 781
Fournitures et matériel	425 097				
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Gouvernement numérique	1 880 000		PROGRAMME DU BUREAU		
		33 968 527	DU CONSEIL DES MINISTRES.....		
			42 718 687		
			=====		

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	4 492 -----	2 890 -----
REMBOURSEMENT DES DEPENSES	0 -----	475 -----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	9 426 -----	4 587 -----
DIVERS	1 277 -----	686 -----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU CONSEIL DES MINISTRES	15 195 =====	8 638 =====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE..... 2-62

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 2-63

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-64

ÉTAT DES RECETTES 2-65

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

28 683 978	Bureau du directeur général des élections	15 981 800	35 269 480
<u>28 683 978</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE	<u>15 981 800</u>	<u>35 269 480</u>
=====	BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	=====	=====

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
501 CHARGES DE FONCTIONNEMENT PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS				
1	8 052 500		8 052 500	Administration des élections..... 6 917 000
2	7 929 300		7 929 300	Administration du financement des élections 6 136 709
L	-		-	Loi électorale 22 215 771
	<u>15 981 800</u>		<u>15 981 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 35 269 480

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 107 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la Loi sur le financement des élections. Plus de 430 associations de circonscription et 20 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la Loi sur le financement des élections.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la Loi de 1999 sur la protection des contribuables.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 682 809
Avantages sociaux	1 234 191
	<u>6 917 000</u>
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires	784 048
Avantages sociaux	184 536
Transports et communications.....	15 482
Services	264 649
Fournitures et matériel.....	33 908
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales	
en vertu de la <i>Loi sur le</i>	
<i>financement des élections</i>	4 922 288
	<u>6 204 911</u>
Moins : Recouvrements.....	68 202
	<u>6 136 709</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
<i>Loi électorale</i>	22 215 771
	<u>22 215 771</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU DU	
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	35 269 480
	=====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
DIVERS.....	0	58 117
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....	0	58 117
	=====	=====

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE..... 2-68

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR 2-69

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

1 467 643	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 804 500	1 738 195
<u>1 467 643</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	<u>1 804 500</u>	<u>1 738 195</u>
=====	LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	=====	=====

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
1	1 704 500	100 000	1 804 500	Bureau du lieutenant-gouverneur..... 1 738 195
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU BUREAU DU
				LIEUTENANT-GOUVERNEUR..... 1 738 195
	1 704 500	100 000	1 804 500	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin la lieutenant-gouverneure pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, la lieutenant-gouverneure représente la Reine, nomme le premier ministre qui a l'appui de la majorité, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle communautaire, la lieutenant-gouverneure représente la population de l'Ontario; elle est l'hôte officielle de la province et accueille les chefs d'État et diplomates étrangers. Elle anime ou participe chaque année à des centaines d'événements communautaires aux quatre coins de l'Ontario. Elle met de l'avant des thèmes ou des questions liées à l'accessibilité pour les personnes ayant un handicap visible ou invisible, et fait avancer les possibilités en matière d'alphabétisation en faveur des jeunes autochtones. Elle remet des distinctions et prix aux Ontariens et Ontariennes d'exception et, lorsqu'on le lui demande, envoie des messages pour marquer les célébrations spéciales et adresse ses félicitations à l'occasion d'anniversaires de naissance (à partir de 90 ans) et d'anniversaires de mariage (à partir de 50 ans).

**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)		
Traitements et salaires	1 123 136	
Avantages sociaux	130 350	
Transports et communications.....	34 658	
Services	233 162	
Fournitures et matériel.....	61 089	
Autres opérations		
Allocation discrétionnaire.....	155 800	

	1 738 195	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	1 738 195	
	=====	

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-72
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	2-73
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-74

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

17 145 399	Bureau de la vérificatrice générale	18 565 600	18 555 347
<u>17 145 399</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	<u>18 565 600</u>	<u>18 555 347</u>
=====	LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	=====	=====

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	18 105 600		18 105 600	Bureau de la vérificatrice générale..... 18 083 526
L	460 000		460 000	<i>Loi sur le vérificateur général</i> 471 821
	18 565 600		18 565 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU BUREAU
				DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL..... 18 555 347
				=====

Description du programme :

La vérificatrice générale procède à la vérification impartiale de l'optimisation des ressources et des états financiers de la province conformément à la Loi sur le vérificateur général et à d'autres lois et textes de référence. La vérificatrice générale est également tenue, en vertu de la Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale, d'examiner les annonces publicitaires du gouvernement et certains imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi. En vertu de la Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières, la vérificatrice générale est aussi tenue d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur général (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	10 155 569
Avantages sociaux.....	2 973 172
Transports et communications	312 168
Services.....	3 805 612
Fournitures et matériel	837 005

	18 083 526

Crédits législatifs	
<i>Loi sur le vérificateur général</i>	
Traitements et salaires.....	311 220
Services.....	160 601

	471 821

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU	
DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....	18 555 347
	=====

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE.....	2-76
CABINET DU PREMIER MINISTRE	2-77
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-78

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2 588 123	Cabinet du Premier ministre	2 702 961	2 620 661
2 588 123	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	2 702 961	2 620 661
=====	POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	=====	=====

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2401
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE

1	2 597 100	2 597 100	Cabinet du Premier ministre.....	2 511 570
L	89 688	89 688	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	92 424
L	16 173	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	
	2 702 961	2 702 961		2 620 661

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 170 702
Avantages sociaux	230 283
Transports et communications.....	68 538
Services	21 276
Fournitures et matériel.....	20 772

	2 511 570

Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	92 424
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667

	109 091

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	2 620 661
	=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-80
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-81
DÉVELOPPEMENT DU NORD	2-84
MINES ET MINÉRAUX	2-87
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-83, 2-86, 2-89
ÉTAT DES RECETTES	2-90

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
11 972 787	Administration du ministère	13 783 614	12 160 626
241 795 960	Développement du Nord	252 005 200	242 734 943
44 679 342	Mines et minéraux	51 259 300	43 232 998
298 448 089 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	317 048 114 =====	298 128 567 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Développement du Nord	101 000	0
0	Mines et minéraux	1 000	0
0 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	103 000 =====	0 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
386 200 060	Développement du Nord	384 163 600	384 275 863
11 270 995	Mines et minéraux	111 131 000	110 947 051
397 471 055 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	495 296 600 =====	495 222 914 =====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
560 818 141	Développement du Nord	614 034 100	612 574 393
0	Mines et minéraux	1 000	0
560 818 141 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	614 036 100 =====	612 574 393 =====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	13 718 600		13 718 600	Administration du ministère 12 094 658
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>13 783 614</u>	<u></u>	<u>13 783 614</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 12 160 626
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>	<u></u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>	<u></u>	<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère – immobilisations 0
	<u>1 000</u>	<u></u>	<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère grâce à la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et à des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques et de vérification). Il apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communications</i>		
Traitements et salaires	6 752 589		Traitements et salaires	1 715 205	
Avantages sociaux	994 520		Avantages sociaux	245 115	
Transports et communications.....	388 704		Transports et communications	42 045	
Services	9 827 101		Services	420 759	
Fournitures et matériel.....	132 453		Fournitures et matériel	22 650	
				-----	2 445 774
	18 095 367				
Moins : Recouvrements	6 000 709				
	12 094 658		<i>Analyse et planification</i>		

<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires	1 006 411	
Traitements et salaires	1 756 020		Avantages sociaux	120 680	
Avantages sociaux	214 597		Transports et communications	42 264	
Transports et communications.....	136 229		Services	88 154	
Services	(66 201)*		Fournitures et matériel	7 346	
Fournitures et matériel.....	17 680			-----	1 264 855
	2 058 325				
	-----		<i>Services juridiques</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Transports et communications	21 124	
Traitements et salaires	1 685 128		Services	1 961 675	
Avantages sociaux	218 225		Fournitures et matériel	13 921	
Transports et communications.....	120 474			-----	1 996 720
Services	6 668 304				
Fournitures et matériel.....	64 212		<i>Services de vérification</i>		
	8 756 343				
Moins : Recouvrements	5 652 200		Services	244 997	
	3 104 143			-----	244 997

<i>Ressources humaines</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires	589 825		Transports et communications	257	
Avantages sociaux	195 903		Services	458 503	
Transports et communications.....	26 311			-----	458 760
Services	50 910		Moins : Recouvrements.....	348 509	
Fournitures et matériel.....	6 644			-----	110 251
	869 593				

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667

	65 968

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 160 626
	=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
1	251 879 200	25 000	251 904 200	Développement économique du Nord 242 705 221
L	101 000		101 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 29 722
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	251 980 200	25 000	252 005 200	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DE
				DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 242 734 943
				<u>=====</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	101 000		101 000	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord..... 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	101 000		101 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DE
				DÉVELOPPEMENT DU NORD 0
				<u>=====</u>

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
2	126 486 300		126 486 300	Développement économique du Nord 123 281 301
L	257 677 300		257 677 300	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 260 994 562
	<u>384 163 600</u>	<u>=====</u>	<u>384 163 600</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD 384 275 863
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
4	550 184 100	63 850 000	614 034 100	Développement du Nord – biens immobilisés 612 574 393
	<u>550 184 100</u>	<u>63 850 000</u>	<u>614 034 100</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD 612 574 393
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>

Description du programme:

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, programmes et services soutenant les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache également à rendre le Nord de l'Ontario solide, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et des investissements et en répondant aux besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord. De plus, le ministère dirige conjointement la mise en œuvre du Plan pour la prospérité du Nord du gouvernement en coordonnant les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord.

Le programme apporte un soutien à l'élaboration et l'exécution des politiques et des programmes sur un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux Nord-Ontariens de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Le programme a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario relativement au développement économique envisagé.

Ce programme investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Des investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et d'autres pays.

Le secteur de programme fournit en matière de développement économique un soutien aux entreprises et collectivités du Nord de l'Ontario. Dans le cadre de ce programme, le réseau de bureaux du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord l'accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. Les programmes ministériels s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités. Le ministère favorise également la croissance économique des secteurs public et privé, la diversification et la création d'emplois par l'intermédiaire de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et grâce à des initiatives telles que le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord.

Nota : Les recouvrements dans le cadre des biens immobilisés liés au poste Développement du Nord – biens immobilisés comprennent des recouvrements de 6 150 000 \$ du Fonds Trillium.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Développement économique du Nord (Poste 1)					
Traitements et salaires	9 602 548				
Avantages sociaux	1 435 453				
Transports et communications.....	651 217				
Services	7 833 751				
Fournitures et matériel.....	201 202				
Paiements de transfert					
Services communautaires	571 863				
Développement économique	998 693				
Service d'emplois d'été	0				
Commission de transport					
Ontario Northland.....	34 608 009				
Compagnie de transport					
d'Owen Sound	2 363 000				
Programme InvestiNord du					
gouvernement de l'Ontario	373 348				
Fonds du patrimoine du					
Nord de l'Ontario.....	60 000 000				
Associations municipales					
du Nord de l'Ontario	100 000				
Centres d'encadrement des					
petits entrepreneurs	700 000				
Programme de réduction des					
tarifs d'électricité pour le					
secteur industriel du Nord....	113 065 120				
Développement économique des					
communautés autochtones	12 976 880				
Soutien à l'industrie -					
Aide spéciale.....	5 000 000				
	-----	230 756 913			
		250 481 084			
Moins : Recouvrements.....		7 775 863			

		242 705 221			

Crédits législatifs					
Autres opérations					
Créances irrécouvrables, Loi sur					
l'administration financière			29 722		

			29 722		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DE					
DÉVELOPPEMENT DU NORD			242 734 943		
			=====		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
Développement économique du Nord (Poste 2)					
Services			24 764 004		
Paiements de transfert					
Programme des routes d'hiver..	5 500 000				
Commission de transport					
Ontario Northland	44 732 209				
Compagnie de transport					
d'Owen Sound	5 561 968				
Fonds du patrimoine du					
Nord de l'Ontario.....	40 000 000				
	-----		95 794 177		
Autres opérations					
Routes d'accès aux ressources			2 723 120		

			123 281 301		

Crédits législatifs					
Autres opérations					
Amortissement –					
Loi sur l'administration financière			260 994 562		

			260 994 562		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –					
PROGRAMME DE					
DÉVELOPPEMENT DU NORD.....			384 275 864		
			=====		
BIENS IMMOBILISÉS					
Développement du Nord – biens immobilisés (Poste 4)					
Infrastructure des transports – coûts					
relatifs aux immobilisations.....			612 574 393		

			612 674 393		

TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –					
PROGRAMME DE					
DÉVELOPPEMENT DU NORD.....			612 574 393		
			=====		

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203 PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	69 063 600	(18 205 300)	50 858 300	Compétitivité du secteur des minéraux 43 221 455
L	401 000		401 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 11 543
	<u>69 464 600</u>	<u>(18 205 300)</u>	<u>51 259 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX 43 232 998
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	46 001 000	65 128 000	111 129 000	Compétitivité du secteur des minéraux 110 947 051
5	1 000		1 000	Assainissement de l'environnement 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>46 003 000</u>	<u>65 128 000</u>	<u>111 131 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX 110 947 051
				=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203 PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX				
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Mines et minéraux – immobilisations..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minières de l'Ontario grâce à la supervision du secteur de l'exploration et de l'exploitation minière en Ontario. Il fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la Loi sur les mines de l'Ontario de manière équitable et uniforme, afin d'assurer le développement durable et responsable de nos ressources minières. À cette fin, il veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d'une manière sécuritaire et respectueuse de l'environnement.

Le secteur de programme a également la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones à l'économie ontarienne de manière à ce que soient respectés les droits et la culture autochtones et à ce que les obligations de l'Ontario en matière de consultation soient satisfaites.

Par ailleurs, ce programme génère et diffuse des données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements du secteur minier et d'alimenter un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Il administre le règlement de l'Ontario relatif aux redevances sur les diamants, évalue les pierres non taillées destinées à l'exportation et travaille avec les partenaires de l'industrie pour exploiter les possibilités à valeur ajoutée dans toute l'industrie du diamant.

Ce programme soutient également l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant tout un éventail d'enjeux et de possibilités liés au développement dans le Cercle de feu. Un secrétariat spécial travaille avec toutes les parties concernées en consultant les Nord-Ontariens (y compris les Autochtones) et la communauté minière afin d'encourager un développement durable et responsable dans la région.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)			Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)	
Traitements et salaires	21 000 462		Transports et communications	12 319
Avantages sociaux	3 198 625		Services	110 065 186
Transports et communications.....	1 515 910		Fournitures et matériel	869 546
Services	13 899 892			-----
Fournitures et matériel.....	1 039 484			110 947 051
Paielements de transfert				-----
Cartographie des ressources				
géologiques de l'Ontario ...	47 996			
Rapports sur les activités				
minières en Ontario.....	245 986			
Crédit d'impôt pour actions				
accréditatives ciblées.....	2 273 100			
	-----	2 567 082		
		43 221 455		

Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>				
<i>sur l'administration financière</i>		11 543		

		11 543		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES			PROGRAMME DES	
MINES ET DES MINÉRAUX	43 232 998		MINES ET DES MINÉRAUX	110 947 051
	=====			=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – <i>Loi sur les mines</i>	2 165 526	930 951
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (<i>Loi sur les mines</i>).....	1 459 720	1 249 871
Droits de demande – Accès à l'information.....	2 617	3 000
Droits liés aux demandes d'accès à l'information.....	85	85
Frais pour chèques refusés.....	140	70
	1 462 562	1 253 026
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres.....	1 370	1 376
VENTES ET LOCATIONS	163 574	135 309
REDEVANCES	19 477 450	24 777 977
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	15 865 217	(436 369)*
DIVERS		
Prêts - Intérêts.....	29 722	28 242
Autres.....	(1 094)**	4 549
	28 628	32 792
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	39 164 327 =====	26 695 062 =====

*Redressement en 2015-2016 des estimations d'exercice de 2014-2015.

**Redressement en 2016-2017 de l'intérêt des débiteurs de l'exercice précédent.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE
L'INFRASTRUCTURE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE
L'INNOVATION**

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-92
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-93
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, EMPLOI ET INFRASTRUCTURE	2-95
RECHERCHE ET INNOVATION	2-100
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-94, 2-98
ÉTAT DES RECETTES	2-102
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-103

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 937 066	Administration du ministère	29 215 528	28 990 350
428 318 915	Développement économique, Emploi et Infrastructure	448 954 400	436 347 726
473 216 658	Recherche et Innovation	696 361 700	663 844 911
922 472 639 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 174 531 628 =====	1 129 182 987 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
6 840 485	Développement économique, Emploi et Infrastructure	122 000 000	90 063 051
6 840 485 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	122 000 000 =====	90 063 051 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
128 571 256	Développement économique, Emploi et Infrastructure	239 995 200	109 891 812
81 094 500	Recherche et Innovation	83 317 400	83 317 400
209 665 756 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	323 312 600 =====	193 209 212 =====
BIENS IMMOBILISÉS			
5 845 304	Développement économique, Emploi et Infrastructure	16 808 900	11 402 072
5 845 304 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	16 808 900 =====	11 402 072 =====

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	20 492 600	8 593 900	29 086 500	Administration du ministère 20 831 890
L	95 682		95 682	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 138 043
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 20 417
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>20 621 628</u>	<u>8 593 900</u>	<u>29 215 528</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 28 990 350
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme offre aux programmes opérationnels des ministères et à certains de leurs organismes des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres).

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires	14 244 781		Traitements et salaires	3 176 076	
Avantages sociaux	2 283 841		Avantages sociaux	542 778	
Transports et communications.....	566 754		Transports et communications	81 998	
Services	11 185 692		Services	841 910	
Fournitures et matériel	550 822		Fournitures et matériel	85 517	
				-----	4 728 279
	28 831 890				-----
			<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications	15 554	
Traitements et salaires	5 897 899		Services	2 373 704	
Avantages sociaux	956 085		Fournitures et matériel	18 306	
Transports et communications.....	356 786			-----	2 407 564
Services	1 169 986				-----
Fournitures et matériel	54 045				
	-----	8 434 801			
		-----	<i>Services de vérification</i>		
<i>Planification et finances</i>			Services	1 419 002	
Traitements et salaires	4 244 363			-----	1 419 002
Avantages sociaux	641 354				-----
Transports et communications.....	105 849		<i>Crédits législatifs</i>		
Services	5 060 743		Traitements versés aux ministres en vertu		
Fournitures et matériel	365 893		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		138 043
	-----	10 418 202	Traitements versés aux adjoints parlementaires		
		-----	en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		20 417
<i>Ressources humaines</i>				-----	158 460
Traitements et salaires	926 443				-----
Avantages sociaux	143 624		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Transports et communications.....	6 567		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		28 990 350
Services	320 347				=====
Fournitures et matériel	27 061				
	-----	1 424 042			

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET D'INFRASTRUCTURE
13	445 753 800	(89 260 000)	356 493 800	Développement économique et emploi 348 522 804
15	15 071 800	1 216 600	16 288 400	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario 14 956 797
30	5 025 000	515 000	5 540 000	Politiques et programmes d'infrastructure 4 442 406
31	68 516 200	1 546 000	70 062 200	Programmes immobiliers 68 317 197
L	570 000		570 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 108 522
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET ET D'INFRASTRUCTURE 436 347 726
	534 936 800	(85 982 400)	448 954 400	=====
	=====	=====	=====	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
14	122 000 000		122 000 000	Développement économique et emploi 90 063 051
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET ET D'INFRASTRUCTURE 90 063 051
	122 000 000		122 000 000	=====
	=====	=====	=====	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
21	1 000		1 000	Développement économique et emploi 0
32	708 138 200	(575 659 600)	132 478 600	Programmes d'infrastructure 7 500 000
33	97 362 600	10 150 000	107 512 600	Programmes immobiliers 102 391 812
34	1 000		1 000	Développement et gestion des activités immobilières — charges liées aux immobilisations 0
L	2 000		2 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET ET D'INFRASTRUCTURE 109 891 812
	805 504 800	(565 509 600)	239 995 200	=====
	=====	=====	=====	

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET D'INFRASTRUCTURE
22	16 808 900		16 808 900	Développement économique, et emploi..... 11 402 072
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
				ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET
				ET D'INFRASTRUCTURE 11 402 072
	16 808 900		16 808 900	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il attire les investissements dans les principaux secteurs et groupements commerciaux, et administre les programmes de financement connexes; il fournit de l'aide aux secteurs industriels et aux collectivités de l'Ontario qui sont confrontés à des difficultés économiques; il dirige l'élaboration de politiques économiques à l'échelle du gouvernement et joue le rôle de champion de la recherche en matière de développement économique; il dirige l'élaboration du plan d'infrastructure à long terme de la province; il établit les priorités à l'égard des investissements dans l'infrastructure en vue de promouvoir l'emploi et la prospérité; il soutient des collectivités fortes partout en Ontario en investissant dans des projets d'infrastructure essentiels; il affine le modèle de diversification des modes de financement et d'approvisionnement pour faire en sorte de conserver la meilleure approche en matière d'exécution des projets d'infrastructure dans les délais prévus et selon le budget établi; il élargit l'accès au gaz naturel; il modernise l'administration et améliore les services aux entreprises par l'initiative globale L'Ontario propice aux affaires; il travaille avec ses partenaires (ministères, organismes et intervenants) pour promouvoir l'entrepreneuriat social en Ontario; il soutient les investissements dans des services haute vitesse à large bande en Ontario; il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié pour l'investissement et comme fournisseur de biens et services de calibre mondial; il développe les possibilités d'investissement par des efforts de génération de pistes d'investissement; il soutient les petites et moyennes entreprises ontariennes très performantes par les douze bureaux des Services consultatifs aux entreprises établis dans les régions; il fait la promotion de l'entrepreneuriat comme un choix professionnel viable parmi les jeunes ontariens; il exécute des programmes d'entrepreneuriat à l'intention des jeunes en s'axant sur l'apprentissage expérimental, le mentorat et l'aide aux immobilisations; il rend l'Ontario accessible en développant des normes d'accessibilité et en examinant et surveillant la conformité avec ces normes au sein des organisations; il forge des partenariats stratégiques visant à promouvoir les initiatives liées à l'accessibilité; il fournit des outils, des ressources et de l'information à l'intention du public pour la planification de l'accessibilité et l'exécution de programmes en la matière.

Ce programme a également la responsabilité intégrée de la planification stratégique, de l'élaboration de politiques et de la gestion immobilière d'un portefeuille comprenant environ un million d'acres de terres et des milliers de bâtiments et de structures détenus un peu partout en Ontario.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET D'INFRASTRUCTURE– CRÉDIT 902

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Développement économique, et Emploi (Poste 13)					
Traitements et salaires	32 329 940		<i>Développement économique, Investissement et Industrie</i>		
Avantages sociaux	4 434 353		Traitements et salaires	21 791 989	
Transports et communications	1 477 086		Avantages sociaux	3 147 816	
Services	24 937 905		Transports et communications	1 212 800	
Fournitures et matériel	659 069		Services	8 777 256	
Paiements de transfert			Fournitures et matériel	435 124	
Programme d'amélioration de la			Paiements de transfert		
compétitivité des fournisseurs du			Programme d'amélioration de la		
secteur de l'automobile	1 990 000		compétitivité des fournisseurs du		
Programmes pour			secteur de l'automobile	1 990 000	
l'entrepreneuriat	7 116 605		Subventions pour le développement		
Subventions pour le développement			des entreprises	800 000	
des entreprises	800 000		Fonds d'investissement vert	25 000 000	
Fonds d'investissement vert	25 000 000		Institut pour la compétitivité		
Institut pour la compétitivité			et la prospérité	1 000 000	
et la prospérité	1 000 000		Site certifié - Prêt à		
Site certifié - Prêt à			l'investissement	69 241	
l'investissement	69 241		Fonds pour l'emploi et		
Fonds pour l'emploi et			la prospérité	181 984 805	
la prospérité	181 984 805		Programme pilote ontarien Défi pour		
Programme pilote ontarien Défi pour			des petites entreprises		
des petites entreprises			innovatrices	1 345 000	
innovatrices	1 345 000		Fonds ontarien d'aide aux		
Fonds ontarien d'aide aux			jeunes entrepreneurs	9 538 499	
jeunes entrepreneurs	9 538 499		Subventions de soutien		
Subventions de soutien			aux secteurs	20 616 496	
aux secteurs	20 616 496		Fonds pour les projets pilotes		
Fonds pour les projets pilotes			d'entrepreneuriat social	1 993 000	
d'entrepreneuriat social	1 993 000		Soutien aux entreprises sociales....	2 371 555	
Soutien aux entreprises sociales....	2 371 555		Fonds pour les emplois et les		
Fonds pour les emplois et les			investissements stratégiques	15 201 981	
investissements stratégiques	15 201 981		Expérience d'entrepreneuriat		
Expérience d'entrepreneuriat			pour les étudiants –		
pour les étudiants –			entreprise d'été	2 996 274	
entreprise d'été	2 996 274		Transports et innovation	2 100 000	
Transports et innovation	2 100 000		Réseau Trillium pour la fabrication		
Réseau Trillium pour la fabrication			de pointe	498 554	
de pointe	498 554		Valorisation des capacités – Projet		
Valorisation des capacités – Projet			pilote des prêts		
pilote des prêts			communautaires	450 000	
communautaires	450 000		Partenariats Jeunesse	1 380 100	
Partenariats Jeunesse	1 380 100		Fonds de formation ciblée		
Fonds de formation ciblée			pour les jeunes	9 132 341	
pour les jeunes	9 132 341				
		285 584 451			
		349 422 804			
Moins : Recouvrements		900 000			
		348 522 804			

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

[illegible]

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 902

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$		\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
Développement économique et emploi (Poste 14)				
Prêts et investissements				
MaRs Phase 2	89 663 051			
Fonds pour l'emploi et la prospérité	400 000			
		90 063 051		
		90 063 051		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET		90 063 051		
		=====		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Infrastructure programs (Poste 33)				
Paiements de transfert				
Clean Water and Wastewater Fund - Provincial	7 500 000			
		7 500 000		
		7 500 000		
Programmes immobiliers (Poste 33)				
Services		88 982 012		
Paiements de transfert				
Transactions immobilières	9 409 800			
Revitalisation du secteur riverain de Toronto	4 000 000			
		13 409 800		
		102 391 812		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET		109 891 812		
		=====		
CAPITAL ASSETS				
Développement économique et emploi (Poste 22)				
Terrain			6 921 037	
Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement			4 481 035	
			11 402 072	
			=====	
TOTAL (BIENS IMMOBILISES) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET			11 402 072	
			=====	

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
903				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION
1	611 840 500	67 521 200	679 361 700	Recherche et Innovation 663 844 911
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	611 840 500	67 521 200	679 361 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE RECHERCHE ET
				D'INNOVATION 663 844 911
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	83 317 400		83 317 400	Recherche et Innovation 83 317 400
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	83 317 400		83 317 400	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE RECHERCHE ET
				D'INNOVATION 83 317 400
				=====

Description du programme :

Ce programme appuie le renforcement de l'écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il élabore et gère l'ensemble des programmes de recherche des ministères qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et la recherche de personnel talentueux afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international qui travaillent dans les institutions financées par des fonds publics de tout l'Ontario; il fait avancer la recherche translationnelle et ciblée dans des domaines de recherche précis comme le cancer et le cerveau; il offre des programmes de perfectionnement des compétences, d'expansion commerciale et de commercialisation axés sur les secteurs clés et les possibilités de développement régional; il fournit des programmes et services qui aident les clients de l'ensemble de la population dans le démarrage d'entreprise et aux premiers stades de développement par le réseau ontarien de 57 Centres d'encadrement des petits entrepreneurs; par l'entremise du Réseau ontarien des entrepreneurs, il aide des sociétés et des entrepreneurs axés sur la technologie à se lancer et à croître; il met en relation des innovateurs et des entrepreneurs de toute la province, en veillant à ce que les entreprises à fort potentiel puissent attirer les compétences et les capitaux nécessaires pour être concurrentielles dans les marchés mondiaux et en offrant des possibilités pour que les idées mises au point dans les laboratoires aboutissent aux marchés; il fait la promotion de l'entrepreneuriat comme un choix professionnel viable; il contribue à une sensibilisation accrue aux avantages du cybercommerce en matière de compétitivité et de productivité afin d'encourager des taux plus élevés d'adoption et d'utilisation de la technologie de l'information et des communications parmi les PME de l'Ontario; il soutient les collaborations en recherche et développement à l'échelon mondial par l'établissement de protocoles d'entente avec d'autres administrations afin d'investir conjointement dans des projets internationaux de pointe en sciences et technologie.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 903

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédit d'impôt à l'innovation	
			de l'Ontario	153 877 884
			Institut ontarien de recherche	
			sur le cancer	72 000 000
			Ontario Institute for	
			Regenerative Medicine	6 750 000
			Stratégie ontarienne de	
			commercialization des	
			sciences de la vie	1 800 000
			Fonds pour la recherche	
			en Ontario	54 365 000
			Ontario Scale-Up	
			Voucher program	9 700 000
			Institut Perimeter	10 000 000
			Programmes visant les talents	
			en recherche	10 319 500
			Centres d'encadrement des	
			petits entrepreneurs	4 479 906
			Projet de développement accéléré	
			des technologies de l'eau	2 000 000
			Stratégie d'emploi pour les	
			jeunes – Innovation	2 000 000
				663 844 911
				663 844 911
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMME DE RECHERCHE	
			ET D'INNOVATION	663 844 911
				=====
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
			Recherche et Innovation (Poste 2)	
			Paiements de transfert	
			Investissements mineurs en	
			immobilisations	3 500 000
			Fonds pour la recherche en Ontario	79 817 400
				83 317 400
				=====
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
			PROGRAMME DE RECHERCHE	
			ET D'INNOVATION	83 317 400
				=====

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Recouvrement des coûts.....	309 309	1 238 749
Coûts liés à la diligence raisonnable pour la vente de terrains/édifices/servitudes	160 484	60 964
	<u>469 793</u>	<u>1 299 713</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	 <u>21 248</u>	 <u>34 982</u>
 REDEVANCES		
Bombardier Inc.....	1 365 720	2 319 365
Divers	124 505	257 259
	<u>1 490 225</u>	<u>2 576 624</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS		
Pénalité monétaire (avis de contravention)	2 000	12 000
	<u>2 000</u>	<u>12 000</u>
 VENTES ET LOCATIONS		
Ventes – Immobiliers et terrain.....	39 408 293	53 494 582
Locations – Immobiliers et terrain	32 046 899	30 880 827
Gain.....	7 844 152	7 952 341
Ventes - autres.....	2 188 023	1 319 519
	<u>81 487 367</u>	<u>93 647 269</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations	1 042 658	213 760
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres.....	32 344 347	24 066 032
	<u>33 387 005</u>	<u>24 279 792</u>
 DIVERS		
Intérêt	8 864 364	6 396 467
Paiements por services rendus	403 607	641 832
Divers	1 453 238	0
	<u>10 721 209</u>	<u>7 038 299</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 <u>127 578 847</u>	 <u>128 888 679</u>

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
MaRS Phase 2	290 182 223	8 274 449
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	30 225 000	0
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	6 869 074	43 876 776
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	246 548	246 901
Société foncière de l'Ontario	175 500	92 500
Fonds pour les projets pilotes d'innovation.....	0	681 603
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	327 698 345 =====	53 172 229 =====

*Comprend l'ajustement à un solde de l'exercice précédent.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE.....	2-106
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-107
ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	2-109
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	2-113
GARDE D'ENFANTS	2-115
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-108, 2-111, 2-116
ÉTAT DES RECETTES	2-117

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
15 601 130	Administration du ministère	25 634 814	19 000 903
23 443 230 636	Éducation élémentaire et secondaire	24 288 775 500	23 851 179 754
59 982 114	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	60 714 000	60 682 790
1 279 986 840	Garde d'enfants et la petite enfance	1 405 445 900	1 382 069 245
24 798 800 720 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	25 780 570 214 =====	25 312 932 692 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
1 813 833	Éducation élémentaire et secondaire	3 827 100	3 237 330
0	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000	0
1 813 833 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	3 828 100 =====	3 237 330 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
844 713 440	Éducation élémentaire et secondaire	1 590 015 900	1 091 403 143
9 819 159	Garde d'enfants et la petite enfance	2 299 100	2 010 392
854 532 599 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 592 315 000 =====	1 093 413 535 =====
BIENS IMMOBILISÉS			
1 243 264	Éducation élémentaire et secondaire	7 692 500	2 624 613
0	Garde d'enfants et la petite enfance	1 000	0
1 243 264 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	7 693 500 =====	2 624 613 =====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	21 927 400	3 642 400	25 569 900	Administration du ministère 18 926 333
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 57 903
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>21 992 414</u>	<u>3 642 400</u>	<u>25 634 814</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 19 000 903
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour que le ministère de l'Éducation atteigne ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes opérationnels du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	5 186 992	
Traitements et salaires	16 433 154		Avantages sociaux	812 660	
Avantages sociaux	2 818 636		Transports et communications	150 271	
Transports et communications	414 501		Services	4 314 286	
Services	9 916 235		Fournitures et matériel	36 466	
Fournitures et matériel	202 807			10 500 675	
	29 785 333		Moins : Recouvrements	4 187 500	
Moins : Recouvrements	10 859 000				6 313 175
	18 926 333		<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires	36 398	
Traitements et salaires	2 586 796		Transports et communications	37 725	
Avantages sociaux	467 081		Services	3 061 909	
Transports et communications	81 111		Fournitures et matériel	89 006	
Services	226 608			3 225 038	
Fournitures et matériel	20 831		Moins : Recouvrements	1 223 000	
	3 382 427				2 002 038
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires	6 658 998		Transports et communications	727	
Avantages sociaux	1 275 598		Services	1 400 186	
Transports et communications	121 563				1 400 913
Services	463 463		<i>Crédits législatifs</i>		
Fournitures et matériel	47 343		Traitement versé au ministre en vertu		
	8 566 965		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		57 903
Moins : Recouvrements	4 157 800		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
	4 409 165		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
<i>Ressources humaines</i>					74 570
Traitements et salaires	1 963 970		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
Avantages sociaux	263 297		POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..		
Transports et communications	23 104				19 000 903
Services	449 783				=====
Fournitures et matériel	9 161				
	2 709 315				
Moins : Recouvrements	1 290 700				
	1 418 615				

non vérifié

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
			PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	
1 24 012 105 400	122 634 200	24 134 739 600	Politiques et prestation des programmes	24 081 213 028
2 151 833 900	2 200 000	154 033 900	Activités éducatives.....	146 575 113
L 1 000		1 000	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	(376 613 767)
L 1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 380
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	23 851 179 754
24 163 941 300	124 834 200	24 288 775 500		
=====	=====	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4 2 627 100	1 200 000	3 827 100	Politiques et prestation des programmes	3 237 330
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	3 237 330
2 627 100	1 200 000	3 827 100		
=====	=====	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3 1 691 471 400	(103 000 000)	1 588 471 400	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire.....	1 090 122 893
5 1 000		1 000	Éducation élémentaire et secondaire – autres charges liées aux immobilisations	0
L 1 543 500		1 543 500	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 280 250
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	1 091 403 143
1 693 015 900	(103 000 000)	1 590 015 900		
=====	=====	=====		=====

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

[illegible]

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			BIENS IMMOBILISÉS	
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)			Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)	
Paiements de transfert				
Subventions d'immobilisations – conseils scolaires	998 080 045		Matériel de technologie de l'information	48 269
Programme d'apprentissage des jeunes enfants	66 608 269		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	2 576 344
Conseils scolaires – Financement des immobilisations pour les services de garde d'enfants.....	19 344 063			2 624 613
Office de la télécommunication éducatives de langue française de l'Ontario.....	1 000 000			
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	1 600 000		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	2 624 613
		1 086 632 377		=====
Autres opérations				
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		3 490 516		
		1 090 122 893		
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Amortissement – Loi sur l'administration financière...	1 280 250			
		1 280 250		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		1 091 403 143		
		=====		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ
				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité
1	59 582 300	1 131 700	60 714 000	60 682 790
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....
	59 582 300	1 131 700	60 714 000	60 682 790
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité
2	1 000		1 000	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....
	1 000		1 000	0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information (ITI) pour les services à la collectivité offre des services d'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Éducation; Affaires municipales et Logement; Affaires civiques, Immigration et Commerce international; Formation et Collèges et Universités; Tourisme, Culture et Sport. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères pour leur proposer des solutions opérationnelles rapides et bon marché qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs, d'encourager les affaires électroniques et les services gouvernementaux en direct afin de mieux servir le public et de garantir de bons rendements des investissements en ITI.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE
L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitements et salaires	29 739 707
Avantages sociaux	3 925 728
Transports et communications.....	395 926
Services	89 000 951
Fournitures et matériel	212 536
Autres opérations	60 547

	123 335 395
Moins : Recouvrements.....	62 652 605

	60 682 790

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....	60 682 790 =====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1004 PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	1 431 195 900	(25 750 000)	1 405 445 900	Élaboration des politiques et prestation des programmes 1 382 069 245
	<u>1 431 195 900</u>	<u>(25 750 000)</u>	<u>1 405 445 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS 1 382 069 245
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	500 000	501 000	Immobilisations pour les services de garde d'enfants 466 055
5	1 000		1 000	Garde d'enfants – Charges d'immobilisations 0
L	1 797 100		1 797 100	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 1 544 337
	<u>1 799 100</u>	<u>500 000</u>	<u>2 299 100</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS 2 010 392
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS 0
				=====

Description du programme :

Des programmes de garde d'enfants et pour la petite enfance de haute qualité sont indispensables à un système intégré et homogène soutenant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

L'intégration de la garde et de l'apprentissage des jeunes enfants améliore les résultats du système d'éducation en fournissant un continuum de services de garde et d'éducation pour les enfants de 0 à 12 ans, avec des efforts centrés sur le développement sain des enfants et des résultats positifs pour les enfants et leurs familles par une gestion coordonnée des réseaux de services locaux.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS – CRÉDIT 1004**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques et prestation des programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	13 076 325
Avantages sociaux	2 048 551
Transports et communications.....	874 087
Services	10 241 101
Fournitures et matériel.....	67 066
Paiements de transfert	
Garde d'enfants et petite enfance	1 355 762 115

	1 382 069 245

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
– PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS	1 382 069 245
	=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

Immobilisations pour les services de garde d'enfants (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Stabilisation pour les services de garde d'enfants	466 055

	466 055

Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 544 337

	1 544 337

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
– PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS	2 010 392
	=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement	68 275 912	67 805 449
Entente sur le bien-être des Indiens	11 446 286	11 515 901
	<u>79 722 198</u>	<u>79 321 350</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées / des écoles privées de form. prof	1 310 901	1 176 965
Permis – Garderies	202 694	60 604
Frais pour chèques refusés	210	140
	<u>1 513 805</u>	<u>1 237 709</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS		
Général	78 000	14 000
	<u>78 000</u>	<u>14 000</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs	1 012 575	21 281 956
Autres	33 069 907	135 242 690
	<u>34 082 482</u>	<u>156 524 646</u>
 DIVERS		
Intérêts bancaires	5 722	6 278
	<u>5 722</u>	<u>6 278</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>115 402 207</u>	<u>237 103 983</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-120
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-121
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	2-123
ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	2-125
GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS.....	2-127
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-122
ÉTAT DES RECETTES	2-129

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
15 051 013	Administration du ministère	16 248 914	14 092 452
43 478 869	Développement et gestion des sources d'énergie	263 871 100	257 657 830
886 000 000	Atténuation du prix de l'électricité	346 800 000	346 343 666
44 170 257	Gestion stratégique des biens	44 624 300	42 946 786
988 700 139	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	671 544 314	661 040 734
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
2 600 100 100	Gestion stratégique des biens	-	-
2 600 100 100	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	-	-
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 000	0
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	1 000	0
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	15 099 900	1 085 000	16 184 900	Administration du ministère 14 026 484
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>15 163 914</u>	<u>1 085 000</u>	<u>16 248 914</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 14 092 452
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Des programmes de garde d'enfants et pour la petite enfance de haute qualité sont indispensables à un système intégré et homogène soutenant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

L'intégration de la garde et de l'apprentissage des jeunes enfants améliore les résultats du système d'éducation en fournissant un continuum de services de garde et d'éducation pour les enfants de 0 à 12 ans, avec des efforts centrés sur le développement sain des enfants et des résultats positifs pour les enfants et leurs familles par une gestion coordonnée des réseaux de services locaux.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services financiers et administratifs</i>		
Traitements et salaires	5 595 164		Transports et communications	1 913	
Avantages sociaux	752 484		Services	1 743 361	
Transports et communications.....	288 612		Fournitures et matériel	41 732	
Services	9 331 479			1 787 006	
Fournitures et matériel	137 521		Moins : Recouvrements.....	1 163 267	
	16 105 260				623 739
Moins : Recouvrements.....	2 078 776				
	14 026 484		<i>Ressources humaines</i>		
<i>Bureau principal</i>			Avantages sociaux	2 369	
Traitements et salaires	2 076 979		Services	13 449	
Avantages sociaux	246 808				15 818
Transports et communications.....	153 971		<i>Services de vérification</i>		
Services	89 190		Services	265 400	
Fournitures et matériel	53 585		Moins : Recouvrements.....	176 484	
	2 620 533				88 916
<i>Services de communication</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires	2 393 521		Transports et communications	2 922	
Avantages sociaux	335 882		Services	1 108 438	
Transports et communications.....	53 841			1 111 360	
Services	2 087 161		Moins : Recouvrements.....	739 025	
Fournitures et matériel	29 410				372 335
	4 899 815		<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Services juridiques</i>			Traitement versé au ministre en vertu		
Transports et communications.....	24 928		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Services	3 980 379		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Fournitures et matériel	7 820		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
	4 013 127				65 968
<i>Analyse et planification</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	1 124 664		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	14 092 452	
Avantages sociaux	167 425				
Transports et communications.....	51 037				
Services	44 101				
Fournitures et matériel	4 974				
	1 392 201				

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	
1	135 370 100	128 500 000	263 870 100	Politiques et programmes 257 657 830
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>135 371 100</u>	<u>128 500 000</u>	<u>263 871 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 257 657 830
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 0
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
5	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques, la modernisation du réseau et la mise en valeur d'énergies plus propres. De plus, ce programme supervise l'engagement et la consultation des Autochtones et des Métis à l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie tout en facilitant la participation des communautés Autochtones aux avancées à l'égard des réseaux d'énergie renouvelable et de transport d'énergie.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques et programmes (Poste 1)			
Traitements et salaires		11 480 937	
Avantages sociaux		1 578 364	
Transports et communications.....		298 125	
Services		33 845 959	
Fournitures et matériel		80 465	
Paiements de transfert			
Initiatives de conservation	811 151		
Ententes relatives à la participation des Autochtones	3 794 073		
Initiatives en matière d'énergie verte.....	201 768 756		
Fonds de développement du réseau intelligent.....	4 000 000		
		210 373 980	
		257 657 830	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....		257 657 830	
		=====	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2905				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ
1	-	20 800 000	20 800 000	Prestation ontarienne pour l'énergie propre 20 800 000
2	26 000 000		26 000 000	Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario 25 543 666
3	300 000 000		300 000 000	Remise de l'Ontario pour les consommateurs d'électricité 300 000 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ATTÉNUATION
				DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ..... 346 343 666
	326 000 000	20 800 000	346 800 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2905

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Prestation ontarienne pour l'énergie propre (Poste 1)	
Paiements de transfert	
La Loi de 2010 sur la prestation ontarienne pour l'énergie propre	20 800 000

	20 800 000

Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario.....	25 543 666

	25 543 666

Remise de l'Ontario pour les consommateurs d'électricité (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Remise de l'Ontario pour les consommateurs d'électricité.....	300 000 000

	300 000 000

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	346 343 666
	=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2906				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS
1	70 000 000	(25 375 700)	44 624 300	Gestion stratégique des biens et transformation..... 42 946 786
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS
				ET RÉORGANISATION..... 42 946 786
	70 000 000	(25 375 700)	44 624 300	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme soutient la province en tant qu'actionnaire d'Hydro One pour ce qui a trait à la gestion de ses investissements et aux relations de gouvernance.

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS – VOTE 2906**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gestion stratégique des biens et transformation (Poste 1)		
Services	42 161 744	
Paievements de transfert		
Participation des Autochtones à		
la gestion stratégique des biens	785 042	
	<u>42 946 786</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
– GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS		
ET RÉORGANISATION.....	42 946 786	
	=====	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Accès à l'information - Droits	1 735	2 939
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de placements	580 300 465	826 124 479
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert	3 672 416	2 564 710
Traitements et salaires	837 138	0
Avantages sociaux	64 978	0
Services et Locations	12 248	28 470
	-----	-----
	4 586 780	2 593 180
	-----	-----
DIVERS		
Intérêt	8 218	26 689
Autres	0	4 335 026
	-----	-----
	8 218	4 361 715
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	584 897 198	833 082 313
	=====	=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-132
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-133
PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES	2-135
SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION.....	2-137
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	2-139
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-134, 2-140
ÉTAT DES RECETTES	2-141

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
22 717 519	Administration du ministère	22 744 814	22 730 517
53 744 239	Planification et analyses environnementales	74 246 300	73 887 943
66 510 441	Sciences environnementales et information	72 601 400	72 586 708
185 912 899	Protection de l'environnement	180 171 900	179 133 163
328 885 098	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	349 764 414	348 338 331
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
6 408 291	Protection de l'environnement	7 181 300	7 996 654
6 408 291	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	7 181 300	7 996 654
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
1 361 103	Protection de l'environnement	4 687 200	1 681 275
1 361 103	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	4 687 200	1 681 275
=====		=====	=====

Nota : Le ministère a restructuré ses activités et sa présentation passant d'une structure de crédit-poste axée sur le milieu (assainissement de l'air, assainissement de l'eau et gestion des déchets) à un modèle fonctionnel (planification environnementale et analyse, science de l'environnement et information, et protection de l'environnement). Les chiffres réels de 2012-2014 par programmes ont donc été redressés en fonction de la restructuration.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
			PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	22 682 500	(2 700)	22 679 800	Administration du ministère..... 22 661 216
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 20 000
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>22 747 514</u>	<u>(2 700)</u>	<u>22 744 814</u>	<u>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</u>
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION</u>
				<u>DU MINISTÈRE 22 730 517</u>
				<u>=====</u>

Description du programme :

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment par l'apport de leadership et de conseils stratégiques connexes à l'appui des priorités du ministère et du gouvernement.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Ressources humaines</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	979 943	
			Avantages sociaux	445 630	
			Transports et communications	16 494	
			Services	173 622	
			Fournitures et matériel	5 917	
					1 621 606
			<i>Communications</i>		
Traitements et salaires	12 444 806		Traitements et salaires	4 187 748	
Avantages sociaux	2 066 517		Avantages sociaux	618 293	
Transports et communications	446 083		Transports et communications	92 704	
Services	7 512 942		Services	517 720	
Fournitures et matériel	224 868		Fournitures et matériel	53 961	
					5 470 426
	22 695 216		<i>Services de vérification</i>		
Moins : Recouvrements	34 000		Services	322 659	
			Fournitures et matériel	334	
	22 661 216				322 993
			<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitement versé au ministre en vertu		
Traitements et salaires	2 063 165		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Avantages sociaux	257 463		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Transports et communications	133 665		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		20 000
Services	44 450				69 301
Fournitures et matériel	12 930				
	2 511 673				
<i>Planification et contrôle financière</i>					
Traitements et salaires	5 213 950				
Avantages sociaux	745 131				
Transports et communications	203 220				
Services	6 454 491				
Fournitures et matériel	151 726				
	12 768 518				
Moins : Recouvrements	34 000				
	12 734 518				
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		22 730 517
					=====

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1109				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES
1	40 380 600	(83 300)	40 297 300	Planification et analyses environnementales..... 40 030 759
2	30 649 600	3 299 400	33 949 000	Conception et planification de la mise en œuvres des programmes 33 857 184
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
			- PROGRAMME DU PLANIFICATION ET	
			ANALYSES ENVIRONNEMENTALES	73 887 943
	71 030 200	3 216 100	74 246 300	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce crédit est responsable de la planification et des analyses requises pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'intégration des fonctions liées aux politiques et à la conception et l'exécution des programmes du ministère en vue de soutenir l'atteinte des priorités du ministère et du gouvernement.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

PROGRAMME DU PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES – CRÉDIT 1109

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Planification et analyses environnementales (Poste 1)		
Traitements et salaires	14 933 531	
Avantages sociaux	2 063 107	
Transports et communications.....	330 000	
Services	18 489 535	
Fournitures et matériel	73 051	
Paiements de transfert		
Subventions pour des initiatives contre		
le changement climatique.....	1 000 000	
Changement climatique	3 141 535	
	-----	4 141 535

		40 030 759

Conception et planification de la mise en œuvre des programmes (Poste 2)		
Traitements et salaires	17 115 106	
Avantages sociaux	2 613 424	
Transports et communications.....	295 623	
Services	10 584 979	
Fournitures et matériel	207 632	
Paiements de transfert		
Subventions pour le dialogue,		
la participation et la		
collaboration	1 821 895	
Subventions – partenariats et action		
en matière d'environnement.....	1 218 525	
	-----	3 040 420

		33 857 184

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU PLANIFICATION ET		
ANALYSES ENVIRONNEMENTALES.....	73 887 943	
	=====	

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1110				PROGRAMME DES SCIENCES ENVIRONNEMENTALES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ET INFORMATION	
1	63 419 800	9 181 600	72 601 400	Sciences environnementales et information.....	72 586 708
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>		<u> </u>
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES SCIENCES	
				ENVIRONNEMENTALES	
				ET INFORMATION	
	63 419 800	9 181 600	72 601 400		72 586 708
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>		<u>=====</u>

Description du programme :

Ce crédit est responsable de la prestation de services scientifiques et de conseils techniques, y compris l'identification des polluants nouveaux et existants, l'élaboration de pratiques exemplaires novatrices, l'établissement de normes et d'orientations opérationnelles et la présentation de comptes rendus au public et aux intervenants à l'appui de la protection de l'environnement de l'Ontario.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

PROGRAMME DES SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION – CRÉDIT 1110

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sciences environnementales et information (Poste 1)		
Traitements et salaires		36 762 603
Avantages sociaux		5 650 677
Transports et communications.....		1 157 551
Services		22 873 284
Fournitures et matériel		4 032 702
Paielements de transfert		
Subventions pour l'action		
contre le changement		
climatique.....	247 000	
Subventions pour la		
recherche scientifique		
et technique.....	1 862 891	
	-----	2 109 891
		72 586 708

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES SCIENCES		
ENVIRONNEMENTALES		
ET INFORMATION.....		72 586 708
		=====

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1111				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
1	24 849 800		24 849 800	Autorisations environnementales 24 697 027
2	113 787 800	(1 507 300)	112 280 500	Conformité environnementale 112 254 944
3	48 123 300	(5 083 000)	43 040 300	Programmes environnementaux 42 181 192
L	1 300		1 300	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	186 762 200	(6 590 300)	180 171 900	- PROGRAMME DE LA PROTECTION
	=====	=====	=====	DE L'ENVIRONNEMENT 179 133 163
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	2 446 000	986 300	3 432 300	Immobilisations 3 431 396
5	176 000		176 000	Immobilisations - Assainissement de l'environnement 51 715
7	1 000		1 000	Assainissement de l'environnement 0
L	3 572 000		3 572 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> . 4 513 543
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	6 195 000	986 300	7 181 300	- PROGRAMME DE LA PROTECTION
	=====	=====	=====	DE L'ENVIRONNEMENT 7 996 654
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
6	4 555 000	132 200	4 687 200	Actif d'immobilisations 1 681 275
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	4 555 000	132 200	4 687 200	- PROGRAMME DE LA PROTECTION
	=====	=====	=====	DE L'ENVIRONNEMENT 1 681 275
				=====

Description du programme :

Ce crédit est responsable de la protection de la qualité de l'air, de l'eau et des sols de l'Ontario par la gestion d'autorisations ministérielles, d'évaluations environnementales, de la délivrance de permis et des programmes de délivrance de licences, par l'exécution d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application de la loi et par des investissements dans des immobilisations à l'appui de la protection de l'environnement.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 1111

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Autorisations environnementales (Poste 1)		Immobilisations (Poste 4)	
Traitements et salaires	15 956 261	Autres opérations	
Avantages sociaux	2 463 768	Investissements dans les immobilisations.....	3 431 396
Transports et communications.....	238 166		3 431 396
Services	5 914 113		
Fournitures et matériel	124 719		
	24 697 027		
Conformité environnementale (Poste 2)		Immobilisations - Assainissement de l'environnement (Poste 5)	
Traitements et salaires	71 047 894	Autres opérations	
Avantages sociaux	11 886 553	Investissements dans les immobilisations.....	51 715
Transports et communications.....	2 295 909		51 715
Services	17 268 472		
Fournitures et matériel	6 756 116		
Paiements de transfert			
Subventions pour le Centre de Walkerton			
pour l'assainissement			
de l'eau	3 000 000		
Assainissement et remise en			
état dans les collectivités.....	270 437		
	3 270 437		
	112 525 381		
Moins : Recouvrements.....	270 437		
	112 254 944		
Programmes environnementaux (Poste 3)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	5 602 173	Autres opérations	
Avantages sociaux	716 682	Amortissement - Loi sur l'administration financière ...	4 513 543
Transports et communications.....	122 657		4 513 543
Services	19 461 711		
Fournitures et matériel	206 151		
Paiements de transfert			
Subventions pour la protection des sources.....	16 071 818		
	42 181 192		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	179 133 163	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	7 996 654
		BIENS IMMOBILISÉS	
		Actif d'immobilisations (Poste 6)	
		Machines et équipement – coûts	
		relatifs aux immobilisations	1 573 521
		Logiciels d'application de gestion -	
		coûts relatifs aux immobilisations	107 754
			1 681 275
		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	1 681 275

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	120 458	120 458
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Programme Air pur	14 632 857	14 652 155
Frais liés aux déchets dangereux	8 652 849	6 240 992
Autorisation environnementale	4 685 562	5 454 630
Autres	5 244 999	5 374 296
	-----	-----
	33 216 267	31 722 073
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS	11 701	1 576 173
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	577 372	163 013
	-----	-----
DIVERS	6 657	2 181
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	33 932 455	33 583 898
	=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE.....	2-144
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-146
POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE	2-148
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	2-150
RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS.....	2-153
INVESTIR DANS L'ONTARIO	2-156
ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS.....	2-157
PROGRAMME DU RÉGIME DE RETRAITE DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO	2-161
TRÉSOR	2-163
FONDS TRILLIUM	2-165
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ...2-147, 2-152, 2-155, 2-159, 2-160, 2-164, 2-166	
ÉTAT DES RECETTES	2-167
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-169

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

44 449 322	Administration du ministère	41 342 629	36 088 012
10 309 867	Politiques relatives à la fiscalité, aux organismes et aux régimes de retraite	110 728 100	109 138 424
900 903 445	Politiques économiques, budgétaires et financières	867 239 300	1 299 986 867
1 298 270	Réglementation de l'industrie des services financiers	4 475 400	2 783 231
410 035 172	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	399 555 800	388 478 598
37 749 806	Régime de retraite de la province de l'Ontario	2 505 600	28 321 233
10 395 378 070	Trésor	11 307 428 600	10 661 626 065
12 018 106 019	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	12 733 275 429	12 526 422 430
=====		=====	=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

109 964 191	Politiques économiques, budgétaires et financières	0	0
0	Réglementation de l'industrie des services financiers	1 000	0
27 989 648	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	28 600 000	29 026 671
20 000 000	Régime de retraite de la province de l'Ontario	240 000 000	0
157 953 839	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	268 601 000	29 026 671
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

0	Administration du ministère	2 000	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 000	0
0	Réglementation de l'industrie des services financiers	2 000	0
0	Investir dans l'Ontario	1 000	0
2 637 609	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	2 638 600	2 637 609
	Fonds Trillium	1 000	250 227 012
2 637 609	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 646 600	252 864 621
=====		=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS

0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	0
212 085	Réglementation de l'industrie des services financiers	4 868 700	779 575
0	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	1 000	0
	Fonds Trillium	1 000	11 291 973
212 085	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	4 872 700	12 071 548
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	39 612 300	1 643 600	41 255 900	Administration du ministère 36 013 618
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	21 715		21 715	Traitement versé au ministre sans <i>portefeuille en vertu de la</i> <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 8 843
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 250
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>39 699 029</u>	<u>1 643 600</u>	<u>41 342 629</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 36 088 012
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre, de la ministre associée (Régime de retraite de la province de l'Ontario) et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère également les relations en matière de services avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires	14 386 413		Traitements et salaires	4 019 390	
Avantages sociaux	2 347 597		Avantages sociaux	680 917	
Transports et communications.....	711 652		Transports et communications	319 983	
Services	17 997 325		Services	4 025 132	
Fournitures et matériel	570 631		Fournitures et matériel	335 351	
				-----	9 380 773
	36 013 618				-----

<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires	3 642 536		Transports et communications	137 176	
Avantages sociaux	430 919		Services	7 917 805	
Transports et communications.....	133 974		Fournitures et matériel	117 011	
Services	401 325			-----	8 171 992
Fournitures et matériel	44 715				-----
	-----	4 653 469			

<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires	5 505 013		Services	1 503 405	
Avantages sociaux	1 053 001			-----	1 503 405
Transports et communications.....	108 899				-----
Services	3 772 563				
Fournitures et matériel	66 634				
	-----	10 506 110			

<i>Ressources humaines</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	1 219 475		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux	182 760		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Transports et communications.....	11 620		Traitement versé au ministre sans		
Services	377 095		portefeuille en vertu de la		
Fournitures et matériel	6 919		Loi sur le Conseil exécutif		8 843
	-----	1 797 869	Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
		-----	en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 250

					74 394

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		36 088 012
					=====

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**Description du programme :**

Ce programme englobe l'analyse, l'élaboration de politiques et la législation dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu. Il est chargé de suivre l'évolution et les nouvelles tendances, d'établir les répercussions économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et de conseiller et d'aider le ministre et le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique. Le programme est également responsable de faciliter la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (y compris le secteur des courses hippiques) ainsi que la reddition des comptes qui s'y rattache, et de gérer le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX
ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite (Poste 6)	
Traitements et salaires	4 236 598
Avantages sociaux	534 937
Transports et communications.....	47 073
Services	853 067
Fournitures et matériel.....	36 495
Paievements de transfert	
Fonds de transition	5 986 348
	<u>11 694 518</u>
Surveillance des organismes générateurs de revenus (Poste 7)	
Traitements et salaires	3 352 274
Avantages sociaux	346 063
Transports et communications.....	50 758
Services	473 511
Fournitures et matériel.....	24 661
Paievements de transfert	
Programme de financement du partenariat	
partenariat pour l'industrie	
des courses de chevaux	93 419 698
	<u>97 666 965</u>
Moins : Recouvrements.....	223 059
	<u>97 443 906</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE POLITIQUES	
RELATIVES À LA FISCALITÉ,	
AUX ORGANISMES ET	
AUX RÉGIMES DE RETRAITE	109 138 424
	=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES
1	12 719 300	(647 300)	12 072 000	Politiques économiques 11 135 530
4	4 577 700		4 577 700	Division des politiques en matière de services financiers 3 688 756
5	23 707 500	(1 579 100)	22 128 400	Relations provinciales-municipales en matière de finances 21 539 889
6	521 822 400	4 665 300	526 487 700	Programmes de soutien aux municipalités 526 487 699
8	3 504 300	(628 400)	2 875 900	Bureau du budget 2 738 677
23	11 377 700	(1 834 100)	9 543 600	Politiques fiscales 8 891 583
12	137 818 700	151 733 300	289 552 000	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.. 289 552 000
L	-		-	Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, <i>Loi de 1998 sur l'électricité</i> 435 952 733
L	-		-	Créances irrécouvrables, Loi sur <i>l'administration financière</i> 0
L	1 000		1 000	Garanties et indemnités, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	1 000		1 000	Paielements en vertu de la <i>Loi de 2006 sur le financement par surcroît d'impôts</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 1 299 986 867
	715 529 600	151 709 700	867 239 300	
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES
14	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .. 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
13	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières..... 0
	1 000		1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 0
				=====

Description du programme :

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies éclairées de nature économique, budgétaire et fiscale (notamment dans l'aspect intergouvernemental de la fiscalité) pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise et ses conseils sur l'élaboration d'initiatives gouvernementales économiquement saines; il prépare les prévisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement; il élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes de taxation, d'avantages fiscaux et de prestations et l'industrie des services financiers de l'Ontario; il prépare et assure la surveillance stratégique et la prestation de conseils relativement au plan financier du gouvernement; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies financières de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il élabore les stratégies liées au plan financier de la province, surveille leur application et rend compte des résultats obtenus; il fournit des analyses et des conseils concernant les intérêts de l'Ontario dans le secteur des services financiers et les organismes de réglementation provinciaux, par exemple les assurances, l'acceptation des dépôts et les marchés financiers, y compris le projet de régime coopératif de réglementation des marchés des capitaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire et financière. Le programme assure la surveillance et la fourniture de conseils sur les questions provinciales-municipales dans le contexte du plan budgétaire de la province, en collaborant étroitement avec d'autres ministères et les intervenants municipaux. Le programme fournit également des conseils sur les politiques fiscales touchant les Ontariens et Ontariennes, y compris les politiques relatives à l'impôt sur le revenu des particuliers, aux cotisations sociales, à l'impôt sur l'administration des successions, à l'imposition des entreprises, aux taxes à la consommation, à la taxe de vente et à l'évaluation et l'impôt foncier, les subventions aux municipalités et les taux de l'impôt foncier scolaire. Il encadre le système d'évaluation foncière et le principal paiement de transfert de la province aux municipalités. Le programme reflète par ailleurs le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société. Ce programme aide le ministre, le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer le plan budgétaire et à rendre compte des résultats de la province par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics de l'Ontario. Le programme réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources, dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et contribue à l'élaboration du Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario imposé par la Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Bureau du budget (Poste 8)		
Politiques économiques (Poste 1)					
Traitements et salaires	7 773 666		Traitements et salaires	2 064 656	
Avantages sociaux	919 954		Avantages sociaux	280 093	
Transports et communications	77 385		Transports et communications	28 272	
Services	1 538 757		Services	316 295	
Fournitures et matériel	325 768		Fournitures et matériel	49 361	
Paiements de transfert				2 738 677	
Subventions pour la recherche dans le					
domaine des politiques en matière de					
services financiers et économiques	500 000				
		11 135 530			
			Politiques fiscales (Poste 23)		
Division des politiques en matière de services financiers					
(Poste 4)					
Traitements et salaires	2 388 303		Traitements et salaires	5 609 711	
Avantages sociaux	286 664		Avantages sociaux	781 441	
Transports et communications	38 073		Transports et communications	67 523	
Services	928 992		Services	2 333 483	
Fournitures et matériel	46 724		Fournitures et matériel	99 425	
		3 688 756		8 891 583	
			Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société		
			financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (Poste 12)		
Relations provinciales-municipales			Autres opérations		
en matière de finances (Poste 5)			Revenus réservés du secteur		
Traitements et salaires	5 776 207		de l'électricité	289 552 000	
Avantages sociaux	680 555			289 552 000	
Transports et communications	72 626				
Services	14 896 014				
Fournitures et matériel	114 487				
		21 539 889			
			Crédits législatifs		
Programmes de soutien aux municipalités (Poste 6)			Société financière de l'industrie de l'électricité de		
			l'Ontario, Loi de 1998 sur l'électricité		
Paiements de transfert			Avantage financier – optimisation des actifs	411 152 733	
Fonds de partenariat avec les			Hydro One Inc – provision pour l'impôt provincial		
municipalités de l'Ontario	505 000 000		sur les sociétés	24 800 000	
Paiements spéciaux				435 952 733	
aux municipalités	16 821 884				
Transitional mitigation					
payment	4 665 815				
		526 487 699			
		526 487 699			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DES POLITIQUES		
			ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES		
			ET FINANCIÈRES		
				1 299 986 867	

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1204				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	2 488 600	1 984 800	4 473 400	Commission des services financiers de l'Ontario . 2 783 231
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles 0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
				DES SERVICES FINANCIERS..... 2 783 231
	2 490 600	1 984 800	4 475 400	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
				DES SERVICES FINANCIERS..... 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1204				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS
4	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
				DES SERVICES FINANCIERS 0
	2 000		2 000	=====
	=====	=====	=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS

3	4 868 700		4 868 700	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... 779 575
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
				DES SERVICES FINANCIERS 779 575
	4 868 700		4 868 700	=====
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur des services financiers de la province, en particulier les compagnies d'assurance, les fournisseurs de services de santé liés à l'assurance-automobile, les régimes de retraite, les crédits unions, les caisses populaires, les courtiers et agents en hypothèques et les administrateurs d'hypothèques, les compagnies de prêt et de fiducie et les coopératives. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre des Finances sur les questions touchant ces secteurs. Par ailleurs, elle est responsable de l'administration du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (FIVAVA), qui indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation. La CSFO est aussi responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR). Le Fonds verse un niveau minimal de prestations de retraite dans l'éventualité de la liquidation d'un régime de retraite qui ne possède pas suffisamment d'avoirs.

La CSFO travaille avec le ministère des Finances, les consommateurs et les intervenants de l'industrie afin de protéger l'intérêt public et d'accroître la confiance du public dans les secteurs réglementés.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	32 526 134		
Avantages sociaux	9 570 666		
Transports et communications.....	518 360		
Services	40 393 031		
Fournitures et matériel	309 369		
	<u>83 317 560</u>		
Moins : Recouvrements.....	80 534 329		
	<u>2 783 231</u>		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)		Autres opérations	
Traitements et salaires	1 887 374	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 663 680	
Avantages sociaux	298 225	Moins : Recouvrements..... <u>663 680</u>	
Transports et communications.....	18 983		
Services	7 673 345		
Fournitures et matériel	5 175		
	<u>9 883 102</u>		
Moins : Recouvrements.....	9 883 102		
	<u>0</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	
	2 783 231	0	
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	
BIENS IMMOBILISÉS			
Programme de réglementation de l'industrie des services financiers (Poste 3)			
Matériel de technologie de l'information		681 442	
Logiciels d'application de gestion – Intérêts.....		98 133	
		<u>779 575</u>	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS		779 575	
		<u>=====</u>	

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS
1	435 627 600	(86 787 700)	348 839 900	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations 337 811 945
L	45 215 900		45 215 900	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 44 995 113
L	5 500 000		5 500 000	Paievements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 5 671 540
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DES TAXES ET DES AVANTAGES
				FISCAUX ET PRESTATIONS 388 478 598
	486 343 500	(86 787 700)	399 555 800	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	400 000		400 000	Actifs 233 578
L	19 600 000		19 600 000	Avances, <i>Loi sur l'éducation</i> 19 088 849
L	4 100 000		4 100 000	Avances, <i>Loi sur les régies</i> <i>des services publics du Nord</i> 4 565 980
L	4 500 000		4 500 000	Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i> 5 138 264
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DES TAXES ET DES AVANTAGES
				FISCAUX ET PRESTATIONS 29 026 671
	28 600 000		28 600 000	
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS
3	1 000		1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations..... 0
L	2 637 600		2 637 600	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 2 637 609
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DES TAXES ET DES AVANTAGES
				FISCAUX ET PRESTATIONS..... 2 637 609
	2 638 600		2 638 600	=====
	=====	=====	=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS

4	1 000		1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DES TAXES ET DES AVANTAGES
				FISCAUX ET PRESTATIONS..... 0
	1 000		1 000	=====
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration efficace et efficiente des lois fiscales de l'Ontario et de divers programmes d'avantages fiscaux, ainsi que du maintien de l'intégrité du système fiscal de l'Ontario. Il mène des activités axées sur l'observation des règles fiscales (vérification, inspection, enquête et recouvrements, etc.) et exécute des programmes d'avantages fiscaux essentiels à l'intention des aînés et des familles à faible revenu. Au cœur de ce mandat, le programme assure la prestation à la clientèle de services de haute qualité, notamment des services d'information et de conseil. Il a également la responsabilité de la gestion des relations avec l'Agence du revenu du Canada, qui perçoit la majorité des taxes et impôts de la province en son nom. Le programme dirige les efforts de la province pour lutter contre l'économie souterraine, la contrebande du tabac et l'évitement fiscal pratiqué par les entreprises ainsi que d'autres mesures visant à renforcer l'intégrité des revenus. De plus, le programme soutient la mise en œuvre d'initiatives d'ordre général comme la perception des revenus non fiscaux et la transformation des avantages sociaux, et notamment la prestation de services automatisés de vérification du revenu et d'administration connexes pour divers programmes comme le Service des aliments pour enfants du ministère du Procureur général. Il collabore avec les Premières Nations sur des questions diverses, dont le tabac. Dans certaines circonstances limitées, le programme verse des subventions à des organismes sans but lucratif et à certaines collectivités des Premières Nations relativement à l'administration des impôts et taxes.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES
AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS – CRÉDIT 1209

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs		
Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations (Poste 1)			Autres opérations		
Traitements et salaires	63 661 325		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	44 995 113	
Avantages sociaux	10 988 068		Services		
Transports et communications.....	2 860 517		Paievements à des agences de recouvrement privées, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 671 540	
Services	131 982 847			50 666 653	
Fournitures et matériel	1 293 449				
Paievements de transfert					
Régime de revenu annuel garanti	129 030 787		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS	388 478 598	=====
		129 030 787			
		339 816 993			
Moins : Recouvrements.....		2 005 048			
		337 811 945			
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
<i>Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes</i>			Actifs (Poste 2)		
Traitements et salaires	9 946 302		Avances et montants récupérables		
Avantages sociaux	1 797 192		Régime de revenu annuel garanti	233 578	
Transports et communications.....	131 834			233 578	
Services	111 709 472				
Fournitures et matériel	46 154				
		123 630 954			
<i>Observation fiscale et avantages fiscaux</i>			Crédits législatifs		
Traitements et salaires	53 715 023		Avances et montants récupérables		
Avantages sociaux	9 190 876		Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>	19 088 849	
Transports et communications.....	2 728 683		Avances, <i>Loi sur les régies des services publics du Nord</i>	4 565 980	
Services	20 273 375		Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i>	5 138 264	
Fournitures et matériel	1 247 295			28 793 093	
Paievements de transfert				28 793 093	
Régime de revenu annuel garanti	129 030 787				
		216 186 039			
Moins : Recouvrements.....		2 005 048			
		214 180 991			
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS	29 026 671	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES
AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS – CRÉDIT 1209

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	2 637 609

	2 637 609

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
ADMINISTRATION DES TAXES	
ET DES AVANTAGES	
FISCAUX ET PRESTATIONS	2 637 609
	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1210				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU RÉGIME DE RETRAITE DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO
1	1 531 000	974 600	2 505 600	Régime de retraite de la province de l'Ontario 2 363 201
L	-		-	Remise, <i>Loi sur l'administration financière</i> 25 958 032
L	-		-	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DU RÉGIME DE RETRAITE
				DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO 28 321 233
	1 531 000	974 600	2 505 600	=====
	=====	=====	=====	

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

L	240 000 000		240 000 000	Prêts, la <i>Loi de 2015 sur la Société d'administration du retraite de la province de l'Ontario</i> 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DU RÉGIME DE RETRAITE
				DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO 0
	240 000 000		240 000 000	=====
	=====	=====	=====	

Description du programme :

Ce programme a la charge de soutenir la mise en œuvre du Régime de retraite de la province de l'Ontario en dirigeant les fonctions de législation et de politique stratégique relatives au Régime. Le programme aidera également aux activités de transition liées à l'établissement de la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU RÉGIME DE RETRAITE DE LA
PROVINCE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1210Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Régime de retraite de la province de l'Ontario (Poste 1)			
Traitements et salaires		1 344 820	
Avantages sociaux		149 864	
Transports et communications.....		32 713	
Services		824 204	
Fournitures et matériel		11 600	
		<u>2 363 201</u>	
Remission, the Financial Administration Act (Poste 21)			
Paievements de transfert			
T12048 Remise,			
Loi sur l'administration financière		25 958 032	
		<u>25 958 032</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
RÉGIME DE RETRAITE DE LA			
PROVINCE DE L'ONTARIO		28 321 233	
		=====	

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
L				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DU TRÉSOR	
L 11 307 428 600		11 307 428 600	Intérêts sur la dette.....	10 614 511 218
L -		-	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	47 114 847
11 307 428 600		11 307 428 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TRÉSOR	10 661 626 065
				=====

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Il fournit au gouvernement provincial des services centralisés pour les opérations bancaires et la gestion des liquidités; il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il est responsable de l'analyse financière du secteur de l'électricité, du soutien de tout passif réel et éventuel de la province ainsi que de la surveillance des retombées budgétaires; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes. Il est également responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario. L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales	10 268 335 547	
Office d'investissement du régime de pensions du Canada.....	505 058 866	
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	4 410 469	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants ..	2 775 541	
	-----	10 780 580 423
Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de dépôts, d'escomptes et de commissions.....		73 893 192
Moins: Intérêts capitalisés dans les crédits des ministériels		52 392 660
Moins: Intérêts sur les investissements		553 731 567

		10 100 563 004
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		513 948 214

		10 614 511 218

Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables <i>Loi sur l'administration financière</i>		47 114 847

		47 114 847

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TRÉSOR.....		10 661 626 065
		=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

Crédits autorisés				Dépenses réelles
CRÉDIT et poste	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

L
CHARGES D'IMMOBILISATIONS

PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM

L	1 000	266 781 000	Dépenses liées à l'infrastructure, <i>Loi de 2014 sur le fonds Trillium.....</i>	250 227 012
	<u>1 000</u>	<u>266 781 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	<u>250 227 012</u>
	=====	=====	- PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM....	=====

BIENS IMMOBILISÉS

L	1 000	13 691 000	Dépenses liées à l'infrastructure, <i>Loi de 2014 sur le fonds Trillium.....</i>	11 291 973
	<u>1 000</u>	<u>13 691 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	<u>11 291 973</u>
	=====	=====	- PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM....	=====

Description du programme :

Le Fonds Trillium permet d'affecter les gains liés aux revenus nets prescrits et les avantages fiscaux issus de la vente de biens désignés pour soutenir des investissements dans l'infrastructure (routes, ponts, transports en commun et autres infrastructures prioritaires).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Dépenses liées à l'infrastructure, <i>Loi de 2014 sur le fonds Trillium</i>		
Autres opérations		
Transferts du Fonds Trillium	250 227 012	

	250 227 012	

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM.....	250 227 012	
	=====	
BIENS IMMOBILISÉS		
Crédits législatifs		
Dépenses liées à l'infrastructure, <i>Loi de 2014 sur le fonds Trillium</i>		
Investissements dans des immobilisations corporelles.....	11 291 973	

TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM.....	11 291 973	
	=====	
Nota : Le sommaire des activités du Fonds Trillium se trouve à la page 2-427.		

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	30 677 611 514	31 147 650 080
Taxe de vente harmonisée	22 203 575 028	21 010 481 473
Impôt sur les sociétés	14 871 809 565	11 427 707 512
Impôt-santé des employeurs	5 908 191 460	5 648 931 985
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 868 148 185	5 839 244 687
Contributions – santé de l'Ontario	3 575 016 709	3 452 922 027
Taxe de vente au détail	2 546 452 281	2 445 073 053
Droits de cession immobilière	2 727 892 187	2 118 025 670
Taxe sur l'essence	2 291 111 395	2 125 763 002
Taxe sur le tabac	1 230 443 838	1 225 621 601
Taxe sur les carburants	742 234 805	751 441 968
Taxe sur la bière et le vin	588 519 952	582 392 616
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	205 785 929	226 699 786
Impôt sur l'administration des successions	181 473 765	169 470 033
Impôt sur les bénéfices miniers	37 263 192	42 176 922
Impôt foncier provincial	17 460 705	11 846 092
Redevance sur le revenu brut – composante de l'impôt foncier	4 886 165	(83 688 481)
Taxe sur le pari mutuel	4 459 444	4 320 377
Crédits d'impôt de l'Ontario	(1 734 745)	413 071
Crédits d'impôt administrés par le gouvernement fédéral	(5 217 966)	(7 532 030)
	93 675 383 408	88 138 961 444
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	13 910 300 000	13 088 767 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	5 145 950 000	4 984 014 000
Paiement de péréquation	2 304 190 000	2 363 014 000
Subvention annuelle par personne – <i>Loi de 1907</i> <i>sur l'Amérique du Nord Britannique</i>	8 824 387	8 824 387
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	83 479	83 479
Incitatif fiscal – taxe sur le capital	0	28 000 000
	21 369 347 866	20 472 702 866
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries	2 431 864 426	2 390 616 718
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices	2 306 215 325	1 935 000 000
Hydro One Inc.	367 880 075	1 038 810 157
	5 105 959 826	5 364 426 875
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario	142 327 944	142 327 944
Évaluations – de base et recouvrements	433 756	592 401
Généraux	1 984 236	1 758 437
	144 745 936	144 678 782

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	121 670 047	126 682 265
Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc re :		
Canadian Nuclear Safety Commission.....	7 755 000	7 755 000
Droits d'administration.....	1 160 284	1 575 578
Droits de garantie – autres.....	321 238	228 283
Autres.....	870 595	861 619
	<u>131 777 164</u>	<u>137 102 745</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>1 277 225</u>	<u>936 441</u>
VENDES ET LOCATIONS		
Autres.....	0	(63)
	<u>0</u>	<u>(63)</u>
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris.....	33 004 877	33 000 000
Autres.....	0	138
	<u>33 004 877</u>	<u>33 000 138</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres.....	50 785 487	138 825 296
	<u>50 785 487</u>	<u>138 825 296</u>
DIVERS		
Autre revenu – Oshawa	10 856 290	12 093 291
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	8 638 631	12 132 988
Autre revenu – Toronto	2 086 046	2 259 905
Dons – Fonds ontarien d'initiative	122 928	103 536
Dividendes	0	0
	<u>21 703 894</u>	<u>26 589 720</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>120 533 985 684</u>	<u>114 457 224 244</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier- Facilité de crédit renouvelable à court terme	1 840 000 000	2 310 000 000
OSIFA	520 000 000	0
Office ontarien de financement – Prêts	394 520 387	253 256 001
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier – Prêts à long terme	40 000 000	125 000 000
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier – Prêts amortissables	35 846 584	9 103 802
Fonds de garantie des prestations de retraite	11 000 000	11 000 000
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	0	116 000 000
Société foncière de l'Ontario – Hypothèques	0	7 861
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2 841 366 971	2 824 367 664
	=====	=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE.....	2-172
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-173
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	2-175
EMPLOI ONTARIO	2-178
POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES	2-181
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-174, 2-177, 2-180
ÉTAT DES RECETTES	2-183
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-184

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 186 683	Administration du ministère	21 572 414	20 534 197
6 146 335 536	Éducation postsecondaire	6 253 988 700	6 223 823 087
1 332 610 344	Emploi Ontario	1 251 323 900	1 223 259 634
17 724 140	Politiques stratégiques et programmes	18 036 200	15 754 908
7 516 856 703	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	7 544 921 214	7 483 371 826
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
916 654 136	Éducation postsecondaire	1 163 787 000	1 059 053 882
726 400	Emploi Ontario	2 001 000	662 500
917 380 536	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 165 788 000	1 059 716 382
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
273 916 814	Éducation postsecondaire	633 465 500	627 886 595
27 677 942	Emploi Ontario	27 993 700	27 918 044
301 594 756	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	661 459 200	655 804 639
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
4 264 408	Éducation postsecondaire	3 956 700	2 743 665
4 264 408	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	3 956 700	2 743 665
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	19 807 400	1 700 000	21 507 400	Administration du ministère 20 478 089
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 39 441
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	19 872 414	1 700 000	21 572 414	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 20 534 197
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

**MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires	2 134 964		Services	1 223 000	1 223 000
Avantages sociaux	423 091				
Transports et communications.....	228 149				
Services	17 491 289				
Fournitures et matériel.....	20 596				
	20 478 089		<i>Services de vérification</i>		
<i>Bureau principal</i>			Services	1 340 015	1 340 015
Traitements et salaires	2 259 464				
Avantages sociaux	241 711				
Transports et communications.....	215 416				
Services	292 691				
Fournitures et matériel.....	20 596				
	3 029 878		<i>Systèmes informatiques</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Transports et communications	7 277	
Traitements et salaires	55 500		Services	3 117 012	3 124 289
Avantages sociaux	181 380				
Transports et communications.....	5 456				
Services	6 040 371				
	6 282 707		<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Ressources humaines</i>			Traitement versé au ministre		
Services	1 290 700	1 290 700	en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		39 441
			Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
			vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
					56 108
<i>Services de communication</i>					
Services	4 187 500	4 187 500			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		20 534 197

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
1	6 278 114 900	(79 166 200)	6 198 948 700	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants..... 6 176 441 251
L	54 540 000		54 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière</i> 46 881 836
L	500 000		500 000	Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 500 000
	<u>6 333 154 900</u>	<u>(79 166 200)</u>	<u>6 253 988 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	– PROGRAMME D'ÉDUCATION
				POSTSECONDAIRE..... 6 223 823 087
				=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

4	983 001 000	180 786 000	1 163 787 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants..... 1 059 053 882
	<u>983 001 000</u>	<u>180 786 000</u>	<u>1 163 787 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	– PROGRAMME D'ÉDUCATION
				POSTSECONDAIRE..... 1 059 053 882
				=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
3	633 785 600	(4 483 400)	629 302 200	Soutien à l'éducation postsecondaire..... 623 817 789
L	4 163 300		4 163 300	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 4 068 806
	<u>637 948 900</u>	<u>(4 483 400)</u>	<u>633 465 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'ÉDUCATION
				POSTSECONDAIRE..... 627 886 595
				=====

BIENS IMMOBILISÉS

6	3 956 700		3 956 700	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants..... 2 743 665
	<u>3 956 700</u>		<u>3 956 700</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'ÉDUCATION
				POSTSECONDAIRE..... 2 743 665
				=====

Description du programme :

La Division de l'éducation postsecondaire établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et du soutien financier à l'intention des établissements d'enseignement postsecondaire et des étudiants de l'Ontario, à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement, dans le but d'offrir des possibilités d'éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible. Elle collabore avec la Division des politiques stratégiques et des programmes afin de mettre en œuvre les stratégies et les politiques gouvernementales pour l'éducation postsecondaire en Ontario.

Les éléments clés du programme sont notamment : le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario; l'administration des paiements de transfert aux collèges et universités se rattachant au fonctionnement et aux immobilisations; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements d'enseignement postsecondaire; la gestion des mécanismes de responsabilisation (tels les inscriptions, les comptes rendus sur les programmes et l'information financière, les indicateurs de rendement clés et les rapports annuels relatifs aux ententes de mandat stratégiques); la réglementation des collèges publics d'arts appliqués et de technologie et des écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)			Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)	
Traitements et salaires 16 198 626			Prêts et investissements	
Avantages sociaux 2 346 363			Prêts aux étudiants 1 057 940 747	
Transports et communications 1 217 729			Prêts aux étudiants - impayés 1 113 135	
Services 28 884 879			1 059 053 882	
Fournitures et matériel 128 121			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Paiements de transfert			PROGRAMME D'ÉDUCATION	
Fonds d'assurance pour			POSTSECONDAIRE 1 059 053 882	
l'achèvement de			=====	
la formation 424 827			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Subventions pour les coûts			Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)	
de fonctionnement			Paiements de transfert	
des collèges 1 512 644 513			Subventions d'immobilisations	
Subventions pour les			– collèges 197 705 800	
coûts de fonctionnement			Subventions d'immobilisations	
des universités 3 551 902 056			– universités 132 139 499	
Conseil des ministres de			Strategic Investment Fund	
l'Éducation (Canada) 807 774			– Federal 293 972 490	
Renouvellement de l'éducation			623 817 789	
postsecondaire 14 550 000			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Programmes d'aide financière aux			PROGRAMME D'ÉDUCATION	
étudiantes et étudiants 1 047 761 190			POSTSECONDAIRE 627 886 595	
6 128 090 360			=====	
6 176 866 078			BIENS IMMOBILISÉS	
Moins : Recouvrements 424 827			Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 6)	
6 176 441 251			Logiciels d'application de gestion –	
Crédits législatifs			coûts relatifs aux immobilisations 2 743 665	
Autres opérations			2 743 665	
Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants –			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Loi sur l'administration financière 46 881 836			PROGRAMME D'ÉDUCATION	
Créances irrécouvrables – collèges privés			POSTSECONDAIRE 2 743 665	
d'enseignement professionnel, Loi sur			=====	
l'administration financière 500 000				
47 381 836				
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME D'ÉDUCATION				
POSTSECONDAIRE 6 223 823 087				
=====				

non vérifié

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3003
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO

7	1 327 142 900	(84 319 000)	1 242 823 900	Système Emploi Ontario.....	1 220 760 200
L	503 600		503 600	Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – <i>Loi sur l'administration financière</i>	87 177
L	7 996 400		7 996 400	Créances irrécouvrables – autres, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 412 257
	<u>1 335 642 900</u>	<u>(84 319 000)</u>	<u>1 251 323 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	1 223 529 634
					=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

9	2 001 000		2 001 000	Système Emploi Ontario.....	662 500
	<u>2 001 000</u>		<u>2 001 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	662 500
					=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3003				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
10	26 501 000	305 700	26 806 700	Système Emploi Ontario..... 26 732 410
L	1 187 000		1 187 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 1 185 634
	<u>27 688 000</u>	<u>305 700</u>	<u>27 993 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO 27 918 044
				=====

Description du programme :

Emploi Ontario (EO) est le réseau intégré d'emploi et de formation en Ontario. Il aide les Ontariens et les Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie du savoir.

Les programmes et services d'EO s'inscrivent dans quatre grandes catégories:

1. Emploi et formation
2. Apprentissage
3. Compétences fondamentales
4. Marché du travail

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, de collèges publics, de bureaux de l'apprentissage chargés de la prestation directe et d'agents responsables de la formation. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Système Emploi Ontario (Poste 7)		Système Emploi Ontario (Poste 9)	
Traitements et salaires	62 370 194	Prêts et investissements	
Avantages sociaux	10 564 117	Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	662 500
Transports et communications.....	2 605 696		-----
Services	19 167 323		662 500
Fournitures et matériel	623 307		-----
Paiements de transfert		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Emploi et formation	940 475 863	PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	662 500
Crédit d'impôts de l'Ontario			=====
pour la formation			
en apprentissage	128 797 100		
Crédit d'impôts de l'Ontario pour			
l'éducation coopérative	56 156 600		

	1 125 429 563		

	1 220 760 200		

		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
		Système Emploi Ontario (Poste 10)	
		Paiements de transfert	
		Fonds pour l'amélioration des	
		installations d'apprentissage	26 732 410

			26 732 410

		Crédits législatifs	
		Autres opérations	
		Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 185 634

			1 185 634

		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	27 918 044
			=====
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	1 223 259 634		
	=====		

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3004				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES
1	23 870 200	(5 834 000)	18 036 200	Politiques stratégiques et programmes 15 754 908
	23 870 200	(5 834 000)	18 036 200	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- POLITIQUES STRATÉGIQUES
				ET PROGRAMMES 15 754 908
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Division des politiques stratégiques et des programmes dirige l'élaboration des politiques stratégiques et la conception des programmes pour l'éducation postsecondaire et la formation liée au marché du travail. Elle assume également pour le ministère des fonctions essentielles comme les prévisions à long terme, la planification et l'évaluation des immobilisations ainsi que la gestion des relations entre les divers paliers de gouvernement, y compris la supervision des ententes fédérales-provinciales relatives au marché du travail. Le travail de la Division contribue à l'objectif du gouvernement de former une main-d'œuvre très instruite et qualifiée capable de réussir dans l'économie actuelle en pleine évolution.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES – CRÉDIT 3004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques stratégiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	11 102 422
Avantages sociaux	1 491 329
Transports et communications.....	370 811
Services	2 858 908
Fournitures et matériel.....	123 388

	15 946 858
Moins : Recouvrements.....	191 950

	15 754 908

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES.....	15 754 908
	=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail	673 562 751	627 763 000
Fonds d'investissement stratégique	295 172 445	0
Entente sur le Fonds pour l'emploi	211 364 628	205 116 954
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire	16 391 604	13 521 900
Programme canadien de prêts aux étudiants	15 819 626	25 155 604
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	13 885 252	13 885 252
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents	9 494 616	10 697 198
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	7 810 042	8 285 894
Entente sur le développement du marché du travail – Locaux	4 274 082	4 139 211
	<u>1 247 775 046</u>	<u>908 565 013</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo	841 142	869 195
	<u>841 142</u>	<u>869 195</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Collèges privés d'enseignement professionnel	1 252 194	1 047 420
Frais pour chèques refusés	224 780	205 754
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	155 000	95 000
Gens de métiers et apprentis*	(200)	(200)
	<u>1 631 774</u>	<u>1 347 974</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	332 848	151 040
	<u>332 848</u>	<u>151 040</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	63 658 977	46 679 326
	<u>63 658 977</u>	<u>46 679 326</u>
DIVERS		
Pénalités - intérêt	4 086 364	4 807 803
Autres	78 847	53 337
	<u>4 165 211</u>	<u>4 861 140</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	1 318 404 998	962 473 688
	=====	=====

*Représente un rajustement ponctuel des droits de renouvellement du certificat des gens de métier et des apprentis transférés à l'Ordre des métiers de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
Remboursement – Principal des emprunts	824 478 467	1 283 615 077
Remboursement – Prêts aux étudiants	62 282 235	66 695 412
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	918 662	1 391 876
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	887 679 364 =====	1 351 702 365 =====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE..... 2-186

AFFAIRES FRANCOPHONES 2-187

ÉTAT DES RECETTES 2-189

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
 CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
8 274 185	Affaires francophones	5 055 300	4 981 644
8 274 185	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	5 055 300	4 981 644
=====	L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	=====	=====
 CHARGES D'IMOBILISATIONS			
-	Affaires francophones	157 500	42 500
-	TOTAL (CHARGES D'IMOBILISATIONS) POUR	157 500	42 500
=====	L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	=====	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES
1	5 055 300		5 055 300	Coordination des affaires francophones..... 4 981 644
	<u>5 055 300</u>		<u>5 055 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DES
				AFFAIRES FRANCOPHONES 4 981 644
				=====

CHARGES D'IMOBILISATIONS

2	600 000	(442 500)	157 500	Programme des affaires francophones 42 500
	<u>600 000</u>	<u>(442 500)</u>	<u>157 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DES
				AFFAIRES FRANCOPHONES 42 500
				=====

Description du programme :

L'Office des affaires francophones donne des conseils au gouvernement de l'Ontario sur les questions en rapport avec les affaires francophones et la prestation des services en français. Le principal programme de l'Office consiste en les activités suivantes : un travail en partenariat dans le cadre d'initiatives de transformation interministérielles afin d'accroître l'efficacité et l'efficacite et d'assurer l'intégration des services en français à ces initiatives; la surveillance et l'évaluation de l'efficacité des services en français en rendant compte chaque année des réalisations des ministères et des mesures du rendement organisationnel; la présentation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la *Loi sur les services en français* et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignés; la collaboration avec les ministères et les organismes pour assurer une réponse coordonnée au rapport annuel du commissaire aux services en français; l'analyse des données du recensement et la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province; la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et aux organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français; la direction de la planification et de la tenue par l'Ontario des Célébrations des 400 années de présence francophone partout dans la province; l'accueil de la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne, qui se tiendra à Toronto en juin 2017.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 785 778
Avantages sociaux	212 739
Transports et communications.....	123 741
Services	2 032 826
Fournitures et matériel.....	26 166
Paiements de transfert	
Programme pour la culture francophone	800 394

	4 981 644

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES	
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	4 981 644
	=====

CHARGES D'IMOBILISATIONS

Programme des affaires francophones (Poste 2)

Autres opérations	
Autre bien matériel.....	42 500

	42 500

TOTAL (CHARGES D'IMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES	
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	42 500
	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la <i>Loi sur les services en français</i>	1 665 000	1 925 002
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autre remboursement.....	0	268
	-----	-----
DROTS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits liés à l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et la <i>protection de la vie privée</i>	17	0
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES.....	1 665 017	1 925 270
	=====	=====

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE..... 2-192

OMBUDSMAN ONTARIO..... 2-193

ÉTAT DES RECETTES 2-195

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

13 166 204	Ombudsman Ontario	18 582 200	13 622 091
<u>13 166 204</u> =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO	<u>18 582 200</u> =====	<u>13 622 091</u> =====

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO
1	18 582 200		18 582 200	Ombudsman..... 13 622 091
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME –
	18 582 200		18 582 200	OMBUDSMAN ONTARIO 13 622 091
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le mandat de l'Ombudsman est énoncé dans la Loi sur l'ombudsman. L'Ombudsman publie un rapport annuel, comme l'exige la Loi, ainsi que des rapports spéciaux tout au long de l'année sur les enquêtes systémiques menées par l'Équipe d'intervention spéciale de l'Ombudsman.

L'Ombudsman enquête sur des plaintes concernant l'administration des organismes du gouvernement provincial de l'Ontario ainsi que des municipalités, des universités et des conseils scolaires. Il présente des recommandations en vue d'améliorer les politiques, les programmes et les services publics. L'Ombudsman enquête sur les plaintes individuelles et les plaintes systémiques présentées par des membres du public, des députés du Parlement provincial, ainsi que de son propre chef. L'Ombudsman enquête aussi sur les plaintes des citoyens à propos des réunions municipales à huis clos, en vertu de la Loi sur les municipalités, là où aucun enquêteur municipal n'a été nommé. Les services de l'Ombudsman sont gratuits.

En décembre 2014, la Loi de 2014 sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés, connue sous le nom « projet de loi 8 », a été adoptée. Ce texte de loi a élargi le champ de compétence de l'Ombudsman aux 82 conseils scolaires et administrations scolaires de la province (et ce, à compter du 1er septembre 2015), aux 444 municipalités et aux 21 universités financées par des fonds publics (à compter du 1er janvier 2016). Pendant l'exercice 2015-2016, le Bureau de l'Ombudsman a reçu 22 118 plaintes.

En 2015-2016, l'Ombudsman a reçu de la Commission de régie interne l'autorisation d'ajouter 57 ETP à son effectif pour soutenir ses nouvelles compétences, ce qui porte cet effectif à 143 ETP. Le recrutement se poursuit afin de pourvoir les nouveaux postes financés.

Le Bureau de l'Ombudsman est fortement présent dans les médias sociaux et les gens peuvent communiquer avec le Bureau pour porter plainte en personne, par écrit, par appel téléphonique sans frais, par courriel, par Internet et par application Web mobile. Le Bureau fournit aussi sur son site Web (www.ombudsman.on.ca) des renseignements détaillés concernant ses activités et des enquêtes particulières, en anglais et en français..

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitements et salaires	8 572 827
Avantages sociaux	1 921 915
Transports et communications.....	313 209
Services	2 056 491
Fournitures et matériel.....	757 649

	13 622 091

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME –	
OMBUDSMAN ONTARIO	13 622 091
	=====

OMBUDSMAN ONTARIO
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	68 811 -----	7 879 -----
DIVERS.....	34 624 -----	34 487 -----
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO	103 435 =====	42 366 =====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE.....	2-198
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-200
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....	2-203
POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES	2-205
SERVICES JURIDIQUES	2-210
SERVICES AUX TRIBUNAUX.....	2-212
SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES	2-215
CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	2-218
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-202, 2-204, 2-209, 2-211, 2-214, 2-217
ÉTAT DES RECETTES	2-220

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
203 658 292	Administration du ministère	208 488 014	207 229 877
259 558 027	Poursuites contre les criminels	268 451 400	266 299 525
575 089 355	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	620 217 200	618 955 978
87 459 365	Services juridiques	34 681 700	64 347 477
432 826 113	Services aux tribunaux	427 733 100	446 614 178
169 316 542	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	170 873 700	169 985 018
3 564 300	Crédit d'impôt pour contributions politiques	6 038 400	6 038 400
1 731 471 994 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 736 483 514 =====	1 779 470 453 =====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
13 733	Administration du ministère	34 000	24 508
1 286 345	Poursuites contre les criminels	1 380 000	1 299 958
84 203	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	111 000	103 709
195 089	Services juridiques	226 000	216 831
64 610	Services aux tribunaux	79 000	63 647
87 906	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	95 000	92 961
1 731 886 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 925 000 =====	1 801 614 =====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
23 879 052	Administration du ministère	43 335 400	40 104 874
10 722	Poursuites contre les criminels	1 000	0
296 999	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	265 200	370 120
5 792	Services juridiques	3 200	1 222
46 979 008	Services aux tribunaux	49 666 900	45 390 816
14 674	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	13 300	11 302
71 186 247 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	93 285 000 =====	85 878 334 =====

BIENS IMMOBILISÉS

3 298 792	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	6 115 000	6 113 825
7 645 100	Services aux tribunaux	7 470 200	7 470 200
10 943 892 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	13 585 200 =====	13 584 025 =====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	204 489 500	(9 557 300)	194 932 200	Administration du ministère 194 383 217
6	13 734 400	(242 600)	13 491 800	Division de la modernisation..... 12 780 692
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	218 287 914	(9 799 900)	208 488 014	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 207 229 877
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000	33 000	34 000	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 24 508
	1 000	33 000	34 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 24 508
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	43 335 400		43 335 400	Renouvellement des installations 40 104 874
	43 335 400		43 335 400	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 40 104 874
				=====

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère. La Division de la gestion des services ministériels (DGSM) offre son appui et ses conseils stratégiques dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, diversité, inclusion et accessibilité, gestion des urgences, gestion des installations et surveillance du portefeuille d'immobilisations, de locaux et de baux du ministère. La DGSM fournit aussi au secteur de la justice des services communs, notamment en matière de soutien à la sécurité, d'accès à l'information et de services en français. De plus, la DGSM se charge de la gestion des services de vérification et d'assurance dispensés centralement.

La Division de la modernisation dirige le changement transformationnel et travaille en collaboration avec toutes les divisions pour aider le ministère à moderniser ses services, au public et internes. Elle fournit des services d'élaboration, de mise en œuvre et d'intégration stratégiques d'initiatives essentielles soutenant la vision du ministère, et centre ses activités sur la modernisation de la prestation des services ministériels.

De plus, le programme d'administration du ministère inclut la Direction des communications, le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-procureur général.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Locaux – Frais de location</i>		
Traitements et salaires	16 889 846		Services	169 960 847	
Avantages sociaux	2 312 496			-----	169 960 847
Transports et communications.....	422 718				-----
Services	174 726 269				
Fournitures et matériel.....	138 262				

	194 489 591		<i>Planification opérationnelle</i>		
Moins : Recouvrements.....	106 374		Traitements et salaires	4 717 920	
	-----		Avantages sociaux	670 669	
	194 383 217		Transports et communications	47 147	
	-----		Services	1 564 883	
			Fournitures et matériel	34 570	
				-----	7 035 189

<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires	2 542 793				
Avantages sociaux	281 963		<i>Services en français</i>		
Transports et communications.....	93 905		Traitements et salaires	657 320	
Services	394 652		Avantages sociaux	88 506	
Fournitures et matériel.....	23 925		Transports et communications	51 885	
	-----	3 337 238	Services	215 672	
		-----	Fournitures et matériel	19 097	

				1 032 480	
<i>Services de communication</i>			Moins : Recouvrements.....	106 374	
Traitements et salaires	2 167 136			-----	926 106
Avantages sociaux	318 586				-----
Transports et communications.....	38 721				
Services	269 721				
Fournitures et matériel.....	31 326				
	-----	2 825 490			

			<i>Accès à l'information et protection de la vie privée</i>		
<i>Services de vérification</i>			Traitements et salaires	368 412	
Services	1 771 260		Avantages sociaux	66 207	
	-----	1 771 260	Transports et communications	8 051	
		-----	Services	33 484	
			Fournitures et matériel	6 605	
				-----	482 759

<i>Services des installations</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires	2 823 547		Traitements et salaires	3 612 718	
Avantages sociaux	404 907		Avantages sociaux	481 658	
Transports et communications.....	81 163		Transports et communications	101 846	
Services	230 230		Services	285 520	
Fournitures et matériel.....	10 766		Fournitures et matériel	11 973	
	-----	3 550 613		-----	4 493 715
		-----			-----

non vérifié

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$		\$		\$
Division de la modernisation (Poste 6)					
Traitements et salaires	5 996 156				
Avantages sociaux	775 516				
Transports et communications.....	211 738				
Services	5 546 586				
Fournitures et matériel.....	150 696				
Paiements de transfert					
Projets liés à l'innovation	100 000				
	-----	12 780 692			

 Crédits législatifs					
Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301				
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 667				
	-----	65 968			

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		207 229 877	=====		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
 Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 5)					
Dépôts et charges payées d'avance.....	24 508				
	-----	24 508			

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		24 508	=====		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
302				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS
2	269 509 900	(1 059 500)	268 450 400	Droit criminel..... 265 698 924
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 600 601
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	269 510 900	(1 059 500)	268 451 400	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE POURSUITES
				CONTRE LES CRIMINELS 266 299 525
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	1 000	1 379 000	1 380 000	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 1 299 958
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	1 000	1 379 000	1 380 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE POURSUITES
				CONTRE LES CRIMINELS 1 299 958
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 000		1 000	Poursuites contre les criminels 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	1 000		1 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE POURSUITES
				CONTRE LES CRIMINELS 0
				=====

Description du programme:

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du Code criminel et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au procureur général adjoint dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande..

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Droit criminel (Poste 2)			
Traitements et salaires	205 404 902		
Avantages sociaux	22 622 134		
Transports et communications.....	3 210 667		
Services	23 549 643		
Fournitures et matériel.....	4 004 634		
Paiements de transfert			
Programme de sécurité en			
matière de mise en liberté			
sous caution	1 430 503		
Comités de justice			
pour la jeunesse.....	1 764 998		
Programmes de			
responsabilisation directe.....	3 591 270		
Indemnisation des victimes			
à partir de la confiscation			
des actifs criminels	120 173		
	-----	6 906 944	

		265 698 924	

Crédits législatifs			
Autres opérations			
Paiements effectués en vertu de la			
<i>Loi sur l'administration financière</i>	600 601		

		600 601	

PROGRAMME DE POURSUITES			
 CONTRE LES CRIMINELS	266 299 525		

ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
Paie ment anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)			
Dépôts et charges payées d'avance.....			
		1 299 958	

		1 299 958	

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –			
 PROGRAMME DE POURSUITES			
 CONTRE LES CRIMINELS			
		1 299 958	
		=====	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
2	393 359 100	14 133 600	407 492 700	Aide juridique Ontario 407 492 700
4	179 129 100	9 224 800	188 353 900	Relations avec les organismes et les tribunaux 187 412 336
8	5 871 700	5 315 500	11 187 200	Politiques 10 735 478
13	11 472 700	1 708 700	13 181 400	Division de la justice pour les Autochtones 13 106 852
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrable, <i>Loi sur l'administration financière</i> 41 999
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i> 166 613
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES,
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
				RELATIF AUX ORGANISMES 618 955 978
	589 834 600	30 382 600	620 217 200	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
12	3 000	108 000	111 000	Paiement anticipé des cotisations au Barreau 103 709
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES,
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
				RELATIF AUX ORGANISMES 103 709
	3 000	108 000	111 000	
	=====	=====	=====	=====
303				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
5	1 000		1 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes 0
L	264 200		264 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 370 120
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES,
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
				RELATIF AUX ORGANISMES 370 120
	265 200		265 200	
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS				
6	4 271 900	1 843 100	6 115 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes 6 113 825
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME DES POLITIQUES,
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
				RELATIF AUX ORGANISMES 6 113 825
	4 271 900	1 843 100	6 115 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Division des politiques est responsable du programme de politiques et de législation du ministère, en centrant notamment son travail sur les questions juridiques et stratégiques touchant le droit civil, le droit de la famille et le droit public. Elle fournit des conseils stratégiques, juridiques et organisationnels sur les politiques, supervise les initiatives stratégiques et fournit du soutien et de l'expertise à d'autres divisions du ministère. La Division sert également de principal point de contact ministériel avec le Bureau du Conseil des ministres. Parmi ses autres responsabilités figurent l'établissement et la surveillance des renseignements au public et l'élaboration des stratégies fédérales-provinciales-territoriales, en liaison avec la Commission du droit de l'Ontario, ainsi que la supervision de quatre professions autoréglées – avocats, comptables, ingénieurs et architectes.

La Division des relations avec les organismes et les tribunaux gère les relations de responsabilisation avec les organismes, tribunaux et programmes décisionnels, réglementaires et opérationnels du ministère, notamment :

- Aide juridique Ontario
- Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, Commission ontarienne des droits de la personne
- Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police
- Unité des enquêtes spéciales, Conseil des experts-comptables
- Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution
- Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario (Commission de révision de l'évaluation foncière, Tribunal de l'environnement, Commission des biens culturels, Commission des affaires municipales de l'Ontario et Commission de négociation)
- Tribunaux de justice sociale Ontario (Commission de la location immobilière, Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, Tribunal de l'aide sociale, Commission de révision des placements sous garde, Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, les tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario, Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels)
- Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario (Tribunal d'appel en matière de permis, Commission d'étude des soins aux animaux, Commission de la sécurité-incendie, Commission civile de l'Ontario sur la police et Commission ontarienne des libérations conditionnelles)

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine et est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. La Division fournit au procureur général et au sous-procureur général des conseils sur des questions relatives à la justice, y compris des questions juridiques. En partenariat avec d'autres divisions et d'autres ministères du secteur de la justice et avec le ministère des Affaires autochtones, elle procure du leadership et des conseils stratégiques sur un vaste éventail de questions relatives à la justice pour les Autochtones. La Division offre un soutien stratégique au Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et au comité Debwewin et collabore avec ses homologues de tout le ministère pour faire en sorte que les programmes ministériels répondent aux besoins des Autochtones.

**PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

non vérifié

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$		\$	\$
<i>Commission des alcools et des jeux de l'Ontario</i>					
Traitements et salaires	59 182 777		<i>Politiques (Poste 8)</i>		
Avantages sociaux	12 320 217		Traitements et salaires	5 217 807	
Transports et communications.....	2 276 064		Avantages sociaux	487 321	
Services	10 099 899		Transports et communications	388 710	
Fournitures et matériel.....	916 000		Services	4 202 660	
	84 794 957		Fournitures et matériel	88 980	
Moins : Recouvrements.....	52 855 141		Paievements de transfert		
		31 939 816	Commission du droit de l'Ontario	350 000	
					10 735 478
<i>Tribunaux de justice sociale</i>					
Traitements et salaires	33 307 169		<i>Politiques</i>		
Avantages sociaux	4 949 435		Traitements et salaires	4 658 592	
Transports et communications.....	2 484 008		Avantages sociaux	442 910	
Services	9 337 716		Transports et communications	294 087	
Fournitures et matériel.....	471 045		Services	1 986 299	
Paievements de transfert			Fournitures et matériel	74 364	
Indemnisation des victimes d'actes criminels ...	32 666 822				7 456 252
		83 216 195			
			<i>Renseignements au public</i>		
<i>Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario</i>			Traitements et salaires	559 215	
Traitements et salaires	12 185 937		Avantages sociaux	44 411	
Avantages sociaux	1 611 094		Transports et communications	94 623	
Transports et communications.....	741 078		Services	2 216 361	
Services	2 258 743		Fournitures et matériel	14 616	
Fournitures et matériel.....	251 574				2 929 226
		17 048 426			
			<i>Commission du droit de l'Ontario</i>		
<i>Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario</i>			Paievements de transfert		
Traitements et salaires	9 376 747		Commission du droit de l'Ontario....	350 000	
Avantages sociaux	1 375 336				350 000
Transports et communications.....	733 041				
Services	3 764 413				
Fournitures et matériel.....	142 216				
		15 391 753			
Moins : Recouvrements.....		318 312			
		15 073 441			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$		\$
		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
		Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 12)	
		Dépôts et charges payées d'avance.....	103 709
			103 709
		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
		PROGRAMME DES POLITIQUES,	
		PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME	
		RELATIF AUX ORGANISMES	103 709
			=====
		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
		Crédits législatifs	
		Autres opérations	
		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	370 120
			370 120
		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMME DES POLITIQUES,	
		PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME	
		RELATIF AUX ORGANISMES	370 120
			=====
		BIENS IMMOBILISÉS	
		Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes (Poste 6)	
		Matériel de technologie de l'information	315 825
		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	5 798 000
			6 113 825
		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES	
		POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET	
		PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES	6 113 825
			=====
Division de la justice pour les Autochtones (Poste 13)			
Traitements et salaires	2 038 337		
Avantages sociaux	212 631		
Transports et communications.....	323 642		
Services	970 826		
Fournitures et matériel	141 039		
Palements de transfert			
Programme d'assistance parajudiciaire			
aux Autochtones de l'Ontario	3 981 423		
Projets de la justice applicable			
aux Autochtones	5 222 128		
Liste des jurés	216 826		
	9 420 377		
	13 106 852		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables,			
<i>Loi sur l'administration financière</i>	41 999		
Audiences tenues en vertu de la			
<i>Loi sur les services policiers</i>	166 613		
	208 612		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES POLITIQUES,			
PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME			
RELATIF AUX ORGANISMES.....	618 955 978		
	=====		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
304				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES
2	26 995 100	2 669 600	29 664 700	Services juridiques..... 29 429 264
3	5 685 500	(669 500)	5 016 000	Services des conseillers législatifs 4 549 067
L	1 000		1 000	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i> 30 369 146
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
	32 681 600	2 000 100	34 681 700	SERVICES JURIDIQUES 64 347 477
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	1 000	225 000	226 000	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 216 831
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
	1 000	225 000	226 000	SERVICES JURIDIQUES 216 831
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Services juridiques..... 0
L	2 200		2 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 1 222
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DES
	3 200		3 200	SERVICES JURIDIQUES 1 222
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Ce programme appuie le rôle du procureur général de premier conseiller juridique de la Couronne. Il assure le déroulement des litiges pour et contre la Couronne relativement à toute question relevant de la compétence de la Législature. Il veille également à ce que l'administration des affaires publiques soit conforme à la loi, fournit des conseils experts en matière de droit et des services d'intervention et de représentation juridique devant tous les types de tribunaux.

Ce programme comprend le travail du Bureau des conseillers législatifs, qui est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'appart du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Services des conseillers législatifs (Poste 3)	
Services juridiques (Poste 2)				
Traitements et salaires	127 976 121		Traitements et salaires	5 791 294
Avantages sociaux	13 074 782		Avantages sociaux	712 762
Transports et communications.....	734 218		Transports et communications.....	45 460
Services	8 218 969		Services	334 963
Fournitures et matériel	1 099 677		Fournitures et matériel	28 091
Paiements de transfert				6 912 570
Recours civils à l'égard d'activités			Moins : Recouvrements	2 363 503
illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> –				4 549 067
Indemnisation des victimes.....	426 734		Crédits législatifs	
Recours civils à l'égard d'activités				
illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> –				
Subventions	616 727			
	-----	1 043 461		
		152 147 228		
Moins : Recouvrements.....		122 717 964		

		29 429 264		

<i>Droit civil et constitutionnel</i>				
Traitements et salaires	31 415 833		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Avantages sociaux	3 554 642			
Transports et communications.....	734 218		Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)	
Services	8 218 969			
Fournitures et matériel	1 099 677		Dépôts et charges payées d'avance.....	216 831
Paiements de transfert				-----
Recours civils à l'égard d'activités				216 831
illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> –			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Indemnisation des victimes.....	426 734		PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES....	
Recours civils à l'égard d'activités				216 831
illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> –				=====
Subventions	616 727		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	

	46 066 800			
Moins : Recouvrements.....	16 638 782			
	-----	29 428 018		

<i>Services juridiques détachés</i>				
Traitements et salaires	96 560 288			
Avantages sociaux	9 520 140			

	106 080 428			
Moins : Recouvrements.....	106 079 182			
	-----	1 246		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
305				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX
1	259 187 000	(7 189 300)	251 997 700	Administration de la justice..... 251 061 169
2	168 228 300	2 207 100	170 435 400	Services judiciaires..... 169 678 219
L	5 300 000		5 300 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 25 874 790
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	432 715 300	(4 982 200)	427 733 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX 446 614 178
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	1 000	78 000	79 000	Paiement anticipé des cotisations au Barreau 63 647
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	1 000	78 000	79 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX 63 647
				=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
305				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX
3	60 017 400	(10 896 900)	49 120 500	Construction de tribunaux 44 856 663
4	1 000		1 000	Services aux tribunaux 0
L	545 400		545 400	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 534 153
	<u>60 563 800</u>	<u>(10 896 900)</u>	<u>49 666 900</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX 45 390 816
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
5	7 470 200		7 470 200	Services aux tribunaux 7 470 200
	<u>7 470 200</u>		<u>7 470 200</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX 7 470 200
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux :

- Administration des tribunaux
- Services judiciaires
- Construction de tribunaux

Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés :

- Services à la clientèle et aux tribunaux
- Services de soutien du programme
- Services judiciaires

Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration de la justice (Poste 1)		Construction de tribunaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	151 750 013	Autres opérations	
Avantages sociaux	26 387 255	Projets d'infrastructure de grande envergure.....	44 856 663
Transports et communications.....	9 208 077		44 856 663
Services	57 049 477		=====
Fournitures et matériel	5 579 618		
Paielements de transfert		Crédits législatifs	
Loi fédérale sur les contraventions			
- soutien aux services en français	1 086 729		
	=====		
	251 061 169		
	=====		
Services judiciaires (Poste 2)			
Traitements et salaires	140 334 669	Autres opérations	
Avantages sociaux	10 314 574	Amortissement – Loi sur l'administration financière ..	534 153
Transports et communications.....	2 516 161		=====
Services	15 602 939		534 153
Fournitures et matériel	677 925		=====
Paielements de transfert			
Subventions – Institut national de la		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
magistrature/Conférence des juges	231 951	PROGRAMME DES SERVICES	
	=====	AUX TRIBUNAUX.....	45 390 816
	169 678 219		=====
	=====		
Crédits législatifs		BIENS IMMOBILISÉS	
Autres opérations		Services aux tribunaux (Poste 5)	
Créances irrécouvrables,			
Loi sur l'administration financière	25 874 790	Immeubles - diversification des modes	
	=====	de financement et de l'approvisionnement	7 470 200
	25 874 790		=====
	=====		7 470 200
			=====
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DES SERVICES		PROGRAMME DES SERVICES	
AUX TRIBUNAUX.....	446 614 178	AUX TRIBUNAUX.....	7 470 200
	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)			
Dépôts et charges payées d'avance	63 647		
	=====		
	63 647		
	=====		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES SERVICES			
AUX TRIBUNAUX.....	63 647		
	=====		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
306				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES
1	70 925 500	(891 400)	70 034 100	Services aux victimes..... 70 022 624
2	21 541 800	(217 400)	21 324 400	Programme d'aide aux victimes et aux témoins 21 044 822
6	82 182 300	(2 667 100)	79 515 200	Personnes vulnérables..... 78 917 572
	174 649 600	(3 775 900)	170 873 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX VICTIMES ET AUX
				PERSONNES VULNÉRABLES..... 169 985 018
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	1 000	94 000	95 000	Paiement anticipé des cotisations au Barreau 92 961
	1 000	94 000	95 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX VICTIMES ET AUX
				PERSONNES VULNÉRABLES..... 92 961
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Services aux victimes et aux personnes vulnérables..... 0
L	12 300		12 300	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 11 302
	13 300		13 300	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX VICTIMES ET AUX
				PERSONNES VULNÉRABLES..... 11 302
				=====

Description du programme:

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels sont soutenues par le programme des Services aux victimes – Ontario, qui propose un vaste éventail de services, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle à la personne et aux biens du Bureau du Tuteur et curateur public, et le Bureau de l'avocat des enfants protège les droits d'ordre personnel et patrimonial des enfants devant les cours et les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif établi en vertu de la loi, relève également de ce programme.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Avocat des enfants</i>		
Services aux victimes (Poste 1)			Traitements et salaires	8 212 837	
Traitements et salaires	6 708 662		Avantages sociaux	993 539	
Avantages sociaux	993 730		Transports et communications	174 851	
Transports et communications	419 677		Services	29 409 152	
Services	4 168 041		Fournitures et matériel	136 362	
Fournitures et matériel	141 372			38 926 741	
Paielements de transfert			Moins : Recouvrements	107 419	
Tribunaux de traitement de					38 819 322
la toxicomanie	1 000 000				
Subventions pour les Programmes			<i>Tuteur et curateur public/Comptable de la</i>		
d'intervention auprès des			<i>Cour de l'Ontario (Division générale)</i>		
partenaires violents	10 582 591		Traitements et salaires	31 143 664	
Projets spéciaux d'aide			Avantages sociaux	4 323 777	
aux victimes	8 686 517		Transports et communications	957 963	
Subventions pour les			Services	3 262 223	
initiatives de lutte contre			Fournitures et matériel	410 623	
l'agression sexuelle	14 074 291				40 098 250
Programme d'aide aux					
enfants victimes	1 662 703		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services spécialisés	600 000		PROGRAMME DES SERVICES		
Programme d'aide aux victimes			AUX VICTIMES ET AUX		
d'actes criminels	12 830 340		PERSONNES VULNÉRABLES		
Visites surveillées	8 154 700		169 985 018		
		57 591 142			
		70 022 624			
Programme d'aide aux victimes			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
et aux témoins (Poste 2)					
Traitements et salaires	16 203 042		Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)		
Avantages sociaux	2 761 276				
Transports et communications	929 590		Dépôts et charges payées d'avance		
Services	939 182				
Fournitures et matériel	211 732				
		21 044 822			
Personnes vulnérables (Poste 6)					
Traitements et salaires	39 356 501		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux	5 317 316		PROGRAMME DES SERVICES		
Transports et communications	1 132 814		AUX VICTIMES ET AUX		
Services	32 671 375		PERSONNES VULNÉRABLES		
Fournitures et matériel	546 985		92 961		
		79 024 991			
Moins : Recouvrements	107 419				
		78 917 572			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	11 302

	11 302

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
AUX VICTIMES ET AUX	
PERSONNES VULNÉRABLES	11 302
	=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES – CRÉDIT 307

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédit d'impôt pour contributions politiques (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédit d'impôt pour contributions politiques	6 038 400	
	<u>6 038 400</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT		
POUR CONTRIBUTIONS		
POLITIQUES.....	6 038 400	
	=====	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel	59 212 989	50 980 005
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles.....	4 115 400	4 115 458
Travailleurs judiciaires autochtones	1 837 909	1 039 598
<i>Loi sur les contraventions</i> fédérale.....	1 222 690	1 135 421
Travailleurs judiciaires autochtones	1 006 163	1 000 000*
Langue française.....	182 623	260 000
Autres.....	886 331	585 300
	<u>68 464 105</u>	<u>59 115 782</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario	21 750 928	21 750 000
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la <i>Loi sur les infractions provinciales</i>	21 216 890	20 233 412
Automobile Accident Benefits Service.....	10 542 910	0
Avocat des enfants.....	103 667	137 604
Autres.....	0	33 546
	<u>53 614 395</u>	<u>42 154 562</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registres locaux.....	56 912 039	50 771 718
Frais judiciaires	13 194 715	12 156 875
Droits liés à la Commission de la location immobilière.....	12 324 169	11 610 823
Procédure/Recherche/Shérifs	8 548 122	8 357 520
Jeux – Droits d'inscription	6 893 017	6 539 858
Droits liés à la Commission de révision de l'évaluation foncière	5 575 310	507 165
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres	5 038 705	5 406 962
Permis de vente d'alcool	4 134 088	4 081 803
Jeux – Licences des loteries.....	3 692 791	3 893 798
Permis pour occasions spéciales	3 007 608	2 948 519
Droits de cession de permis	1 468 260	1 428 785
Droits du Tribunal d'appel en matière de permis	672 500	62 200
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario.....	610 850	209 393
Autorisations relatives à l'alcool – épiceries	609 815	140 077
Permis – Brasseurs provinciaux.....	398 735	324 450
Permis – Vineries ontariennes	293 585	185 520
Permis – Fabricants de spiritueux	52 920	65 520
Frais pour chèques refusés.....	15 205	5 923
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants.....	13 980	13 980
Autres.....	248 953	61 006
	<u>123 705 367</u>	<u>108 771 895</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	50 953 319	33 834 263
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution	994 969	1 722 749
Amendes – Paiements en trop	7 932	30 825
	<u>51 956 220</u>	<u>35 587 837</u>
VENTES ET LOCATIONS	<u>358 289</u>	<u>382 922</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>4 778 879</u>	<u>1 608 894</u>
DIVERS		
Fonds d'aide aux victimes	49 028 700	53 171 500
Division du droit civil – Règlements	13 482 169	11 249 889
Tuteur et curateur public de l'Ontario – biens en déshérence	5 669 233	1 004 715
CRIA – <i>Loi sur les recours civils</i>	2 394 936	3 576 428
Confiscations – Produits de la criminalité	1 515 225	4 156 164
Autres	608 117	574 223
	<u>72 698 380</u>	<u>73 732 919</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>375 575 635</u>	<u>321 354 811</u>

* Le financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie était classé sous « Autres » dans les Comptes publics de 2015-2016.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-224
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-225
GESTION DES RICHESSES NATURELLES	2-227
PROTECTION DU PUBLIC	2-233
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES	2-235
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-226, 2-230, 2-231, 2-234
ÉTAT DES RECETTES	2-237

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
39 792 243	Administration du ministère	44 315 114	43 774 864
332 753 705	Gestion des richesses naturelles	354 633 100	351 618 118
127 210 414	Protection du public	138 797 700	138 589 790
31 499 378	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	30 396 800	30 133 079
531 255 740 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	568 142 714 =====	564 115 851 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
917 600	Gestion des richesses naturelles	717 200	717 200
36 960	Protection du public	728 400	38 983
0	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	100 000	0
954 560 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 545 600 =====	756 183 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
42 052 812	Gestion des richesses naturelles	55 503 800	55 608 823
7 929 218	Protection du public	10 523 100	9 185 596
49 982 030 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	66 026 900 =====	64 794 419 =====
BIENS IMMOBILISÉS			
31 358 860	Gestion des richesses naturelles	30 062 700	29 304 593
26 042 360	Protection du public	32 892 400	31 607 687
57 401 220 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	62 955 100 =====	60 912 280 =====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	40 126 300	4 123 800	44 250 100	Administration du ministère 43 722 230
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 3 333
	<u>40 191 314</u>	<u>4 123 800</u>	<u>44 315 114</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 43 774 864
				=====

Description du programme:

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification opérationnelle, la gestion financière, le contrôle financier et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires	14 736 971		Traitements et salaires	3 248 769	
Avantages sociaux	5 630 691		Avantages sociaux	491 355	
Transports et communications.....	671 233		Transports et communications	81 753	
Services	22 042 091		Services	806 942	
Fournitures et matériel	291 955		Fournitures et matériel	115 783	
Paielements de transfert					
Programmes d'emploi					
des jeunes	728 326				
		728 326			4 844 602
		44 101 267	<i>Services juridiques</i>		
Moins : Recouvrements.....		379 037	Traitements et salaires	62 108	
		43 722 230	Transports et communications	40 148	
			Services	7 337 494	
			Fournitures et matériel	28 519	
					7 468 269
<i>Bureau principal</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires	2 842 328		Services	424 818	
Avantages sociaux	757 698				424 818
Transports et communications.....	192 969		<i>Commission de l'escarpement du Niagara</i>		
Services	272 984		Traitements et salaires	1 766 401	
Fournitures et matériel	38 565		Avantages sociaux	245 060	
		4 104 544	Transports et communications	65 873	
			Services	290 469	
<i>Finances et administration</i>			Fournitures et matériel	31 777	
Traitements et salaires	4 176 576				2 399 580
Avantages sociaux	704 354		<i>Crédits législatifs</i>		
Transports et communications.....	196 935		Traitement versé au ministre en vertu		
Services	12 348 842		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Fournitures et matériel	21 835		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
		17 448 542	vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		3 333
					52 634
<i>Ressources humaines</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	2 540 789		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Avantages sociaux	3 432 224				43 774 864
Transports et communications.....	93 555				=====
Services	560 542				
Fournitures et matériel	55 476				
Paielements de transfert					
Programmes d'emploi					
des jeunes	728 326				
		7 410 912			
Moins : Recouvrements.....		379 037			
		7 031 875			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
1	316 304 800	21 114 300	337 419 100	Gestion durable des ressources..... 334 502 302
2	10 540 400	1 581 600	12 122 000	Parcs Ontario 12 056 479
L	5 091 000		5 091 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 5 059 337
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
	<u>331 937 200</u>	<u>22 695 900</u>	<u>354 633 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES 351 618 118
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000	716 200	717 200	Gestion des richesses naturelles - actif de fonctionnement 717 200
	<u>1 000</u>	<u>716 200</u>	<u>717 200</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES 717 200
				=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
3	62 649 000	(19 870 200)	42 778 800	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles..... 42 359 603
6	1 000	(1 000)	0	Assainissement de l'environnement..... 0
L	12 725 000		12 725 000	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 13 249 220
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DE GESTION
	75 375 000	(19 871 200)	55 503 800	DES RICHESSES NATURELLES 55 608 823
	=====	=====	=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS

4	29 221 000	841 700	30 062 700	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – biens immobilisés..... 29 304 593
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME DE GESTION
	29 221 000	841 700	30 062 700	DES RICHESSES NATURELLES 29 304 593
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et en poissons, des parcs et des zones protégées de l'Ontario, notamment la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province afin de promouvoir des écosystèmes sains et durables, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des biens d'infrastructure tels les installations piscicoles, des parcs, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Cartographie et information géographique</i>			
Gestion durable de ressources (Poste 1)			Traitements et salaires	8 316 977		
Traitements et salaires	172 710 772		Avantages sociaux	1 309 743		
Avantages sociaux	28 203 434		Transports et communications	162 003		
Transports et communications	12 240 282		Services	4 007 904		
Services	149 853 043		Fournitures et matériel	199 035		
Fournitures et matériel	14 481 264			13 995 662		
Paiements de transfert			Moins : Recouvrements	5 103 102		
Intendance des espèces						8 892 560
en péril en Ontario	5 034 641		<i>Politiques et planification</i>			
Centre de gestion des espèces			Traitements et salaires	20 167 882		
Envahissantes	1 000 000		Avantages sociaux	3 258 341		
Institut de la fourrure	40 000		Transports et communications	1 397 058		
Rentes et primes versées aux Indiens			Services	6 338 188		
en vertu du Traité numéro 9	107 891		Fournitures et matériel	376 478		
Politiques – intendance			Paiements de transfert			
des ressources	2 670 000		Intendance des espèces			
Programme Promotion du			en péril en Ontario ..	5 034 641		
bois de l'Ontario	965 577		Centre de gestion des			
Développement économique des			Espèces			
communautés autochtones	443 363		Envahissantes	1 000 000		
Attraction des investissements			Institut de la fourrure ..	40 000		
en bioéconomie	4 000 000		Rentes et primes versées aux			
Soutien à l'exploitation de la région			Indiens . en vertu du			
des lacs expérimentaux	2 000 000		Traité numéro 9 ...	107 891		
Services provinciaux – intendance			Politiques – intendance			
des ressources	215 000		des ressources	2 670 000		
Partenaires pour la prestation des				8 852 532		
programmes de reboisement des				40 390 479		
terres privées et en milieu urbain			Moins : Recouvrements	0		
dans le Sud de l'Ontario	4 885 000					40 390 479
Paiements tenant lieu d'impôt			<i>Industrie forestière</i>			
aux municipalités	7 687 348		Traitements et salaires	8 220 440		
Impôts acquittés sur les biens-fonds			Avantages sociaux	1 195 945		
provinciaux occupés par des			Transports et communications	746 244		
locataires	4 501 842		Services	68 738 618		
Subventions aux offices de protection			Fournitures et matériel	348 078		
de la nature - Fonctionnement			Paiements de transfert			
des programmes	7 448 000		Programme Promotion du			
Programme du Grand Nord	2 205 809		bois de l'Ontario	965 577		
Mise en valeur des ressources			Développement économique			
des Premières nations	935 000		des communautés			
Programme d'encouragement pour les			autochtones	443 363		
propriétaires de puits de gaz privés	21 098		Attraction des investissements			
Opérations régionales – intendance			en bioéconomie	4 000 000		
des ressources	2 580 114			5 408 940		
Protection du poisson et de la faune –						84 658 265
intendance des ressources	418 000					
	47 158 683					
	424 647 478					
Moins : Recouvrements	90 145 176					
	334 502 302					

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
			<i>Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune</i>		
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>			Traitements et salaires	38 647 698	
Traitements et salaires	32 510 524		Avantages sociaux	6 010 679	
Avantages sociaux	5 093 048		Transports et communications	3 299 417	
Transports et communications	2 128 885		Services	17 364 373	
Services	12 796 454		Fournitures et matériel	5 271 520	
Fournitures et matériel	5 093 682		Paielements de transfert		
Paielements de transfert			Protection du poisson et de la faune		
Soutien à l'exploitation de			- intendance des ressources	418 000	
la région des lacs					
expérimentaux	2 000 000			71 011 687	
Services provinciaux			Moins : Recouvrements	71 011 687	
- intendance des					0
ressources	215 000				
	-----	2 215 000			
		59 837 593	<i>Administration du programme</i>		
Moins : Recouvrements	10 419 303		Traitements et salaires	2 700 934	
	-----	49 418 290	Avantages sociaux	281 245	
			Services	19 891 880	
				22 874 059	
			Moins : Recouvrements	1 207 662	
					21 666 397

			<i>Parcs Ontario (Poste 2)</i>		
<i>Opérations régionales</i>			Traitements et salaires	47 601 251	
Traitements et salaires	62 146 317		Avantages sociaux	6 618 249	
Avantages sociaux	11 054 433		Transports et communications	2 031 855	
Transports et communications	4 506 675		Services	23 940 577	
Services	20 715 626		Fournitures et matériel	16 078 868	
Fournitures et matériel	3 192 471		Paielements de transfert		
Paielements de transfert			Programme de bourses des		
Partenaires pour la prestation des			partenaires de Parcs Ontario	20 000	
programmes de reboisement des					20 000
terres privées et en milieu urbain					96 290 800
dans le Sud de l'Ontario	4 885 000		Moins : Recouvrements		84 234 321
Paielements tenant lieu d'impôt					12 056 479
aux municipalités	7 687 348				-----
Impôts acquittés sur les biens-fonds					
provinciaux occupés par des			<i>Crédits législatifs</i>		
locataires	4 501 842		Autres opérations		
Subventions aux offices de protection			Créances irrécouvrables,		
de la nature - Fonctionnement			<i>Loi sur l'administration financière</i>	5 059 337	
des programmes	7 448 000				5 059 337
Programme du Grand Nord	2 205 809				-----
Mise en valeur des ressources					
des Premières nations	935 000		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Programme d'encouragement pour les			 PROGRAMME DE GESTION DES		
propriétaires de puits de gaz privés	21 098		 RICHESSES NATURELLES	351 618 118	
Opérations régionales – intendance					=====
des ressources	2 580 114				
		131 879 733			
Moins : Recouvrements	2 403 422				
	-----	129 476 311			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			<i>Opérations régionales</i>		
Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement (Poste 5)			Transports et communications	65 691	
Inventaire détenu à des fins de revente	717 200		Services	9 990 862	
	<u>717 200</u>		Fournitures et matériel	1 858 337	
			Paiements de transfert		
			Infrastructure des offices		
			de protection de la nature	5 000 000	
				<u>16 914 890</u>	
			Moins : Recouvrements	2 603 000	
				<u>14 311 890</u>	
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES	717 200	=====	<i>Industrie forestière</i>		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			Services	153 696	
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)				<u>153 696</u>	
Transports et communications	319 291		<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>		
Services	30 457 681		Transports et communications	91 762	
Fournitures et matériel	9 179 315		Services	4 767 282	
Autres opérations	6 136		Fournitures et matériel	425 642	
Paiements de transfert				<u>5 284 686</u>	
Infrastructure des offices de protection			<i>Infrastructure de Parcs Ontario</i>		
de la nature	5 000 000		Transports et communications	114 858	
	<u>44 962 603</u>		Services	13 959 093	
Moins : Recouvrements	2 603 000		Fournitures et matériel	3 718 161	
	<u>42 359 603</u>		Autres opérations	6 316	
				<u>17 798 428</u>	
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Transports et communications	46 980		Autres opérations		
Services	1 586 748		Amortissement, Loi sur l'administration financière	13 249 220	
Fournitures et matériel	3 177 175			<u>13 249 220</u>	
	<u>4 810 903</u>				
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES	55 608 823	=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		
BIENS IMMOBILISÉS				
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations (Poste 4)			<i>Opérations régionales</i>	
Améliorations locatives.....	3 563 604		Terrains.....	18 374
Terrains.....	18 374		Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations	3 937 840
Immeubles - traitements et salaires	41 412		Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	1 441 626
Immeubles - avantages sociaux	6 676			5 397 840
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	4 656 479			-----
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	7 570 315			
Barrages et ouvrages d'art – traitements et salaires	61 873		<i>Industrie forestière</i>	
Barrages et ouvrages d'art – avantages sociaux ..	7 823		Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	6 350 000
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations	9 517 273		Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	376 253
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	2 127 543			6 726 253
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations	1 733 423			-----
	29 304 593			

<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>				
Immeubles – coûts relatifs aux immobilisations.....	248 680		<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>	
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....	342 531		Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	552 663
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations.....	309 664		Améliorations locatives.....	3 563 402
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations ..	1 469 596			4 116 065
	2 370 471			-----

<i>Parcs Ontario</i>			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....	29 304 593
Immeubles - traitements et salaires	41 412			=====
Immeubles - avantages sociaux	6 676			
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	3 855 136			
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	1 220 315			
Barrages et ouvrages d'art – traitements et salaires	61 873			
Barrages et ouvrages d'art – avantages sociaux.....	7 823			
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....	5 236 902			
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations.....	263 827			
	10 693 964			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC
1	100 408 500	38 379 200	138 787 700	Protection du public..... 138 589 790
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
	<u>100 418 500</u>	<u>38 379 200</u>	<u>138 797 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
	=====	=====	=====	PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ... 138 589 790
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	1 444 600	(716 200)	728 400	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement..... 38 983
	<u>1 444 600</u>	<u>(716 200)</u>	<u>728 400</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
	=====	=====	=====	PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ... 38 983
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	5 187 500	45 600	5 233 100	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence 5 224 673
L	5 290 000		5 290 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière 3 960 923
	<u>10 477 500</u>	<u>45 600</u>	<u>10 523 100</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
	=====	=====	=====	PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ... 9 185 596
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	33 384 100	(491 700)	32 892 400	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – biens immobilisés 31 607 687
	<u>33 384 100</u>	<u>(491 700)</u>	<u>32 892 400</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
	=====	=====	=====	PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ... 31 607 687
				=====

Description du programme :

Le programme de protection du public administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère dont le rôle est d'assurer la protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : incendies de forêt; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres catastrophes survenant dans la province auxquelles il faut faire face.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Protection du public (Poste 1)			Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement (Poste 3)	
Traitements et salaires	64 897 420		Dépôts et charges payées d'avance	38 983
Avantages sociaux	8 730 024			38 983
Transports et communications	4 963 776			
Services	77 420 029		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	38 983
Fournitures et matériel	11 722 034		PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ..	=====
Paiements de transfert				
Initiative ontarienne Collectivés Intelli-feu	37 500		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
	167 770 783		Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence (Poste 5)	
Moins : Recouvrements	29 180 993		Transports et communications	1 140 148
	138 589 790		Services	2 581 301
			Fournitures et matériel	1 503 224
				5 224 673
<i>Sécurité publique et intervention en cas d'urgence</i>				
Traitements et salaires	28 244 634		Crédits législatifs	
Avantages sociaux	4 401 356		Autres opérations	
Transports et communications	2 243 480		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	3 960 923
Services	19 765 574			3 960 923
Fournitures et matériel	4 193 226			
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	9 185 596
Initiative ontarienne Collectivés			PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ..	=====
Intelli-feu	37 500			
	58 885 770		BIENS IMMOBILISÉS	
Moins : Recouvrements	27 496 186		Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations (Poste 4)	
	31 389 584		Immeubles - traitements et salaires	192 000
			Immeubles - avantages sociaux	27 814
<i>Lutte d'urgence contre les incendies</i>			Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	25 557 538
Traitements et salaires	36 652 786		Barrages et ouvrages d'art – coûts	
Avantages sociaux	4 328 668		relatifs aux immobilisations	198 449
Transports et communications	2 720 296		Parc automobile et flotte de bateaux –	
Services	57 654 455		coûts relatifs aux immobilisations	3 935 994
Fournitures et matériel	7 528 808		Avions – coûts relatifs aux immobilisations	1 675 892
	108 885 013		Infrastructure des transports – coûts	
Moins : Recouvrements	1 684 807		relatifs aux immobilisations	20 000
	107 200 206			31 607 687
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ..	138 589 790		PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	31 607 687
	=====			=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2105				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES
1	30 502 700	(105 900)	30 396 800	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources ... 30 133 079
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'INFORMATION
				ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
				– GROUPEMENT POUR LES
				TERRES ET LES RESSOURCES..... 30 133 079
	30 502 700	(105 900)	30 396 800	=====
	=====	=====	=====	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	100 000		100 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources ... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'INFORMATION
				ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
				– GROUPEMENT POUR LES
				TERRES ET LES RESSOURCES..... 0
	100 000		100 000	=====
	=====	=====	=====	

Description du programme:

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles et Forêts, Affaires autochtones, Environnement, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Développement du Nord et des Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION
– GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information	
– Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires	20 507 775
Avantages sociaux	2 848 371
Transports et communications.....	1 205 211
Services	54 012 104
Fournitures et matériel	241 728

	78 815 189
Moins : Recouvrements.....	48 682 110

	30 133 079

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'INFORMATION ET DE	
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	
– GROUPEMENT POUR LES	
TERRES ET LES RESSOURCES ...	30 133 079
	=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	3 052 075	3 028 504
Accord sur le bois d'œuvre résineux	1 579 028	1 956 522
Stations radars abandonnées du réseau Mid-Canada	500 000	0
Programme d'infrastructures Canada-Ontario.....	168 969	168 969
	<u>5 300 072</u>	<u>5 153 995</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	<u>13 277 717</u>	<u>12 294 930</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis - Agréats	6 324 971	6 101 319
Autres.....	750 924	211 614
	<u>7 075 895</u>	<u>6 312 933</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>487 827</u>	<u>522 958</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	581 709	753 384
Autres.....	10 810 835	10 366 863
	<u>11 392 544</u>	<u>11 120 247</u>
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	118 167 941	124 359 634
Droits de la Couronne	42 271 613	34 986 310
Ressources pétrolières en mer	1 877 681	2 211 053
Agrégats.....	1 853 811	1 435 380
Autres.....	9 031	11 429
	<u>164 180 077</u>	<u>163 003 806</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>23 578 553</u>	<u>(36 090)</u>
DIVERS.....	<u>734 709</u>	<u>812 243</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>226 027 394</u>	<u>199 185 022</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-240
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-242
POLITIQUES DE SANTÉ ET RECHERCHE.....	2-244
CYBERSANTÉ ET GESTION DE L'INFORMATION.....	2-246
ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO	2-248
DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE	2-251
RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....	2-253
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	2-261
SYSTÈMES INFORMATIQUES	2-263
PROMOTION DE LA SANTÉ	2-265
IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	2-267
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ...	2-243, 2-245, 2-247, 2-250, 2-257, 2-262, 2-264
ÉTAT DES RECETTES	2-269

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016 Dépenses réelles		2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$	PROGRAMMES	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
117 467 013	Administration du ministère	121 452 860	121 828 331
803 506 069	Politiques de santé et recherche	802 071 700	791 258 518
441 893 536	Cybersanté et gestion de l'information	453 250 300	436 714 960
18 417 686 381	Assurance-santé de l'Ontario	18 612 107 700	18 571 400 972
769 314 120	Division de la santé publique	860 274 500	862 261 021
25 550 264 878	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	26 274 498 800	26 255 627 970
3 676 340 549	Programmes provinciaux et intendance	3 985 732 300	3 981 487 707
143 414 682	Systèmes informatiques	142 873 700	142 873 524
368 776 040	Promotion de la santé	352 580 200	352 039 432
50 288 663 268 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	51 606 842 060 =====	51 515 492 435 =====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

4 500 000	Politiques de santé et recherche	4 500 000	4 500 000
8 450 000	Assurance-santé de l'Ontario	7 500 000	7 500 000
0	Division de la santé publique	500 000	0
58 537 560	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	58 537 600	56 233 659
11 029 400	Programmes provinciaux et intendance	11 229 400	6 125 028
0	Promotion de la santé	250 000	0
82 516 960 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	82 517 000 =====	74 358 687 =====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

56 158 316	Cybersanté et gestion de l'information	39 414 000	39 358 316
16 451 583	Systèmes informatiques	11 872 700	11 462 326
1 108 432 136	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 284 298 400	1 282 879 489
1 181 042 035 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 335 585 100 =====	1 333 700 131 =====

BIENS IMMOBILISÉS

10 619 598	Systèmes informatiques	25 302 800	13 125 177
10 619 598 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	25 302 800 =====	13 125 177 =====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	110 766 300	4 289 600	115 055 900	Administration du ministère 108 843 850
2	7 375 400	(1 074 800)	6 300 600	Commission ontarienne d'examen 6 283 588
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 53 777
L	48 519		48 519	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 20 000
L	-		-	Service d'approvisionnement médicopharmaceutique, du gouvernement de l'Ontario 6 627 116
	118 238 060	3 214 800	121 452 860	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 121 828 331
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille et des cadres ministériels de gestion, de reddition des comptes, de contrôle financier et de gestion des fraudes et du risque de manière à assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels pour faciliter l'exécution efficace de tous les programmes et services du ministère : planification des activités, du budget et des immobilisations dans le domaine de la santé; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; installations et chaîne d'approvisionnement, gestion des contrats; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; subrogation; ressources humaines stratégiques, y compris la gestion du talent, du rendement et de la relève; planification de l'effectif et gestion des ressources; participation et inclusion des employés; stratégies de santé, de sécurité et de mieux-être; relations de travail stratégiques et planification d'urgence; capacité organisationnelle et engagement; gestion des documents, accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; processus de nominations; conformité avec les obligations en matière de services en français et liaison avec les organismes et supervision; services juridiques; communications et marketing; innovation organisationnelle et refonte des programmes en vue d'une amélioration de la qualité, de l'efficacité et de l'efficacités; gestion financière, notamment les paiements, l'analyse financière, les prévisions, la présentation de rapports, les règlements ainsi que les exigences nécessaires en matière de contrôle financier.

De plus, des fonds sont prévus pour le soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé, à la Commission de révision des paiements effectués aux médecins, au Comité d'admissibilité médicale et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

non vérifié

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1402				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE
1	809 930 200	(7 858 500)	802 071 700	Politiques de santé et recherche 791 164 918
L	-		-	Créances irrécouvrables Loi sur l'administration financière 93 600
	<u>809 930 200</u>	<u>(7 858 500)</u>	<u>802 071 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 791 258 518
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	4 500 000		4 500 000	Politiques de santé et recherche 4 500 000
	<u>4 500 000</u>		<u>4 500 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 4 500 000
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé, les politiques stratégiques et celles relatives aux programmes afin d'offrir des orientations stratégiques concernant la planification de la main - d'œuvre et l'innovation au sein du système de santé de l'Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs et les priorités en santé en ce qui concerne la planification de la main - d'œuvre et l'innovation au sein du système de santé de l'Ontario. Ce travail comprend l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à l'éducation et la formation des fournisseurs de soins de santé. Les activités connexes touchent la réglementation des professionnels de la santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		Politiques de santé et recherche (Poste 2)	
Traitements et salaires	18 889 396	Avances et montants récupérables	
Avantages sociaux	2 769 382	Formation clinique	2 000 000
Transports et communications.....	416 686	Soins infirmiers.....	2 500 000
Services	5 977 667		----- 4 500 000
Fournitures et matériel.....	78 982		----- 4 500 000
Paiements de transfert			-----
Formation clinique	733 937 124	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Fonds de recherche sur le		PROGRAMME DES POLITIQUES DE	
système de santé	29 095 681	SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	4 500 000
	----- 763 032 805		=====
	791 164 918		

Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables,			
<i>Loi sur l'administration financière</i>	93 600		

	93 600		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES POLITIQUES DE			
SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	791 258 518		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION
1	512 942 200	(59 691 900)	453 250 300	Cybersanté et gestion de l'information..... 436 714 960
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE
				GESTION DE L'INFORMATION 436 714 960
	512 942 200	(59 691 900)	453 250 300	=====
	=====	=====	=====	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	30 172 100	8 828 900	39 001 000	Cybersanté et gestion de l'information..... 39 000 000
L	413 000		413 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 358 316
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE
				GESTION DE L'INFORMATION 39 358 316
	30 585 100	8 828 900	39 414 000	=====
	=====	=====	=====	

Description du programme :

Le programme de cybersanté est un instrument incontournable pour la transformation du système de santé, car il permet aux patients et aux fournisseurs de toute la province d'accéder à l'information dont ils ont besoin pour des soins de haute qualité. Grâce à ce programme, les partenaires du ministère fournissent l'infrastructure et les services qui mettent en lien fournisseurs et patients, ce qui contribue à une plus grande intégration du système de santé.

Le programme de gestion de l'information fournit de l'information et des analyses relatives à la santé qui permet de prendre des décisions fondées sur des preuves à l'appui d'un système de santé durable en Ontario.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 002 598
Avantages sociaux		2 224 163
Transports et communications.....		224 465
Services		24 075 878
Fournitures et matériel.....		157 208
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario.....	261 700 000	
Programmes de technologie		
de l'information	118 573 824	
Gestion de l'information sur		
le système de santé.....	13 756 824	
	-----	394 030 648

		436 714 960

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET		
DE GESTION DE L'INFORMATION.....		436 714 960
		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario – immobilisations		39 000 000

		39 000 000

Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>		358 316

		358 316

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET		
DE GESTION DE L'INFORMATION.....		39 358 316
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO
1 14 134 661 800	114 858 000	14 279 519 800	Assurance-santé de l'Ontario	14 242 841 617
2 3 907 748 100	(27 063 300)	3 880 684 800	Programmes de médicaments.....	3 872 161 188
4 464 128 200	(12 227 100)	451 901 100	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	450 063 137
L 2 000		2 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	6 335 030
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO	18 571 400 972
18 506 540 100	105 567 600	18 612 107 700		=====
=====	=====	=====		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5 7 500 000		7 500 000	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	7 500 000
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO	7 500 000
7 500 000		7 500 000		=====
=====	=====	=====		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

Description du programme:

Le programme d'assurance - santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la Loi sur l'assurance maladie, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, la Loi sur les établissements de santé autonomes, les Équipes de santé familiale, les centres d'accès aux services de santé pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages - femmes, les services aux régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, les services de télétriage, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires, l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, la protection contre la fraude liée aux services de santé ainsi que les appareils et accessoires fonctionnels (p. ex., l'oxygénothérapie à domicile).

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario et le Service téléphonique d'aide médicale (STAM), où sont offerts des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance - santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l'accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l'Ontario pour accéder aux services d'un spécialiste médical ou d'un établissement de soins de santé auxquels ils n'ont pas accès dans leur collectivité.

En matière de prévention des maladies, la priorité est accordée à l'amélioration de la santé et des soins de santé pour les Ontariens et les Ontariennes qui ont le diabète, une insuffisance cardiaque congestive, une maladie pulmonaire obstructive chronique ou de l'hypertension, ou qui présentent un risque élevé dans l'un de ces domaines. Les programmes de lutte contre le diabète de l'Ontario renforcent l'accès aux services pour personnes diabétiques et la qualité de ces services de manière à améliorer la santé des personnes diabétiques ou à risque de le devenir et l'évolution de leur état.

Qualité des services de santé Ontario est l'infrastructure provinciale visant à accélérer la prestation de soins de santé de haute qualité fondés sur des preuves afin de contribuer à un système de santé durable.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)			Traitements et salaires	2 328 301	
Traitements et salaires	53 046 639		Avantages sociaux	397 362	
Avantages sociaux	9 413 509		Transports et communications	376 361	
Transports et communications	3 029 811		Services	1 078 882	
Services	25 280 842		Fournitures et matériel	31 126	
Fournitures et matériel	417 858		Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Programme d'appareils et		
Paiements effectués au titre			accessoires fonctionnels	445 851 105	
des services et soins fournis					445 851 105
par des médecins et					
autres praticiens	13 803 777 484				
Établissements de					
santé autonomes	47 731 192				
Programme des services aux régions					
insuffisamment desservies	25 191 243				
Programme de subventions					
aux résidents du Nord pour					
frais de transport à des					
fins médicales	52 013 917				
Services de télétriage	26 812 213				
Programme de gestion de					
la qualité – Services					
de laboratoire	4 748 900				
Services de sages-femmes	131 851 540				
Stratégie de prévention					
des maladies	10 493 345				
Qualité des services					
de santé Ontario	44 916 376				
Initiatives pour la qualité					
des services de santé	4 116 748				
		14 151 652 958			
		14 242 841 617			
Programmes de médicaments (Poste 2)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires	9 060 986		Autres opérations		
Avantages sociaux	1 487 993		Créances irrécouvrables,		
Transports et communications	681 720		Loi sur l'administration financière		
Services	16 466 004			6 335 030	
Fournitures et matériel	93 009				6 335 030
Paiements de transfert					
Programmes de médicaments de l'Ontario	3 844 371 476				
		3 872 161 188			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ		
			DE L'ONTARIO		
			18 571 400 972		
			=====		
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
			Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)		
			Avances et montants récupérables		
			Paiements effectués au		
			titre des services et soins		
			fournis par les médecins		
			et autres praticiens	4 400 000	
			Services de sages-femmes	3 000 000	
			Sciences de la santé universitaires	100 000	
					7 500 000
					7 500 000
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ		
			DE L'ONTARIO		
			7 500 000		
			=====		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1406				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE
4	846 533 600	15 740 900	862 274 500	Santé publique 862 261 021
	<u>846 533 600</u>	<u>15 740 900</u>	<u>862 274 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE 862 261 021
				=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

6	500 000		500 000	Santé publique 0
	<u>500 000</u>		<u>500 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====		=====	- DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE 0
				=====

Description du programme :

L'objectif du programme de santé publique est de protéger et d'améliorer la santé et de prévenir l'apparition des maladies et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Le mandat de la santé publique englobe toutes les maladies infectieuses, les maladies chroniques et la prévention des blessures, la santé et le développement des enfants, la santé familiale et communautaire, la santé environnementale et la gestion des urgences - l'accent est mis à tous ces égards sur les déterminants clés de la santé. Ce programme centre les ressources de santé sur la prévention, la détection, les interventions précoces et le traitement le cas échéant.

Le programme établit les normes, les protocoles et les objectifs de rendement, finance le système de santé publique de l'Ontario, en particulier les conseils de santé, les associations connexes et Santé publique Ontario, et assure la surveillance des politiques et des programmes pour garantir la reddition des comptes par le système. Il inclut le médecin hygiéniste en chef, qui a des pouvoirs indépendants et doit présenter son rapport annuel sur la santé publique à l'Assemblée législative de l'Ontario. Le programme travaille également en partenariat avec Santé publique Ontario, qui soutient la santé publique aux échelons provincial et local par des conseils scientifiques, des services d'éducation et de formation et du soutien sur le terrain, suivant les besoins.

Le programme est responsable de l'élaboration des politiques opérationnelles, de la mise en œuvre des programmes, de la reddition des comptes relativement aux paiements de transfert ainsi que de la surveillance continue et l'évaluation du programme intégré Beaux sourires Ontario (le programme de soins dentaires pour enfants et jeunes de familles à faible revenu)..

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires		11 722 213
Avantages sociaux		1 659 141
Transports et communications.....		466 148
Services		27 994 697
Fournitures et matériel.....		96 957
Paiements de transfert		
Organismes de santé		
locaux officiels.....	468 038 363	
Épidémies.....	166 607 930	
Prévention de la tuberculose.....	8 458 339	
Lutte contre les maladies		
transmissibles sexuellement.....	3 920 570	
Association pour la		
santé publique.....	100 000	
Prévention des infections.....	19 578 763	
Agence ontarienne de protection		
et de promotion de la santé.....	153 617 900	
	-----	820 321 865

		862 261 021

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....		862 261 021
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1411				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT
1	26 395 386 400	(121 137 600)	26 274 248 800	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant..... 26 255 472 713
L	250 000		250 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 155 257
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT ...
	26 395 636 400	(121 137 600)	26 274 498 800	26 255 627 970
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	58 537 600		58 537 600	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant 56 233 659
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT ...
	58 537 600		58 537 600	56 233 659
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

En tant que protecteur de la viabilité à long terme du système de soins de santé de l'Ontario, le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques, tandis que les RLISS sont responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux. Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local. Des responsabilités supplémentaires et des attentes en matière de rendement sont définies dans le protocole d'entente et l'entente de responsabilité conclus entre chaque RLISS et le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ces réseaux ont la souplesse nécessaire pour répondre aux priorités et aux besoins locaux uniques en matière de santé par la gestion des services offerts par les hôpitaux publics, privés et psychiatriques spécialisés, les centres d'accès aux soins communautaires, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale. Associé aux RLISS, le ministère veille à la prestation de soins de santé accessibles, sensibles aux besoins de la collectivité et de haute qualité pour toute la population ontarienne.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1)			<i>Sud-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Érié St-Clair	1 174 982 136		Fonctionnement		
Sud-Ouest	2 316 771 755		des hôpitaux	1 572 134 490	
Waterloo Wellington	1 087 767 266		Subventions versées en		
Hamilton Niagara			compensation des taxes		
Haldimand Brant	3 024 129 245		municipales – hôpitaux		
Centre-Ouest	932 802 086		publics	426 600	
Mississauga Halton	1 535 071 696		Foyers de soins de		
Centre-Toronto	4 894 684 840		longue durée	338 188 678	
Centre	2 119 446 735		Centres d'accès aux soins		
Centre-Est	2 294 647 502		communautaires	230 663 675	
Sud-Est	1 144 739 514		Services communautaires		
Champlain	2 642 072 436		de soutien	39 021 057	
Simcoe-Nord Muskoka	897 525 728		Logement avec		
Nord-Est	1 508 485 185		services de soutien	25 200 322	
Nord-Ouest	681 477 160		Centres de santé		
Réseaux locaux d'intégration			communautaire	21 628 059	
des services de santé -			Services communautaires		
Agence de services			de santé mentale	59 486 280	
généraux	569 429		Programme de lutte		
		26 255 472 713	contre les dépendances	12 806 009	
		26 255 472 713	Traumatismes crâniens	8 553 784	
			RLISS – Fonctionnement	6 622 801	
			eHealth	2 040 000	
					2 316 771 755
<i>Érié St-Clair</i>			<i>Waterloo Wellington</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	675 714 391		Fonctionnement		
Subventions versées en			des hôpitaux	596 735 546	
compensation des taxes			Subventions versées en		
municipales – hôpitaux			compensation des taxes		
publics	172 500		municipales – hôpitaux		
Foyers de soins de			publics	159 225	
longue durée	219 580 033		Foyers de soins de		
Centres d'accès aux soins			longue durée	195 946 510	
communautaires	149 386 810		Centres d'accès aux soins		
Services communautaires			communautaires	147 201 519	
de soutien	22 752 237		Services communautaires		
Logement avec			de soutien	25 389 651	
services de soutien	12 474 268		Logement avec		
Centres de santé			services de soutien	6 471 004	
communautaire	35 044 358		Centres de santé		
Services communautaires			communautaire	22 718 581	
de santé mentale	41 764 368		Services communautaires		
Programme de lutte			de santé mentale	42 549 990	
contre les dépendances	10 610 915		Programme de lutte		
Traumatismes crâniens	1 520 773		contre les dépendances	11 387 555	
RLISS – Fonctionnement	5 961 483		Services d'hôpitaux		
		1 174 982 136	psychiatriques spécialisés ...	30 642 050	
			Traumatismes crâniens	2 939 034	
			RLISS – Fonctionnement	5 626 601	
					1 087 767 266

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>			<i>Mississauga Halton</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement			Fonctionnement des hôpitaux...	1 012 385 781	
des hôpitaux	1 977 077 017		Subventions versées en		
Subventions versées en			compensation des taxes		
compensation des taxes			municipales – hôpitaux		
municipales – hôpitaux			publics	163 200	
publics	462 750		Foyers de soins de		
Foyers de soins de			longue durée	201 752 060	
longue durée	495 256 902		Centres d'accès aux soins		
Centres d'accès aux soins			communautaires	176 508 294	
communautaires	331 207 634		Services communautaires		
Services communautaires			de soutien	47 594 003	
de soutien	56 659 208		Logement avec		
Logement avec			services de soutien	39 919 239	
services de soutien	35 944 093		Centres de santé		
Centres de santé			communautaire	2 438 856	
communautaire	29 331 184		Services communautaires		
Services communautaires			de santé mentale	34 984 291	
de santé mentale	64 891 635		Programme de lutte		
Programme de lutte			contre les dépendances	7 618 385	
contre les dépendances	19 344 547		Traumatismes crâniens	6 211 672	
Traumatismes crâniens	8 210 872		RLISS – Fonctionnement	5 795 915	
RLISS – Fonctionnement	6 043 403				1 535 071 696
		3 024 429 245			
<i>Centre-Ouest</i>			<i>Centre-Toronto</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	563 223 851		Fonctionnement des hôpitaux...	3 643 888 995	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics	96 975		publics	751 425	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	159 489 818		longue durée	279 742 822	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	123 034 013		communautaires	251 346 516	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	15 701 088		de soutien	102 902 811	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	10 999 045		services de soutien	59 714 849	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	12 599 299		communautaire	96 209 324	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	33 104 277		de santé mentale	142 584 162	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	6 100 853		contre les dépendances	37 704 525	
RLISS – Fonctionnement	5 392 867		Services d'hôpitaux		
eHealth	3 060 000		psychiatriques spécialisés	266 911 643	
			Subventions versées		
			en compensation des		
			taxes municipales –		
			hôpitaux psychiatriques	49 050	
		932 802 086	Traumatismes crâniens	3 197 264	
			RLISS – Fonctionnement	9 681 454	
					4 894 684 840

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
<i>Centre</i>			<i>Sud-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement			Fonctionnement		
des hôpitaux.....	1 259 425 914		des hôpitaux	672 683 576	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics	275 250		publics	190 725	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	347 927 561		longue durée	189 031 306	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	318 735 634		communautaires	127 912 643	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	47 272 255		de soutien	33 858 114	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	33 925 879		services de soutien	2 262 722	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	12 891 912		communautaire	30 427 414	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	75 245 156		de santé mentale	68 686 107	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	7 186 332		contre les dépendances	7 930 841	
Traumatismes crâniens	10 917 364		Traumatismes crâniens	5 700 019	
RLISS – Fonctionnement	5 643 478		RLISS – Fonctionnement	6 056 047	
	-----	2 119 446 735		-----	1 144 739 514

<i>Centre-Est</i>			<i>Champlain</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 232 517 651		Fonctionnement		
des hôpitaux			des hôpitaux	1 675 913 304	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics	280 275		publics	355 650	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	453 784 761		longue durée	355 508 651	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	311 487 303		communautaires	258 123 826	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	55 845 293		de soutien	47 904 385	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	15 968 925		services de soutien	24 163 783	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	30 520 928		communautaire	65 812 807	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	56 795 849		de santé mentale	72 873 302	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	9 943 087		contre les dépendances	24 932 329	
Services d'hôpitaux			Services d'hôpitaux		
psychiatriques spécialisés	120 003 326		psychiatriques spécialisés	104 477 162	
Subventions versées			Subventions versées		
en compensation des			en compensation des		
taxes municipales –			taxes municipales –		
hôpitaux psychiatriques ..	26 325		hôpitaux psychiatriques ..	27 975	
Traumatismes crâniens	1 597 695		Traumatismes crâniens	2 599 537	
RLISS – Fonctionnement	5 876 084		RLISS – Fonctionnement	7 339 725	
	-----	2 294 647 502	eHealth	2 040 000	
				-----	2 642 072 436

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

non vérifié

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			<i>Sud-Ouest</i>		
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 2)			Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonctionnement des hôpitaux ...	2 332 600	
Érie St-Clair.....	2 350 700		Foyers de soins de		
Sud-Ouest.....	4 844 600		longue durée	1 790 000	
Waterloo Wellington	2 456 600		Centres d'accès aux soins		
Hamilton Niagara			communautaires	93 800	
Haldimand Brant.....	5 292 563		Services communautaires		
Centre-Ouest	2 609 199		de soutien.....	322 700	
Mississauga Halton	2 229 000		Centres de santé		
Centre-Toronto.....	12 437 200		communautaire.....	77 800	
Centre.....	3 703 000		Services communautaires		
Centre-Est.....	5 285 200		de santé mentale	180 400	
Sud-Est.....	2 716 500		Programme de lutte		
Champlain.....	5 487 700		contre les dépendances.....	47 300	
Simcoe-Nord Muskoka	1 525 700				4 844 600
Nord-Est.....	3 987 100				
Nord-Ouest	1 308 597				
		56 233 659			
		56 233 659	<i>Waterloo Wellington</i>		
			Paiements de transfert		
			Fonctionnement des hôpitaux ...	1 297 600	
			Foyers de soins de		
			longue durée	980 000	
			Centres d'accès aux soins		
			communautaires	97 800	
			Services communautaires		
			de soutien.....	20 800	
			Services communautaires		
			de santé mentale	31 100	
			Programme de lutte		
			contre les dépendances.....	29 300	
					2 456 600
<i>Érie St-Clair</i>			<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	723 600		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 999 700	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	1 140 000		longue durée	2 759 963	
Services communautaires			Centres d'accès aux soins		
de soutien.....	74 400		communautaires	77 000	
Centres de santé			Logement avec		
communautaire	206 100		services de soutien.....	39 800	
Services communautaires			Centres de santé		
de santé mentale	192 500		communautaire.....	214 000	
Programme de lutte			Services communautaires		
contre les dépendances.....	14 100		de santé mentale	145 200	
		2 350 700	Programme de lutte		
			contre les dépendances.....	56 900	
					5 292 563

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
<i>Centre-Ouest</i>			<i>Centre</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	588 900		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 260 200	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	999 999		longue durée	2 001 000	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	330 200		communautaires	1 000	
Centres de santé			Services communautaires		
communautaire	40 500		de soutien.....	26 600	
Services communautaires			Centres de santé		
de santé mentale	646 600		communautaire.....	54 900	
Programme de lutte			Services communautaires		
contre les dépendances.....	3 000		de santé mentale	353 400	
	-----	2 609 199	Programme de lutte		
		-----	contre les dépendances.....	5 900	
				-----	3 703 000

<i>Mississauga Halton</i>			<i>Centre-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	626 200		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 137 500	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	1 200 000		longue durée	2 600 000	
Services communautaires			Centres d'accès aux soins		
de soutien.....	149 300		communautaires	7 500	
Logement avec			Services communautaires		
services de soutien	43 200		de soutien.....	141 400	
Services communautaires			Centres de santé		
de santé mentale	92 900		communautaire.....	524 800	
Programme de lutte			Services communautaires		
contre les dépendances.....	117 400		de santé mentale	868 000	
	-----	2 229 000	Programme de lutte		
		-----	contre les dépendances.....	5 400	
				-----	5 285 200

<i>Centre-Toronto</i>			<i>Sud-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	7 914 000		Fonctionnement des hôpitaux ...	903 400	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	1 740 000		longue durée	1 000 000	
Services communautaires			Centres d'accès aux soins		
de soutien.....	274 300		communautaires	48 200	
Logement avec			Services communautaires		
services de soutien	673 900		de soutien.....	58 400	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	1 061 300		communautaire.....	181 800	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	526 600		de santé mentale	448 300	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances.....	247 100		contre les dépendances.....	76 400	
	-----	12 437 200		-----	2 716 500
		-----			-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
<i>Champlain</i>			<i>Nord-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	2 582 100		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 912 400	
Foyers de soins de longue durée.....	1 900 000		Foyers de soins de longue durée	1 200 000	
Services communautaires de soutien.....	245 500		Services communautaires de soutien.....	302 700	
Services communautaires de santé mentale	706 400		Logement avec services de soutien.....	3 800	
Programme de lutte contre les dépendances.....	53 700		Centres de santé communautaire.....	126 300	
	-----	5 487 700	Services communautaires de santé mentale	299 300	
			Programme de lutte contre les dépendances.....	142 600	
				-----	3 987 100

<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>			<i>Nord-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	354 600		Fonctionnement des hôpitaux ...	367 200	
Foyers de soins de longue durée.....	710 000		Foyers de soins de longue durée	409 997	
Services communautaires de soutien.....	338 400		Services communautaires de soutien.....	155 500	
Centres de santé communautaire.....	56 800		Centres de santé communautaire.....	32 200	
Services communautaires de santé mentale	65 900		Services communautaires de santé mentale	242 800	
	-----	1 525 700	Programme de lutte contre les dépendances.....	100 900	
				-----	1 308 597

			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DES RÉSEAUX		
			LOCAUX D'INTÉGRATION DES		
			SERVICES DE SANTÉ ET		
			FOURNISSEURS DE SERVICES		
			DE SANTÉ S'Y RATTACHANT	56 233 659	
				=====	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1412 PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	2 649 159 400	330 229 300	2 979 388 700	Programmes provinciaux..... 2 978 882 719
2	944 684 600	2 942 100	947 626 700	Services de santé d'urgence 944 089 618
4	90 970 300	(32 334 400)	58 635 900	Intendance..... 58 435 370
L	81 000		81 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 80 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMMES PROVINCIAUX
				ET INTENDANCE 3 981 487 707
	3 684 895 300	300 837 000	3 985 732 300	=====
	=====	=====	=====	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	11 229 400		11 229 400	Programmes provinciaux et intendance 6 125 028
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMMES PROVINCIAUX
				ET INTENDANCE 6 125 028
	11 229 400		11 229 400	=====
	=====	=====	=====	

Description du programme :

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Ce programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration des politiques opérationnelles, y compris la planification et le financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, les programmes de dépistage du cancer, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, les crédits d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être et les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C. Le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes correspondant à la gestion et à la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit ainsi qu'à l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, et les services de répartition d'ambulances.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Intendance (Poste 4)		
Programmes provinciaux (Poste 1)			Traitements et salaires	32 677 276	
Paiements de transfert			Avantages sociaux	5 028 799	
Programmes de dépistage du			Transports et communications	2 447 895	
cancer	90 072 100		Services	17 901 973	
Fonctionnement des			Fournitures et matériel	379 427	
établissements connexes	76 020 438				58 435 370
Action Cancer Ontario	1 577 405 593		Crédits législatifs		
Société canadienne du sang.....	564 870 782		Autres opérations		
Programmes de lutte			Créances irrécouvrables,		
contre le sida et l'hépatite C...	62 525 780		<i>Loi sur l'administration financière</i>	80 000	
Services communautaires					80 000
et prioritaires	597 263 428				
Crédit d'impôt pour			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
l'aménagement du logement			PROGRAMMES PROVINCIAUX		
axé sur le bien-être	10 724 598		ET INTENDANCE		
		2 978 882 719	3 981 487 707		
		2 978 882 719	=====		
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Services de santé d'urgence (Poste 2)			Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)		
Traitements et salaires	44 335 342		Avances et montants récupérables		
Avantages sociaux	7 670 505		Programme de lutte contre		
Transports et communications.....	2 282 177		le sida et l'hépatite C.....	375 000	
Services	9 671 989		Services communautaires		
Fournitures et matériel	702 459		et prioritaires	2 870 028	
Paiements de transfert			Action Cancer Ontario	2 880 000	
Paiements pour les services					6 125 028
d'ambulance et services					6 125 028
d'urgence connexes –					
Services d'ambulance			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
municipaux.....	644 628 057		PROGRAMMES PROVINCIAUX		
Paiements pour les services			ET INTENDANCE		
d'ambulance et services			6 125 028		
d'urgence connexes –			=====		
Autres	67 215 334				
Ambulances aériennes	167 583 755				
		879 427 146			
		944 089 618			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1413 PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	145 443 100	(2 569 400)	142 873 700	Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé 142 873 524
	<u>145 443 100</u>	<u>(2 569 400)</u>	<u>142 873 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>145 443 100</u>	<u>(2 569 400)</u>	<u>142 873 700</u>	– PROGRAMME DE SYSTÈMES
	<u>145 443 100</u>	<u>(2 569 400)</u>	<u>142 873 700</u>	INFORMATIQUES 142 873 524
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Systèmes informatiques 0
L	11 871 700		11 871 700	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> . 11 462 326
	<u>11 872 700</u>		<u>11 872 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	<u>11 872 700</u>		<u>11 872 700</u>	– PROGRAMME DE SYSTÈMES
	<u>11 872 700</u>		<u>11 872 700</u>	INFORMATIQUES 11 462 326
BIENS IMMOBILISÉS				
4	25 302 800		25 302 800	Systèmes informatiques 13 125 177
	<u>25 302 800</u>		<u>25 302 800</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	<u>25 302 800</u>		<u>25 302 800</u>	– PROGRAMME DE SYSTÈMES
	<u>25 302 800</u>		<u>25 302 800</u>	INFORMATIQUES 13 125 177

Description du programme :

Systèmes informatiques apporte du soutien au ministère de la Santé et des Soins de longue durée pour assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources d'information et de technologie de l'information afin d'atteindre les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation et au soutien efficaces des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES – CRÉDIT 1413

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé (Poste 1)		Systèmes informatiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	45 575 550	Matériel de technologie de l'information	10 571 620
Avantages sociaux	6 640 868	Logiciels d'application de	
Transports et communications.....	2 580 391	gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	2 513 056
Services	86 500 409	Logiciels d'application de	
Fournitures et matériel.....	1 576 306	gestion – coûts relatifs aux CIP.....	40 501
	142 873 524		13 125 177
	=====		=====
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
– PROGRAMME DE SYSTÈMES		– PROGRAMME DE SYSTÈMES	
INFORMATIQUES.....	142 873 524	INFORMATIQUES	13 125 177
	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	11 462 326		
	11 462 326		
	=====		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
– PROGRAMME DE SYSTÈMES			
INFORMATIQUES.....	11 462 326		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1414				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	392 244 200	(39 664 000)	352 580 200	Promotion de la santé 352 039 432
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE PROMOTION
				DE LA SANTÉ..... 352 039 432
	392 244 200	(39 664 000)	352 580 200	
	=====	=====	=====	=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	250 000		250 000	Promotion de la santé 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE PROMOTION
				DE LA SANTÉ..... 0
	250 000		250 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme de promotion de la santé a pour mandat de soutenir la priorité du gouvernement de maintenir la population ontarienne en santé à toutes les étapes de la vie. Le programme joue un rôle de chef de file pour préserver la santé de la population en élaborant des politiques, stratégies et initiatives de financement de la promotion de la santé favorisant une vie plus saine et en proposant aux Ontariens et Ontariennes des outils leur permettant de faire des choix sains. Le programme assure la surveillance et la gestion continue du financement par paiements de transfert à l'appui des normes ontariennes de santé publique dans les domaines de la santé infantile et génésique, des maladies chroniques, de la prévention des blessures et de l'usage abusif de certaines substances. De plus, le programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration de politiques opérationnelles, notamment la planification et le financement d'un vaste éventail de programmes spécialisés soutenant les priorités incontournables du gouvernement comme la stratégie Ontario sans fumée, la Stratégie pour la santé des enfants, la Stratégie de lutte contre le diabète, la stratégie de lutte contre le jeu compulsif ainsi que la santé et le mieux-être des Autochtones.

Le programme établit les normes, les protocoles et les objectifs de rendement pour les conseils de santé et assure la surveillance des politiques et des programmes afin de garantir la reddition des comptes par le système de santé publique et les autres fournisseurs de services financés.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1414

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Promotion de la santé (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 054 292
Avantages sociaux		509 457
Transports et communications.....		81 612
Services		1 815 265
Fournitures et matériel.....		30 462
Paiements de transfert		
Organismes locaux officiels		
responsables de la santé –		
promotion de la santé	259 589 864	
Nutrition et alimentation saine ...	22 451 380	
Prévention des maladies,		
des traumatismes et		
des dépendances	11 922 458	
Fonds pour les		
communautés en santé.....	1 450 000	
Développement de la capacité		
locale et coordination	1 079 000	
Ontario sans fumée.....	50 055 642	
	-----	346 548 344

		352 039 432

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 PROGRAMME DE PROMOTION		
 DE LA SANTÉ.....		352 039 432
		=====

		Crédits autorisés			
	CRÉDIT et poste	Prévisions	par le Conseil	Total	Dépenses réelles
		\$	\$	\$	\$
1407					
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
					PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ
1	1 450 847 800	(166 549 400)	1 284 298 400	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 282 879 489
	<u>1 450 847 800</u>	<u>(166 549 400)</u>	<u>1 284 298 400</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	<u>1 282 879 489</u>
	=====	=====	=====		=====

Le programme d'immobilisations en matière de santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie et les centres de santé communautaire.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les		
grands hôpitaux	959 108 425	
Fonds pour le réaménagement		
de l'infrastructure du		
système de santé	174 935 000	
Projets visant les		
petits hôpitaux	35 709 489	
Fonds pour l'équipement		
médical et diagnostique	34 500 000	
Programmes de soins de		
longue durée	1 147 890	
Programmes de santé		
communautaire	65 682 606	
Programmes des établissements		
de services de santé intégrés	5 297 400	
	-----	1 276 380 810
Autres opérations		
Dessaisissement des hôpitaux		
psychiatriques provinciaux	5 409 500	
Programme d'évaluation		
de l'état des installations	1 089 179	
	-----	6 498 679

		1 282 879 489

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	1 282 879 489	
	=====	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Logement en milieu de soutien	6 478 189	6 546 043
Services sociaux dispensés aux Indiens	6 271 415	5 355 698
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	4 897 221	4 814 568
Programme d'amélioration des logements sociaux.....	4 740 000	0
Système d'information de laboratoire de l'Ontario.....	2 537 930	5 891 686
Programme de soutien au financement du traitement de la toxicomanie.....	1 924 599	3 405 257
Numéros sans frais d'aide au renoncement – Initiative relative à l'emballage des produits du tabac	129 480	147 830
Programme de contributions pour les politiques en matière de soins de santé	81 211	3 013 588
Projet Panorama	0	13 217 032
Projet des dossiers de santé électroniques interopérables	0	4 573 665
Projet des dossiers de santé électroniques.....	0	1 873 500
Évacuations d'urgence de communautés des Premières Nations	0	105 881
	<u>27 060 045</u>	<u>48 944 748</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation.....	28 458 465	26 332 678
Autres.....	7	1 111
	<u>28 458 472</u>	<u>26 333 789</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes.....	3 866 249	4 763 437
Quote-part des usagers des services d'ambulance	2 295 950	1 847 718
Vérification de la qualité des services des laboratoires	1 084 250	1 085 053
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	400 000	400 000
Octroi de permis aux laboratoires	273 830	283 976
Droits de permis – Centres de prélèvement.....	260 451	264 025
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence	258 238	237 633
Inspection des installations radiologiques	232 920	0
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	166 083	241 538
Droits de permis – maisons de soins infirmiers.....	53 710	79 185
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes.....	24 440	28 540
Autres.....	154 370	188 136
	<u>9 070 491</u>	<u>9 419 241</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>60 000</u>	<u>79 043</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>230 192 477</u>	<u>296 351 804</u>
DIVERS		
Pénalités – intérêt	361 831	2 978 744
Autres.....	8 620 139	686 212
	<u>8 981 970</u>	<u>3 664 956</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>303 823 455</u>	<u>384 793 581</u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-272
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-274
NÉGOCIATIONS, DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION.....	2-276
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....	2-278
SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....	2-280
GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE.....	2-282
VÉRIFICATION	2-285
STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ	2-287
SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	2-289
GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX	2-293
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	2-295
ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES	2-297
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-275, 2-279, 2-281, 2-292
ÉTAT DES RECETTES	2-299

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
26 360 880	Administration du ministère	25 289 214	24 494 985
24 925 313	Négociations, des relations de travail et de la rémunération	25 330 300	24 747 510
1 033 497 281	Avantages sociaux et prestations de retraite (Part prise en charge par l'employeur)	1 318 005 000	1 048 360 388
42 854 544	Soutien au conseil du trésor	931 768 700	48 059 482
	Gouvernance, de surveillance des organismes, de leadership		
29 895 096	organisationnel et d'apprentissage	32 026 100	31 609 900
4 865 238	Vérification	5 275 400	4 983 200
4 496 467	Stratégie de réduction de la pauvreté	10 296 800	10 233 346
17 300 964	Services organisationnels de technologie de l'information	29 831 000	29 456 102
52 152 491	Groupement des organismes centraux	54 301 900	54 267 732
826 957	Organismes, conseils et commissions	884 200	837 567
0	Achat groupé de services médiatiques	4 484 500	0
1 237 175 231 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 437 493 114 =====	1 277 050 212 =====

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
702 451 636	Soutien au conseil du trésor	1 000	726 058 503
11 050 600	Services organisationnels de technologie de l'information	15 875 400	10 999 790
713 502 236 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	15 876 400 =====	737 058 293 =====

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 321 520	Administration du ministère	1 323 500	1 111 719
0	Soutien au conseil du trésor	368 253 800	0
	Gouvernance, de surveillance des organismes, de leadership		
0	organisationnel et d'apprentissage	2 000	0
10 760 247	Services organisationnels de technologie de l'information	9 964 200	9 935 918
0	Groupement des organismes centraux	2 000	0
12 081 767	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	379 545 500	11 047 637
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Gouvernance, de surveillance des organismes, de leadership		
0	organisationnel et d'apprentissage	4 308 200	2 847 416
48 202 462	Services organisationnels de technologie de l'information	51 514 000	48 780 032
0	Groupement des organismes centraux	1 000	0
48 202 462	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	55 824 200	51 627 448
=====		=====	=====

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	29 078 800	(3 854 600)	25 224 200	Administration du ministère 24 441 934
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 3 750
	29 143 814	(3 854 600)	25 289 214	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 24 494 985
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 322 500		1 322 500	Administration du ministère 1 111 719
L	1 000		1 000	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	1 323 500		1 323 500	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 1 111 719
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	1 000		1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
				=====

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui permettent au ministère d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines ainsi que la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de communication</i>		
Traitments et salaires	13 438 401		Traitments et salaires	3 335 712	
Avantages sociaux	1 934 203		Avantages sociaux	474 076	
Transports et communications.....	337 914		Transports et communications	40 955	
Services	8 491 888		Services	690 104	
Fournitures et matériel.....	239 528		Fournitures et matériel	79 074	
	<u>24 441 934</u>			<u>4 619 921</u>	
			<i>Ressources humaines</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitments et salaires	1 422 728	
Traitments et salaires	2 345 135		Avantages sociaux	267 242	
Avantages sociaux	258 338		Transports et communications	17 861	
Transports et communications.....	103 261		Services	84 995	
Services	166 784		Fournitures et matériel	2 964	
Fournitures et matériel.....	24 269			<u>1 795 790</u>	
	<u>2 897 787</u>		<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Traitement versé au ministre en vertu		
Traitments et salaires	6 334 764		de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301	
Avantages sociaux	934 451		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Transports et communications.....	98 637		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	3 750	
Services	1 462 655			<u>53 051</u>	
Fournitures et matériel.....	73 915				
	<u>8 904 422</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
<i>Services juridiques</i>			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	24 494 985	=====
Traitments et salaires	62		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Avantages sociaux	96		Administration du ministère (Poste 2)		
Transports et communications.....	77 200		Services	1 111 719	
Services	5 657 088			<u>1 111 719</u>	
Fournitures et matériel.....	59 306		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
	<u>5 793 752</u>		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	1 111 719	=====
<i>Services de vérification</i>					
Services	430 262				
	<u>430 262</u>				

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3402				PROGRAMME DES NÉGOCIATIONS, DES
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA
				DE LA RÉMUNÉRATION
1	64 500 500	(39 170 200)	25 330 300	Négociations, relations de travail et rémunération 24 747 510
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES NÉGOCIATIONS, DES
				RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA
				DE LA RÉMUNÉRATION 24 747 510
	64 500 500	(39 170 200)	25 330 300	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme des négociations et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement à l'égard de relations de travail constructives au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et du secteur parapublic.

Le programme représente la Couronne en tant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les questions de relations de travail touchant la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales-syndicales régulières, gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO, établit les cadres juridiques et stratégiques pour une gestion efficace des ressources humaines et étudie et élabore des stratégies en réponse aux tendances constatées et émergentes en matière de main-d'œuvre.

Le programme analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. Le programme fournit aussi un soutien et des conseils stratégiques concernant les initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la rémunération des cadres de direction dans le secteur parapublic.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DES NÉGOCIATIONS, DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE
LA RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Politiques et planification des ressources humaines</i>		
Négociations, relations de travail et rémunération (Poste 1)			Traitements et salaires	1 768 692	
Traitements et salaires	14 875 103		Avantages sociaux	214 431	
Avantages sociaux	2 232 434		Transports et communications	14 445	
Transports et communications	301 278		Services	227 263	
Services	8 326 224		Fournitures et matériel	11 064	
Fournitures et matériel	177 743			-----	2 235 895
	25 912 782				-----
Moints: Recouvrements	1 165 272		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
	24 747 510		- PROGRAMME DES NÉGOCIATIONS, DES		
	-----		RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA		
			RÉMUNÉRATION.....		24 747 510
					=====
<i>Relations de travail</i>					
Traitements et salaires	12 063 440				
Avantages sociaux	1 895 534				
Transports et communications	239 140				
Services	7 641 367				
Fournitures et matériel	157 791				
	21 997 272				
Moints: Recouvrements	1 165 272				
	20 832 000				

<i>Relations de travail dans le secteur parapublic</i>					
Traitements et salaires	1 042 971				
Avantages sociaux	122 469				
Transports et communications	47 693				
Services	457 594				
Fournitures et matériel	8 888				
	1 679 615				

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3403	PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)			
1	944 538 000		944 538 000	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) 940 709 185
L	373 467 000		373 467 000	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, Loi sur l'administration financière 107 651 203
	1 318 005 000		1 318 005 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)..... 1 048 360 388

Description du programme:

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE
(PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Crédits législatifs Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>	
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)		Avantages sociaux	
Avantages sociaux		Régime de retraite complémentaire des prônnotaires chargés de la gestion des causes	17 000 000
Régime de pensions du Canada	168 760 725	Continuation des prestations pour la CSPAAT et la protection du revenu à long terme*	31 200 000
Régime de soins dentaires	54 919 553	Assurance-vie collective	794 096
Impôt-santé des employeurs	108 618 020	Régime de retraite complémentaire des juges de paix	1 350 272
Assurance-emploi	74 610 680	Indemnités légales de cessation d'emploi*	(65 715 020)
Assurance-vie collective	7 665 729	Protection du revenu à long terme	6 800 000
Régime de retraite complémentaire des juges de paix	652 882	Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario*	(69 460 949)
Indemnités légales de cessation d'emploi	118 727 580	Fonds de prestations des juges provinciaux*	24 979 957
Protection du revenu à long terme	99 106 960	Régime de retraite des fonctionnaires	136 457 796
Avantages sociaux - Association de la Police provinciale de l'Ontario	36 451 897	Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	53 840 601
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	215 992 145	Prestations aux employés retraités	93 805 213
Fonds de prestations des juges provinciaux	40 887 227	Absences et congés rémunérés*	(11 596 733)
Régime de retraite des fonctionnaires	365 696 751	Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)*	(111 804 030)
Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	11 512 883		107 651 203
Prestations aux employés retraités	189 377 862		107 651 203
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	150 894 836		
Autre avantages	135 007		
	1 644 010 737	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	1 644 010 737	- PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)	1 048 360 388
Moins : Recouvrements	703 301 552		=====
	940 709 185		

*Le crédit est attribuable au rajustement de fin d'exercice découlant d'une nouvelle évaluation actuarielle, qui a révélé une hausse moins importante que prévu du passif non capitalisé par rapport aux projections antérieures.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3404				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR
1	55 338 300	(4 174 100)	51 164 200	Conseil du Trésor – Soutien et planification financière 48 059 482
2	1 100 000 000	(219 395 500)	880 604 500	Fonds de prévoyance 0
	1 155 338 300	(223 569 600)	931 768 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR 48 059 482
	=====	=====	=====	=====
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
L	1 000		1 000	Taxe de vente harmonisée, <i>Loi sur l'administration financière</i> 726 058 503
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR 726 058 503
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	100 000 000	268 253 800	368 253 800	Fonds de prévoyance pour les immobilisations..... 0
	100 000 000	268 253 800	368 253 800	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme de soutien au Conseil du Trésor soutient l'élaboration du plan budgétaire de la province, offre son expertise et ses conseils sur l'élaboration réfléchie d'initiatives gouvernementales, élabore et met en œuvre des stratégies en matière d'infrastructure pour la province, conçoit et met en œuvre le cadre de gestion budgétaire et financière et encourage une plus grande responsabilité et intégrité budgétaire dans le secteur public en Ontario.

Ce programme aide la ministre, le sous-ministre du Secrétariat du Conseil du Trésor et le gouvernement à rendre compte des résultats de la province par la publication des rapports trimestriels des finances de l'Ontario et des Comptes publics ainsi que par le processus annuel visant à obtenir de l'Assemblée législative l'autorisation d'engager les dépenses. De plus, le programme aide le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement en offrant des conseils sur les plans pluriannuels d'activités et d'infrastructure que publient chaque année les ministères, les processus de planification et la gestion par les ministères des dépenses pour l'exercice en cours, afin de garantir l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de contrôle financier et de politiques de gestion financière et de comptabilité, et il soutient l'élaboration de cadres de mesure du rendement.

non vérifié

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Bureau du contrôleur provincial</i>		
Conseil du Trésor – Soutien et planification financière (Poste 1)			Traitements et salaires	8 080 810	
Traitements et salaires	23 217 458		Avantages sociaux	1 055 490	
Avantages sociaux	3 173 237		Transports et communications	104 093	
Transports et communications	355 139		Services	16 522 932	
Services	21 122 726		Fournitures et matériel	98 482	
Fournitures et matériel	249 381				25 861 807

	48 117 941				
Moins : Recouvrements	58 459				
	48 059 482		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
	-----		– PROGRAMME DE SOUTIEN AU		
			CONSEIL DU TRÉSOR	48 059 482	
				=====	
<i>Planification et gestion des dépenses</i>			ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
Traitements et salaires	10 823 478		Credits législatifs	15 597 876	
Avantages sociaux	1 580 858				
Transports et communications	132 228				
Services	3 541 164				
Fournitures et matériel	96 829				
	16 174 557				
Moins : Recouvrements	58 459				
		16 116 098			
	-----	-----			
<i>Planification des immobilisations</i>			Avances et montants récupérables		
Traitements et salaires	4 313 170		Taxe de vente harmonisée, Loi sur		
Avantages sociaux	536 889		l'administration financière	726 058 503	
Transports et communications	118 818				726 058 503
Services	1 058 630				-----
Fournitures et matériel	54 070				
		6 081 577	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)		
	-----	-----	– PROGRAMME DE SOUTIEN AU		
			CONSEIL DU TRÉSOR	726 058 503	
				=====	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3405 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE				
1	30 796 800	1 229 300	32 026 100	Gouvernance, de surveillance des organismes, de leadership organisationnel et d'apprentissage 31 609 900
2	2 000 000	(2 000 000)	0	Service pour un gouvernement numérique en Ontario 0
	32 796 800	(770 700)	32 026 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE 31 609 900
	=====	=====	=====	=====

3405
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

4	1 000		1 000	Gouvernance, de surveillance des organismes, de leadership organisationnel et d'apprentissage 0
L	1 000		1 000	Amorissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE 0
	=====	=====	=====	=====

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3405 PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, ET DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE BIENS IMMOBILISÉS				
3	4 308 200		4 308 200	Gouvernance, de surveillance des organismes, de leadership organisationnel et d'apprentissage 2 847 416
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE
	4 308 200		4 308 200	2 847 416
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme de gouvernance, de surveillance des organismes et du Centre du leadership et de l'apprentissage offre du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, directives et conseils stratégiques applicables à l'ensemble de la FPO qui soutiennent une fonction publique efficace et qui améliore la surveillance et la reddition des comptes des organismes provinciaux.

Le programme inclut l'Initiative pour un gouvernement ouvert afin de renforcer la transparence, la reddition des comptes et la collaboration en donnant aux Ontariens et Ontariennes davantage d'occasions de contribuer à la prise de décisions gouvernementales et en partageant en ligne avec le public plus de données et de renseignements du gouvernement; il soutient également l'initiative de modernisation administrative des paiements de transfert afin de réduire le fardeau administratif imposé aux bénéficiaires des paiements de transfert et à la FPO et d'optimiser l'usage des fonds en améliorant la supervision et en réalisant des gains en efficience administrative.

En tant que programme général soutenant le leadership et l'apprentissage, le programme propose également des services de recrutement et de soutien de cadres de direction, d'apprentissage et de développement du leadership et de gestion du talent, ainsi que des stages et des stratégies de participation des employés.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE - CRÉDIT 3405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Gouvernance, de surveillance des organismes, de leadership organisationnel et d'apprentissage (Poste 1)			<i>Centre du leadership et de l'apprentissage</i>		
Traitements et salaires	21 320 213		Traitements et salaires	14 197 237	
Avantages sociaux	3 154 153		Avantages sociaux	2 168 525	
Transports et communications	380 046		Transports et communications	240 092	
Services	9 119 386		Services	4 843 852	
Fournitures et matériel	324 527		Fournitures et matériel	91 083	
Paielements de transfert			Paielements de transfert		
Club du quart de siècle	162 000		Club du quart de siècle	162 000	
Subventions pour l'Institut d'administration publique du Canada	100 000		Subventions pour l'Institut d'administration publique du Canada	100 000	
		262 000			21 802 789
		34 560 325	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
Moins : Recouvrements		2 950 425	- PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE		31 609 900
		31 609 900			=====
<i>Politiques générales et coordination relative aux organismes</i>			BIENS IMMOBILISÉS		
Traitements et salaires	6 076 234		Gouvernance, de surveillance des organismes, et du Centre du leadership et l'apprentissage (Poste 3)		
Avantages sociaux	854 384		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	2 847 416	
Transports et communications	82 569				2 847 416
Services	3 860 777				
Fournitures et matériel	220 346				
		11 094 310			
Moins : Recouvrements		2 950 425	TOTAL (CHARGES BIENS IMMOBILISÉS)		
		8 143 885	- PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, ET DU CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE		2 847 416
					=====
<i>Gouvernement ouvert</i>					
Traitements et salaires	1 046 742				
Avantages sociaux	131 244				
Transports et communications	57 385				
Services	414 757				
Fournitures et matériel	13 098				
		1 663 226			

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3406				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE VÉRIFICATION
1	5 242 400	33 000	5 275 400	Division de la vérification interne de l'Ontario..... 4 983 200
	5 242 400	33 000	5 275 400	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE VÉRIFICATION 4 983 200
				=====

Description du programme:

Le programme de vérification fournit des services de certification et de conseils aux ministères du gouvernement de l'Ontario. Il veille à ce que ses ministères clients atteignent leurs objectifs opérationnels en réalisant des évaluations et en présentant des recommandations pour renforcer les processus de gouvernance, de gestion du risque, de contrôle, de reddition des comptes et de conformité et pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'économie des activités des ministères et des organismes.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE VÉRIFICATION - CRÉDIT 3406

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Division de la vérification interne de l'Ontario (Poste 1)		
Traitments et salaires	23 463 588	
Avantages sociaux	2 937 472	
Transports et communications.....	362 759	
Services	5 110 679	
Fournitures et matériel.....	102 022	

	31 976 520	
Moins : Recouvrements	26 993 320	

	4 983 200	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
- PROGRAMME DE VÉRIFICATION	4 983 200	
	=====	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3407				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ
1	10 477 100	(180 300)	10 296 800	Bureau de la Stratégie de réduction de la pauvreté.....
				10 233 346
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE
				RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.....
	10 477 100	(180 300)	10 296 800	10 233 346
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté a été établi pour soutenir la priorité pluriannuelle de l'Ontario qui consiste à réduire la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion. Il soutient des initiatives visant à continuer de libérer des gens de la pauvreté. Le Fonds pour les initiatives locales de réduction de la pauvreté soutiendra, mettra de l'avant et évaluera les projets d'action communautaire visant à apporter des solutions locales à la pauvreté.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ - CRÉDIT 3407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de la Stratégie de réduction de la pauvreté (Poste1)		
Traitments et salaires		1 306 232
Avantages sociaux		184 914
Transports et communications.....		42 626
Services		189 103
Fournitures et matériel.....		10 471
Paiements de transfert		
Fonds pour les initiatives		
locales de reduction		
de la pauvreté	8 500 000	
	-----	8 500 000

		10 233 346

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
- PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE		
RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ		10 233 346
		=====

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses
	Prévisions	par le Conseil	Total réelles	
	\$	\$	\$	\$

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses
	Prévisions	par le Conseil	Total réelles	
	\$	\$	\$	\$
3408				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
3	9 668 200		9 668 200	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information 9 639 918
L	296 000		296 000	Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i> <i>financière</i> 296 000
	<u>9 964 200</u>		<u>9 964 200</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====		=====	– PROGRAMME DES SERVICES
				ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE
				DE L'INFORMATION 9 935 918
				=====

BIENS IMMOBILISÉS

4	51 514 000		51 514 000	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information 48 780 032
	<u>51 514 000</u>		<u>51 514 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====		=====	– PROGRAMME DES SERVICES
				ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE
				DE L'INFORMATION 48 780 032
				=====

Description du programme:

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership de l'établissement de services modernes de l'information et de la technologie de l'information (ITI) pour répondre aux besoins des Ontariens et Ontariennes et de la FPO. À cet effet, il formule et met en œuvre la stratégie, veille à la sécurité des systèmes et des données, élabore des politiques et met en œuvre une infrastructure, une gouvernance et une responsabilité communes. Le programme offre également des services communs à l'échelle de la FPO, tels que les services d'hébergement et les fonctions réseau.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE
DE L'INFORMATION - CRÉDIT 3408

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 1)			<i>Cybersécurité</i>		
Traitements et salaires	112 857 814		Traitements et salaires	7 128 839	
Avantages sociaux	15 400 238		Avantages sociaux	974 727	
Transports et communications.....	37 966 048		Transports et communications	123 343	
Services	211 326 680		Services	18 452 695	
Fournitures et matériel.....	8 926 552		Fournitures et matériel	35 420	
				26 715 024	
	386 477 332		Moins : Recouvrements.....	15 583 585	
Moins : Recouvrements.....	357 021 230				11 131 439
	29 456 102				
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
			- PROGRAMME DES SERVICES		
			ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE		
			DE L'INFORMATION.....	29 456 102	
				=====	
<i>Services technologiques d'infrastructure</i>					
Traitements et salaires	100 633 496				
Avantages sociaux	13 753 310				
Transports et communications.....	37 693 321				
Services	190 155 616				
Fournitures et matériel.....	8 865 133				
	351 100 876				
Moins : Recouvrements.....	341 437 645				
	9 663 231				
			ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
			Services organisationnels d'information et de technologie de l'informatio (Poste 2)		
			Dépôts et charges payées d'avance.....	10 999 790	
				10 999 790	
<i>Innovation et stratégie</i>			TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)		
Traitements et salaires	5 095 479		- PROGRAMME DES SERVICES		
Avantages sociaux	672 201		ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE		
Transports et communications.....	149 384		DE L'INFORMATION.....	10 999 790	
Services	2 718 369			=====	
Fournitures et matériel.....	25 999				
	8 661 432				

**PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE
DE L'INFORMATION - CRÉDIT 3408**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		BIENS IMMOBILISÉS	
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 3)		Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 4)	
Services	9 639 918		
	-----	Matériel de technologie de l'information	48 780 032
	9 639 918		-----
	-----		48 180 032

Crédits législatifs		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
		– PROGRAMME DES SERVICES	
Autres opérations		ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE	
Amortissement, Loi sur		DE L'INFORMATION.....	48 780 032
l'administration financière	43 197 664		=====
Moins : Recouvrements.....	42 901 664		

	296 000		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
– PROGRAMME DES SERVICES			
ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE			
DE L'INFORMATION.....	9 935 918		
	=====		

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CREDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3409				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX
1	57 237 300	(2 935 400)	54 301 900	Groupement des organismes centraux 54 267 732
	_____	_____	_____	
	57 237 300	(2 935 400)	54 301 900	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU GROUPEMENT DES
				ORGANISMES CENTRAUX..... 54 267 732
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Groupement des organismes centraux 0
	_____	_____	_____	
L	1 000		1 000	Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>
	_____	_____	_____	<i>financière</i> 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU GROUPEMENT DES
				ORGANISMES CENTRAUX..... 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Groupement des organismes centraux 0
	_____	_____	_____	
	1 000		1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU GROUPEMENT DES
				ORGANISMES CENTRAUX..... 0
				=====

Description du programme:

Le Groupement des organismes centraux fournit à ses clients du leadership et un soutien efficient en technologie de l'information (TI). Il élabore et maintient les solutions sous-jacentes en TI nécessaires à la modernisation des opérations gouvernementales, en offrant de manière efficiente des services regroupés et en aidant les clients de la FPO à optimiser la valeur de leurs services aux contribuables.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement des organismes centraux (Poste 1)	
Traitments et salaires	54 761 736
Avantages sociaux	7 047 759
Transports et communications.....	1 201 685
Services	238 960 245
Fournitures et matériel.....	192 315

	302 163 740
Moins : Recouvrements	247 896 008

	54 267 732

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
- PROGRAMME DU GROUPEMENT DES	
ORGANISMES CENTRAUX	54 267 732
	=====

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CREDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
3410				PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ET COMMISSIONS	
1	857 500	26 700	884 200	Commissaire aux conflits d'intérêts	837 567
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES ORGANISMES,	
				CONSEILS ET COMMISSIONS	837 567
	857 500	26 700	884 200		
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Le programme des organismes, conseils et commissions assure la surveillance afin de veiller à l'efficacité de la gouvernance, de la responsabilité et de la gestion des relations.

Le commissaire aux conflits d'intérêts a des responsabilités à l'égard de certaines questions touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique lorsqu'elles concernent les présidents et les dirigeants désignés responsables de la déontologie des organismes publics et certains employés des ministères et des organismes publics concernant leurs déclarations financières. Le commissaire fournit des conseils ou des décisions relativement à des questions précises touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique, donne des conseils sur les déclarations financières, approuve les règles relatives aux conflits d'intérêts présentées par des organismes publics et étudie et approuve les plans des tribunaux décisionnels en matière de déontologie.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 3410

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Commissaire aux conflits d'intérêts (Poste 1)		
Traitments et salaires	440 197	
Avantages sociaux	64 182	
Transports et communications.....	21 823	
Services	307 492	
Fournitures et matériel.....	3 873	

	837 567	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
– PROGRAMME DES ORGANISMES,		
CONSEILS ET COMMISSIONS	837 567	
	=====	

Le programme Achat groupé de services médiatiques soutient l'achat de temps médiatique pour les campagnes publicitaires du gouvernement. Les fonds portent également sur les frais d'agence s'y rattachant, les coûts de production créative, les coûts des études de marché et l'élaboration de matériel publicitaire connexe en vue de soutenir des campagnes intégrées relatives aux initiatives gouvernementales. La publicité payée du gouvernement est régie par la Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale et examinée par le vérificateur général, qui en rend compte.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES - CRÉDIT 3411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achat groupe de services (Poste 1)		
Services	0	

	0	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
– PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE		
SERVICES MÉDIATIQUES.....	0	
	=====	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur l'administration financière (Frais pour chèques refusés)	70	35
Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée	1210	504
	<u>1280</u>	<u>539</u>
VENTES ET LOCATIONS	<u>3 106 350</u>	<u>2 867 400</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>5 808 040</u>	<u>15 569 100</u>
DIVERS	<u>7 441</u>	<u>132</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>8 923 111</u>	<u>18 437 171</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-302
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-304
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	2-307
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	2-310
SERVICES CORRECTIONNELS	2-314
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	2-318
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-320
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	2-322
DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE.....	2-325
FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	2-327
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-306, 2-309, 2-312, 2-312, 2-313, 2-317, 2-319, 2-324
ÉTAT DES RECETTES	2-329

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
152 565 569	Administration du ministère	142 242 187	160 138 649
287 671 609	Division de la sécurité publique	279 629 000	274 467 827
1 161 403 314	Police provinciale de l'Ontario	1 112 648 200	1 113 166 111
850 326 068	Services correctionnels	849 226 800	848 759 265
80 992 092	Services technologiques pour la justice	99 532 500	99 529 556
928 708	Organismes, conseils et commissions	905 800	904 256
70 616 894	Planification et gestion des situations d'urgence	76 049 100	75 631 947
3 484 548	Division des politiques et de la planification stratégique	4 579 600	4 022 054
19 851 571	Formation en matière de sécurité publique	20 207 000	19 932 762
2 627 840 373	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 585 020 187	2 596 552 427
=====		=====	=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

0	Administration du ministère	2 000	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Division des politiques et de la planification stratégique	2 000	0
0	Formation en matière de sécurité publique	2 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	18 000	0
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 155 121	Administration du ministère	795 000	520 542
18 259 262	Division de la sécurité publique	18 563 900	18 430 453
26 608 996	Police provinciale de l'Ontario	31 160 400	29 057 231
32 748 402	Services correctionnels	55 161 200	54 981 198
1 039 063	Services technologiques pour la justice	1 877 000	1 737 004
250 919	Planification et gestion des situations d'urgence	131 300	4 289
0	Division des politiques et de la planification stratégique	2 000	0
1 134 294	Formation en matière de sécurité publique	1 834 700	1 585 318
81 196 057 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	109 525 500 =====	106 316 035 =====

BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
1 260 535	Division de la sécurité publique	1 193 500	1 143 694
10 849 790	Police provinciale de l'Ontario	25 560 600	12 553 335
10 390 051	Services correctionnels	7 216 900	5 462 886
11 089 056	Services technologiques pour la justice	3 351 000	948 569
175 889	Planification et gestion des situations d'urgence	5 035 000	0
0	Division des politiques et de la planification stratégique	1 000	0
0	Formation en matière de sécurité publique	1 000	0
33 765 321 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	42 360 000 =====	20 108 484 =====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	143 063 800	(952 800)	142 111 000	Administration du ministère 142 093 547
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 51 527
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 17 939 845
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 53 730
	<u>143 194 987</u>	<u>(952 800)</u>	<u>142 242 187</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 160 138 649
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Administration du ministère 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	6 410 500	(5 617 500)	793 000	Renouvellement des installations 520 542
5	1 000		1 000	Administration du ministère – autres charges liées aux immobilisations 0
L	1 000		1 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>6 412 500</u>	<u>(5 617 500)</u>	<u>795 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 520 542
				=====

BIENS IMMOBILISÉS

4	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====

Program Description

Le programme offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, approvisionnement et amélioration opérationnelle, contrôle financier, communications, services juridiques et gestion des installations. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	16 678 635		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	51 527	
Avantages sociaux	2 541 692		Autres opérations		
Transports et communications.....	774 374		Paielements effectués en vertu de la <i>Loi</i> sur l' <i>administration financière</i>	17 939 845	
Services	121 892 617		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> l' <i>administration financière</i>	53 730	
Fournitures et matériel.....	206 229				17 993 575
	142 093 547				18 045 102
<i>Bureau principal</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	3 171 352		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	160 138 649	=====
Avantages sociaux	599 676				
Transports et communications.....	232 006		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services	387 127		<i>Renouvellement des installations (Poste 2)</i>		
Fournitures et matériel.....	28 502		Services	230 889	
	4 418 663		Autre Transactions		
			Investissements dans les immobilisations	289 653	
<i>Services ministériels</i>					520 542
Traitements et salaires	10 504 995				
Avantages sociaux	1 540 841		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Transports et communications.....	338 175		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	520 542	=====
Services	2 417 558				
Fournitures et matériel.....	104 593				
	14 906 162				
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires	2 964 541				
Avantages sociaux	400 772				
Transports et communications.....	98 937				
Services	433 499				
Fournitures et matériel.....	25 359				
	3 923 108				
<i>Services juridiques</i>					
Traitements et salaires	37 747				
Avantages sociaux	403				
Transports et communications.....	105 256				
Services	5 665 336				
Fournitures et matériel.....	47 775				
	5 856 517				
<i>Locaux – Frais de location</i>					
Services	112 989 097				
	112 989 097				

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2603
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

1	593 500	(110 700)	482 800	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint	469 569
5	237 977 300	11 046 300	249 023 600	Direction des relations extérieures	244 240 474
6	2 712 300	(121 700)	2 590 600	Services privés de sécurité et d'enquête	2 225 787
7	27 532 000		27 532 000	Centre des sciences judiciaires	27 531 997
	<u>268 815 100</u>	<u>10 813 900</u>	<u>279 629 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE .	<u>274 467 827</u>
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

4	2 000		2 000	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE .	<u>0</u>
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
9	16 640 800	1 237 900	17 878 700	Division de la sécurité publique 17 878 700
L	685 200		685 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 551 753
	<u>17 326 000</u>	<u>1 237 900</u>	<u>18 563 900</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE 18 430 453
				=====

BIENS IMMOBILISÉS

8	1 193 500		1 193 500	Division de la sécurité publique 1 143 694
	<u>1 193 500</u>		<u>1 193 500</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE 1 143 694
				=====

Description du programme:

La Division de la sécurité publique, qui relève du sous-ministre de la Sécurité communautaire, travaille avec ses partenaires en matière de services de police afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité; élaboration de normes et de lignes directrices sur les services de police; surveillance et inspection des services de police; allocation des subventions pour la prévention du crime; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales et du Système de sélection des agents de police; mise en œuvre du système de gestion des enquêtes importantes; promotion du bien-être des animaux; représentation de la province dans les négociations relatives aux ententes tripartites sur les services policiers des Premières nations avec le gouvernement fédéral et les collectivités des Premières Nations.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Centre des sciences judiciaires (Poste 7)		
Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)		Traitements et salaires	18 104 815	
Traitements et salaires	353 425	Avantages sociaux	2 930 202	
Avantages sociaux	48 243	Transports et communications	414 507	
Transports et communications	30 380	Services	2 996 037	
Services	34 008	Fournitures et matériel	3 086 436	
Fournitures et matériel	3 513		27 531 997	
	469 569			
		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	274 467 827
				=====
Direction des relations extérieures (Poste 5)		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Traitements et salaires	5 360 837	Division de la sécurité publique (Poste 9)		
Avantages sociaux	819 930	Autres opérations		
Transports et communications	2 547 339	Investissements dans les immobilisations	17 878 700	
Services	4 712 774		17 878 700	
Fournitures et matériel	351 904			
Paiements de transfert		Crédits législatifs		
Programme de recrutement de		Autres opérations		
1 000 agents - partenariat pour		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	551 753	
des collectivités plus sûres	38 196 776		551 753	
Subventions pour les services				
de police communautaire		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	18 430 453
et les programmes de prévention				=====
du crime	30 450 000	BIENS IMMOBILISÉS		
Subventions pour les programmes		Division de la sécurité publique (Poste 8)		
municipaux RIDE	2 217 321	Machines et équipement- coûts		
Subventions diverses –		relatifs aux immobilisations	1 143 694	
Services policiers	11 314 238		1 143 694	
Subvention pour des collectivités		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	1 143 694
sûres et dynamiques	832 824			=====
Entente fédérale-provinciale sur				
les services policiers des				
Premières nations	51 314 551			
Financement des enquêtes				
municipales sur les crimes				
haineux et l'extrémisme	199 511			
Ontario Association of				
Crime Stoppers	168 750			
Subventions pour la				
sécurité publique	5 500 000			
Sécurité des tribunaux	93 735 137			
	233 929 108			
Moins : Recouvrements	3 481 418			
	244 240 474			
Services privés de sécurité et d'enquête (Poste 6)				
Traitements et salaires	1 340 943			
Avantages sociaux	218 423			
Transports et communications	36 471			
Services	618 131			
Fournitures et matériel	11 819			
	2 225 787			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO
1	161 823 000	31 752 500	193 575 500	Services ministériels et stratégiques 193 573 891
2	7 165 000	(727 700)	6 437 300	Bureau du contrôleur des armes à feu 6 436 773
3	118 025 400	1 485 600	119 511 000	Enquêtes et crime organisé..... 119 459 640
4	726 036 400	2 536 500	728 572 900	Services régionaux et circulation..... 728 512 033
5	54 228 700	10 321 800	64 550 500	Gestion du parc automobile..... 64 550 391
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la <i>Loi sur</i> <i>les services policiers</i> 633 383
	<u>1 067 279 500</u>	<u>45 368 700</u>	<u>1 112 648 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
	=====	=====	=====	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 1 113 166 111
				=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
	=====	=====	=====	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 0
				=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$	\$	
2604	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	23 053 900	(1 777 200)	21 276 700	Police provinciale de l'Ontario	20 601 592
L	9 883 700		9 883 700	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	8 455 639

BIENS IMMOBILISÉS

7	25 560 600		25 560 600	Police provinciale de l'Ontario	12 553 335
	<u>25 560 600</u>		<u>25 560 600</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
	=====	=====	=====	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	12 553 335
					=====

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre directement des services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières nations de toute la province, en appliquant le Modèle ontarien de mobilisation et de participation. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV) et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants et la lutte contre les bandes de motards. De plus, conformément à son mandat provincial, la Police provinciale réalise des enquêtes dans le cadre de la lutte anti-terrorisme, fournit un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$		\$
		Services régionaux et circulation (Poste 4)	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Traitements et salaires	622 416 600
		Avantages sociaux	103 197 882
		Transports et communications	6 252 277
		Services	21 626 156
		Fournitures et matériel	6 716 907
			760 209 822
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)		Moins : Recouvrements	31 697 789
			728 512 033
Traitements et salaires	117 883 879		
Avantages sociaux	11 261 709		
Transports et communications	16 266 092		
Services	31 286 705		
Fournitures et matériel	18 077 830		
	194 776 215		
Moins : Recouvrements	1 202 324		
	193 573 891		
		Gestion du parc automobile (Poste 5)	
		Transports et communications	51 949
		Services	21 672 916
		Fournitures et matériel	45 609 668
			67 334 533
Bureau du contrôleur des armes à feu (Poste 2)		Moins : Recouvrements	2 784 142
			64 550 391
Traitements et salaires	3 677 146		
Avantages sociaux	340 034		
Transports et communications	98 025		
Services	2 253 872		
Fournitures et matériel	67 696		
	6 436 773		
		Crédits législatifs	
		Autres opérations	
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)		Paiements en vertu de la	
		Loi sur les services policiers	633 383
			633 383
Traitements et salaires	97 726 240		
Avantages sociaux	6 649 957		
Transports et communications	4 793 516		
Services	10 286 518		
Fournitures et matériel	3 119 106		
	122 575 337		
Moins : Recouvrements	3 115 697		
	119 459 640		
		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	1 113 166 111
			=====

\$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			BIENS IMMOBILISÉS	
Police provinciale de l'Ontario (Poste 8)			Police provinciale de l'Ontario (Poste 7)	
Services		5 385 796	Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	1 869 487
Autres opérations			Matériel de technologie de l'information	2 346 151
Investissements dans			Parc automobile et flotte de bateaux –	
les immobilisations	14 956 745		coûts relatifs aux immobilisations	7 582 240
Perte due à l'aliénation des actifs...	259 051		Machines et équipement – coûts	
	-----	15 215 796	relatifs aux immobilisations	755 457
		20 601 592		-----
		-----		12 553 335

Crédits législatifs			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Autres opérations			POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>		8 455 639		12 553 335
		-----		=====
		8 455 639		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –				
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO		29 057 231		
		=====		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
1	28 409 100	(1 224 800)	27 184 300	Soutien opérationnel 27 172 272
2	10 161 300	941 000	11 102 300	Formation du personnel 11 098 223
3	677 578 200	11 278 600	688 856 800	Services en établissement..... 688 784 903
4	119 385 900	(973 300)	118 412 600	Services communautaires 118 169 733
5	3 620 800	50 000	3 670 800	Serveillance et enquêtes pour les services correctionnels 3 534 134
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS.....
	839 155 300	10 071 500	849 226 800	848 759 265
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	2 000		2 000	Services correctionnels 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS.....
	2 000		2 000	0
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
6	46 291 200	8 074 100	54 365 300	Établissements correctionnels..... 54 297 444
10	1 000		1 000	Services en établissement – autres charges liées aux immobilisations 0
11	1 000		1 000	Services communautaires – autres charges liées aux immobilisations 0
L	793 900		793 900	Amortissement – Services en établissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 683 754
	<u>47 087 100</u>	<u>8 074 100</u>	<u>55 161 200</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS 54 981 198
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
8	7 216 900		7 216 900	Services en établissement..... 5 462 886
	<u>7 216 900</u>		<u>7 216 900</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS 5 462 886
				=====

Description du programme:

Le Programme des services correctionnels, qui relève du sous-ministre des Services correctionnels, est responsable de l'administration des prisons, des centres de détention, des centres correctionnels, des centres de traitement, d'un centre régional de détention discontinue et des services de probation et de libération conditionnelle. Le programme supervise la détention et la libération des adultes détenus et assure la supervision des contrevenants relâchés dans la collectivité en vertu d'une probation, d'un sursis ou d'une libération conditionnelle accordée par l'Ontario. Les principaux services et programmes comprennent la formation, les programmes de réadaptation, les traitements et les services visant à aider les contrevenants à modifier leur attitude et leur comportement de manière à faciliter leur réinsertion dans la communauté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Soutien opérationnel (Poste 1)			
Traitements et salaires	18 420 994		
Avantages sociaux	2 685 851		
Transports et communications.....	1 032 252		
Services	3 986 001		
Fournitures et matériel	6 013 120		
Paielements de transfert			
Programme de travail			
communautaire	884 254		
	<u>884 254</u>		
	33 022 472		
Moins : Recouvrements.....	5 850 200		
	<u>27 172 272</u>		
Formation du personnel (Poste 2)			
Traitements et salaires	6 633 653		
Avantages sociaux	986 580		
Transports et communications.....	589 362		
Services	2 223 645		
Fournitures et matériel	664 983		
	<u>11 098 223</u>		
Services en établissement (Poste 3)			
Traitements et salaires	461 265 090		
Avantages sociaux	77 102 340		
Transports et communications.....	5 984 022		
Services	75 220 742		
Fournitures et matériel	66 083 083		
Paielements de transfert			
Subventions tenant lieu			
d'impôt aux municipalités	567 825		
Allocation exceptionnelle			
aux détenus atteints d'un			
handicap permanent.....	9 444		
Programme de sensibilisation			
à la violence.....	100 307		
Programmes de réadaptation			
des délinquants	2 452 050		
	<u>3 129 626</u>		
	688 784 903		
	<u>688 784 903</u>		
		Services communautaires (Poste 4)	
		Traitements et salaires	84 764 018
		Avantages sociaux	14 331 478
		Transports et communications	2 283 901
		Services	11 028 615
		Fournitures et matériel	735 889
		Paielements de transfert	
		Services à la clientèle en	
		résidences communautaires ou	
		résidences externes	5 025 832
			<u>5 025 832</u>
			118 169 733
			<u>118 169 733</u>
		Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels	
		(Poste 5)	
		Traitements et salaires	2 674 236
		Avantages sociaux	409 171
		Transports et communications	91 740
		Services	340 092
		Fournitures et matériel	18 895
			<u>3 534 134</u>
		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		PROGRAMME DES SERVICES	
		CORRECTIONNELS	848 759 265
			<u>848 759 265</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Établissements correctionnels (Poste 6)	
Services	14 024 862
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	40 272 582
	<u>54 297 444</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – Services en établissement –	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	683 754
	<u>683 754</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
CORRECTIONNELS	54 981 198
	=====
BIENS IMMOBILISÉS	
Services en établissement (Poste 8)	
Immeubles – coûts relatifs aux immobilisations	841 974
Machines et équipement –	
coûts relatifs aux immobilisations	4 620 912
	<u>5 462 886</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
CORRECTIONNELS	5 462 886
	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2606				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE
1	149 202 600	(49 670 100)	99 532 500	Services technologiques pour la justice 99 529 556
	<u>149 202 600</u>	<u>(49 670 100)</u>	<u>99 532 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	– PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES
				POUR LA JUSTICE..... 99 529 556
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	– PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES
				POUR LA JUSTICE..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 000		1 000	Services technologiques pour la justice – autres charges liées aux immobilisations 0
L	1 876 000		1 876 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 737 004
	<u>1 877 000</u>		<u>1 877 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	– PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES
				POUR LA JUSTICE..... 1 737 004
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	3 351 000		3 351 000	Services technologiques pour la justice 948 569
	<u>3 351 000</u>		<u>3 351 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	– PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES
				POUR LA JUSTICE..... 948 569
				=====

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour la justice a pour mandat de fournir des solutions et des services technologiques hautement intégrés et complexes, ainsi qu'un soutien opérationnel fiable et efficace. Il agit ainsi conformément au plan stratégique général pour l'information et la technologie de l'information, qui exécute et soutient les priorités et les objectifs opérationnels dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité, à la gestion des projets et aux services de communications mobiles gouvernementaux de la FPO.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)		Services technologiques pour la justice (Poste 4)	
Traitements et salaires	29 554 359		
Avantages sociaux	3 905 702		
Transports et communications.....	58 595 996		
Services	95 487 836		
Fournitures et matériel.....	191 603		

	187 735 496		
Moins : Recouvrements	88 205 940	Matériel de technologie de l'information	948 569
	-----		-----
	99 529 556		948 569
	-----		-----
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DES SERVICES		PROGRAMME DES SERVICES	
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE....	99 529 556	TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	948 569
	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 737 004		

	1 737 004		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
PROGRAMME DES SERVICES			
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE....	1 737 004		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2607				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	905 800		905 800	Organismes, conseils et commissions 904 256
	_____	_____	_____	
	905 800		905 800	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES ORGANISMES,
				CONSEILS ET COMMISSIONS 904 256
				=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	2 000		2 000	Organismes, conseils et commissions 0
	_____	_____	_____	
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES ORGANISMES,
				CONSEILS ET COMMISSIONS 0
				=====

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires	535 056	
Avantages sociaux	74 202	
Transports et communications.....	56 028	
Services	220 115	
Fournitures et matériel.....	18 855	

	904 256	

<i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires	168 576	
Avantages sociaux	24 059	
Transports et communications.....	29 438	
Services	164 527	
Fournitures et matériel.....	10 790	

	397 390	

<i>Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès</i>		
Traitements et salaires	366 480	
Avantages sociaux	50 143	
Transports et communications.....	26 590	
Services	55 588	
Fournitures et matériel.....	8 065	

	506 866	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	904 256	
	=====	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
5	38 179 900	4 902 700	43 082 600	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario 43 076 470
8	33 041 500	(75 000)	32 966 500	Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence..... 32 555 477
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	71 221 400	4 827 700	76 049 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE..... 75 631 947
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Planification et gestion des situations d'urgence.. 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE..... 0
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
7	1 000		1 000	Planification et gestion des situations d'urgence – autres charges liées aux immobilisations 0
L	130 300		130 300	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .. 4 289
	131 300		131 300	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
	=====	=====	=====	PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
				DES SITUATIONS D'URGENCE 4 289
				=====

BIENS IMMOBILISÉS

6	5 035 000		5 035 000	Planification et gestion des situations d'urgence 0
	5 035 000		5 035 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
	=====	=====	=====	PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
				DES SITUATIONS D'URGENCE 0
				=====

Description du programme:

Ce programme, qui relève du sous-ministre de la Sécurité communautaire, se consacre à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, la sécurité publique et les enquêtes sur les décès. Pour ce faire, elle s'appuie sur les efforts du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et du Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. La section s'attache à être un chef de file dans les efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, aidant ainsi le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario (Poste 5)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	15 527 335		
Avantages sociaux	1 651 076		
Transports et communications.....	789 337		
Services	22 442 016		
Fournitures et matériel.....	457 086		
Paiements de transfert		Autres opérations	
Subventions pour les services judiciaires	2 209 620	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 289
	43 076 470		4 289
		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
		ET GESTION DES SITUATIONS	
		D'URGENCE.....	4 289
			=====
Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence (Poste 8)			
Traitements et salaires	19 034 883		
Avantages sociaux	3 153 507		
Transports et communications.....	1 579 159		
Services	5 134 381		
Fournitures et matériel.....	3 053 547		
Paiements de transfert			
Subventions pour la			
sécurité-incendie	600 000		
	600 000		
	32 555 477		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION			
ET GESTION DES SITUATIONS			
D'URGENCE.....	75 631 947		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2610				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE
1	3 599 300	980 300	4 579 600	Division des politiques et de la planification stratégique 4 022 054
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	3 599 300	980 300	4 579 600	- DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 4 022 054
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	2 000		2 000	Division des politiques et de la planification stratégique 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	2 000		2 000	- DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 0
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Division des politiques et de la planification stratégique – autres charges liées aux immobilisations 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	2 000		2 000	- DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 0
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
3	1 000		1 000	Division des politiques et de la planification stratégique 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	1 000		1 000	- DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Relevant du sous-ministre de la Sécurité communautaire et du sous-ministre des Services correctionnels, cette division est chargée de diriger ou coordonner l'élaboration de conseils, d'analyses et de recommandations à l'appui des priorités du ministère et du gouvernement. Ses principales fonctions comprennent l'élaboration de textes législatifs et de politiques, la planification stratégique, la recherche et l'évaluation ainsi que la coordination des activités du ministère avec les autres ministères, les principaux intervenants et les partenaires intergouvernementaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Division des politiques et de la planification stratégique (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 041 894
Avantages sociaux	420 195
Transports et communications.....	53 842
Services	482 211
Fournitures et matériel	23 912

	4 022 054

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE.....	4 022 054
	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2611				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	20 229 900	(22 900)	20 207 000	Formation en matière de sécurité publique 19 932 762
	20 229 900	(22 900)	20 207 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
	=====	=====	=====	PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE
				DE SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 19 932 762
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	2 000		2 000	Formation en matière de sécurité publique 0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
	=====	=====	=====	PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE
				DE SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
7	1 001 000	832 700	1 833 700	Formation en matière de sécurité publique 1 585 318
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	1 002 000	832 700	1 834 700	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
	=====	=====	=====	PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE
				DE SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 1 585 318
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
6	1 000		1 000	Formation en matière de sécurité publique 0
	1 000		1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
	=====	=====	=====	PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE
				DE SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 0
				=====

Description du programme :

Le programme de formation en matière de sécurité publique a pour mission de soutenir la formation spécialisée aux services de police, aux services de protection contre les incendies et aux travailleurs des services correctionnels (agents des services correctionnels et agents de probation et de libération conditionnelle) afin de satisfaire aux besoins de toutes les collectivités de la province en matière de services de police, de protection contre les incendies et de services correctionnels, et ce, de manière durable.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2611

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Formation en matière de sécurité publique (Poste 1)			Formation en matière de sécurité publique (Poste 7)	
Traitements et salaires	10 364 756		Services	1 217 950
Avantages sociaux	1 049 449		Autre Transactions	
Transports et communications.....	585 000		Investissements dans les immobilisations	367 368
Services	6 791 854			1 585 318
Fournitures et matériel	1 141 703			
	19 932 762			
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
			PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE	
			DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	1 585 318
				=====
<i>Soutien aux entreprises</i>				
Traitements et salaires	979 257			
Avantages sociaux	122 142			
Transports et communications.....	23 528			
Services	6 054			
Fournitures et matériel	1 700			
	1 132 681			
<i>Collège de police de l'Ontario</i>				
Traitements et salaires	9 385 499			
Avantages sociaux	927 307			
Transports et communications.....	561 472			
Services	6 785 800			
Fournitures et matériel	1 140 003			
	18 800 081			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE FORMATION EN				
MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	19 932 762			
	=====			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur la surveillance des immigrants	13 722 551	21 527 391
Contrôle des armes à feu	6 121 549	6 150 060
Les services policiers des Premières nations	5 511 443	5 389 440
Entente de placement dans un établissement pénitencier	5 389 774	5 457 455
Entente relative aux services de biologie – SCF	3 450 000	3 450 000
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	131 747	537 197
Autres	620 396	975 335
	<u>34 947 460</u>	<u>43 486 878</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	268 072 198	277 883 522
Remaniement des services locaux	135 134 902	125 245 211
Acquittement – Compte Bell	5 539 228	4 972 263
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario	3 181 574	1 880 130
Programme d'intervention en cas d'urgence nucléaire	1 125 000	1 125 000
Autres	3 278 742	1 940 880
	<u>416 331 644</u>	<u>413 047 006</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	17 467 391	16 007 536
Frais pour chèques refusés	496	418
	<u>17 467 887</u>	<u>16 007 954</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>309</u>	<u>1 723</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations	649 588	1 086 929
Les Industries Trilcor	159 467	152 415
	<u>809 055</u>	<u>1 239 344</u>
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario	193 973	250 959
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>3 224 062</u>	<u>1 805 894</u>
DIVERS	<u>949 968</u>	<u>1 145 942</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>473 924 358</u>	<u>476 985 700</u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE.....	2-332
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-333
SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE.....	2-335
INFRASTRUCTURE	2-339
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-334, 2-338
ÉTAT DES RECETTES	2-341

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016 Dépenses réelles		2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$	PROGRAMMES	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
14 363 331	Administration du ministère	14 853 414	14 780 409
4 254 317 025	Services à l'enfance et à la jeunesse	4 388 868 500	4 381 888 909
4 268 680 356 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	4 403 721 914 =====	4 396 669 318 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
80 292	Services à l'enfance et à la jeunesse	3 000	2 188
80 292 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	3 000 =====	2 188 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
10 322 653	Services à l'enfance et à la jeunesse	10 323 700	10 322 653
159 012 761	Programme d'infrastructure	92 927 900	91 262 132
169 335 414 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	103 251 600 =====	101 584 785 =====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Services à l'enfance et à la jeunesse	5 926 600	1 673 091
819 357	Programme d'infrastructure	4 253 800	2 558 105
819 357 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	10 180 400 =====	4 231 196 =====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	13 679 400	1 110 000	14 789 400	Administration du ministère 14 714 441
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>13 743 414</u>	<u>1 110 000</u>	<u>14 853 414</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 14 780 409
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère. Il offre à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, des conseils stratégiques en gestion des ressources et des finances et des services d'aide administrative et opérationnelle.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

non vérifié

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3702 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
3	295 477 800	5 978 400	301 456 200	Santé et développement des enfants 300 462 189
7	2 442 220 600	16 308 800	2 458 529 400	Enfants et jeunes à risque 2 455 541 166
5	436 717 400	68 687 000	505 404 400	Services spécialisés 502 494 565
8	1 125 416 200	(1 938 700)	1 123 477 500	Prestation ontarienne pour enfants 1 123 132 291
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables— <i>Loi sur l'administration financière</i> 258 698
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 4 381 888 909
	4 299 833 000	89 035 500	4 388 868 500	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	3 000		3 000	Services à l'enfance et à la jeunesse 2 188
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 2 188
	3 000		3 000	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
9	1 000		1 000	Services à l'enfance et à la jeunesse 0
L	10 322 700		10 322 700	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> . 10 322 653
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 10 322 653
	10 323 700		10 323 700	
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3702				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
10	1 368 500	4 558 100	5 926 600	Services à l'enfance et à la jeunesse 1 673 091
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 1 673 091
	1 368 500	4 558 100	5 926 600	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Les programmes offerts par le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse comprennent le programme Santé et développement des enfants, le programme Enfants et jeunes à risque, les Services spécialisés et la Prestation ontarienne pour enfants. Le programme Santé et développement des enfants soutient un éventail de services de dépistage, d'évaluation et d'intervention précoces à l'intention des enfants et de leurs familles, comme le programme Bébés en santé, enfants en santé, le Programme de dépistage néonatal des troubles auditifs et d'intervention précoce, les Services de rééducation de la parole et du langage pour les enfants d'âge préscolaire, le Programme de bonne nutrition des élèves et le crédit d'impôt pour les activités des enfants. Le programme Enfants et jeunes à risque comprend la protection de l'enfance, les programmes et services communautaires et en établissement, les services de santé mentale pour les enfants et les jeunes, la promotion de la vie et la prévention du suicide chez les jeunes, les services aux enfants et jeunes autochtones, Perspectives Jeunesse et les Services de justice pour la jeunesse (à l'intention des jeunes qui sont en conflit avec la loi ou risquent de le devenir). Les services de protection aux enfants sont fournis par les sociétés d'aide à l'enfance, qui ont pour mission de protéger les enfants et les jeunes victimes de mauvais traitements ou de négligence, ou qui risquent de le devenir, de veiller à ce qu'ils soient pris en charge et supervisés et de les placer en vue de leur adoption. Les Services spécialisés soutiennent les enfants et les jeunes ayant des besoins particuliers divers, notamment par des services en autisme, des services de réadaptation (orthophonie, ergothérapie et physiothérapie), des programmes de services de relèvement, une planification coordonnée des services et d'autres soutiens aux enfants et aux jeunes ayant des besoins particuliers complexes ou multiples. La Prestation ontarienne pour enfants est une aide financière non imposable accordée en fonction du revenu aux familles admissibles à revenu faible ou moyen ayant des enfants de moins de 18 ans. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants est versée aux sociétés d'aide à l'enfance relativement à des enfants et des jeunes pris en charge afin de leur fournir un accès accru à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et à un programme d'épargne à l'intention des jeunes plus âgés pris en charge. Le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants (SROFT) est une prestation mensuelle non imposable fondée sur le revenu et versée aux familles travailleuses touchant un revenu faible ou moyen et comptant des enfants de moins de sept ans, nés avant le 1er juillet 2009.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Services spécialisés (Poste 5)			Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 6)		
Traitements et salaires		2 478 085	Avances et montants récupérables		
Avantages sociaux		346 276	Supplément de revenu de l'Ontario pour les		
Transports et communications.....		46 465	familles travailleuses ayant des frais de		
Services		1 790 259	garde d'enfants		2 188
Fournitures et matériel		219			2 188
Paielements de transfert					
Services de traitement et de					
réadaptation pour enfants	118 346 926		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Autisme.....	254 633 529		PROGRAMME DES SERVICES		
Besoins particuliers complexes ...	123 352 406		À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		2 188
Planification coordonnée					=====
des services.....	1 500 400				
		497 833 261			
		502 494 565	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
			Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 9)		
Prestation ontarienne pour enfants (Poste 8)			Crédits législatifs		
Paielements de transfert			Autres opérations		
Prestation ontarienne			Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	10 322 653	
pour enfants.....	1 110 000 000				10 322 653
Subvention équivalent à la Prestation					
ontarienne pour enfants	13 132 291		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
		1 123 132 291	PROGRAMME DES SERVICES		
		1 123 132 291	À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		10 322 653
					=====
Crédits législatifs			BIENS IMMOBILISÉS		
Autres opérations			Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations		
Créances irrécouvrables,			(Poste 10)		
<i>Loi sur l'administration financière</i>		258 698			
		258 698			
			Logiciels d'application de		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			gestion – coûts relatifs aux immobilisations	1 673 091	
PROGRAMME DES SERVICES					1 673 091
À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		4 381 888 909	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
		=====	PROGRAMME DES SERVICES		
			À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		1 673 091
					=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3703
CHARGES D'IMMOBILISATIONS

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE

1	118 858 800	(25 930 900)	92 927 900	Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations	91 262 132
	<u>118 858 800</u>	<u>(25 930 900)</u>	<u>92 927 900</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	<u>91 262 132</u>
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE	=====

BIENS IMMOBILISÉS

2	4 253 800		4 253 800	Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations	2 558 105
	<u>4 253 800</u>		<u>4 253 800</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	<u>2 558 105</u>
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE	=====

Description du programme :

Le financement de l'infrastructure est fourni aux organismes qui reçoivent des paiements de transfert dans les collectivités et au bénéfice d'installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Renouvellement des installations des partenaires...	20 025 539	
Subventions d'immobilisations	67 488 607	
	-----	87 514 146
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		3 747 986

		91 262 132

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		91 262 132
		=====
BIENS IMMOBILISÉS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 2)		
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations		2 558 105

		2 558 105

TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		2 558 105
		=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2016 \$	2016 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	132 369 320	122 605 318
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	51 922 305	52 004 703
Autres.....	745	(167 462)*
	-----	-----
	184 292 370	174 442 559
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Maison pour groupe d'enfants	12 500	14 600
Adoption internationale.....	10 800	14 400
Droits d'adoption	3 200	5 012
Autres.....	3 543	8 060
	-----	-----
	30 043	42 072
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS	401	269 547
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	15 743 724	43 575 023
Frais de fonctionnement.....	133 557	1 989 491
Subventions	790 790	627 407
	-----	-----
	16 668 071	46 191 921
	-----	-----
DIVERS		
Redressement découlant de la provision pour restructuration	297 642	0
Intérêts bancaires – non précisés	7 440	4 219
Autres.....	61 241	63 596
	-----	-----
	366 323	67 815
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	201 357 208	221 013 914
	=====	=====

*Représente un redressement pour les revenus liés à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-344
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-346
DIVERSITÉ DE LA FPO	2-348
INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES.....	2-350
SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO	2-352
COMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ	2-355
SERVICEONTARIO	2-357
SERVICES AUX CONSOMMATEURS	2-359
GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	2-361
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-347, 2-354, 2-358, 2-363
ÉTAT DES RECETTES	2-364

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
31 675 160	Administration du ministère	29 777 114	29 383 203
3 273 800	Diversité de la FPO	3 671 000	3 616 408
18 874 672	Information, protection de la vie privée et archives publiques	17 220 600	17 220 517
217 989 679	Services communs de l'Ontario	223 304 000	210 259 355
1 152 949	Commission de révision de la publicité	1 169 300	1 157 373
247 139 902	ServiceOntario	255 585 900	252 467 392
18 007 419	Services aux consommateurs	18 889 800	17 811 661
55 806 845	Groupeement pour l'integration des services gouvernementaux	52 301 300	52 299 857
593 920 426	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	601 919 014	584 215 766
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
2 605 520	Services communs de l'Ontario	2 663 800	0
0	Services aux consommateurs	3 501 000	3 500 000
1 862 389	Groupeement pour l'integration des services gouvernementaux	1 914 500	146 425
4 467 909	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	8 079 300	3 646 425
=====		=====	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
3 571 654	Information, protection de la vie privée et archives publiques	3 495 300	3 495 253
4 462 271	Services communs de l'Ontario	4 436 000	4 462 271
5 752 013	ServiceOntario	7 111 900	10 497 867
0	Services aux consommateurs	1 000	0
0	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	214 000	101 438
13 785 938	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	15 259 200	18 556 829
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Services communs de l'Ontario	9 632 000	7 594 183
1 176 928	ServiceOntario	6 708 600	233 083
0	Services aux consommateurs	1 000	0
2 681 112	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	6 389 000	5 855 739
3 858 040	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	22 730 600	13 683 005
=====		=====	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	29 381 000	332 100	29 713 100	Administration du ministère 29 313 176
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 53 777
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 250
	<u>29 445 014</u>	<u>332 100</u>	<u>29 777 114</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 29 383 203
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	(1 000)	0	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines et la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels et de développement organisationnel.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

**Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires	14 691 131		Services	934 143	
Avantages sociaux	2 182 574				943 143
Transports et communications.....	460 968				
Services	51 033 880		<i>Services de communication</i>		
Fournitures et matériel.....	183 548		Traitements et salaires	3 609 482	
	68 552 101		Avantages sociaux	703 285	
Moins : recouvrements	39 238 925		Transports et communications	159 831	
	29 313 176		Services	1 393 609	
			Fournitures et matériel	22 239	
					5 888 446
<i>Bureau principal</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires	2 968 871		Traitements et salaires	3 132 323	
Avantages sociaux	387 925		Avantages sociaux	496 943	
Transports et communications.....	114 847		Transports et communications	48 275	
Services	331 005		Services	561 500	
Fournitures et matériel.....	59 469		Fournitures et matériel	25 618	
		3 862 117			4 264 659
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	4 980 455		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux	594 421		Loi sur le Conseil exécutif		53 777
Transports et communications.....	87 909		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Services	41 055 330		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 250
Fournitures et matériel.....	36 311				70 027
Moins : recouvrements	39 238 925				
		7 515 501			
<i>Services juridiques</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Transports et communications.....	50 106		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		29 383 203
Services	6 758 293				
Fournitures et matériel.....	39 911				
		6 848 310			

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1808				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DIVERSITÉ DE LA FPO
10	3 810 800	(139 800)	3 671 000	Bureau de la diversité..... 3 616 408
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				OPÉRATIONNELS DE LA FPO 3 616 408
	3 810 800	(139 800)	3 671 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Bureau de la diversité de la FPO élabore des stratégies, des programmes et des outils au niveau de toute l'organisation afin de favoriser et de promouvoir une fonction publique diverse, inclusive et accessible. Son objectif est d'intégrer totalement l'inclusion à l'organisation.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

DIVERSITÉ DE LA FPO – CRÉDIT 1808

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de la diversité (Poste 10)		
Traitements et salaires	2 538 426	
Avantages sociaux	404 354	
Transports et communications.....	34 512	
Services	614 795	
Fournitures et matériel.....	24 321	

	3 616 408	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVERSITÉ DE LA FPO	3 616 408	
	=====	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1809				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES
7	17 555 800	(335 200)	17 220 600	Information, protection de la vie privée et Archives publiques..... 17 220 517
	17 555 800	(335 200)	17 220 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES 17 220 517
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES
8	3 706 000	(210 700)	3 495 300	Information, protection de la vie privée et Archives publiques..... 3 495 253
	3 706 000	(210 700)	3 495 300	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES 3 495 253
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Information, protection de la vie privée et Archives publiques fournit de l'orientation et des politiques gouvernementales sur les bonnes pratiques liées à la gestion des documents et de l'information, à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée. Elle collecte, préserve et promeut la mémoire documentaire de la province pour les générations actuelles et futures, et en facilite l'accès.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

**PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE
ET ARCHIVES PUBLIQUES – CRÉDIT 1809**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 7)		Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	8 286 064	Services	3 495 253
Avantages sociaux	1 294 826		-----
Transports et communications.....	853 575		
Services	13 901 262		3 495 253
Fournitures et matériel.....	155 635		-----
Paielements de transfert			
Subventions à l'appui des			
Archives publiques de l'Ontario.....	45 700		

	45 700		

	24 537 062		
Moins : Recouvrements	7 316 545		

	17 220 517		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES INFORMATION,		PROGRAMME DES INFORMATION,	
PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET		PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET	
ARCHIVES PUBLIQUES	17 220 517	ARCHIVES PUBLIQUES	3 495 253
	=====		=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO
5	212 614 800	(2 811 800)	209 803 000	Services communs de l'Ontario..... 205 868 489
				Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l' assurance
27	1 000		1 000	contre les accidents du travail 0
L	13 500 000		13 500 000	Loi sur les actions contre la Couronne 4 390 866
	226 115 800	(2 811 800)	223 304 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS
				DE L'ONTARIO..... 210 259 355
				=====
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
6	2 663 800		2 663 800	Services communs de l'Ontario..... 0
	2 663 800		2 663 800	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS
				DE L'ONTARIO..... 0
				=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
12	2,000	(2,000)	0	Services communs de l'Ontario..... 0
L	4 436 000		4 436 000	Amortissement – Services communs de l'Ontario, Loi sur l'administration financière 4 462 271
	4 438 000	(2 000)	4 436 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS
				DE L'ONTARIO..... 4 462 271
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
14	9 632 000		9 632 000	Services communs de l'Ontario..... 7 594 183
	9 632 000		9 632 000	TOTAL (BIEN IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS
				DE L'ONTARIO..... 7 594 183
				=====

Description du programme:

Les Services communs de l'Ontario offrent aux ministères et aux fonctionnaires un éventail de services administratifs touchant l'approvisionnement, les finances, les ressources humaines, la paie et les avantages sociaux ainsi que des services opérationnels de la FPO. Ils soutiennent également la transformation de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1812 CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ	
4	1 169 300		1 169 300	Comission de révision de la publicité 1 157 373
	<u>1 169 300</u>		<u>1 169 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME SERVICEONTARIO 1 157 373

Description du programme:

La Commission de révision de la publicité est désignée comme un service central obligatoire pour l'achat de publicité, les relations avec le public et les médias et les services de communications créatives au nom de la FPO. Cela garantit que les ministères et les organismes gouvernementaux acquièrent ces services de manière équitable, ouverte, transparente et accessible aux fournisseurs qualifiés.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ – CRÉDIT 1812

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Révision de la Publicité (Poste 4)	
Traitements et salaires	487 058
Avantages sociaux	51 888
Transports et communications.....	9 093
Services	598 789
Fournitures et matériel	10 545

	1 157 373

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME SERVICEONTARIO	1 157 373
	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1814				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME SERVICEONTARIO
1	239 477 800	10 806 100	250 283 900	ServiceOntario 249 454 920
L	5 001 000		5 001 000	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur</i> <i>l'enregistrement des droits immobiliers</i> 3 000 000
L	301 000		301 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 12 472
	<u>244 779 800</u>	<u>10 806 100</u>	<u>255 585 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME SERVICEONTARIO..... 252 467 392
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	2 000 000		2 000 000	ServiceOntario..... 1 900 727
L	5 111 900		5 111 900	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 8 597 140
	<u>7 111 900</u>		<u>7 111 900</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO..... 10 497 867
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
3	6 708 600		6 708 600	ServiceOntario..... 233 083
	<u>6 708 600</u>		<u>6 708 600</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO..... 233 083
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

ServiceOntario est pour les particuliers et les entreprises la voie d'accès aux services du gouvernement – carte Santé, conducteur et véhicule, permis d'activités de plein air (pêche et chasse), événements de la vie, enregistrement des biens fonciers et mobiliers personnels, service aux entreprises, information et réception des demandes.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAM SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

\$			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
ServiceOntario (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	111 206 503	Autres opérations	
Avantages sociaux	19 730 671	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	8 597 140
Transports et communications.....	15 595 538		8 597 140
Services	105 020 466		
Fournitures et matériel.....	11 871 903		
	263 425 081		
Moins : Recouvrements.....	13 970 161	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	249 454 920	PROGRAMME SERVICEONTARIO	10 497 867
			=====
Crédits législatifs		BIENS IMMOBILISÉS	
Autres opérations		ServiceOntario (Poste 3)	
Demandes d'indemnisation adressées à		Logiciels d'application de gestion – coûts	
la Caisse d'assurance des droits		relatifs aux immobilisations	233 083
immobiliers, <i>Loi sur l'enregistrement</i>			233 083
<i>des droits immobiliers</i>	3 000 000		
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>			
<i>L'administration financière</i>	12 742		
	3 012 472		
		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		PROGRAMME SERVICEONTARIO	233 083
PROGRAMME SERVICEONTARIO.....	252 467 392		=====
	=====		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
ServiceOntario (Poste 2)			
Services	1 900 727		
	1 900 727		

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1816				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS
1	15 692 600	3 195 200	18 887 800	Services aux consommateurs 17 881 661
L	2 000		2 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
	<u>15 694 600</u>	<u>3 195 200</u>	<u>18 889 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS 17 811 661
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	3 501 000		3 501 000	Services aux consommateurs 3 500 000
	<u>3 501 000</u>		<u>3 501 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS 3 500 000
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	(1 000)	0	Services aux consommateurs 0
S	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS 0
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
6	1 000		1 000	Services aux consommateurs 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

En tant qu'autorité de réglementation moderne, Protection du consommateur de l'Ontario (PCO) fournit des services directement et indirectement par l'entremise d'autorités administratives indépendantes dans les domaines de la protection des consommateurs, de la sécurité du public et du droit des entreprises. PCO mène la voie vers un marché équitable, protégé et bien informé par des mesures d'éducation, des partenariats, la législation et l'application de la loi.

non vérifié

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 1816

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

\$			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
Services aux consommateurs (Poste 1)		Services aux consommateurs (Poste 3)	
Traitements et salaires	10 193 012	Prêts et investissements	3 500 000
Avantages sociaux	1 420 021		-----
Transports et communications.....	442 234		3 500 000
Services	3 162 131		-----
Fournitures et matériel.....	121 923		
Paiements de transfert			
Subventions pour les services		TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) –	
aux consommateurs	2 562 340	PROGRAMME DES SERVICES	
	-----	AUX CONSOMMATEURS	3 500 000
	17 091 661		=====
Moins : Recouvrements	90 000		

	17 811 661		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES SERVICES			
AUX CONSOMMATEURS	17 811 611		
	=====		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1817				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				GROUPÉMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
1	53 529 500	(1 228 200)	52 301 300	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux.....
				52 299 858
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION
				DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ..
	53 529 500	(1 228 200)	52 301 300	52 299 858
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	1 914 500		1 914 500	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux.....
				146 425
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION
				DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX .
	1 914 500		1 914 500	146 425
	=====	=====	=====	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1817				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
3	3 000	(3 000)	0	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux..... 0
S	214 000		214 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 101 438
	217 000	(3 000)	214 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION
				DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX. 101 438
				=====
BIENS IMMOBILISES				
6	6 389 000		6 389 000	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux..... 5 855 739
	6 389 000		6 389 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISES)
	=====	=====	=====	– GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION
				DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX. 5 855 739
				=====

Description du programme:

Le groupement pour l'intégration des services gouvernementaux offre des conseils stratégiques et des solutions technologiques rentables au MSGSC et aux partenaires des ministères (Développement économique, Emploi et Infrastructure, Recherche et Innovation, Énergie et autres) dans leurs efforts pour atteindre les principaux objectifs opérationnels, pour moderniser et transformer les services gouvernementaux et pour réaliser des gains en efficience dans la prestation.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

non vérifié

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
GOVERNEMENT DU CANADA		
Travaux statistiques	32 986	64 939
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	2 433 901	2 407 440
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	50 667 456	47 622 071
Constitutions en sociétés	25 917 039	23 060 376
<i>Loi sur les statistiques de l'état civil</i>	19 345 252	18 906 789
<i>Loi sur les noms commerciaux</i>	9 247 139	8 025 679
Recherches et certificats	7 038 714	6 710 255
<i>Loi sur le mariage</i>	3 210 676	3 045 397
<i>Loi sur le changement de nom</i>	1 724 844	1 617 899
<i>Loi sur les sociétés en commandite</i>	781 210	738 609
Permis extraprovinciaux	137 698	114 252
<i>Loi sur l'administration financière</i> (frais pour chèques refusés)	17 500	4 895
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie</i>	12 601	0
Déclarations annuelles obligatoires	3 710	5 760
Enregistrement, <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	(221 682)	246 776
Autres	3 955 597	8 923 174
	-----	-----
	121 837 754	119 021 931
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS	3 035	19 450
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – Ventes	1 782 451	2 323 888
Autres	123 147	107 649
	-----	-----
	1 905 598	2 431 537
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 060 487	144 824
	-----	-----
DIVERS		
Intérêt	3 497	2 876
Autres	2 164 237	2 167 470
	-----	-----
	2 167 734	2 170 346
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	129 441 495	126 260 467
	=====	=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-376
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-377
TOURISME	2-379
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES	2-381
IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES	2-384
CULTURE	2-386
FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	2-388
CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS	2-390
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-378, 2-383
ÉTAT DES RECETTES	2-392

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
7 989 763	Administration du ministère	10 845 587	10 603 425
136 044 470	Tourisme	160 862 000	156 858 881
55 758 454	Sports, loisirs et programmes communautaires	66 368 000	64 352 871
247 422 185	Culture	246 419 100	245 706 134
115 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	90 001 000	90 000 000
596 569 068	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	578 513 700	578 513 645
145 857 408	Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains	-	-
1 304 641 348	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 153 009 387	1 146 034 956
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	4 000	0
0	Tourisme	670 500	0
0	Sports, loisirs, et communautaires	97 374 200	86 208 644
30 321 375	Immobilitisations touristiques et culturelles	49 154 500	40 000 586
0	Culture	2 000	0
419 330 400	Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains	-	-
0	Fondation Trillium de l'Ontario	25 000 000	25 000 000
449 651 775	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	172 205 200	151 209 230
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	2 000	0
9 661 356	Tourisme	34 521 000	11 644 795
0	Sports, loisirs, et communautaires	6 222 200	973 805
0	Culture	1 000	0
2 303 225	Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains	-	-
11 964 581	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	40 746 200	12 618 600
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	9 765 400	1 000 000	10 765 400	Administration du ministère..... 10 537 457
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	9 845 587	1 000 000	10 845 587	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	=====	=====	=====	DU MINISTÈRE..... 10 603 425
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	2 000		2 000	Administration du ministère..... 0
L	2 000		2 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	4 000		4 000	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	=====	=====	=====	DU MINISTÈRE..... 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	2 000		2 000	Administration du ministère..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	2 000		2 000	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	=====	=====	=====	DU MINISTÈRE..... 0
				=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère et il est aussi responsable de l'administration interne.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services juridiques</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Transports et communications	9 265	
Traitements et salaires	4 324 026		Services	2 107 109	
Avantages sociaux	758 676		Fournitures et matériel	48 177	
Transports et communications.....	113 288				2 164 551
Services	5 189 340				
Fournitures et matériel	152 127				
			Crédits législatifs		
	10 537 457		Traitements versés aux ministres en vertu		
			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
<i>Bureau principal</i>			Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Traitements et salaires	2 194 194		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
Avantages sociaux	273 523				65 968
Transports et communications.....	81 270				
Services	459 878		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Fournitures et matériel	18 441		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	10 603 425	
		3 027 306			
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires	2 129 833				
Avantages sociaux	485 152				
Transports et communications.....	22 752				
Services	393 542				
Fournitures et matériel	85 510				
		3 116 789			
<i>Technologie de l'information</i>					
Services	2 228 811				
		2 228 811			

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3802 PROGRAMME DU TOURISME				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	125 353 900	35 507 100	160 861 000	Tourisme 156 858 881
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>125 354 900</u>	<u>35 507 100</u>	<u>160 862 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TOURISME 156 858 881
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Tourisme 0
L	669 500		669 500	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>670 500</u>		<u>670 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TOURISME 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	34 521 000		34 521 000	Tourisme 11 644 795
	<u>34 521 000</u>		<u>34 521 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TOURISME 11 644 795
				=====

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler la compétitivité de l'industrie touristique de l'Ontario.

Le ministère travaille en collaboration avec les associations et partenaires touristiques pour développer et renforcer l'industrie touristique de la province et pour promouvoir l'Ontario dans le monde entier comme destination de choix offrant des activités toute l'année. En particulier, il soutient les treize organismes de tourisme régionaux et les festivals et autres manifestations dans toute la province, définit les possibilités de développement et d'investissements touristiques et offre de la recherche stratégique afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs.

Le ministère supervise les activités et les responsabilités de six organismes et deux attractions qui favorisent le tourisme, la croissance économique et la création d'emplois. Les attractions et les organismes à vocation touristique du ministère sont les intendants des lieux historiques, des espaces verts et des parcs dans les régions de tout l'Ontario, et offrent une large gamme de programmes d'éducation, de loisirs, de culture et de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3803				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES
1	57 667 000	8 700 000	66 367 000	Sports, loisirs et programmes communautaires
				64 169 380
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>
				183 491
	<u>57 668 000</u>	<u>8 700 000</u>	<u>66 368 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES
				COMMUNAUTAIRES
				64 352 871
				=====
CHARGES D'IMOBILISATIONS				
3	97 374 200		97 374 200	Sports, loisirs et programmes communautaires
				86 208 644
	<u>97 374 200</u>		<u>97 374 200</u>	TOTAL (CHARGES D'IMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES
				COMMUNAUTAIRES
				86 208 644
				=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3803 SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES				
BIENS IMMOBILISÉS				
2	6 222 200		6 222 200	Sports, loisirs et programmes communautaires 973 805
	6 222 200		6 222 200	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES
				COMMUNAUTAIRES 973 805
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Les programmes des sports et des loisirs et les programmes communautaires du ministère œuvrent à accroître la pratique des sports et l'activité physique en Ontario et à former des athlètes de haut niveau dont les réalisations sont une source d'inspiration pour les gens de tout l'Ontario et du Canada.

Le soutien du ministère au « sport amateur » est axé sur la participation, la formation et l'excellence d'athlètes de tous âges et de tous niveaux. Le ministère est par ailleurs déterminé à veiller à la concrétisation des retombées sportives des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisirs par les activités suivantes : financer des partenaires clés pour l'exécution de projets qui accroissent la pratique de l'activité physique, avec des soutiens ciblés vers la mobilisation des collectivités autochtones, et offrent des programmes après l'école aux enfants et aux jeunes; coordonner les intérêts provinciaux relatifs aux sentiers, aux parcs, aux espaces ouverts et aux ressources récréatives aquatiques.

Le ministère harmonise également son soutien aux programmes de loisirs et communautaires avec les objectifs et les priorités du Cadre stratégique 2015 pour le loisir au Canada.

En 2016-2017, les responsabilités du Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains visant à supprimer progressivement les activités provinciales relatives aux Jeux ont été transférées au programme Sports, loisirs et programmes communautaires.

À compter d'avril 2016, le programme Sports, loisirs et programmes communautaires assumera la responsabilité des sports de combat professionnels, qui englobe le Bureau du commissaire aux sports professionnels et la Loi sur le contrôle des sports de 1990..

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES – CRÉDIT 3803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMOBILISATIONS	
Sports, loisirs et programmes communautaires (Poste 1)			Sports, loisirs et programmes communautaires (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 699 715		Paiements de transfert	
Avantages sociaux	663 610		Infrastructure des jeux panaméricains	
Transports et communications.....	356 695		et parapanaméricains	86 208 644
Services	1 506 851			----- 86 208 644
Fournitures et matériel	232 594			----- 86 208 644
Paielements de transfert				-----
Sport et perfectionnement				
des athlètes	31 325 897			
Programmes pour les jeunes	13 294 993			
Fonds ontarien d'action				
communautaire pour les				
sports et les loisirs	7 309 785			
Programmes pour				
les Autochtones	4 779 240		TOTAL (CHARGES D'IMOBILISATIONS) –	
	-----	56 709 915	SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES	
		-----	COMMUNAUTAIRES	86 208 644
		64 169 380		=====

Crédits législatifs			BIENS IMMOBILISÉS	
Autres opérations			Sports, loisirs et programmes communautaires (Poste 2)	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>				
<i>L'administration financière.....</i>	183 491			

		183 491		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			Immeubles – coûts relatifs	
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES			aux immobilisations	973 805
COMMUNAUTAIRES	64 352 871			----- 973 805
	=====			----- 973 805

			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
			SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES	
			COMMUNAUTAIRES	973 805
				=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3804				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES
1	46 254 500	2 900 000	49 154 500	Immobilisations touristiques et culturelles 40 000 586
	46 254 500	2 900 000	49 154 500	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS
				TOURISTIQUES ET CULTURELLES 40 000 586
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme d'immobilisations touristiques et culturelles veille à la préservation et à la promotion des fonds investis par l'Ontario dans l'infrastructure touristique et culturelle. Le ministère finance la réparation et la réfection des immobilisations de 14 de ses 21 attractions et organismes culturels et touristiques. Ce financement permet aux organismes et attractions relevant du ministère d'entreprendre des réparations et des réfections de l'infrastructure existante (rénovations, aménagements requis par le Code du bâtiment, améliorations liées à la santé et la sécurité, conformité aux lois et règlements) afin de les aider à demeurer concurrentiels et à enrichir l'expérience vécue par les visiteurs. Le ministère gère également les investissements ponctuels dans les immobilisations.

En partenariat avec la Société d'exploitation de la Place de l'Ontario, le ministère continue de travailler à la revitalisation de la Place de l'Ontario.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services		4 250 632
Fournitures et matériel		588 636
Paiements de transfert		
Subventions pour le tourisme	6 976 162	
Réparations et rénovations		
des organismes touristiques.....	6 745 472	
Réparations et rénovations		
des organismes culturels.....	15 639 686	
Subventions pour la culture	5 799 998	
	-----	35 161 318

		40 000 586

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....		40 000 586
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3805				PROGRAMME DE LA CULTURE
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	245 318 100	1 100 000	246 418 100	Culture..... 245 706 134
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>245 319 100</u>	<u>1 100 000</u>	<u>246 419 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE LA CULTURE..... 245 706 134
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Programme de la culture 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE LA CULTURE..... 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Programme de la culture 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE LA CULTURE..... 0
				=====

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin d'optimiser leur contribution au bien-être social, culturel et économique de l'Ontario. Le ministère fournit du soutien et des conseils aux municipalités, aux Premières nations, aux comités municipaux du patrimoine et à d'autres groupes participant aux efforts de conservation et de protection du patrimoine ou à la planification culturelle.

Par des investissements stratégiques dans les industries de la culture faisant partie du groupement de la création et du divertissement, le ministère soutient l'innovation, encourage la création d'emplois hautement qualifiés et contribue au renforcement de l'avantage concurrentiel de l'Ontario dans l'économie du savoir.

non vérifié

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 3805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 114 204
Avantages sociaux		1 444 351
Transports et communications.....		127 598
Services		2 136 927
Fournitures et matériel		65 983
Paielements de transfert		
Musée des beaux		
-arts de l'Ontario	21 072 400	
Soutien au secteur des arts	4 613 465	
Soutien au secteur du patrimoine	6 044 885	
Soutien au secteur		
des bibliothèques	28 870 511	
Collection McMichael		
d'art canadien	3 328 800	
Conseil des arts de l'Ontario.....	59 937 400	
Fiducie du patrimoine ontarien.....	4 094 700	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Nord.....	1 579 201	
Société de développement		
de l'industrie des		
médias de l'Ontario	28 150 300	
Fonds ontarien de promotion		
de la musique	15 000 000	
Centre des sciences de l'Ontario.	19 364 100	
Jardins botaniques royaux	4 036 000	
Musée royal de l'Ontario	27 750 609	
Science Nord.....	6 828 900	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Sud	3 145 800	
	-----	232 817 071

		245 706 134

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA CULTURE		245 706 134
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3806				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO
1	90 001 000		90 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario 90 000 000
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	90 001 000		90 001 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE LA FONDATION
				TRILLIUM DE L'ONTARIO 90 000 000
				=====

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

2	25 000 000		25 000 000	Ontario 150 25 000 000
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	25 000 000		25 000 000	TOTAL (CHARGES D'IMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE LA FONDATION
				TRILLIUM DE L'ONTARIO 25 000 000
				=====

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Elle aide à bâtir des communautés saines et dynamiques par un soutien financier aux organismes de bienfaisance à but non lucratif dans les domaines des arts et de la culture, des sports et des loisirs, de l'environnement et des services humains et sociaux.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3806
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario.....	90 000 000

	90 000 000

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE LA FONDATION	
TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	90 000 000
	=====
CHARGES D'IMOBILISATIONS	
Ontario 150 (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Ontario 150.....	25 000 000

	25 000 000

TOTAL (CHARGES D'IMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DE LA FONDATION	
TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	25 000 000
	=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3808				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS
1	414 042 500	164 471 200	578 513 700	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels..... 578 513 645
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT
				DE L'ONTARIO POUR LES
				MÉDIAS CULTURELS..... 578 513 645
	414 042 500	164 471 200	578 513 700	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Cinq crédits d'impôt pour entreprises visant à soutenir la production de films, de programmes télévisuels, d'animation, de livres et de contenu interactif numérique par les producteurs admissibles de l'Ontario.

L'Agence du revenu du Canada administre le programme au nom de l'Ontario par l'entremise du système d'imposition fédéral.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS – CRÉDIT 3808

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition	3 990 684	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques	49 752 496	
Crédits d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne	168 827 276	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques	103 815 200	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les services de production	251 554 900	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore	573 089	
	-----	578 513 645

		578 513 645

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS		578 513 645
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral..	912 228	4 117 311
	<u>912 228</u>	<u>4 117 311</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	<u>10 919</u>	<u>0</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Parcs historiques de la Huronia	0	675 550
Autre	122 328	0
Vieux Fort William	647 286	838 061
	<u>769 614</u>	<u>1 513 611</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations.....	71 195 729	0
Parcs historiques de la Huronia	857 473	0
Vieux Fort William	326 586	119 687
	<u>72 379 788</u>	<u>119 687</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>704 892</u>	<u>229 647</u>
DIVERS.....	<u>6 580 219</u>	<u>17 437</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>81 357 660</u>	<u>5 997 693</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-394
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-395
POLITIQUES ET PLANIFICATION	2-398
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE.....	2-400
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....	2-403
GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS	2-408
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-396, 2-397, 2-402, 2-407
ÉTAT DES RECETTES	2-410

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016		2016 – 2017	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
44 693 519	Administration du ministère	48 395 214	45 277 199
314 081 034	Politiques et planification	350 944 100	335 103 426
108 792 828	Sécurité des usagers de la route	111 855 500	110 725 906
414 675 783	Gestion des routes provinciales	448 872 500	447 812 164
54 711 971	Groupement du travail et des transports	62 280 700	62 093 670
936 955 135	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 022 348 014	1 001 012 365
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement du travail et des transports	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	5 000	0
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
454 975	Administration du ministère	1 318 400	417 310
2 860 735 544	Politiques et planification	4 359 423 400	2 853 743 501
3 118 843	Sécurité des usagers de la route	11 570 900	9 239 311
813 938 535	Gestion des routes provinciales	929 787 200	927 241 593
3 678 247 897	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	5 302 099 900	3 790 641 715
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
10 150 819	Administration du ministère	19 546 100	15 845 523
41 112 037	Sécurité des usagers de la route	32 860 300	29 514 929
2 209 664 875	Gestion des routes provinciales	1 987 083 800	1 820 296 666
2 260 927 731	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	2 039 490 200	1 865 657 118
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	45 830 200	2 500 000	48 330 200	Soutien opérationnel 45 211 648
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 250
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>45 895 214</u>	<u>2 500 000</u>	<u>48 395 214</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 45 277 199
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Soutien opérationnel 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 317 400		1 317 400	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 417 310
	<u>1 318 400</u>		<u>1 318 400</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 417 310
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
3	19 546 100		19 546 100	Administration du ministère 15 845 523
	<u>19 546 100</u>		<u>19 546 100</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 15 845 523
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre de l'orientation et aide le ministère dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels. De l'apport de connaissances spécialisées sur la gestion des dépenses à l'appui fourni au ministère dans l'optimisation de ses ressources humaines, ce programme donne au ministère le soutien professionnel nécessaire à la réalisation de ses objectifs généraux.

Le programme fournit un éventail complet de services, notamment dans les domaines suivants : ressources financières et humaines, gestion et planification, contrôle financier, approvisionnement, communications, gestion des installations, planification de l'accessibilité et de la diversité, gestion des situations d'urgence, services d'information aux voyageurs et autres fonctions ministérielles. Il administre également le parc de véhicules du gouvernement au nom de l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Soutien opérationnel (Poste 1)			Traitements et salaires	3 318 275	
Traitements et salaires	18 710 434		Avantages sociaux	429 687	
Avantages sociaux	2 800 705		Transports et communications	48 690	
Transports et communications	1 688 626		Services	457 618	
Services	33 428 703		Fournitures et matériel	28 289	
Fournitures et matériel	10 544 306				4 282 559
	67 172 774		<i>Ressources humaines</i>		
Moins : Recouvrements	21 961 126		Traitements et salaires	3 038 853	
	45 211 648		Avantages sociaux	450 322	
			Transports et communications	55 945	
			Services	747 681	
			Fournitures et matériel	69 099	
					4 361 900
<i>Bureau principal</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires	1 815 043		Services	1 489 117	
Avantages sociaux	255 837				1 489 117
Transports et communications	64 484		<i>Services juridiques</i>		
Services	47 936		Transports et communications	25 686	
Fournitures et matériel	25 610		Services	2 458 128	
	2 208 910		Fournitures et matériel	32 519	
				2 428 410	
<i>Services financiers et administratifs</i>			Moins : Recouvrements	87 923	
Traitements et salaires	4 291 683				2 516 333
Avantages sociaux	694 966		<i>Crédits législatifs</i>		
Transports et communications	116 113		Traitement versé au ministre en vertu		
Services	42 461		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Fournitures et matériel	200 232		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
	5 345 455		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 250
					65 551
<i>Installations et services opérationnels</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	6 246 580		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
Avantages sociaux	969 893				45 277 199
Transports et communications	1 377 708				
Services	28 273 685				
Fournitures et matériel	10 188 557				
	47 056 423				
Moins : Recouvrements	22 049 049				
	25 007 374				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	16 851 246
Moins : Recouvrements.....	16 433 936
	<u>417 310</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	417 310 =====
 BIENS IMMOBILISÉS	
Administration du ministère (Poste 3)	
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations	15 845 523
	<u>15 845 523</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	15 845 523 =====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702	PROGRAMME DES POLITIQUES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	ET DE LA PLANIFICATION			
1	35 954 100	2 000 000	37 954 100	Politiques et planification..... 35 223 359
2	272 088 000	40 900 000	312 988 000	Transports urbains et régionaux..... 299 880 067
L	1 000		1 000	Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux transports en commun</i> 0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	308 044 100	42 900 000	350 944 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES POLITIQUES
				ET DE LA PLANIFICATION..... 335 103 426
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux..... 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES POLITIQUES
				ET DE LA PLANIFICATION..... 0
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	4 813 889 400	(454 466 000)	4 359 423 400	Transports urbains et régionaux..... 2 853 743 501
	4 813 889 400	(454 466 000)	4 359 423 400	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DES POLITIQUES
				ET DE LA PLANIFICATION..... 2 853 743 501
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme des politiques et de la planification a la responsabilité d'établir les intérêts stratégiques à long terme de la province relativement aux réseaux de transport de l'Ontario, y compris pour le transport en commun. De plus, il élabore et met en œuvre les politiques, plans, programmes et investissements nécessaires pour que ses intérêts se concrétisent.

Le Programme dirige l'analyse économique et la recherche stratégique pour soutenir la circulation durable et efficiente des biens et des personnes dans tout le réseau de transport multimodal de l'Ontario. Il soutient Faire progresser l'Ontario, une initiative gouvernementale essentielle pour améliorer les infrastructures primordiales du transport en commun, des transports et autres en Ontario, et est également responsable de gérer les relations de la province avec des organismes de la Couronne comme Metrolinx, qui inclut le Réseau GO et Presto.

De plus, le Programme s'attache à faire avancer les priorités et les intérêts de l'Ontario en matière de transport par l'établissement de liens solides avec le gouvernement fédéral, d'autres provinces, les municipalités et les collectivités autochtones.

Nota : Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées au poste Transports urbains et régionaux comprennent des recouvrements de 129 634 468 \$ du Fonds Trillium.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Politiques et planification (Poste 1)			Transports urbains et régionaux (Poste 3)		
Traitements et salaires	17 598 450		Paiements de transfert		
Avantages sociaux	2 519 666		Transports en commun.....	2 957 681 644	
Transports et communications.....	413 465		Infrastructure municipale		
Services	14 447 608		relative à la navigation.....	2 000 000	
Fournitures et matériel	253 170		Infrastructure de recharge		
			publique pour		
			véhicules électriques	19 845 123	
			Programme ontarien pour le		
			réseau d'infrastructure		
			cyclable	3 851 202	
					2 983 377 969
			Moins : Recouvrements.....		129 634 468
					2 853 743 501
Transports urbains et régionaux (Poste 2)					
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Subventions de fonctionnement			PROGRAMME DES POLITIQUES		
de Metrolinx	262 833 552		ET DE LA PLANIFICATION	2 853 743 501	
Programme d'encouragement pour					
les véhicules électriques					
et les infrastructures	36 320 058				
Subventions pour la participation					
et la sensibilisation.....	612 158				
Pan/ parapanaméricains					
Des jeux.....	114 299				
		299 880 067			
		299 880 067			
Crédits législatifs					
Paiements de transfert					
Financement des transports en commun					
municipaux, <i>Loi de 2015 réservant des</i>					
<i>fonds aux transports en commun</i>		331 766 988			
Moins : Recouvrements.....		331 766 988			
		0			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DES POLITIQUES					
ET DE LA PLANIFICATION	335 103 426				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2703				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE
1	112 555 500	(1 000 000)	111 555 500	Sécurité des usagers de la route..... 110 725 906
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
	112 855 500	(1 000 000)	111 855 500	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
				DES USAGERS DE LA ROUTE 110 725 906
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route..... 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
				DES USAGERS DE LA ROUTE 0
				=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2703				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE
4	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route..... 0
L	11 569 900		11 569 900	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 9 239 311
	<u>11 570 900</u>	<u></u>	<u>11 570 900</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	– PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 9 239 311
				<u>=====</u>

BIENS IMMOBILISÉS

3	32 860 300		32 860 300	Sécurité des usagers de la route..... 29 514 929
	<u>32 860 300</u>	<u></u>	<u>32 860 300</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	– PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 29 514 929
				<u>=====</u>

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore et met en œuvre des stratégies destinées à renforcer la sécurité routière et la circulation par la promotion d'un comportement sécuritaire et responsable des conducteurs et de la sécurité des véhicules.

L'Ontario a un excellent bilan à long terme en matière de sécurité routière et est l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord année après année. Le Programme de la sécurité des usagers de la route du ministère des Transports collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) avec d'autres administrations au Canada et aux États-Unis pour élaborer, promouvoir et évaluer des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (partenaires chargés de l'application de la loi, groupes communautaires, organismes voués à la sécurité, milieu médical, établissements de recherche et chercheurs de renommée internationale, bureaux de santé publique, professionnels de la prévention des blessures, industrie des assurances, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes, lois et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs commerciaux et les véhicules automobiles; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; gérer et exécuter les programmes d'amélioration de la conduite et de sécurité des véhicules commerciaux; réaliser des recherches de pointe pour alimenter l'élaboration de politiques et orienter les campagnes d'éducation du public et de sécurité routière; renforcer la sensibilisation du public et promouvoir la sécurité routière par la réflexion et le changement des comportements chez les usagers de la route; gérer les revenus tirés de la délivrance des permis de conduire et de l'immatriculation des véhicules; se centrer sur la clientèle en créant des produits et services plus rapides, plus intelligents et plus efficaces; gérer et protéger les renseignements personnels et l'identité. Le programme soutient aussi l'exécution de programmes d'autres ministères.

Le programme établit des politiques et des normes et encadre la prestation des services de délivrance des permis de conduire, d'immatriculation des véhicules et autres fournis par notre administration et nos partenaires du secteur privé.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires	62 154 811		Autres opérations	
Avantages sociaux	10 300 707		Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière...</i>	9 239 311
Transports et communications.....	2 264 376			9 239 311
Services	41 498 471			
Fournitures et matériel	1 236 195			
Paielements de transfert				
Subventions pour la				
sécurité publique.....	700 451			
Subventions de recherche	160 000			
		860 451		
		118 315 011		
Moins : Recouvrements.....		7 589 105		
		110 725 906		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ				
DES USAGERS DE LA ROUTE		110 725 906		
		=====		
			BIENS IMMOBILISÉS	
			Sécurité des usagers de la route (Poste 3)	
			Logiciels d'application de	
			gestion – traitements et salaires.....	23 302 957
			Logiciels d'application de	
			gestion – avantages sociaux.....	5 489 533
			Logiciels d'application de	
			gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	722 439
				29 514 929
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
			PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ	
			DES USAGERS DE LA ROUTE.....	29 514 929
				=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	448 871 500		448 871 500	Opérations et entretien..... 447 812 164
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	448 872 500		448 872 500	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DE GESTION
				DES ROUTES PROVINCIALES 447 812 164
				<u>=====</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DE GESTION
				DES ROUTES PROVINCIALES 0
				<u>=====</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES
2	121 893 600	(35 500 000)	86 393 600	Génie des transports et construction..... 75 624 193
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours..... 0
6	1 000		1 000	Assainissement de l'environnement..... 0
L	843 391 600		843 391 600	Amortissement, Génie et construction, <i>Loi sur l'administration financière</i> 851 617 400
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	965 287 200	(35 500 000)	929 787 200	- PROGRAMME DE GESTION
	=====	=====	=====	DES ROUTES PROVINCIALES 927 241 593
				=====

BIENS IMMOBILISÉS

3	2 064 623 800	(77 540 000)	1 987 083 800	Infrastructure de transport – actifs..... 1 820 296 666
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	2 064 623 800	(77 540 000)	1 987 083 800	- PROGRAMME DE GESTION
	=====	=====	=====	DES ROUTES PROVINCIALES 1 820 296 666
				=====

Description du programme:

Le programme de gestion des routes provinciales supervise le réseau routier de la province et les services de transport connexes. Des stratégies de gestion des programmes sont élaborées et mises en œuvre pour optimiser l'efficacité des investissements dans cette infrastructure.

Le réseau routier provincial permet la circulation des personnes et des marchandises, et fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Le programme réalise ces activités en recourant aux ressources internes, à des partenariats et à des fournisseurs de services du secteur privé.

Les activités comprennent notamment les évaluations environnementales, la planification des investissements, la conception et le génie, l'acquisition de propriétés, la réfection et le renouvellement des immobilisations, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats, la gestion des couloirs (p. ex., la gestion de l'aménagement aux abords des routes) et l'entretien en été et en hiver (p. ex., le nivellement des accotements, le déneigement et le déverglacage) pour le réseau routier de la province. Le programme est aussi responsable des aéroports éloignés dans tout le Nord de l'Ontario, des services de traversiers à divers endroits partout dans la province, des subventions routières visant les Premières nations, de l'apport d'améliorations routières dans les communautés non enregistrées, des aires de service autoroutières et de la production de la carte routière de l'Ontario.

Le programme élabore des politiques et des directives et fixe les normes d'entretien, de conception, d'utilisation des matériaux, de planification des investissements et de construction pour les routes et les ponts.

Nota : Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées au poste Génie des transports et construction comprennent des recouvrements de 9 752 259 \$ du Fonds Trillium.

Nota : Les recouvrements dans le cadre des biens immobilisés liés au poste Infrastructure de transport – actifs comprennent des recouvrements de 5 141 973 \$ du Fonds Trillium.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

\$			\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>	
Opérations et entretien (Poste 1)				
Traitements et salaires	68 960 863		Traitements et salaires	4 256 950
Avantages sociaux	13 332 246		Avantages sociaux	631 793
Transports et communications	4 967 286		Transports et communications	857 326
Services	359 171 638		Services	3 844 229
Fournitures et matériel	37 132 401		Fournitures et matériel	2 364 345
Paiements de transfert				
Paiements tenant lieu				
d'impôt aux municipalités	6 190 623			11 954 643
Traversiers municipaux	3 863 611		Moins : Recouvrements	115 932
		10 054 234		11 838 711
		493 618 668		
Moins : Recouvrements		45 806 504		
		447 812 164		
<i>Exploitation et entretien des routes</i>				
Traitements et salaires	64 703 913			
Avantages sociaux	12 700 453			
Transports et communications	4 109 960			
Services	355 327 409			
Fournitures et matériel	34 768 056			
Paiements de transfert				
Paiements tenant lieu				
d'impôt aux				
municipalités	6 190 623			
Traversiers				
municipaux	3 863 611			
		10 054 234		
		481 664 025		
Moins : Recouvrements		45 690 572		
		435 973 453		
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES	
			447 812 164	
			=====	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
Génie des transports et construction (Poste 2)					
Traitements et salaires		380 806			
Avantages sociaux		103 586			
Transports et communications		25 475			
Services		1 560 412			
Fournitures et matériel		21 911			
Paielements de transfert					
Routes et cession immobilière ..	40 175 265				
Projets municipaux liés					
à l'autoroute 407	1 940 896				
Routes de raccordement	19 572 103				
Premières nations	2 632 903				
Fonds de transition	400 168				
		64 721 335			
Autres opérations		18 562 927			
		85 376 452			
Moins : Recouvrements		9 752 259			
		75 624 193			
Paielements de transfert et autres dépenses pour les routes					
Services		585 458			
Paielements de transfert					
Routes et cession immobilière ..	40 175 265				
Projets municipaux liés					
à l'autoroute 407	1 940 896				
Routes de raccordement	19 572 103				
Premières nations	2 632 903				
Fonds de transition	400 168				
		64 721 335			
Autres opérations		18 562 927			
		83 284 262			
Moins : Recouvrements		9 752 259			
		74 117 461			
Transport aérien dans les régions éloignées					
Transports et communications	2 970				
Services	569 508				
Fournitures et matériel	4 956				
		577 434			
Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor					
Traitements et salaires		380 806			
Avantages sociaux		103 586			
Transports et communications		22 505			
Services		405 446			
Fournitures et matériel		16 955			
				929 298	
Travaux routiers en cours (Poste 4)					
Traitements et salaires		82 924 195			
Avantages sociaux		13 204 464			
Transports et communications		2 029 275			
Services		15 035 037			
Fournitures et matériel		953 361			
				114 146 332	
Moins : Recouvrements				114 146 332	
				0	
Travaux routiers en cours					
Traitements et salaires		82 553 763			
Avantages sociaux		13 140 232			
Transports et communications		2 008 772			
Services		14 984 594			
Fournitures et matériel		947 192			
		113 634 503			
Moins : Recouvrements		113 634 503			
				0	

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

non vérifié

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2705				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS
1	61 347 000	835 200	62 182 200	Services d'information et de technologie de l'information 62 022 135
3	97 500		97 500	Recouvrements d'autres ministères 71 535
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	61 445 500	835 200	62 280 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- GROUPEMENT DU TRAVAIL
				ET DES TRANSPORTS..... 62 093 670
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Information et technologie de l'information 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- GROUPEMENT DU TRAVAIL
				ET DES TRANSPORTS..... 0
				=====

Description du programme :

Le Groupement du travail et des transports offre aux ministères du Travail et des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI). Le Groupement est également le fournisseur central de solutions technologiques .NET dans toute la fonction publique de l'Ontario.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser certains volets de leur mandat en soutenant une gestion efficace de leurs ressources en ITI. De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI de manière à en optimiser la valeur et à aider les ministères à préserver de manière socialement responsable la confiance du public.

En soutenant la modernisation des pratiques des ministères en matière d'information, le Groupement du travail et des transports améliore la prestation des programmes, génère de nouveaux débouchés et améliore le service à la clientèle.

non vérifié

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	28 420 250
Avantages sociaux	3 780 063
Transports et communications.....	556 958
Services	62 959 349
Fournitures et matériel	590 209

	96 306 829
Moins : Recouvrements.....	34 284 694

	62 022 135

Recouvrements d'autres ministères (Poste 3)	
Traitements et salaires	946 244
Avantages sociaux	99 042
Transports et communications.....	8 919
Services	5 422 221
Fournitures et matériel	497

	6 476 923
Moins : Recouvrements.....	6 405 388

	71 535

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS	62 093 670
	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017	2016
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds Chantiers Canada	15 754 150	13 843 740
Fonds pour l'infrastructure frontalière	8 089 628	8 215 159
Programme stratégique d'infrastructures routières	6 720 142	6 720 142
Autres Infrastructure	2 869 736	1 948 587
Fonds de stimulation de l'infrastructure	2 451 853	2 451 853
Validations des véhicules de défense	2 197 125	1 143 971
Code nationale de sécurité	1 098 184	1 148 282
Autres	27 772 187	8 330 531
	<u>66 953 005</u>	<u>43 802 265</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	<u>3 600</u>	<u>3 600</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	1 726 640 988	1 564 758 627
Frais pour chèques refusés	9 275	16 760
Autres	15 172 958	11 497 740
	<u>1 741 823 221</u>	<u>1 576 273 127</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution	<u>3 110 387</u>	<u>733 921</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Immobilisations	42 357 650	18 843 400
Ventes et locations – Fonctionnement	7 815 626	11 329 730
	<u>50 173 276</u>	<u>30 173 130</u>
REDEVANCES	<u>13 642</u>	<u>12</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>20 578 405</u>	<u>13 806 631</u>
DIVERS		
Pénalités – intérêt	47 845	26 816
Autres	237 921	503 372
	<u>285 766</u>	<u>530 188</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>1 882 941 302</u>	<u>1 665 322 874</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2016 – 2017

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-406
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-407
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	2-410
RELATIONS DE TRAVAIL	2-412
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	2-414
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	2-417
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-3408
ÉTAT DES RECETTES	2-419

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

2015 – 2016 Dépenses réelles		2016 – 2017	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$	PROGRAMMES	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 575 077	Administration du ministère	21 311 414	21 074 217
3 403 717	Commission de l'équité salariale	3 322 300	3 202 515
22 459 718	Relations de travail	24 544 000	23 672 537
216 930 279	Santé et sécurité au travail	220 256 500	219 594 870
39 850 839	Droits et responsabilités en matière d'emploi	39 789 000	39 609 694
303 219 630 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	309 223 214 =====	307 153 833 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
220 000	Administration du ministère	652 000	649 963
646 233	Santé et sécurité au travail	492 000	490 000
866 233 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 144 000 =====	1 139 963 =====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Santé et sécurité au travail	1 000	0
0 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	2 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1601 PROGRAMME D'ADMINISTRATION				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			DU MINISTÈRE	
1	21 013 700	232 700	21 246 400	Administration du ministère 20 989 470
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 334
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 2 112
	<u>21 078 714</u>	<u>232 700</u>	<u>21 311 414</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 21 074 217
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	651 000		651 000	Administration du ministère 649 963
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>652 000</u>	<u></u>	<u>652 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 649 963
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>	<u></u>	<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
				=====

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires	8 138 829		Traitements et salaires	2 657 213	
Avantages sociaux	1 163 671		Avantages sociaux	395 367	
Transports et communications.....	449 403		Transports et communications	90 733	
Services	11 121 207		Services	709 562	
Fournitures et matériel	116 360		Fournitures et matériel	24 075	
	-----			-----	3 876 950
	20 989 470				-----

<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires	1 969 796		Transports et communications	225 250	
Avantages sociaux	302 930		Services	6 810 839	
Transports et communications.....	61 371		Fournitures et matériel	49 634	
Services	1 935 070			-----	7 085 723
Fournitures et matériel	20 986				-----

	4 290 153				

			<i>Services de vérification</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Services	342 000	
Traitements et salaires	1 358 424			-----	342 000
Avantages sociaux	167 886				-----
Transports et communications.....	28 443				
Services	605 438				
Fournitures et matériel	3 871				

	2 164 062				

			<i>Systèmes informatiques</i>		
<i>Services ministériels</i>			Services	180 921	
Traitements et salaires	1 102 302			-----	180 921
Avantages sociaux	137 568				-----
Transports et communications.....	12 971				
Services	291 894				
Fournitures et matériel	1 557				

	1 546 292				

			<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Activités stratégiques des ressources humaines</i>			Traitement versé au ministre en vertu		
Traitements et salaires	1 051 094		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Avantages sociaux	159 920		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Transports et communications.....	30 635		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		33 334
Services	245 483		Autres opérations		
Fournitures et matériel	16 237		Créances irrécouvrables, Loi sur		
	-----		l'administration financière		2 112
	1 503 369				-----
	-----				84 747

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		21 074 217
					=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 3)	
Autres opérations	649 963

	649 963

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	649 963
	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1602				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
1	3 099 700	(100 700)	2 999 000	Bureau de l'équité salariale..... 2 931 833
2	498 300	(175 000)	323 300	Tribunal de l'équité salariale..... 270 682
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE LA COMMISSION
				DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 3 202 515
	3 598 000	(275 700)	3 322 300	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le mandat du Bureau de l'équité salariale (BES) consiste à administrer et appliquer la Loi sur l'équité salariale de l'Ontario, dont l'objet est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau fournit de la formation et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la Loi sur l'équité salariale.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 030 872
Avantages sociaux	264 410
Transports et communications.....	46 914
Services	515 041
Fournitures et matériel	28 819
Paielements de transfert	
Paieement de transfert relatif à la disparité salariale entre les sexes.....	45 777
	<u>2 931 833</u>
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires	173 537
Avantages sociaux	14 477
Transports et communications.....	8 224
Services	73 852
Fournitures et matériel	592
	<u>270 682</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	<u>3 202 515</u>

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	7 709 369
Avantages sociaux	1 054 149
Transports et communications.....	304 694
Services	3 757 684
Fournitures et matériel	67 418
	<u>12 893 314</u>
Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires	422 863
Avantages sociaux	69 371
Transports et communications.....	92 188
Services	1 786 902
Fournitures et matériel	3 968
	<u>2 375 292</u>
Moins : Recouvrements.....	1 055 357
	<u>1 319 935</u>
Services de règlement des différends (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 653 562
Avantages sociaux	805 688
Transports et communications.....	435 786
Services	2 515 520
Fournitures et matériel	48 732
	<u>9 459 288</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES	
RELATIONS DE TRAVAIL.....	23 672 537
	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
1	89 930 900	(979 800)	88 951 100	Santé et sécurité au travail..... 88 502 154
				Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail 605 300
2	606 300		606 300	
3	11 401 900	(52 800)	11 349 100	Bureau des conseillers des travailleurs 11 319 063
4	3 825 500	(150 800)	3 674 700	Bureau des conseillers des employeurs..... 3 604 602
7	115 457 400	217 900	115 675 300	Bureau de la prévention 115 563 751
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE SANTÉ
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 219 594 870
	221 222 000	(965 500)	220 256 500	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
6	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail 0
8	490 000		490 000	Bureau de la prévention – Immobilisations..... 490 000
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE SANTÉ
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 490 000
	492 000		492 000	
	=====	=====	=====	=====

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
5	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail.....
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE SANTÉ
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
	1 000		1 000	

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Santé et sécurité au travail (Poste 1)			Bureau de la prévention (Poste 7)		
Traitements et salaires	58 333 282		Traitements et salaires	7 289 873	
Avantages sociaux	8 671 645		Avantages sociaux	1 169 744	
Transports et communications.....	3 270 107		Transports et communications	243 093	
Services	16 988 579		Services	3 881 022	
Fournitures et matériel	948 541		Fournitures et matériel	84 004	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Subventions à l'Institut de			Associations en santé		
radioprotection du Canada	40 000		et sécurité	91 523 394	
Subventions pour la promotion de			Recherche en matière		
l'amélioration des pratiques			de prévention	7 454 229	
de santé et sécurité	250 000		Subventions aux programmes		
			de prévention	3 918 392	
		290 000			102 896 015
		88 502 154			115 563 751
Administration du Programme de consultation			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
portant sur la sécurité professionnelle et			PROGRAMME DE SANTÉ		
l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)			ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	219 594 870	
					=====
Traitements et salaires	505 200		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Avantages sociaux	75 900				
Transports et communications.....	8 200		Bureau de la prévention – Immobilisations (Poste 8)		
Services	5 600				
Fournitures et matériel	10 400		Paiements de transfert		
		605 300	Associations en santé et sécurité		
			– Immobilisations		
					490 000
					490 000
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Traitements et salaires	7 302 429		PROGRAMME DE SANTÉ		
Avantages sociaux	2 160 684		ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	490 000	
Transports et communications.....	270 813				=====
Services	1 516 116				
Fournitures et matériel	69 021				
		11 319 063			
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)					
Traitements et salaires	2 469 537				
Avantages sociaux	700 536				
Transports et communications.....	100 994				
Services	316 417				
Fournitures et matériel	17 118				
		3 604 602			

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI
1	39 157 900	631 100	39 789 000	Normes d'emploi 39 609 694
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES DROITS
				ET RESPONSABILITÉS EN
				MATIÈRE D'EMPLOI 39 609 694
	39 157 900	631 100	39 789 000	39 609 694
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>

Description du programme:

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la Loi de 2000 sur les normes d'emploi et de ses règlements, ainsi que de la Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi et de la Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Normes d'emploi (Poste 1)	
Traitements et salaires	24 688 879
Avantages sociaux	3 927 909
Transports et communications.....	1 133 596
Services	9 655 128
Fournitures et matériel	204 182

	39 609 694

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	39 609 694
	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	10 258	29 992
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
<i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i> - CSPAAT	212 816 153	211 383 345
<i>Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents</i> du travail – CSPAAT	15 528 965	15 405 116
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	1 115 185	1 079 414
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur...	212 288	220 993
Programme de protection des salaires des employés	10	75 604
Recouvrement auprès des clients des coûts de médiation pour des griefs (services de règlement des différends)	77 046	70 534
	-----	-----
	229 749 647	228 235 006
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Laboratoire de manipulation de matériaux	650 890	472 590
Demande de renseignements – <i>Loi sur l'accès à l'information</i> <i>et la protection de la vie privée</i>	7 328	12 291
Application de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>	4 318	4 843
Programme de perfectionnement des arbitres	450	100
Programme de solutions interactives	0	75 446
	-----	-----
	662 986	565 270
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS		
<i>Loi sur les normes d'emploi</i> – Frais administratifs (Ordonnance de versement)	395 665	240 204
Pénalité monétaire (Avis de contravention)	77 714	38 575
Amendes et pénalités – Amendes administratives	0	8 447
	-----	-----
	473 379	287 226
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Publications, imprimés, photocopies etc.	45 094	45 633
Abonnements	8 805	10 200
	-----	-----
	53 899	55 833
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	118 220	73 546
	-----	-----
ROYALTIES		
Droits d'auteur	0	31 574
	-----	-----

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction.....	481 237	480 250
Autres.....	249 713	221 006
	-----	-----
	730 950	701 256
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	231 799 339	229 979 703
	=====	=====

FONDS TRILLIUM

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

Autorisation de dépenser disponible le 1 ^{er} avril 2016	1 350 983 100
Charges d'immobilisations	250 227 012
Charges de fonctionnement	0
Immobilisations	11 291 973
Actifs de fonctionnement	0
Transferts vers le/du fonds d'administration générale *	3 960 096 547
Autorisation de dépenser disponible le 31 mars 2017	5 049 560 742

1. Un compte à fin désignée s'entend d'un compte du Trésor à l'égard duquel l'autorisation de financer des coûts se trouve dans une loi autre que la *Loi de crédits*.
2. Les charges et les investissements dans des actifs à partir du Fonds Trillium sont pris en compte dans les états du ministère des Finances.

*** Fonds Trillium –
Sommaire des transferts – Fonds d'administration générale**

Produit de disposition désigné de la vente d'actions de Hydro One (Règl. de l'Ont. 295/16)	1 321 584 608\$
Avantage non pécuniaire de la vente d'actions de Hydro One (Règl. de l'Ont. 295/16)	2 392 296 614\$
Produit de disposition désigné de la vente d'actifs de la LCBO (Règl. de l'Ont. 330/16)	246 215 325\$

3 960 096 547\$

Section 3

Annexe – Dette

(non vérifié)

DETTE À LONG TERME**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017**

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-12 à 3-35 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

CPP821	3,30	8 octobre 2037	60 522 000
CPP820	2,64	3 octobre 2038	31 374 000

			91 896 000

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :

OIIC181	1,40	23 mars 2021	139 935
OIIC182	1,51	22 avril 2021	132 824
OIIC183	1,32	21 mai 2021	279 870
OIIC184	1,25	23 juin 2021	845 629
OIIC185	1,21	23 juillet 2021	139 935
OIIC186	1,30	23 septembre 2021	139 935
OIIC187	1,34	22 octobre 2021	139 935
OIIC188	1,71	23 février 2022	149 819

			1 967 882

AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS – EMPRUNT
EN DOLLARS CANADIENS 93 863 882

DETTE À LONG TERME - Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

DMTN225	2,10	8 septembre 2019	750 000 000
DMTN233	TCAB 3M + 0,26	27 octobre 2021	1 200 000 000
DMTN232	1,35	8 mars 2022	2 000 000 000
DMTN229	2,40	2 juin 2026	5 650 000 000
DMTN234	2,60	2 juin 2027	1 750 000 000
DMTN119	5,60	2 juin 2035	16 113 000
DMTN228	2,90	2 décembre 2046	1 700 000 000
DMTN231	2,80	2 juin 2048	6 050 000 000
Obligations d'épargne de l'Ontario	Divers	21 juin 2019 - 21 juin 2026	126 822 300

AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – EMPRUNT			
EN DOLLARS CANADIENS.....			19 242 935 300

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

G72	1,95	27 janvier 2023	800 000 000

			800 000 000

AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			20 136 799 182

DETTE À LONG TERME - Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS

ADI4	3,10	26 août 2025	100 000 000
ADI5	3,50	27 janvier 2027	200 000 000
			300 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,98574 \$			295 723 000

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

G73	1,25	17 juin 2019	1 750 000 000
G74	2,40	8 février 2022	2 500 000 000
G69	2,50	27 avril 2026	1 000 000 000
			5 250 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,30100 \$			6 830 228 000

DETTE À LONG TERME - Fin
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			7 125 951 000
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères			(760 263 653)
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour les obligations à rendement réel.....			46 007 800
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			26 548 494 329
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			20 481 228
TOTAL - DETTE À LONG TERME			26 568 975 557

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

CPP	4,08	12 septembre 2016	31 374 000
CPP	4,88	10 février 2017	60 522 000

Société canadienne d'hypothèques et de logement :

CMHC	7,625 - 15,75	1er avril 2016 – 1er mars 2017	14 606 705

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :

OIIC	2,501	26 juillet 2016	4 400 082
OIIC	2,144	25 août 2016	1 868 018
OIIC	1,917	26 septembre 2016	3 109 264
OIIC	2,057	25 octobre 2016	3 833 322
OIIC	2,17	24 mars 2017	6 612 419

REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ...	126 325 810

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DMTN209	TCAB 3M + 0,125	12 avril 2016	1 090 000 000
DMTN196	TCAB 3M + 0,62	24 juin 2016	275 000 000
DMTN210	TCAB 3M + 0,18	27 juin 2016	1 000 000 000
DMTN208	3,20	8 septembre 2016	807 000 000
DMTN211	TCAB 3M + 0,15	14 septembre 2016	1 050 000 000
DMTN132	4,875	2 décembre 2016	200 000 000
DMTN152	Accélérateur	2 décembre 2016	17 700 000
JA	9,4688	11 juin 2016 - 10 décembre 2016	121 145
DMTN173	4,30	8 mars 2017	3 100 000 000
Redressement de la valeur nominale en échange de DMTN149 & DMTN152 pour DMTN119.....			42 204 000

			7 582 025 145

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1er mars 2000	35 900
1996	Divers	21 juin 2001	10 900
1997	Divers	21 juin 2000 - 21 juin 2004	9 000
1998	Divers	21 juin 2001 - 21 juin 2005	19 400
1999	Divers	21 juin 2002 - 21 juin 2006	62 200
2000	Divers	21 juin 2003 - 21 juin 2007	215 100
2001	Divers	21 juin 2004 - 21 juin 2008	921 600
2002	Divers	21 juin 2005 - 21 juin 2009	147 300
2003	Divers	21 juin 2006 - 21 juin 2010	349 000
2004	Divers	21 juin 2007 - 21 juin 2011	328 400
2005	Divers	21 juin 2008 - 21 juin 2012	328 100
2006	Divers	21 juin 2009 - 21 juin 2013	535 400
2007	Divers	21 juin 2010 - 21 juin 2014	778 000
2008	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2015	427 500
2009	Divers	21 juin 2012 - 21 juin 2016	13 011 900
2010	Divers	21 juin 2013 - 21 juin 2020	1 877 200
2011	Divers	21 juin 2014 - 21 juin 2021	305 970 500
2012	Divers	21 juin 2015 - 21 juin 2022	7 195 800
2013	Divers	21 juin 2016 - 21 juin 2023	23 472 900
2014	Divers	21 juin 2017 - 21 juin 2024	5 684 000
2015	Divers	21 juin 2018 - 21 juin 2025	8 261 900
2016	Divers	21 juin 2019 - 21 juin 2026	72 796 700

			442 438 700

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS

EMTN78	9,00	20 septembre 2016	60 000 000

			60 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,22710 \$			13 626 244

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS

DMTN171	4,95	21 décembre 2016	100 000 000

			100 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,15550 \$			115 550 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G29	5,45	27 avril 2016	900 000 000
G54	2,30	10 mai 2016	3 000 000 000
G64	1,00	22 juillet 2016.....	2 500 000 000
G56	1,60	22 septembre 2016.....	2 000 000 000
G31	4,95	28 novembre 2016.....	891 000 000

			9 291 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,07451 \$			9 983 253 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Fin

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ÉTRANGÈRES.....			10 112 429 244
Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires et rendement			21 876 657
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			18 285 095 556
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			221 214 094
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			18 506 309 650
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....			2 977 547 195
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME			21 483 856 845

VARIATION NETTE DE LA DETTE À COURT TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Aux fins de la province			
Bons du Trésor			2 587 171 000
Effets de commerce américains			(1 617 704 240)
			969 466 760
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			
Bons du Trésor			(975 578 000)
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			587 479 987
TOTAL – AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA DETTE À COURT TERME ...			581 368 747

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
Dette contractée aux fins de la province :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	10 002 740 000	10 002 740 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	114 068 385	131 923 608
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	36 456 670	51 063 375
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	10 153 265 055	10 185 726 983
Investisseurs publics.....	278 400 765 569	269 742 837 029
Obligations d'épargne de l'Ontario	1 644 252 300	1 959 868 700
Bons du Trésor	15 804 071 000	13 216 900 000
Effets de commerce américains	5 369 154 211	6 986 858 452
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	301 218 243 080	291 906 464 181
Dette de la School Board Trust	652 189 190	674 065 848
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	312 023 697 325	302 766 257 012
Redressement net de consolidation et autres redressements ..	655 435 609	289 169 716
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS	312 679 132 934	303 055 426 728
Dette contractée aux fins de la société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	230 466 000	230 466 000
Investisseurs publics.....	13 228 514 480	16 187 881 001
Bons du Trésor	654 046 000	1 629 624 000
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO ...	14 113 026 480	18 047 971 001
Dette directe de la SFIEO	6 309 619 000	6 309 619 000
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO	20 422 645 480	24 357 590 001
TOTAL - DETTE CONSOLIDÉE	333 101 778 414	327 413 016 729
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.....	2 636 835 272	3 759 000 000
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	7 762 835 272	8 885 000 000

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE - Suite**Au 31 mars 2017**

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses et en rands sud-africains.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OEO sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : à taux variable, à taux accélérateur et à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée par d'autres organismes gouvernementaux auprès de tiers et l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE - Fin**Au 31 mars 2017**

Dettes contractées aux fins de la SFIEO : La province emprunte, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), des fonds à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et émet sur les marchés publics des débiteures et des bons du Trésor. Le produit de tous ces emprunts est avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assortis de conditions semblables.

Dettes contractées aux fins d'investissement : Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars). Le changement du montant de la dette contractée pour Hydro One Inc. est le résultat de produits issus de la vente des actions de Hydro One en 2015-2016 et 2016-2017.

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

À l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

Exercice se terminant le 31 mars

2019	1999	CPP	5,81 - 5,84	45 270 000
2020	2000	CPP	5,50 - 6,91	869 889 000
2021	2001	CPP	6,33 - 6,67	609 834 000
2022	2002	CPP	6,22 - 6,47	330 994 000
2024	2004	CPP	5,26 - 5,97	688 007 000
2025	2005	CPP	5,15 - 5,79	1 133 182 000
2026	2006	CPP	4,67 - 5,19	574 612 000
2031	2009	CPP	4,79.....	43 880 000
2032	2009	CPP	4,75.....	52 000 000
2036	2006-2014	CPP	3,41 - 4,73	725 953 000
2037	2007	CPP	4,50 - 4,76	351 269 000
2038	2008-2017	CPP	2,64 - 4,68	375 952 000
2039	2009	CPP	4,70 - 5,48	493 439 000
2040	2010-2012	CPP	4,36 - 5,03	1 179 395 000
2041	2011	CPP	4,20 - 4,86	799 613 000
2042	2012	CPP	4,23 - 4,56	954 179 000
2043	2013	CPP	3,36 - 3,62	775 272 000

10 002 740 000

(3)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2018	2013	OIIC144-145	2,04 - 2,21	14 277 402	
2019	2014	OIIC146-156	2,02 - 2,53	57 095 610	
2020	2015	OIIC157-168	1,11 - 2,18	33 734 574	
2021	2016	OIIC169-180	1,30 - 1,62	6 992 917	
2021	2017	OIIC181	1,40.....	139 935	
2022	2017	OIIC182-188	1,212 - 1,709	1 827 947	

				114 068 385	(4)

À la Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2018	1977-1979	CMHC	7,625 - 13,00	3 190 910	
2019	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,25	7 210 044	
2020	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,75	15 832 033	
2021	1979-1981	CMHC	9,50 - 15,75	9 746 541	
2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75	477 142	

				36 456 670	(5)

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				10 153 265 055	
				=====	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

8 septembre 2017	20 janvier 2012	DMTN213	1,90	6 350 000 000	
22 septembre 2017	22 février 2013	DMTN219	TCAB 3M + 0,19.....	1 119 500 000	(6)
23 novembre 2017	23 novembre 2012	DMTN217	TCAB 3M + 0,25.....	750 000 000	(6)
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 560 000 000	
30 mai 2018	30 mai 2013	DMTN221	TCAB 3M + 0,12.....	775 000 000	(6)
2 juin 2018	28 août 2003	DMTN79	5,50	605 000 000	(6)
28 août 2018	28 août 2013	DMTN222	TCAB 3M + 0,16.....	600 800 000	(6)
8 septembre 2018	15 janvier 2013	DMTN218	2,10	7 628 000 000	
3 décembre 2018	3 décembre 2013	DMTN224	TCAB 3M + 0,15.....	937 000 000	(6)
2 juin 2019	19 avril 2004	DMTN105	5,35	100 000 000	(6)
2 juin 2019	17 avril 2009	DMTN195	4,40	7 050 000 000	(6)
26 août 2019	26 août 2014	DMTN226	TCAB 3M + 0,09.....	1 921 000 000	(6)
8 septembre 2019	5 juin 2014	DMTN225	2,10	4 150 000 000	
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	562 000 000	
2 juin 2020	23 février 2010	DMTN200	4,20	10 025 000 000	
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30	15 000 000	
16 mars 2021	16 mars 2016	DMTN230	TCAB 3M + 0,44.....	1 364 600 000	(6)
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50	75 000 000	(6)
2 juin 2021	12 janvier 2011	DMTN207	4,00	8 915 000 000	
27 octobre 2021	27 octobre 2016	DMTN233	TCAB 3M + 0,26.....	1 200 000 000	(6)
8 mars 2022	23 août 2016	DMTN232	1,35	2 000 000 000	
2 juin 2022	8 novembre 2011	DMTN212	3,15	11 771 700 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	9 322 700 000	
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	10 000 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	12 550 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 juin 2026	3 février 2016	DMTN229	2,40	7 500 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(7)
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1er avril 1998	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	9 février 2017	DMTN234	2,60	1 750 000 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20	133 300 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	5,85	188 000 000	
8 mars 2033	23 juillet 2004	DMTN116	5,85	100 000 000	(6)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(8)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
Du 10 janvier 1995 au					
10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(10)
"	"	JA	9,4688	3 480 199	(10)
"	"	JB	9,4688	8 482 324	(10)
"	"	JC	9,4688	4 764 354	(10)
"	"	JD	9,4688	3 171 134	(10)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	7 338 509 000	(6) (9)
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	5,35	150 000 000	
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1er décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel.	2 589 694 721	(11)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	
2 décembre 2037	1er février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(12)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	9 600 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	223 858 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65	11 368 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50	11 000 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(13)
1er mars 2045	1er mars 1995	JK	9,50	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2045	10 mai 2013	DMTN220	3,45	15 525 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	14 550 250 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	50 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2048	21 juin 2016	DMTN231	2,80	6 050 000 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	40 000 000	
2 juin 2062	8 novembre 2012	DMTN216	3,25	475 000 000	

				225 594 004 812	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(59 092 614)	(11)

				225 534 912 198	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

21 juin 2017	21 juin 2010	Annuel	3,75	9 789 400
21 juin 2017	21 juin 2010	Composé	3,75	8 571 600
21 juin 2017	21 juin 2012	Annuel	Accélérateur	338 261 000
21 juin 2017	21 juin 2012	Composé	Accélérateur	212 326 700
21 juin 2017	21 juin 2014	Annuel	Variable	2 372 600
21 juin 2017	21 juin 2014	Composé	Variable	7 142 600
21 juin 2017	21 juin 2014	Annuel	1,35	3 422 000
21 juin 2017	21 juin 2014	Composé	1,35	3 253 300
21 juin 2018	21 juin 2011	Annuel	3,20	6 479 100
21 juin 2018	21 juin 2011	Composé	3,20	6 202 700
21 juin 2018	21 juin 2013	Annuel	Accélérateur	199 822 900
21 juin 2018	21 juin 2013	Composé	Accélérateur	78 022 200
21 juin 2018	21 juin 2015	Annuel	Variable	2 241 600
21 juin 2018	21 juin 2015	Composé	Variable	2 165 700
21 juin 2018	21 juin 2015	Annuel	0,90	2 137 400
21 juin 2018	21 juin 2015	Composé	0,90	1 184 900
21 juin 2019	21 juin 2014	Annuel	Accélérateur	294 011 400
21 juin 2019	21 juin 2014	Composé	Accélérateur	159 291 900
21 juin 2019	21 juin 2016	Annuel	Variable	2 936 500
21 juin 2019	21 juin 2016	Composé	Variable	2 706 000
21 juin 2019	21 juin 2016	Annuel	1,00	2 552 400
21 juin 2019	21 juin 2016	Composé	1,00	2 658 700
21 juin 2020	21 juin 2010	Annuel	4,25	41 858 000

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)

21 juin 2020	21 juin 2010	Composé	4,25	30 518 800
21 juin 2020	21 juin 2015	Annuel	Accélérateur	27 823 700
21 juin 2020	21 juin 2015	Composé	Accélérateur	11 131 100
21 juin 2021	21 juin 2011	Annuel	3,80	11 636 500
21 juin 2021	21 juin 2011	Composé	3,80	12 889 200
21 juin 2021	21 juin 2016	Annuel	Accélérateur	22 796 200
21 juin 2021	21 juin 2016	Composé	Accélérateur	9 224 900
21 juin 2022	21 juin 2012	Annuel	2,80	3 983 600
21 juin 2022	21 juin 2012	Composé	2,80	5 100 100
21 juin 2023	21 juin 2013	Annuel	3,10	10 578 100
21 juin 2023	21 juin 2013	Composé	3,10	7 091 200
21 juin 2024	21 juin 2014	Annuel	3,10	18 944 400
21 juin 2024	21 juin 2014	Composé	3,10	9 434 100
21 juin 2025	21 juin 2015	Annuel	2,35	3 961 600
21 juin 2025	21 juin 2015	Composé	2,35	3 184 500
21 juin 2026	21 juin 2016	Annuel	2,20	4 795 100
21 juin 2026	21 juin 2016	Composé	2,20	6 355 800

Séries en circulation	1 588 859 500	(14)

Séries arrivées à échéance	55 392 800	(15)

TOTAL- OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	1 644 252 300

TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS	227 179 164 498

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

9 octobre 2018	9 octobre 2014	G68	1,75	500 000 000	
27 janvier 2023	29 janvier 2016	G72	1,95	1 550 000 000	
7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000	

TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS.....				3 156 700 000	

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000	

TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				300 000 000	

Dettes en devises étrangères

(16)

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS

29 septembre 2020	29 septembre 2010	ADI2	6,25	500 000 000	
22 août 2024	22 août 2014	ADI3	4,25	350 000 000	
26 août 2025	26 février 2015	ADI4	3,10	365 000 000	
27 janvier 2027	27 janvier 2017	ADI5	3,50	200 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL - PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				1 415 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,99380 \$				1 406 230 220	(16a)
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS					
23 avril 2019	23 avril 2009	EMTN97	4,75	1 500 000 000	
3 décembre 2019	3 décembre 2009	EMTN100	4,00	1 750 000 000	
28 septembre 2020	28 septembre 2010	EMTN107	3,00	1 250 000 000	
21 mai 2024	21 mai 2014	EMTN110	1,875	1 750 000 000	
21 janvier 2025	21 janvier 2015	EMTN111	0,875	1 250 000 000	
28 juin 2041	29 janvier 2016	EMTN112	1,82	52 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				7 552 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,52338 \$				11 504 578 795	(16b)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS					
9 janvier 2018	9 janvier 2009	PU	TIBEUR 3M + 1,39	120 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				120 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,7180 \$				206 160 000	(16c)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS

8 août 2018	8 août 2008	YL016	1,675	8 000 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS.....				8 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,009444 \$.....				75 550 891	(16d)

PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS

8 juin 2020	7 juin 2010	EMTN105	1,65	36 900 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS				36 900 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,011885 \$.....				438 543 243	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

30 juillet 2018	30 juillet 2008	EMTN82	3,75	225 000 000	
30 juillet 2018	14 août 2009	PY	2,525	100 000 000	
14 décembre 2018	14 août 2009	PZ	2,59	100 000 000	
29 avril 2019	29 avril 2009	EMTN95	3,375	225 000 000	
4 décembre 2019	4 décembre 2009	EMTN99	2,50	275 000 000	
7 mai 2020	7 mai 2010	EMTN101	2,375	400 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES.....				1 325 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE					
DE 1,12130 \$.....				1 485 725 372	(16e)

PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS

23 novembre 2017	23 novembre 2012	USMTN2	TIOL 3M + 0,25	250 000 000	
TOTAL - PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS				250 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE					
DE 1,01600 \$.....				254 000 000	(16f)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

25 octobre 2017	25 octobre 2012	G60	1,10	2 250 000 000	
15 décembre 2017	15 décembre 2010	G52	3,15	1 250 000 000	
14 février 2018	14 février 2013	G62	1,20	705 000 000	
16 juillet 2018	14 juillet 2011	G55	3,00	1 000 000 000	
27 septembre 2018	27 septembre 2013	G63	2,00	1 750 000 000	
18 janvier 2019	21 janvier 2016	G71	1,625	2 500 000 000	
30 janvier 2019	30 janvier 2014	G65	2,00	2 000 000 000	
17 juin 2019	17 juin 2016	G73	1,25	1 750 000 000	
27 septembre 2019	27 septembre 2012	G59	1,65	1 250 000 000	
7 octobre 2019	7 octobre 2009	G44	4,00	2 000 000 000	
14 avril 2020	14 avril 2010	G48	4,40	2 000 000 000	
21 mai 2020	21 mai 2015	G70	1,875	2 000 000 000	
10 septembre 2021	11 septembre 2014	G67	2,50	2 000 000 000	
8 février 2022	8 février 2017	G74	2,40	2 500 000 000	
29 juin 2022	29 juin 2012	G58	2,45	1 000 000 000	
16 mai 2024	16 mai 2014	G66	3,20	1 250 000 000	
27 avril 2026	27 avril 2016	G69	2,50	1 000 000 000	

TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

EN DOLLARS AMÉRICAINS..... 28 205 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE

DE 1,20949 \$..... 34 113 747 000 (16g)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL - OBLIGATIONS				280 120 400 019	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				(75 382 150)	

TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				280 045 017 869	
BONS DU TRÉSOR				15 804 071 000	

EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				4 050 770 000	(17)

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,32547 \$.....				5 369 154 211	

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				301 218 243 080	

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS.....				311 371 508 135	
				=====	
DETTE DU TRUST DES CONSEILS SCOLAIRES					
Exercice se terminant le 31 mars					
2034	2004		5,90	891 000 000	
Fonds d'amortissement				(238 810 810)	

				652 189 190	(18)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				312 023 697 325	
REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION – AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX					
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Société ontarienne d'hypothèques et de logement				246 941 384	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants				491 661 000	(4)
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Infrastructure Ontario				300 000 000	
Commission des parcs du Niagara				21 942 099	
ORNGE				272 837 243	
Centre des congrès d'Ottawa				1 687 252	
TITRES ONTARIENS DÉTENUS PAR LES ORGANISMES :					
Obligations				(341 718 385)	
Bons du Trésor				(337 914 984)	
TOTAL – REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				655 435 609	(19)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				312 679 132 934	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

**DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE
L'ONTARIO (SFIEO)**

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS****Office d'investissement du régime de pensions du Canada :**

2021	2001	CPP	6,08	19 375 000	
2022	2002	CPP	6,17 - 6,29	172 961 000	
2023	2003	CPP	6,16	38 130 000	

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				230 466 000	(3)

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

23 novembre 2017	23 novembre 2012	DMTN217	TCAB 3M + 0,25 ..	205 000 000
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 440 000 000
2 juin 2018	6 juin 2005	DMTN79	5,50	110 000 000
8 septembre 2018	22 juillet 2013	DMTN218	2,10	372 000 000
2 juin 2019	27 avril 2009	DMTN195	4,40	800 000 000
9 septembre 2019	5 juin 2014	DMTN225	2,10	100 000 000

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	29 000 000	
2 juin 2020	22 avril 2010	DMTN200	4,20	775 000 000	
2 juin 2021	15 avril 2011	DMTN207	4,00	85 000 000	
2 juin 2022	3 mai 2012	DMTN212	3,15	478 300 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	2 777 300 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	1 550 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	1 050 000 000	
2 juin 2027	11 février 2000	KJ	7,60	100 500 000	
25 août 2028	13 avril 1999	LQ	6,25	78 600 000	
1er décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel...	845 516 000	(11)
2 juin 2037	1 septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	282 000 000	
2 juin 2043	15 mai 2012	DMTN214	3,50	200 000 000	
2 juin 2045	1er octobre 2013	DMTN220	3,45	525 000 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	149 750 000	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				12 502 966 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

Dettes en devises étrangères (16)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS

9 octobre 2017	9 janvier 2009	PU	TIBEUR 3M + 1,39	105 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				105 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE					
DE 1,70800 \$.....				179 340 000	(16h)

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

30 juillet 2018	29 décembre 2008	EMTN82	3,75	125 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES.....				125 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE					
DE 1,25023 \$.....				156 278 353	(16h)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS

18 décembre 2018	18 décembre 2008	EMTN93	4,28	60 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS.....				60 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22750 \$				73 650 000	(16h)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

14 février 2018	14 février 2013	G62	1,20	295 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS.....				295 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,00000 \$.....				295 000 000	(16h)

TOTAL - OBLIGATIONS **13 207 234 353**

GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS 21 280 127

**TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES)
SUR CHANGE NON AMORTIS.....** **13 228 514 480**

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
BONS DU TRÉSOR				654 046 000	

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				13 882 560 480	

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO				14 113 026 480	

DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				6 309 619 000	

TOTAL - DETTE DE LA SFIEO				20 422 645 480	

TOTAL - DETTE CONSOLIDÉE				333 101 778 414	
				=====	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*

ONTARIO POWER GENERATION INC.....	5 126 000 000
HYDRO ONE INC.....	2 636 835 272
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	7 762 835 272

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

Références :

1. Aucune émission obligataire n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli, habituellement rajusté tous les trois mois (3M). Ces indices à taux variables sont les suivants : TCAB - taux canadien d'acceptations bancaires; TIBEUR - taux interbancaire offert en euros; et TIOL - taux interbancaire offert à Londres.
2. Les séries de dettes suivantes ont été contractées aux fins de la province et de la SFIEO : DMTN217, DMTN183, DMTN79, DMTN218, DMTN195, DMTN225, DMTN140, DMTN200, DMTN207, DMTN212, DMTN215, HP, DMTN223, DMTN227, KJ, LQ, DMTN158, DMTN164, DMTN182, DMTN204, DMTN214, DMTN220, DMTN228, PU, EMTN82 et G62.
3. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction. Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1^{er} avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
4. OIIC (SOGFII) : Le montant total de l'encours s'élève à 492 millions de dollars, il est directement investi dans la province de l'Ontario et Infrastructure Ontario.
5. CMHC : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis.
6. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations canadiennes afin de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements conformément à sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants : DMTN219 1,95 %, DMTN217 1,88 %, DMTN221 2,19 % (475 millions \$), DMTN79 TCAB 3M – 0,018 % (125 millions \$), DMTN222 2,52 % (531 millions \$), DMTN224 2,14 %, DMTN105 TCAB 3M, DMTN195 TCAB 3M + 0,58 % (600 millions \$), DMTN226 1,91 %, DMTN230 1,41 %, DMTN180 4,52 %, DMTN233 1,31 %, DMTN116 4,22 %, et DMTN119 4,75 % (257 millions \$).
7. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 25 % du montant principal dû doit être versé à la date d'échéance.
8. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,0 % par la suite.
9. DMTN119 : Les obligations prorogeables DMTN149 et DMTN152 ont été exercées et échangées pour l'obligation DMTN119 respectivement en juin 2016 et en décembre 2016. L'exécution des options a donné lieu à une augmentation de la valeur nominale des obligations de 456 millions de dollars (183 millions de dollars pour l'obligation DMTN149 et 273 millions de dollars pour l'obligation DMTN152).
10. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers prédéterminés, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2035. Au cours de l'exercice 2016-2017, le principal remboursé s'est élevé à 0,1 million de dollars. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée de ces obligations est de 1 092 millions de dollars.
11. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (« IPC »), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 4 octobre 2005. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO, et 300 millions de dollars ont été convertis en une dette nominale à taux fixe de 4,22 %. L'encours représente la valeur indexée du principal.
12. DMTN117 : L'obligation a été émise avec une forte prime en 2004 et offre un rendement de 5,74 %.
13. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2017

14. OSB (OEO) : Les obligations d'épargne de l'Ontario sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14^e jour civil suivant la date de rachat du 21 juin et du 21 décembre, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. Depuis 2009, les obligations à taux variable ne sont rachetables qu'une fois par an, le 21 juin. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.
- OEO – Taux fixe :
En 2009, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de deux, trois et cinq ans. En 2010 et 2011, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de trois, sept et dix ans. En 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016, les obligations à taux fixe émises avaient uniquement des termes de trois et dix ans.
- OEO – Taux accélérateur :
Série 2012 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 1,75 %, 2,0 % et 2,25 %.
Série 2013 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 1,75 %, 2,0 % et 2,25 %.
Série 2014 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 2,0 %, 2,25 % et 2,5 %.
Série 2015 : l'intérêt est payable au taux de 0,75 %, 0,9 %, 1,05 %, 1,2 % et 1,35 %.
Série 2016 : l'intérêt est payable au taux de 0,60 %, 0,75 %, 1,0 %, 1,25 % et 1,5 %
les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement.
- OEO – Taux variable :
Depuis 2009, le taux d'intérêt sur ces obligations à taux variable n'est rajusté qu'une seule fois par an, le 21 juin.
15. OSB (OEO) : Le montant de l'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. L'intérêt n'est payable sur ces obligations que jusqu'à la date d'échéance.
16. Le montant total de la dette en devises étrangères a été converti en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsque la dette était couverte, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elle ne l'était pas. Au 31 mars 2017, 98,6 % de la dette en devises étrangères étaient couverts. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2017 sont les suivants : dollar australien – 1,016128, euro – 1,41871, yen japonais – 0,011946, franc suisse – 1,32756, dollar américain – 1,32975.
- La province a également conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants :
- (a) en Australie en dollars australiens : 3,04 %
 - (b) EMTN en euros : 3,66 % (9 731 millions de dollars), TCAB 3M + 1,42 % (1 774 millions de dollars)
 - (c) sur les marchés internationaux en euros : 4,00 %
 - (d) au Japon en yens : 4,34 % (76 millions de dollars), EMTN en yens : 2,20 % (439 millions de dollars)
 - (e) EMTN en francs suisses : 4,45 % (955 millions de dollars), 531 millions de dollars non couverts au taux de 2,26 %
 - (f) aux États-Unis en dollars américains : 1,84 % (254 millions de dollars)
 - (g) sur les marchés internationaux en dollars américains : 3,00 % (16 226 millions de dollars), TCAB 3M + 0,33 % (8 616 millions de dollars), 1,02 % (7 997 millions de dollars), 1,91 % (1 274 millions de dollars)
- La SFIEO a également conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants :
- (h) sur les marchés internationaux en euros : 4,0 %, EMTN en francs suisses : 1,20 %, EMTN en dollars américains : 4,22 %, sur les marchés internationaux en dollars américains TCAB 3M + 0,32 %.
17. Les effets de commerce en dollars américains sont des billets à escompte ayant une échéance maximale de 270 jours.
18. SBT : La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.
19. Le montant total du redressement de consolidation comprend la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes. Les titres de l'Ontario faisant partie de la dette provinciale détenue par ces organismes sont les suivants (en millions de dollars) :
- Obligations d'épargne de l'Ontario :
Fonds de reboisement : DMTN207 – 3 millions de dollars; et DMTN215 – 3 millions de dollars.
Infrastructure Ontario : DMTN195 – 17 millions de dollars; DMTN218 – 62 millions de dollars; DMTN223 – 88 millions de dollars; DMTN225 – 6 millions de dollars.
Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN200 – 6 millions de dollars; DMTN213 – 12 millions de dollars; DMTN218 – 12 millions de dollars; DMTN219 – 7 millions de dollars et DMTN225 – 12 millions de dollars.
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : OIIC 144-188 - 114 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE - Fin

Au 31 mars 2017

Bons du Trésor :

Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario : 201 millions de dollars, Société ontarienne de financement de la croissance : 88 millions de dollars; Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : 15 millions de dollars; Fonds de reboisement : 3 millions de dollars, et Fondation Trillium de l'Ontario : 30 millions de dollars.

OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

	2017 \$	2016 \$
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
- à long terme	(2 977 547 195)	(2 032 572 774)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	0	0
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
- à long terme	20 481 228	1 052 261 092
Variation nette des emprunts à court terme	(975 578 000)	(532 000)
	-----	-----
Augmentation/(diminution) nette en débitures et billets aux fins de la SFIEO	(3 932 643 967)	(980 843 682)
	=====	=====
Intérêts sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
- à long terme	584 163 934	658 185 272
- à court terme	4 490 571	9 932 518
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	14 310 702	14 310 702
	-----	-----
	602 965 207	682 428 492
	-----	-----
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
- à long terme	2 977 547 195	2 032 572 774
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	0	0
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
- à long terme	(20 481 228)	(1 052 261 092)
Variation nette des emprunts à court terme	975 578 000	532 000
	-----	-----
Recouvrements/(avances) nets	3 932 643 967	980 843 682
	=====	=====
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
- à long terme	(584 163 934)	(658 185 272)
- à court terme	(4 490 571)	(9 932 518)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	(14 310 702)	(14 310 702)
	-----	-----
	(602 965 207)	(682 428 492)
	-----	-----

section 4

autres annexes

supplémentaires

(non vérifié)

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	Solde au 1 ^{er} avril 2016 \$	Prêts ¹ \$	Remboursements ² \$	Autres ³ \$	Solde au 31 mars 2017 \$
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation / Affaires rurales:					
• Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	20 701 698	2 173 400	4 554 520	-	18 320 578
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux – Intérêts à recevoir.....	1 220 800	-	-	(121 566)	1 099 234
	21 922 498	2 173 400	4 554 520	(121 566)	19 419 812
• Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	102 638	55 300	27 595	-	130 343
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités – Intérêts à recevoir ...	5 860	-	-	1 961	7 821
	108 498	55 300	27 595	1 961	138 164
Ministère du Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure / Recherche et de l'Innovation:					
• Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	172 583 727	-	246 548	-	172 337 179
Moins : Escompte non amorti	(87 436 496)	-	-	10 676 383	(76 760 113)
	85 147 231	-	246 548	10 676 383	95 577 066
• Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe*	39 467 904	-	6 869 074	-	32 598 830
Moins : Escompte non amorti	(102 609)	-	-	102 609	-
	39 365 295	-	6 869 074	102 609	32 598 830
• Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	84 236 474	-	30 225 000	-	54 011 474
Moins : Escompte non amorti	(2 037 431)	-	-	1 388 488	(648 943)
	82 199 043	-	30 225 000	1 388 488	53 362 531
• MaRS Phase 2*	290 182 224	89 000 000	290 182 223	638 803	89 638 803
• Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario	1 863 617	-	-	-	1 863 617
Moins : Escompte non amorti	(37 439)	-	-	24 752	(12 687)
	1 826 178	-	-	24 752	1 850 930
• Actif net de la Société foncière de l'Ontario	3 877 578	-	175 500	-	3 702 078
• Fonds pour l'emploi et la prospérité	1 000 000	400 000	-	-	1 400 000
Moins : Escompte non amorti	(76 408)	-	-	(15 352)	(91 760)
	923 592	400 000	-	(15 352)	1 308 240

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	Solde au 1 ^{er} avril 2016 \$	Prêts ¹ \$	Remboursements ² \$	Autres ³ \$	Solde au 31 mars 2017 \$
Ministère de l'Énergie					
• Hydro One.....	1 529 289 769	-	-	(1 321 138 000)	208 151 769
	-----	-----	-----	-----	-----
Ministère des Finances :					
• Ontario Power Generation*	5 126 000 000	-	-	-	5 126 000 000
• Hydro One Inc.*	3 637 000 000	-	-	-	3 637 000 000
• Société ontarienne de travaux d'infrastructure*					
Prêt à court terme	3 454 680 827	-	560 000 000	-	2 894 680 827
Amortissement du prêt.....	1 256 682 445	819 407 603	35 846 584	-	2 040 243 464
Crédit renouvelable à court terme....	485 000 000	1 725 000 000	1 840 000 000	-	370 000 000
• Gouvernement du Canada –					
Secteur de l'automobile	503 568 658	-	565 590	-	503 003 068
• Prêts de l'Office ontarien de financement :					
Conseils scolaires	5 611 957 996	67 128 407	206 011 884	-	5 473 074 519
Société des loteries et des jeux					
de l'Ontario*	34 084 560	8 250 000	8 565 438	-	33 769 122
Société indépendante d'exploitation					
du réseau d'électricité	-	230 020 400	148 811 641	-	81 208 759
Musée royal de l'Ontario*	30 145 037	-	4 145 037	-	26 000 000
Corporation de la ville de Windsor ...	9 916 138	-	1 744 748	-	8 171 390
Commission de transport Ontario					
Northland*	2 950 220	-	385 975	-	2 564 245
Commission des parcs du Niagara* ..	4 876 172	-	322 743	-	4 553 429
Centre Centennial des sciences					
et de la technologie*	500 000	-	500 000	-	-
Centre des congrès d'Ottawa*	45 212 518	1 902 329	-	-	47 114 847
Institut universitaire de					
technologie de l'Ontario	10 611 423	-	5 110 244	-	5 501 179
Collèges d'arts appliqués et de					
technologie	221 449 945	118 100 192	18 922 677	-	320 627 460
	-----	-----	-----	-----	-----
	5 971 704 009	425 401 328	394 520 387	-	6 002 584 950
	-----	-----	-----	-----	-----
• Fonds de garantie des prestations					
de retraite (FGPR)*	198 000 000	-	11 000 000	-	187 000 000
Moins : Escompte non amorti	(96 966 360)	-	-	5 387 020	(91 579 340)
	-----	-----	-----	-----	-----
	101 033 640	-	11 000 000	5 387 020	95 420 660
	-----	-----	-----	-----	-----

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	Solde au 1 ^{er} avril 2016 \$	Prêts ¹ \$	Remboursements ² \$	Autres ³ \$	Solde au 31 mars 2017 \$
Ministère des Finances :					
• Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario	195 273	-	-	-	195 273
• Aide sous forme de prêt – Stelco	150 000 000	-	-	-	150 000 000
• Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario	20 026 696 (17 400 000)	2 600 000	(26 696)	0	
• Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique	74 210 214	-	1 867 546	-	72 342 668
• Society of Energy Professionals	35 753 977	-	553 371	-	35 200 606
Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs :					
• Office du secteur des condominiums	-	3 500 000	-	-	3 500 000
• Office du secteur des condominiums – Intérêts à recevoir	-	-	-	10 074	10 074
	-	3 500 000	-	10 074	3 510 074
Ministère des Affaires municipales et du Logement :					
• Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	3 807	-	3 807	-	0
• Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	162 532	-	8 802	-	153 730
• Ville de Toronto	69 071 878	-	69 071 878	-	0
Ministère du Développement du Nord et des Mines:					
• Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	-	35 207 935
• Développement économique	20 497 275	-	-	-	20 497 275
• Développement économique – Intérêts à recevoir	54 987	-	-	29 722	84 709
	20 552 262	-	-	29 722	20 581 984
Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport:					
• Science Nord – Cinéma IMAX	75 837	-	-	-	75 837

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

	Solde au 1^{er} avril 2015	Prêts¹	Remboursements²	Autres³	Solde au 31 mars 2016
	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :					
• Prêts pour l'acquisition d'outils de travail.....	9 077 634	662 500	(918 662)	-	8 821 472
• Prêts étudiants non remboursés*	422 447 167	1 113 135	(62 282 235)	64 962 067	426 240 134
• Principal des prêts	2 227 532 386	1 057 940 747	(824 478 467)	(65 301 694)	2 395 692 972
Principal des prêts – Intérêts à recevoir	2 506 721	-	-	2 232 730	4 739 451
	-----	-----	-----	-----	-----
	2 230 039 107	1 057 940 747	(824 478 467)	(63 068 964)	2 400 432 423
	-----	-----	-----	-----	-----
TOTAL DES PRÊTS ET INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT					
LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2017.....					24 327 443 328
					=====
PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2017					(1 462 605 673)
					=====

1. Comprend les montants d'amortissement.

2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses, les libérations de prêts et les ajustements d'évaluation.

3. Comprend l'intérêt couru à recevoir et les redressements aux escomptes non amortis.

Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

*Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions figurent dans le Volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile consiste en un prêt conditionnel de 173 millions de dollars accordé à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de véhicules de trois usines ontariennes et à appuyer un centre canadien de l'ingénierie. L'accent sera mis notamment sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe a permis d'accorder des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes depuis le 5 février 2010.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques est un fonds pluriannuel, constitué de prêts conditionnels et de prêts remboursables visant à attirer des investissements stratégiques dans des projets innovateurs en vue de faciliter la transition de l'économie ontarienne et de favoriser sa compétitivité à l'échelle internationale et sa prospérité à long terme.

MaRS Phase 2 est un programme pluriannuel de prêts visant à appuyer le projet de construction d'une tour dans le cadre de MaRS Phase 2. En vertu du contrat de prêt signé avec MaRS Phase 2 Inc., la garantie du service de la dette précédente a pris fin et le ministère a assumé le prêt accordé par Infrastructure Ontario. Des fonds ont aussi été avancés pour l'acquisition de la participation de Alexandria Real Estate's (ARE) dans le projet MaRS Phase 2 et pour appuyer la transition du projet afin qu'il puisse être refinancé par un prêteur tiers. En janvier 2017, MaRS a conclu un accord de refinancement de 290 millions de dollars avec des prêteurs tiers privés. Cet accord a permis à MaRS de rembourser intégralement et avant la date prévue les deux prêts provinciaux contractés précédemment. Un nouveau prêt de 94 millions de dollars a été accordé en attendant que tout l'immeuble soit loué et pour aider à remplir les obligations imposées par les prêteurs tiers. Le nouveau prêt sera remboursé intégralement d'ici la fin de 2035.

Le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario est un fonds pluriannuel qui offre des subventions et des prêts visant à favoriser la création d'emplois, l'investissement, l'innovation, la mise sur pied de grappes industrielles et la collaboration dans le Sud-Ouest de l'Ontario.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Le Fonds pour l'emploi et la prospérité est un fonds de 2,7 milliards de dollars sur 10 ans qui vise à favoriser un climat d'affaires dynamique et innovateur et à améliorer la productivité et l'accès au marché pour les entreprises et les secteurs de l'Ontario. Ce programme a été lancé officiellement le 7 janvier 2015 et offre un soutien aux principaux secteurs comme la fabrication de pointe, l'aérospatiale et la défense, l'automobile et la technologie de l'information et des communications.

Au cours de l'exercice, la province a vendu des actions ordinaires de Hydro One Limited d'une valeur de 83,3 millions de dollars au prix de 23,65 l'action, 9 millions de ces actions ayant été vendues à Ontario Power Generation.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

Le 1^{er} avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc., la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

L'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (Hydro One) ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et de Hydro One (3 759 millions de dollars). De plus, la SFIEO était redevable à Hydro One pour un rajustement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à Hydro One le 1^{er} avril 1999. En guise de règlement, Hydro One a diminué le compte de capital de ses actionnaires en 2004. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFIEO, ce qui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans Hydro One, qui sont passés à 3 637 millions de dollars.

La Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en vertu de la *Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier*. Au 31 mars 2017, il existe un billet à ordre de 280 millions de dollars qui arrive à échéance le 31 mars 2053. L'intérêt sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, est payable chaque trimestre. Infrastructure Ontario avait bénéficié d'une réaffectation de prêts. Au 31 mars 2017, l'encours de ces prêts s'élevait à 2 615 millions de dollars. Ce programme a été remplacé par un nouveau programme mieux adapté au financement du programme de prêts d'Infrastructure Ontario. Au 31 mars 2017, l'encours des prêts de ce programme s'élevait à 2 040,2 millions de dollars.

La Société a obtenu une facilité de crédit renouvelable pour un montant maximal de 900 millions de dollars. Au 31 mars 2017, le solde impayé du crédit était de 370,0 millions de dollars à des taux d'intérêt variant entre 0,67 % et 0,69 %.

Les gouvernements de l'Ontario et du Canada, par l'entremise d'Exportation et développement Canada, une société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada, ont pris des mesures concertées pour assurer la viabilité et la compétitivité à long terme du secteur canadien de l'automobile. L'investissement de la province a représenté le tiers de l'aide financière canadienne totale accordée à General Motors, General Motors du Canada Limitée, Chrysler LLC et Chrysler Canada Ltée pour la restructuration de leurs opérations. Au 1^{er} avril 2016, l'investissement net de la province dans les fabricants d'automobiles se chiffrait à 503,6 millions de dollars. Au cours de l'exercice, l'investissement de la province a été réduit de 0,6 millions de dollars, ce qui a entraîné un solde de clôture de 503,0 millions de dollars au 31 mars 2017.

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

Depuis 2006, les conseils scolaires reçoivent des prêts dans le cadre de divers programmes. Durant l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2017, les conseils scolaires ont reçu d'autres prêts et fait deux versements confondus (capital et intérêts) semestriels. La totalité du montant impayé s'élève à 5 473,0 millions de dollars (5 612,0 millions de dollars en 2016). Les taux d'intérêt de ces prêts s'échelonnent entre 2,43 % et 5,38% et les prêts arrivent à échéance entre 2019 et 2042.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Des prêts totalisant 33,8 millions de dollars (34,1 millions de dollars en 2016) lui ont été accordés pour financer plusieurs projets. L'intérêt de ces prêts s'échelonne entre 0,90 % et 2,32 %. Ils arrivent à échéance entre octobre 2017 et janvier 2018. L'OOF a accordé à l'OLG un an de plus pour rembourser le prêt de 15,8 millions de dollars pour l'établissement du système de gestion des jeux dans les premières installations en octobre 2017.

Le Musée royal de l'Ontario est un organisme de la Couronne de la province en vertu d'une loi spéciale adoptée par l'Assemblée législative de l'Ontario, qui a emprunté 26,0 millions de dollars (30,1 millions de dollars en 2016) à taux variable taux actuel de 0,53 %. Les prêts en cours doivent être remboursés d'ici mars 2027.

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Le prêt de 20 ans a un taux de 6,41 % et vient à échéance en mars 2021. Le montant impayé s'élevait à 8,2 millions de dollars (9,9 millions de dollars en 2016).

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. Les emprunts totaux de la CTON de 2,6 millions de dollars (3,0 millions de dollars en mars 2016) arrivent à échéance entre 2020 et 2031 et ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 4,90 % et 5,22 %.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme de la Couronne de la province exploité en vertu de la *Loi de 1990 sur les parcs du Niagara*, a obtenu un prêt de 4,6 millions de dollars (4,9 millions de dollars en 2016) pour financer des dépenses en immobilisations supplémentaires engagées pour le réaménagement de la phase I de Table Rock House dans le parc Queen Victoria à Niagara Falls. Ce prêt, dont le taux d'intérêt est de 5,07 %, arrive à échéance en avril 2027.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Le prêt consenti pour financer la construction du projet Agents of Change est arrivé à échéance en mars 2017 (0,5 million de dollars en 2016).

Le Centre des congrès d'Ottawa est un organisme de la Couronne de la province en vertu de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, qui a obtenu un prêt de 47,1 millions de dollars (45,2 millions de dollars en 2016) aux fins d'un emprunt à terme fixe pour financer une partie de la construction du Centre des congrès d'Ottawa. Ce prêt de 25 ans, dont le taux d'intérêt est de 4,67 %, arrive à échéance en septembre 2036. Le montant en souffrance englobe des intérêts capitalisés de 7,1 million de dollars.

L'Institut universitaire de technologie de l'Ontario est une société établie en vertu de la *Loi de 2002 sur l'Institut universitaire de technologie de l'Ontario*. L'Institut universitaire de technologie de l'Ontario a emprunté 5,5 millions de dollars (10,6 millions de dollars) portant un intérêt de 2,77 % et arrivant à échéance en octobre 2017.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

On a accordé des prêts à des collèges d'arts appliqués et de technologie d'une valeur de 320,6 millions de dollars (221,4 millions de dollars en 2016) pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la construction de nouvelles résidences d'étudiants ou l'agrandissement de résidences, du matériel informatique, des terrains de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 1,32 % et 5,75 % et arrivent à échéance entre 2018 et 2042.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1^{er} décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

En 2005-2006, dans le cadre de la restructuration financière de Stelco Inc., le ministère a prêté à cette société 150 millions de dollars pour une période de dix ans à un taux de 1 %. En retour, Stelco Inc verse 400 millions de dollars dans ses régimes de retraite et a accepté un plan de refinancement de ces régimes. Soixante-quinze pour cent du prêt ne serait pas remboursé si les quatre principaux régimes de retraite de Stelco Inc sont entièrement capitalisés à la fin de la période de dix ans du prêt.

U.S. Steel Canada Inc. (USSC) est le successeur légal de Stelco Inc. et est responsable des obligations de Stelco Inc. à l'égard de la convention de prêt conclue avec la province. En septembre 2014, U.S. Steel Canada Inc. s'est placée sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*. En décembre 2014, la province a déposé une preuve de réclamation contre USSC pour le montant intégral du prêt et de l'intérêt couru. En outre, le ministère des Finances a constitué une provision pour créance douteuse de 37,5 millions de dollars pour la portion du prêt en souffrance.

En février 2016, le ministre des Finances a conclu un accord de prêt avec la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario (RRPO) dans le but de consentir, aux conditions du marché, un prêt remboursable allant jusqu'à 400 millions de dollars pour soutenir les activités de démarrage de la Société liées à la mise en œuvre du RRPO. Étant donné que la Société devait rembourser ce prêt à la province avec intérêts à partir des cotisations perçues et d'autres revenus, le prêt était considéré comme un actif d'exploitation du ministère des Finances. Le décaissement du prêt devait s'échelonner sur trois ans comme suit : 20 millions de dollars en 2015-2016, 240 millions de dollars en 2016-2017, et 140 millions de dollars en 2017-2018. En 2015-2016, la Société d'administration du RRPO a tiré le plein montant alloué de 20 millions de dollars.

En 2016-2017, un montant de 11 millions de dollars a été déboursé pour la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario. Cependant, une remise a été accordée à la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario (« Société ») en ce qui a trait à l'obligation de la Société de verser à la province de l'Ontario le principal non réglé et l'intérêt couru en vertu d'un contrat de prêt conclu par la province et la Société, déduction faite de tous les fonds excédentaires en possession de la Société, après que les ministres des Finances du Canada, de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador ont signé une entente de principe visant à bonifier le Régime de pensions du Canada, ceux du Québec et du Manitoba étant d'accord pour continuer à participer aux discussions à l'avenir.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

La province a consenti, à certaines conditions, des prêts distincts à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et à la fiducie de la Society of Energy Professionals (Société) afin de financer leur achat respectif d'actions ordinaires d'Hydro One Limited et certaines dépenses connexes. Le montant total du principal des prêts accordés aux fiducies s'élevait à 111 millions de dollars : 75 millions de dollars à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et 36 millions de dollars à la fiducie de la Société. Chaque fiducie emprunteuse a utilisé son prêt pour acheter des actions ordinaires d'Hydro One Limited et payer certaines dépenses connexes.

Une remise partielle des prêts consentis à ces fiducies syndicales à l'appui de l'achat d'actions de Hydro One en 2015 s'est traduite par un gain réalisé de 1 503 465 \$ pour 2016-2017.

Au cours de l'exercice 2016-2017, le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs (MSGSC) a accordé un prêt pour l'infrastructure de lancement et pour les opérations de 3,5 millions de dollars à l'Office ontarien du secteur des condominiums (OOSC), une société sans but lucratif devant être désignée en tant qu'autorité du secteur des condominiums aux fins de la *Loi de 1998 sur les condominiums*, telle que modifiée. Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, la somme de 3,5 millions de dollars ferait partie d'un prêt total de 7,5 millions de dollars s'échelonnant sur trois exercices de suite. Le prêt sera amorti et remboursé par l'OOSC à compter de 2019.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à celles-ci.

Les prêts au titre des crédits d'impôt aux municipalités et aux écoles représentent les remboursements accordés aux municipalités pour les crédits et les remboursements autorisés par la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*.

La province a conclu un accord de prêt sous forme de débentures avec la ville de Toronto en 2004. Le principal impayé est désormais estimé à quelque 69,1 millions de dollars. Le montant total remis sera de 231,3 millions de dollars, comprenant un intérêt couru de 61,1 millions de dollars.

La Commission de transport Ontario Northland exploite et maintient les services de transport, y compris les services d'autobus et de train, vers les régions du Nord de la province et au sein de celles-ci. La somme de 35 207 935 \$ représente le placement en actions du ministère dans la Commission. La province a octroyé des subventions de 79 340 218 \$ en 2016-2017.

À la fin de l'exercice 2016-2017, la somme de 20 581 984 \$ était due au ministère pour appuyer la croissance économique et l'investissement dans le Nord de l'Ontario.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 \$ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 \$ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer à la fin des études. Le prêt est sans intérêt jusqu'à un an après la fin de la formation.

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts au ministère de la Formation et des Collèges et Universités par l'entremise d'un fournisseur de services commence six mois après la fin de la période des études. S'il y a défaut de remboursement des prêts, des activités de recouvrement sont amorcées par l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	Solde au 1 ^{er} avril 2016 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2017 \$
Ministère du Procureur général :			
• Dépôts — jeux et alcools	14 532 472	(3 750 350)	10 782 122
• Fonds d'aide aux victimes	26 376 238	(1 468 219)	24 908 019
• Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i>	5 329 692	3 638 334	8 968 026
• Produits de la criminalité	7 658 108	291 399	7 949 507
Ministère des Services sociaux et communautaires :			
• Bureau des obligations familiales	48 176 640	(6 243 621)	41 933 019
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels :			
• Produits de la criminalité	12 553 331	2 314 783	14 868 114
• Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 462 732	(10 396)	5 452 336
Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique :			
• Fonds en fiducie d'assurance	30 486 054	1 860 234	32 346 288
• Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets	1 550 048	4 654	1 554 702
• Entente de partage des coûts – Port Loring	425 027	(209 675)	215 352
Ministère des Finances :			
• Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	51 946 529	(1 915 983)	50 030 546
• Réserve pour chèques en circulation	53 583 128	(6 300 115)	47 283 013
• Intérêt sur des obligations nominatives non réclamé	9 270 014	(673 428)	8 596 586
Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs :			
• Caisse d'assurance des sûretés mobilières	20 498 810	486 633	20 985 443
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée :			
• Réserve pour chèques en circulation	16 335 132	(293 790)	16 041 342
Ministère des Richesses naturelles et des Forêts :			
• Fonds de réserve forestier	2 071 769	68 732	2 140 501
• Fonds de reboisement	1 478 526	(62 724)	1 415 802
• Pêche et faune	18 529 849	7 860 704	26 390 553
• Parcs Ontario – <i>Loi sur les parcs provinciaux</i>	25 161 918	8 924 472	34 086 390

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	Solde au 1 ^{er} avril 2016 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2017 \$
Ministère du Développement du Nord et des Mines :			
• Fonds de réhabilitation des mines	21 158 116	(8 092 026)	13 066 090
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :			
• Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF)	13 307 603	345 237	13 652 840
Ministère des Transports :			
• Programme international d'immatriculation	4 501 070	1 633 524	6 134 594
• Programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité	13 196 067	(529 809)	12 666 258
• Fonds réservés au transport en commun	5 997 946	2 743 843	8 741 789
Ministère du Secrétariat du Conseil du Trésor :			
• Pensions et prestations supplémentaires:			
- Caisse de retraite des juges provinciaux.....	958 799 031	77 230 607	1 036 029 638
- Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts	39 636 015	(2 643 708)	36 992 307
- Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	326 274 754	22 015 682	348 380 436
- Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO	13 464 708	1 682 787	15 147 495
- Au-delà des prestations suppl. max. – CMM ...	-	21 387 000	21 387 000
- Régime complémentaire des juges de paix	22 349 759	2 207 450	24 557 209

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool*. En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2017, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 8 137 306,96 \$ et ceux relatifs aux alcools à 2 644 815,32 \$, soit un montant total pour ce compte de 10 782 122 \$.

Le Fonds d'aide aux victimes est un compte à fin déterminée établi en vertu de la Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels. La majorité (95 %) des revenus de ce fonds provient d'amendes supplémentaires pour les victimes imposées en vertu de la Loi sur les infractions provinciales. Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on peut veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On peut garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

Le ministère du Procureur général gère un compte à fin déterminée lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, et à accorder des subventions aux organismes d'application de la loi pour venir en aide aux victimes et prévenir les activités illicites qui entraînent la victimisation.

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels (MSCSC) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun un compte spécial pour l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. L'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province d'utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives d'application de la loi et de prévention des crimes, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale. Selon cet accord, le MPG reçoit 40 % des fonds versés par la province et le MSCSC en reçoit 60 %; cette répartition est de 25 % et de 75 % respectivement pour les fonds versés par le gouvernement fédéral.

Le ministère des Services sociaux et communautaires tient un compte spécial pour recevoir et verser les pensions alimentaires entre des tiers, comme cela est autorisé aux termes de la Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments (LOFEAA). L'article 5 de la LOFEAA autorise le directeur à exécuter les ordonnances alimentaires, à retenir les pensions alimentaires et à verser les montants recouvrés à la personne à qui ils sont dus.

Dans le budget de mai 1997, en reconnaissance de l'énorme sacrifice fait par nos agents de sécurité publique pour que l'Ontario demeure un endroit sûr, un décret instituait le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique à titre de compte à fin déterminée doté de 5 millions de dollars (portant des intérêts de 5 % par année lorsque le principal est inférieur à 5,5 millions de dollars). La bourse d'études fournit des fonds aux enfants et aux conjoints d'agents de sécurité publique morts dans l'exercice de leurs fonctions. Le financement est recommandé par un comité consultatif, qui a aussi été établi selon les directives du décret. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies et selon les directives du ministre, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Les contributions de garantie financière fournies sont en espèces et produisent des intérêts pendant qu'elles sont déposées auprès du ministre des Finances. Ces dépôts en espèces et les intérêts sont remboursables.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Il s'agit d'un compte spécial portant intérêt, qui est détenu en fiducie pour la collectivité de Port Loring par le ministère de l'Environnement. Il sera utilisé comme subvention de fonctionnement pour un réseau d'alimentation en eau communautaire qui a été construit en raison de la contamination par de l'essence d'eau souterraine qui a affecté des puits privés dans la collectivité.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2c.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2017.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2017.

La Caisse d'assurance des sûretés mobilières a été établie en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* et des règlements y afférents et comporte des revendications en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entrepreneurs*. Toute personne qui subit une perte ou un préjudice parce qu'elle s'est fiée à un certificat du registrateur a droit à une compensation. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement annuels totaux perçus plus les paiements d'intérêt applicables, tels qu'ils sont déterminés par le gouvernement dans un décret, sont versés à la Caisse en vue de contrebalancer des revendications potentielles.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2017.

La *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») prévoit l'établissement de Fonds de réserve forestier. Ces fonds servent aux fins suivantes : 1) le paiement des frais de sylviculture pour une terre sur laquelle du bois de la Couronne est mort ou endommagé par suite d'un incendie ou par des causes naturelles; 2) le paiement des frais de sylviculture pour une terre assujettie à un permis, si le titulaire du permis devient insolvable; 3) le paiement de programmes d'aménagement intensif des peuplements et de lutte antiparasitaire relativement au bois de la Couronne.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

En vertu de la *Loi sur les mines* de l'Ontario, L.R.O. 1990, chap. M. 14 (article 145), le Fonds de réhabilitation des mines est un compte spécial établi en 1994, au sein du Trésor, aux fins de la gestion des rentrées d'argent provenant des sociétés minières à des fins de garantie financière pour appuyer les activités d'un plan de fermeture pour la réhabilitation d'un site ou pour un risque minier.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le régime complémentaire des juges de paix, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017**

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel* (Loi). Le FAAF est administré par le surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel avec l'aide du Conseil consultatif du Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, dont les membres sont nommés par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. Si un collège privé d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois que la sûreté financière aura été éliminée, les réclamations des étudiants en souffrance seront payées à partir du FAAF.

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus auprès des entreprises ontariennes de transport par camions et par autocars qui ont été déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario pour le compte des territoires américains membres de l'IRP. Les recettes ainsi générées sont accumulées et distribuées tous les mois aux territoires américains et canadiens membres de l'IRP.

Le compte du programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies dans le cadre du programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité. Cela englobe les régies des routes locales. Il s'agit notamment de fonds versés par les régies des routes locales et les conseils des corvées légales, et dans le cadre d'ententes spéciales pour l'entretien et de contributions provinciales correspondantes, ainsi que de fonds provenant du fonds fédéral de la taxe sur l'essence pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. En vertu du programme lié aux terrains dans un territoire non érigé en municipalité, les régies sont constituées d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on en dénombre de 300 à 350 en activité dans la province. Ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Le ministère administre le Programme de financement des transports en commun par la taxe sur l'essence. En 2004, la province a commencé à accorder une part des revenus provinciaux générés par la taxe sur l'essence correspondant à un cent le litre, montant qui est passé à 1,5 cent le litre en octobre 2005 et à 2 cents le litre en octobre 2006. Ce programme procure une source durable de financement à long terme qui permet aux municipalités de l'Ontario d'améliorer et d'accroître les transports en commun. Le financement de 2 cents le litre est devenu permanent lors de l'adoption de la *Loi de 2013 réservant des fonds aux transports en commun* par l'entremise du budget de l'Ontario de 2013. Un compte spécial, le « Fonds réservés aux transports en commun » a été créé et des fonds, déterminés à l'aide d'une formule énoncée dans la Loi, y sont déposés et ultérieurement versés aux bénéficiaires. En 2013-2014, le ministère a changé l'année du programme de la taxe sur l'essence pour qu'elle corresponde à l'exercice provincial. Pour 2016-2017, conformément à la Loi, 334,5 millions de dollars ont été déposés dans le compte spécial. Au total, 99 municipalités desservant 134 collectivités des quatre coins de la province, représentant 90 % de la population totale de l'Ontario, ont reçu du financement provenant de la taxe sur l'essence en 2016-2017. Depuis 2004, la province s'est engagée à verser 3,8 milliards de dollars des fonds générés par la taxe sur l'essence aux municipalités ontariennes. En janvier 2017, la province a annoncé qu'à compter de 2019, elle doublera la part municipale des fonds provenant de la taxe sur l'essence pour la faire passer de deux cents le litre à quatre cents le litre d'ici 2021, sans augmentation de la taxe provinciale sur l'essence.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO**Au 31 mars 2017****PRÊTS GARANTIS**

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2017	Références
		%	\$	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES

Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	Permanent	Préférentiel	15 431 863	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement	Permanent	Divers	21 490 655	(2)
Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales	Avant 2006	Divers	19 726	

TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES			36 942 244	

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:

Catégorie A	Divers	Préférentiel	878 651
Catégorie B	Divers	Préférentiel + 1	65 573
Catégorie C	Divers	Préférentiel + 1	17 839 127

TOTAL, MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			18 783 351

TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			55 725 595
			=====

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin**

Au 31 mars 2017

AUTRE GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2017	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DES FINANCES				
Facilité de prêt offerte par la United Communities Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association	2010	4,75	493 625	(3)
Garanties d'emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones..	2011	Divers	204 700 000	(4)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES.....			205 193 625	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			205 193 625	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			260 919 220	

GARANTIES FINANCIÈRES – MINISTÈRE DES FINANCES :

Deux ententes existent pour donner suite aux exigences en matière de délivrance de permis de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) relativement aux garanties financières en ce qui concerne les obligations liées au déclassement de la centrale nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires d'Ontario Power Generation Inc. (OPG). Une entente donne à la CCSN accès (dans des cas prescrits) au fonds distinct créé aux termes de l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA). L'autre entente conclue entre la province et la CCSN donne une garantie provinciale directe à la CCSN pour le compte de l'OPG. Cette garantie a trait à la portion des obligations liées au déclassement de la centrale nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires non financée par la valeur estimée des fonds de l'ONFA au 1^{er} janvier 2013. En retour, la province reçoit d'OPG des droits annuels équivalant à 0,5 % de la valeur de la garantie. La garantie provinciale, pouvant atteindre 1 551 millions de dollars, porte en fait sur la période allant du 1^{er} janvier 2013 jusqu'à la fin de 2017. Pour chaque mois de janvier 2014, 2015, 2016 et 2017, OPG a versé à la province des droits de garantie de 7,76 millions de dollars en fonction du montant de la garantie de 1 551 millions de dollars.

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 120 000 000 \$.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 130 000 000 \$.
3. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la United Communities Credit Union Limited à la Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 11 mai 2010 et se terminant le 1^{er} avril 2015 au plus tôt ou le remboursement de tous les montants empruntés. La garantie devrait être prolongée en conséquence, jusqu'au 1^{er} avril 2035 au plus tard. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.
4. La province a fourni huit garanties d'emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones : deux au cours de l'exercice 2011-2012, deux en 2013-2014, une en 2014-2015, deux en 2015-2016 et une en 2016-2017 pour un total combiné de 236,1 millions de dollars. Ces garanties arriveront à échéance entre 2026-2027 et 2039-2040. Les emprunteurs paient à la province des droits annuels de garantie d'emprunt de 0,15 % du montant garanti en cours. Dans le cadre du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones, des garanties d'emprunt sont accordées pour appuyer la participation au capital-social des Autochtones pour des projets de production et de transport d'énergie renouvelable. L'enveloppe maximale du Programme est de 650 millions de dollars. Au 31 mars 2017, le montant maximal autorisé par décret pour des garanties existantes est de 240,1 millions de dollars. Parmi les événements postérieurs, une garantie a été accordée jusqu'ici en 2017-2018 pour une somme de 18,2 millions de dollars en vertu d'un décret pour un maximum de 20 millions de dollars.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

Au 31 mars 2017

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
2. Magnotta Winery Corporation et al. c. la CAJO et al. : allégations que la politique « Made Policy » qui impose des restrictions sur la vente de produits alcooliques a été établie de façon inéquitable et exerce une discrimination à l'égard de l'entreprise du demandeur.
3. Keatley Surveying Ltd. c. Teranet Inc. : recours collectif contre Teranet pour dommages-intérêts pour infraction à la *Loi sur le droit d'auteur*, relativement au système électronique d'enregistrement immobilier.
4. Quinte, Elaine, et al. c. Algoma Central Properties – Écroulement du centre commercial Algo d'Elliot Lake : Recours collectif découlant de l'écroulement du centre commercial Algo le 23 juin 2012.
5. Papassay, Holly c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Recours collectif pour dommages-intérêts et blessures subies par des membres pendant qu'ils étaient dans des foyers d'accueil de sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario relevant du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse.
6. Johnson, Glenn et autres c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Ébauche de demande en recours collectif pour dommages-intérêts envisagée par un groupe de détenus du EMDC entre le 1^{er} janvier 2010 et le 25 août 2013.
7. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et autres contre l'Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et autres.
8. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
9. Première nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
10. Première nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
11. Première nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
12. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
13. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
14. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
15. Première nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
16. Première nation Wauzhushk Onigum et Première nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières nations de Washagamis Bay.
17. Premières nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
18. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.
19. Première nation no 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
20. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite**

Au 31 mars 2017

21. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
22. Première nation Pic Moberg : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
23. Première nation Pays Plat c. le Canada et l'Ontario : cette poursuite demande une déclaration de titre ancestral et des mesures réparatoires connexes relativement aux terres situées sur la rive nord du lac Supérieur. Les demandeurs sont des Indiens Ojibway membres de la Première nation Pawgwasing, alias la Première nation Pays Plat. Ils prétendent qu'ils n'ont jamais signé le Traité Robinson-Supérieur de 1850 et qu'ils ne sont pas liés par celui-ci.
24. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
25. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocution de Samuel Peters Jarvis en 1837.
26. Première nation de Garden River, réserve no 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.
27. Poursuite en dommages-intérêts d'Agency One : revendication éventuelle d'un tiers intentée par le Canada contre l'Ontario et Fort Frances demandant un recours récursoire et le versement d'une indemnité pour dommages pour motif de fiducie constructive.
28. Première nation Aundek OMNI Kaning et al. : Contestation des demandeurs de la validité quant à l'équité et de la portée du Traité 94 (1862) qui contenait l'abandon de la plupart des terres censément réservées aux demandeurs par le Traité 45 (1836).
29. Première Nation de Northwest Angle (réserve n° 33) : Demande concernant les dommages causés par les inondations et des dommages connexes et déclaration d'obligations fiduciaires aux demandeurs.
30. Restoule et al. c. Canada et Ontario : Les demandeurs désirent obtenir une mesure de redressement déclaratoire reconnaissant une obligation de la Couronne, actuelle et antérieure, d'augmenter les annuités du traité [Robinson Huron de 1850] dans la mesure où la Couronne peut le faire à partir des revenus générés par les terres cédées, sans subir de perte. Ils désirent aussi obtenir une reddition de comptes et des dommages.
31. Poursuites devant la Commission du droit d'auteur du Canada mettant en cause Access Copyright, le ministère de l'Éducation de l'Ontario et tous les conseils et administrations scolaires financés par les fonds publics.
32. MediaMix Interactive Inc. : Déclaration auprès de la Cour suprême de l'Ontario pour les dommages (y compris les intérêts) et les coûts découlant de l'infraction alléguée et de la résiliation illégale par le ministère des Richesses naturelles et des Forêts en octobre 2010 d'un contrat conclu en mai 2009 par le ministère et MMI pour des services de réservations et d'inscriptions clé en main.
33. Welsh c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario. La demande est déposée par un ancien élève et résident de l'école pour sourds Ernest C. Drury, qu'il a fréquentée entre 1964 et 1971, et un ancien élève de l'école pour sourds Roberts, qu'il a fréquentée entre 1972 et 1976.
34. Confinement solitaire - recours collectif en regard des établissements de justice pour la jeunesse de l'Ontario : l'avis allègue qu'il y a eu négligence et violation du devoir de fiduciaire de la part de l'Ontario dans l'exploitation et la gestion des établissements.
35. Templin, James c. Sa Majesté la Reine – Child and Parent Resource Institute : recours collectif relativement à la gestion et à l'exploitation du Child and Parent Resource Institute.
36. Grand Chef Coon Come, Mathew : avis d'action pour la reconnaissance du titre et des droits autochtones sur le territoire traditionnel.
37. Association of Ontario Midwives c. Ontario : contestation en vertu du *Code des droits de la personne* alléguant que la rémunération offerte par l'Ontario aux sages-femmes est discriminatoire.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite**

Au 31 mars 2017

38. Fédération des enseignantes et enseignants de l'élémentaire de l'Ontario et al. c. Sa Majesté la Reine : le syndicat conteste la constitutionnalité de la *Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves*.
39. Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario c. Sa Majesté la Reine : le syndicat conteste la constitutionnalité de la *Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves*.
40. Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et al c. Sa Majesté la Reine : le syndicat conteste la constitutionnalité de la *Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves*.
41. Section locale 27 du SCFP c. Greater Essex District School Board : le ministre demande une interprétation du paragraphe 177(3) de la *Loi sur l'éducation*.
42. Dadzie, Godday, et al v SMRCO: avis de recours collectif intenté au nom de tous les immigrants détenus par l'ASFC.
43. Muskoka Inondation: recours collectif contre le ministère des Ressources naturelles pour les dommages résultant de niveaux d'eau élevés au début de 2016, prétendument causé par un défaut de mise en œuvre du plan de gestion des eaux de Muskoka.
44. Francis, Conrey c. SMRCO : avis de recours collectif proposé concernant le recours excessif systématique à l'isolement dans les établissements correctionnels.
45. Traditional Grandmothers of Piwakanagan c. le chef et le conseil des Algonquins de Piwakanagan et al. : réclamations faisant valoir le titre ancestral sur une grande partie de la vallée de l'Outaouais se trouvant en Ontario et remettant en question la légitimité des négociations en cours quant aux revendications territoriales.
46. Morrisseau, Catherine c. SMRCO et al. : demande de recours collectif proposé présentée pour le compte d'Autochtones dont les parents ont été confiés à la garde de familles d'accueil, de parents adoptifs ou de tuteurs non autochtones en vertu du programme visant à adopter des indiens et des métis.
47. Leroux, Mark Litigation Guardian of Leroux, Brianna : recours collectif concernant des listes d'attente anormalement élevées.
48. Algonquins de l'Ontario, Ontario, Canada. Entente de principe à caractère non-obligatoire en vue de la poursuite des négociations pour en arriver à une entente finale qui définira les droits permanents des Algonquins de l'Ontario quant aux terres et aux ressources naturelles à l'intérieur de la zone faisant l'objet du règlement.
49. Première Nation de Gull Bay c. Canada et Ontario : le demandeur allègue que les Crow n'ont pas arpenté la réserve à laquelle le demandeur a droit en vertu du traité Robinson Superior de 1850 au moment opportun, ce qui a résulté en une réserve plus petite que ce qui était convenu.
50. Kitigan Zibi Anishinabeg et al. c. le procureur général du Canada, la Commission de la capitale nationale et SMRCO : les demandeurs pour le compte de la Nation anishinabée Algonquin font valoir le titre ancestral sur des terres à Ottawa sur la rivière des Outaouais à l'extrémité ouest du centre-ville.
51. Lapple c. SMR : recours collectif proposé : tous les prisonniers incarcérés ou détenus dans tous les établissements correctionnels de l'Ontario.
52. Cirillo, Robin c. SMRCO : recours collectif concernant les retards des audiences sur la libération sous caution : recours collectif potentiel pour les retards au sein du système de libération sous caution.
53. Minotar Holdings Inc. : allégation de malfaisance dans les fonctions publiques en ce qui a trait à l'inclusion continue de 60 acres du bien-fonds du demandeur dans la ceinture de verdure.
54. Recours collectif proposé : concernant le déraillement d'un train du CN près de Gogama, Ontario.
55. Ontario First Nations Limited Partnership; Société des loteries et des jeux de l'Ontario : question concernant un accord de partage des revenus conclu entre l'OLG et l'Ontario.
56. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning (Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première nation de Scugog Island.

* Mis à jour en fonction des modifications jusqu'à la date de publication du Rapport annuel. 56 des réclamations susmentionnées ont été évaluées comme « indéterminables ».

